



Etude EPS n° 2011-33

«Réflexion stratégique sur les défenses antimissiles de territoire »

Rapport final
5 novembre 2012.

Glossaire

AAAD : All-Arms Air Defence
ABL : AirBorne Laser
APEC : Asia-Pacific Economic Cooperation
APL : Armée Populaire de Libération (Chine)
ASAT : Anti-SATellit weapon
ASEAN : Association des Nations de l'Asie du Sud-Est
BITD : Base Industrielle et Technologique de Défense
BMD : Ballistic Missile Defense
BPC : Bâtiment de Projection et de Commandement
CEI : Communauté des Etats Indépendants
CEP : Coefficient d'Erreur Probable
CMI : Complexe Militaro-Industriel
COSTIND : Commission Of Science, Technology and Industry for National Defence
DAMB : Défense antimissiles balistiques
DOD : Department Of Defense
DRDO : Defence Research and Development Organization (Inde)
EKV : Exoatmospheric Kill Vehicle
EPAA : European Phased Adaptive Approach
FCE : Forces Conventionnelles en Europe
FSB : *Федеральная служба безопасности Российской Федерации* ou Service Fédéral de Sécurité de la Fédération de Russie
GBI : Ground Based Interceptor
GLCM : Ground-Launched Cruise Missile
ICBM : InterContinental Ballistic Missile
IDS : Initiative de Défense Stratégique
IMI : Israël Military Industries
ISRO : Indian Space Research Organization
IRBM : Intermediate-Range Ballistic Missile
JADGE : Japan Air Defense Ground Environment
MAD : Mutual Assured Destruction
MIRV : Multiple Independently targetable Re-entry Vehicle
MRBM : Medium-Range Ballistic Missile
MSBS : missile Mer-Sol Balistique Stratégique
MTCR : Missile Technology Control Regime
NMD : National Missile Defense
NRBC : Nucléaire, Radiologique, Bactériologique et Chimique
NRO : National Reconnaissance Office
NSC : National Security Council (Inde)
OSC : Organisation de Sécurité de Shangai
OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
OTSC : Organisation du Traité de Sécurité collective
PSLV : Polar Satellite Launch Vehicle
RPC : République Populaire de Chine
SLR : Satellite Laser Ranging
SNLE : Sous-marin Nucléaire Lanceur d'Engins
SRBM : Small Range Ballistic Missile
THAAD : Terminal High Altitude Area Defense
THEL : Tactical High Energy Laser

TMD : Theater Missile Defense
UCAV : Unmanned Combat Air Vehicle
UE : Union Européenne
URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques
VKO : *Voïska Vosdijno-kosmicheskoi Oborony*. Troupes de défense aérienne et spatiale.
VPVO : *Voïska ProtivoVozdushnoi Oborony*. Troupes de défense aérienne
VVS : *Voïenno-vozdouchnye sily Rossii*. Armée de l'air russe.
TNP : Traité de Non-Prolifération
ZEAN : Zone Exempte d'Armes Nucléaires

TABLE

Introduction	7
I. LA DAMB AUX ETATS-UNIS. BILAN ET PERSPECTIVES	9
I. Renforcer la coopération internationale : la priorité de Washington	11
II. La modification des équilibres internationaux au service de la coopération avec Washington	21
III. Les implications des programmes américains sur d'autres pays	26
IV. Les débats à Washington sur le développement de la DAMB	34
Conclusion	39
II. ISRAËL, NATION PILOTE ET CENTRE D'EXPERIMENTATIONS	40
I. Analyse géopolitique de la menace	41
A. Soixante ans de guerre pour bâtir un sanctuaire.	41
1. 1947-1956 : <i>Le dos au mur.</i>	42
2. 1967-1982 : <i>Israël au sommet de sa puissance</i>	43
3. 1982-2012 : <i>Une innocence perdue, une société en proie aux doutes...</i>	45
B. Iran-Israël : Sur le fond quel contentieux ?	47
C. La montée de l'islamisme radical sunnite, revers de la médaille d'un élan initialement démocratique	50
1. <i>Quelle relation avec l'Egypte ?</i>	50
2. <i>Syrie, Jordanie, Liban...Quelle évolution politique au Machrek ?</i>	51
II. Analyse technique de la menace : Quelles capacités ennemies ?	54
A. La menace quotidienne : Les arsenaux du <i>Hamas</i> et du <i>Hezbollah</i> .	54
B. Les missiles syriens, une préoccupation croissante	54
C. L'épouvantail iranien.	55
D. Les menaces « diffuses »	57
III. Le programme ABM israélien : Un dispositif multicouches d'avant-garde	59
A. Doctrine d'emploi	59
B. Du PAC-2 aux <i>Arrow-1, 2 et 3</i> : une ambition sans cesse réaffirmée.	61
1. <i>Arrow-1 et 2 : Pallier les défauts de la famille Patriot</i>	62
2. <i>Le Arrow-3, saut technologique et complément endoatmosphérique</i>	64
C. <i>Iron Dome</i> et <i>David's Sling</i> : Dernières strates de la défense multicouches	65
1. <i>Le David's sling, un projet au devenir incertain</i>	65
2. <i>L'Iron Dome, un dispositif novateur pour la dernière couche de la défense aérienne / DAMB</i>	65
IV. La DAMB israélienne : quels impacts ?	67
A. Impacts régionaux.	67
B. Impacts globaux	68
C. Impacts économiques	68
1. <i>Un investissement trop élevé pour Israël ?</i>	68
2. <i>De fortes retombées à l'export.</i>	70
Conclusion	71
III. LES PROGRAMMES DE DEFENSE ANTIMISSILES BALISTIQUES RUSSES. UNE FORTE VOLONTE POLITIQUE, DE NOMBREUSES INCERTITUDES TECHNIQUES	72
I. Analyse géopolitique de la menace	73
A. Les dangers à court-moyen terme : Séparatisme, terrorisme, fondamentalisme musulman	76
1. <i>Le terrorisme caucasien, premier foyer de tension.</i>	77
2. <i>La contagion islamiste : une crainte de plus en plus fondée</i>	79
B. A long terme : la menace chinoise	84
C. Les menaces « improbables » : Corée du Nord, Japon...	89
D. ABM : La principale problématique est occidentale	92
1. <i>Russie-Occident : une longue suite de malentendus et de rendez-vous ratés.</i>	92
2. <i>Une solide méfiance vis-à-vis de l'axe anglo-saxon</i>	97

II. Analyse technique de la menace : Quelles capacités ennemies ?	103
A. La menace américaine : entre inquiétudes réelles et instrumentalisation politique	103
B. Les arsenaux Britannique et Français : Une simple variable de négociation dans les négociations sur le désarmement.	107
C. La menace balistique chinoise	108
D. Japon, Corée du Nord...des périls balistiques très diffus.	109
III. Le(s) programme(s) ABM russes et leur insertion dans le dispositif de défense national	111
A. Un outil de dissuasion en pleine rénovation	111
1. La nouvelle génération d'ICBM.	111
2. De nouveaux MSBS	112
3. Une triade stratégique maintenue : la rénovation de la composante aérienne	113
B. La mise sur pied d'un dispositif de défense aérospatial moderne	113
1. Le nouveau VKO : Ambitions et réalités d'un système potentiellement tentaculaire	114
2. Un dispositif de défense multicouches en gestation	119
IV. Impacts des programmes russes de DAMB	127
A. Impact politique régional et international	127
1. En Europe	127
2. En Asie	127
3. Dans « l'étranger proche »	127
4. Impact sur les alliés traditionnels de la Russie	129
B. Impact à l'export	129
C. Impact industriel	130
Conclusion	134
IV. LES PROGRAMMES DE DEFENSE ANTIMISSILES BALISTIQUES CHINOIS	135
I. Analyse géopolitique de la menace	137
A. L'évolution de la Chine	137
1. La volonté de puissance	137
2. L'extension du domaine maritime	138
3. Le retour aux vieux démons des Traités Inégaux	139
B. Les menaces balistiques	140
1. Menaces venant de puissances déjà équipées	140
2. Menaces venant de pays susceptibles de s'équiper	142
C. Menaces liées au terrorisme d'état	145
1. L'islamisme radical	145
2. La Corée du Nord	145
II. Réponse : Le(s) programme(s) ABM dans leur cadre	146
A. Genèse de la DAMB chinoise	146
1. La solitude stratégique chinoise	146
2. Les premiers projets	147
B. Les défis pratiques	150
C. Les solutions choisies	151
1. Les essais déjà effectués	152
2. Choix techniques et réalisations en cours	153
3. Les développements des intercepteurs exo atmosphériques	153
4. Les développements des sol-air	154
5. Réalisations et lacunes	154
D. Les choix stratégiques et les déploiements associés	156
E. La DAMB dans l'industrie de défense chinoise	157
1. Le secteur espace et missiles	157
2. Le secteur de l'électronique	160

III. Les conséquences de l'éventuelle mise en place d'une DAMB chinoise	163
A. Conséquences pratiques	163
1. Politiques	164
2. Les coûts	165
3. L'efficacité opérationnelle	160
B. Impact géostratégique	165
1. Inde	166
2. Les voisins de l'Est, l'ASEAN et Taïwan.	166
3. La Russie	167
4. Les Etats-Unis	167
V. Le programme indien de défense antimissile balistique : Ambitions politiques, desseins stratégiques, réalités technologiques	169
I. Analyse géopolitique de la menace	170
II. Analyse technique des capacités ennemies : L'Inde face à un binôme de menaces balistiques	174
A. La menace balistique chinoise	174
B. La menace balistique pakistanaise	176
III. Le programme indien de défense antimissile de territoire	180
A. Les origines de la défense antimissile indienne	180
B. Architecture et mise en place	184
C. Doctrine stratégique indienne et défense antimissile : entre flou conceptuel et carence	185
1. L'Inde : statut, ambitions et réalités	186
2. Vicissitudes internes, coopérations extérieures	187
3. Oppositions et réserves à la défense antimissile de territoire	188
D. DRDO : au cœur des développements, des projets et des limites	189
IV. Impacts diplomatique, politico-militaire, économique et industriel du programme de défense antimissile indien	195
A. Impacts diplomatiques	195
1. Impact régional : perceptions pakistanaises, chinoises et implications	195
2. Impact international : l'assistance technique d'Etats « indo- compatibles »	201
B. Conséquences politico-militaires : une course régionale aux armements, onde de choc majeure de la BMD	209
C. Effets économiques et industriels : défense antimissile et BITD nationale, aspirations, contribution et limites	211
Conclusion	212
CONCLUSION GENERALE	215
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	217

INTRODUCTION

Cinq Etats, cinq puissances nucléaires développant des programmes de défense antimissiles balistiques : cette étude a été l'occasion pour l'IRIS de se livrer à un vaste tour d'horizon géopolitique et stratégique.

La problématique américaine (I) a été traitée dans ses grandes lignes comme convenu avec le comité de pilotage. Bien connue, elle n'a pas présenté de difficultés.

La difficulté s'annonçait plus grande en ce qui concerne les dossiers d'Israël (II), de la Russie (III), de la Chine (IV) et de l'Inde (V). Cette dernière, qui mérite en la circonstance sa réputation de « plus grande démocratie du monde », n'a en définitive suscité aucun problème compte tenu d'une vraie transparence de l'information, hormis sur la question des investissements consentis. En revanche il a été difficile pour l'IRIS de réunir certains éléments d'information sur les autres Etats.

L'attaché de défense israélien à Paris n'a jamais pris la peine de répondre à nos multiples sollicitations. Les services de l'armée israélienne et la plupart des industriels, estimant qu'ils avaient déjà communiqué toutes les données nécessaires lors de deux récentes visites du SGDSN et de la DAS, n'ont pas estimé pertinent de nous recevoir. Les militaires russes, par tradition, ne communiquent qu'avec réticence, y compris avec leurs homologues français de la mission de défense à Moscou. Les industriels, qui ont longtemps partagé ce culte du secret s'ouvrent peu à peu mais sont encore loin de se montrer aussi accessibles que leurs collègues occidentaux. Ces vestiges du culte du secret soviétiques sont toutefois sans aucune commune mesure avec la paranoïa dont sont coutumières les autorités chinoises.

L'IRIS, toutefois, estime avoir su contourner ces obstacles au mieux, fort des contacts que son équipe a noué, lors de précédentes études, dans les Etats en question.

L'équipe de l'Institut, conformément à sa feuille de route, s'est livrée à une analyse de fond, privilégiant les déterminants géostratégiques et géopolitiques conditionnant les programmes de DAMB. Les données techniques de ces derniers n'en ont pas moins été traitées mais sans prendre le risque de se livrer à des commentaires qui ne sont ni dans la vocation scientifique de l'IRIS, ni dans la ligne de ce qui nous a été demandé.

De nos travaux peuvent être retenus quelques points essentiels :

La DAMB n'est considérée par aucun Etat comme une éventuelle alternative à la dissuasion nucléaire, ne serait-ce que parce que les programmes ABM sont considérés comme trop peu fiables pour jouer un tel rôle vis-à-vis d'un éventuel agresseur. Coûts de recherche et développement colossaux conjugués à des défis techniques difficilement surmontables : Les

projets ABM grèvent le budget des Etats sans aucune garantie d'efficacité opérationnelle. Aucune des nations engagées dans ces projets n'y renonce cependant.

D'une part parce que les technologies développées, si elles ne permettent pas de se prémunir contre les têtes multiples d'un ICBM en phase de rentrée, présentent un vrai potentiel vis-à-vis d'armes moins ambitieuses, missiles à courte portée et IRBM. Une défense antimissiles peut avoir de vraies chances de succès si elle est limitée à un espace réduit : Une agglomération, une tête de pont établie par des troupes, une infrastructure militaire, une escadre...

D'autre part parce que ces programmes permettent d'exercer une influence diplomatique majeure : Posséder la possibilité de mettre à l'abri un Etat d'un adversaire en lui transférant les technologies nécessaires permet, tout en mettant en échec les projets offensifs d'une puissance rivale, de s'assurer la fidélité de ses alliés.

Enfin, dans la mesure où l'export de ces matériels constitue, potentiellement, un formidable relai de croissance pour les industries de défense disposant des technologies en catalogue, la DAMB est un enjeu économique de premier plan. A ce titre il est possible d'affirmer que l'objectif de ces programmes est autant industriel que militaire, si ce n'est davantage.

I.

LA DAMB AUX ETATS-UNIS

BILAN

ET

PERSPECTIVES

Le développement des capacités de défense antimissiles américaines, que ce soit la NMD ou la TMD, a fait l'objet d'un nombre impressionnant d'études et de rapports au cours de la dernière décennie¹. Il est dès lors inutile de revenir en détail sur ces développements, qui furent entre autres l'objet d'un récent rapport déposé au Sénat français². Ce sont en revanche la relation que les Etats-Unis entretiennent dans ce domaine avec leurs alliés, les programmes de coopération en matière de DAMB et les possibilités de nouveaux partenariats qui seront abordés ici.

Cette section de l'étude met d'abord l'accent sur la volonté de Washington de renforcer la coopération internationale, en développant des programmes communs de DAMB (1). Elle s'attarde ensuite sur l'impact de la modification des équilibres internationaux sur ces coopérations (2), mesure l'impact de ces coopérations sur d'autres pays (3). Enfin elle dresse un rapide bilan des débats aux Etats-Unis sur les coopérations internationales en matière de DAMB (4) et, par extension, sur la pertinence de la défense antimissile. Sur ces différents points, les perspectives sont mises en avant, que ce soit dans les développements des partenariats et dans les perceptions alimentant les débats aux Etats-Unis.

Compte-tenu des autres développements contenus dans cette étude, cette section s'attarde en particulier sur les partenariats en Asie de l'Est.

¹ Il suffit de consulter les travaux de la Missile Defense Agency, du Département de la Défense, les rapports pour mesurer l'importance de ce sujet dans les cercles stratégiques. Pour une vue d'ensemble, lire Steven A. Hildreth et Amy F. Woolf, *Ballistic Missile Defense and Offensive Arms Reductions: A Review of the Historical Record*, Congressional Research Service, 25 mai 2010.

² Jacques Gautier, Xavier Pintat et Daniel Reiner, *Rapport d'information sur la défense antimissile balistique*, Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, Rapport n°733, Paris, 6 juillet 2011.

I. RENFORCER LA COOPERATION INTERNATIONALE : LA PRIORITE DE WASHINGTON

La coopération internationale en matière de DAMB amorcée par l'Administration Bush, se poursuit depuis l'arrivée au pouvoir de Barack Obama. Il s'agit même, compte-tenu des implications stratégiques et des retombées industrielles, d'une priorité pour Washington.

Un objectif clé de la stratégie américaine en matière de développement des capacités de DAMB est de conduire des efforts internationaux et d'élargir la coopération sur la défense antimissile. Les Etats-Unis se sont engagés à travailler de manière intensive avec leurs alliés et partenaires selon deux axes principaux :

- **Développer des capacités qui soient compétitives et attractives pour les alliés**
- **Engager une coopération internationale en matière technologique et industrielle sur une vaste gamme de missiles de défense.**

Dans le cadre de cet effort et en marge des relations avec les Etats amis et alliés, le Département à la Défense (DoD) s'emploie également à élargir la coopération avec la Russie sur la défense antimissile, la contre-prolifération, et les questions connexes.

Selon la ligne officielle du DoD, les Etats-Unis cherchent à créer un environnement dans lequel le développement, l'acquisition, le déploiement et l'utilisation de missiles balistiques par des adversaires peuvent être dissuadés, principalement en convainquant les Etats concernés de l'inefficacité de telles attaques.

Cette approche permettrait de renforcer les éléments de la stratégie de sécurité nationale qui mettent l'accent sur les solutions pratiques aux défis émergents. En outre, en travaillant avec leurs alliés et partenaires afin de promouvoir des capacités efficaces de défense antimissile, les Etats-Unis construisent des liens plus étroits en matière de défense puisqu'ils permettent aux Etats avec lesquels ils collaborent d'être moins vulnérables aux attaques de missiles balistiques. Le DoD participe également à un large examen interministériel du système actuel de contrôle des exportations des Etats-Unis. Ce dernier, fondé pendant la guerre froide et enraciné dans le concept d'un monde bipolaire, a été conçu pour contrôler les technologies américaines et leur diffusion.

La diffusion pose par ailleurs, au-delà des accords de partenariat et de leurs conditions, toute une série de défis. Les autorités américaines estiment ainsi que des technologies et procédés jugés

critiques sont maintenant largement disponibles et dans de nombreux cas ne sont plus contrôlés par les Etats-Unis. Le DoD cherche dès lors à comprendre comment développer au mieux les technologies clés de défense antimissile, tout en les contrôlant par l'intermédiaire d'accords multilatéraux solides, afin que Washington et ses alliés puissent maximiser les avantages pour la sécurité commune. Washington s'efforce ainsi d'empêcher l'acquisition de ces technologies par ceux qui voudraient les utiliser de façon contraire aux intérêts des Etats-Unis. Quelle que soit la région dans laquelle elle se met en place, la coopération en matière de DAMB répond également à cet impératif.

Europe

En Europe, l'Administration Obama s'est engagée à mettre en œuvre la nouvelle approche européenne adaptative progressive dans le contexte de l'OTAN³. En septembre 2009, Barack Obama proposa dans une initiative intitulée *European phased adaptive approach* (EPAA) d'étendre la protection antibalistique américaine aux nations européennes et de fusionner l'ensemble des systèmes – d'une part, la défense de théâtre et, d'autre part, la défense de territoire – dans un système unique. En Décembre 2009, les ministres étrangers de l'OTAN se sont félicités de l'EPAA et ont affirmé leur souhait d'un rôle central de l'OTAN dans la défense antimissile en Europe. Confirmant les développements récents, les nations membres de l'OTAN ont inscrit dans le nouveau concept stratégique de l'Alliance leur volonté de doter celle-ci d'une DAMB destinée à protéger les populations et les territoires des alliés européens, et non plus seulement les forces déployées sur les théâtres d'opération⁴ lors du Sommet de Lisbonne de novembre 2010. En d'autres termes, l'OTAN manifeste le souhait de se doter d'une défense antimissile⁵. Le nouveau concept stratégique formulé à Lisbonne répond à cet impératif⁶, même si la question des coûts liés à ces développements reste en suspens⁷.

³ Martin Matishak, "*United States European Phased Adaptive Approach (EPAA) and NATO Missile Defense*", Bureau of Arms Control, Verification and Compliance, Département d'Etat américain, 3 mai 2011.

⁴ Pour un bon compte-rendu des avancées sur la DAMB au sommet de Lisbonne, lire Steven A. Hildreth et Carl Ek, *Missile Defense and NATO's Lisbon Summit*, Congressional Research Service, 28 décembre 2010.

⁵ Ce souhait est notamment clairement exprimé par le Secrétaire général de l'OTAN. Lire Anders Fogh Rasmussen, "*NATO Needs a Missile Defense*", *New York Times*, 12 octobre 2010.

⁶ Lire *NATO Lisbon Summit Declaration*, 20 novembre 2010, http://www.nato.int/cps/en/SID-0C080A7B-E8E5719F/natolive/official_texts_68828.htm?mode=pressrelease

⁷ "NATO Industry Report Says Missile Shield Cost Would Be 'Significant,'" *Inside the Army*, 6 décembre 2010.

Les Etats-Unis conçoivent l'EPAA dans le cadre de la force de dissuasion élargie et comme une démonstration visible de leur engagement dans le cadre de l'article 5. En termes pratiques, cela signifie que l'EPAA sera une contribution nationale américaine à une capacité de l'OTAN en matière de défense antimissile. A cette fin, les Etats-Unis souhaitent travailler au sein de structures de l'Alliance afin de définir un plan d'exécution en deux points :

- Premièrement, les Etats-Unis s'appuient sur une décision de l'OTAN visant à adopter le rôle de la défense antimissile de territoire et les populations alliées.
- Deuxièmement, les Etats-Unis soutiennent les efforts de l'OTAN consistant à bâtir un commandement intégré et un système de contrôle pour les systèmes de défense antimissile, actuellement conçus pour protéger les forces déployées, mais susceptibles d'être élargis afin de coordonner les ressources alliées pour la défense des populations et du territoire. Washington estime que si l'OTAN prend ces mesures importantes, les Etats membres seront en mesure de contribuer à l'EPAA et au développement des capacités de défense antimissile de l'Alliance.

L'Administration Obama est également en train de travailler directement avec certains partenaires européens pour développer et déployer des capacités de DAMB⁸. La Pologne et la République tchèque, qui devaient jouer un rôle important dans le plan proposé par l'administration précédente, continuent à jouer un rôle central dans la mise en œuvre de l'EPAA. La possibilité d'étendre le partenariat à d'autres pays, comme l'Ukraine ou la Géorgie, fut également évoquée⁹.

D'autres alliés possèdent déjà des capacités spécifiques,, ou sont en train de travailler avec les Etats-Unis pour en acquérir, notamment des navires équipés du système *Aegis*, qui pourrait être adapté à des fins de défense antimissile. Ces systèmes pourraient être liés à l'EPAA afin de créer une défense en réseau. L'Administration Obama sait que ses alliés européens ne partagent pas toujours la même perception de la menace, n'appréhendent pas de la même manière la nécessité de déployer des missiles et ne disposent pas de ressources égales permettant ces déploiements. Mais Washington estime qu'il y a une reconnaissance générale d'un risque croissant et de la nécessité de prendre des mesures dès maintenant pour répondre à la fois aux menaces existantes et à celles des pays émergents. En ce sens, l'attitude de l'administration Obama privilégie la persuasion avec

⁸ Guillaume Steuer, « *Antimissile : l'Europe à l'heure des choix* », *Air et Cosmos*, n° 2206, 19 février 2010.

⁹ Lire "Rasmussen plans to discuss Ukraine's participation in NATO missile defense system," *Interfax news report*, 17 février 2011, <http://www.interfax.com.ua/eng/main/61371/> ; et "Build Radar Station in Georgia, Senators Urge" *Global Security Newswire*, 4 février 2011, http://gsn.nti.org/gsn/nw_20110204_9039.php

les alliés européens, tout en tenant compte des divergences pouvant exister sur l'évaluation des risques.

Russie

L'Administration Obama considère la coopération américano-russe sur la défense antimissile comme une priorité. Les responsables américains se sont à plusieurs reprises entretenus avec les dirigeants russes afin de leur faire savoir que la position des Etats-Unis est une réponse nécessaire aux nouveaux défis sécuritaires et afin de leur communiquer leur désir de coopérer dans ce domaine.

L'un des avantages de la nouvelle approche progressive de la DAMB en Europe est qu'il permet une contribution de la Russie, si les circonstances politiques le rendent possible. Par exemple, les radars russes pourraient contribuer, bien que le fonctionnement du système américain ne soit pas dépendant de ces données. L'Administration Obama s'est engagée à un dialogue de fond avec la Russie sur la défense antimissile américaine, et sur les rôles de chacun dans différentes régions. Par exemple, les Etats-Unis et la Russie ont entrepris une évaluation conjointe de la menace des missiles balistiques, comme convenu par les présidents Obama et Medvedev lors du sommet de Juillet 2009 à Moscou. Les objectifs de Washington sont d'intégrer la Russie dans une nouvelle structure de dissuasion qui réponde aux nouveaux défis sécuritaires posés par un petit nombre d'Etats. En outre, l'Administration Obama cherche à développer une compréhension mutuelle d'une nouvelle approche de la stabilité stratégique qui intègre des capacités à la fois défensives et offensives permettant aux deux pays de s'engager dans des réductions encore plus conséquentes de leurs arsenaux nucléaires. Comme elle poursuit cet objectif, l'Administration Obama continue à rejeter toute contrainte négociée sur les défenses américaines de missiles balistiques.

Asie de l'Est

En Asie de l'Est, les Etats-Unis entretiennent des coopérations étroites depuis plusieurs années¹⁰. Le Japon est l'un des plus importants partenaires de Washington dans la région. Les Etats-Unis et le Japon ont fait des progrès considérables dans la coopération et l'interopérabilité à l'appui des

¹⁰ Bruno Gruselle, « Développement et rôle des défenses antimissiles en Asie », FRS, *Recherches & Documents*, juin 2006.

relations bilatérales dans les opérations de défense antimissile¹¹. Le Japon a acquis un système intégré de défense antimissile qui comprend l'Aegis, des navires avec intercepteurs de missiles, des unités de tir Patriot Advanced Capability 3 (PAC-3), des radars d'alerte précoce, et un système de commandement et de contrôle. Les Etats-Unis et le Japon conduisent régulièrement des entraînements communs et les forces des deux pays ont exécuté avec succès des opérations conjointes. Un des plus importants efforts de coopération pour Washington est le co-développement de la prochaine génération d'intercepteurs SM-3. Aux yeux de Washington, ce programme de co-développement ne représente pas seulement un espace de coopération technique important, mais aussi une base pour renforcer la coopération opérationnelle et renforcer la sécurité régionale. Le partenariat américano-japonais est un exemple remarquable du type de coopération que les Etats-Unis recherchent afin d'adopter une approche progressive face aux menaces au niveau régional.

Depuis 2004, sous l'impulsion du Premier ministre Koizumi, le Japon a engagé des sommes importantes pour la modernisation de sa défense aérienne, notamment pour le déploiement de systèmes ayant pour mission spécifique la défense du territoire et de sites précis contre les menaces aérobies comme balistiques. Tokyo a consacré en moyenne un milliard de dollars par an à ce programme, avec plus particulièrement un investissement de 1,8 milliard de dollars en 2007. Ce montant s'explique par le lancement simultané d'un programme ambitieux de recherche et de développement et la poursuite des efforts d'acquisition de batteries *Patriot Advanced Capability-3* (PAC-3), la modernisation des destroyers de classe Kongo et la mise en place du système de commandement *Japan Air Defense Ground Environment* (JADGE).

Entre 2006 et 2009, des recherches communes ont par ailleurs été menées, prolongées pour une nouvelle période de 6 ans à partir de l'année fiscale 2010. Le coût total du programme atteignait près de 9 milliards de dollars jusqu'en 2012. En 2009 1,4 milliard de dollars ont été dépensés pour la défense antimissile¹². Devant les problèmes économiques rencontrés par le Japon, les budgets ont été révisés à la baisse, mais la coopération reste une priorité pour Tokyo comme pour Washington.

¹¹ Gregg A. Rubinstein, "US-Japan missile defense cooperation: current status, future prospects", Center for Pacific Asia Studies (CPAS), Stockholm University, 5 septembre 2007.

¹² Edouard Pflimlin, « La défense anti-missile japonaise : développements et perspectives », Affaires stratégiques.info, 4 février 2011, <http://www.affairesstrategiques.info/spip.php?article4598>

Washington accorde une importance toute particulière au partenariat avec Tokyo, notamment dans la volonté de ne pas laisser la Chine s'imposer comme un acteur militaire majeur dans la région, parfois au risque de froisser Pékin. Les bases américaines au Japon, et notamment la base navale de Yokosuka, où est basé le porte-avions *George Washington* dont les manœuvres en mer Jaune ont suscité en 2010 l'opposition virulente de Pékin, sont ainsi parfois décrites en Chine comme la « *ligne de front* » du système de défense antimissile mis en place par les Etats-Unis pour contenir la puissance militaire chinoise¹³. Le partenariat en matière de DAMB avec le Japon ne se limite ainsi pas à la protection de l'archipel, en particulier contre une hypothétique attaque nord-coréenne, mais s'intègre dans une stratégie plus ambitieuse d'endiguement de la Chine.

La République de Corée (ROK) est également un partenaire stratégique important des Etats-Unis, et la nature de ce partenariat a évolué au cours des dernières années, en particulier en raison de la perception de la menace nord-coréenne¹⁴. La République de Corée a manifesté son intérêt à acquérir une capacité de défense antimissile qui comprend des systèmes terrestres et basés en mer, des radars d'alerte précoce, et un système de commandement et de contrôle¹⁵. L'évolution de la position politique sud-coréenne sur la défense antimissile date de l'élection en décembre 2007 de Lee Myung-Bak, le candidat conservateur. Ce dernier, sans se montrer ouvertement hostile à la politique d'apaisement avec la Corée du Nord conduite par ses prédécesseurs, a fait preuve d'une plus grande fermeté vis-à-vis du régime de Pyongyang et a dans le même temps confirmé le rapprochement stratégique avec Washington¹⁶. Sa politique s'est notamment traduite par une augmentation constante des budgets d'investissements destinés à la modernisation des forces armées, en particulier dans les domaines de l'alerte, de la reconnaissance et de la lutte contre les risques non conventionnels¹⁷. La coopération entre Séoul et Washington sur le programme de DAMB s'est donc intensifiée après 2008¹⁸.

¹³ Tian Wu, « *Zhu Ri Meijun haijun jidi saomiao* » (« Les bases navales américaines au Japon »), *Jianzai Wuqi*, n° 1, 2004.

¹⁴ Sur cette question, lire Terence Roehrig, *From Deterrence to Engagement: The US Defense Commitment to South Korea*, Lanham, Lexington books, 2006; et Scott Snyder, "The Second North Korean Nuclear Crisis: Assessing U.S. and DPRK Negotiation Strategies", *Pacific Focus*, Vol. 22, n 1, printemps 2007, pp. 47-72.

¹⁵ Jenny Shin, "South Korea's Growing Missile Defense System", CDI, August 25, 2009.

¹⁶ Lire Dae-woo Lee, "Evolution and Follow Up if the 42d ROK-US Security", *Current Issues and Policies*, n° 175, novembre 2010.

¹⁷ Hwee-Rhak Park, "The Self-Entrapment of Rationality in Dealing with North Korea", *Korean Journal of Defense Analysis*, Vol. 20, n 4, décembre 2008, pp. 353-365.

¹⁸ Lire notamment Ministry of National Defense, *Defense White Paper 2008*.

Les Etats-Unis et la République de Corée sont en train de définir d'éventuelles coopérations futures en matière de DAMB. Les Etats-Unis sont prêts à travailler avec la Corée du Sud afin de renforcer la protection contre la menace des missiles nord-coréens¹⁹. En octobre 2010, à l'occasion de la réunion du *Security Consultative Committee*, le ministre de la Défense sud-coréen a toutefois repoussé le principe d'une intégration des moyens nationaux au sein d'un système opéré de façon conjointe par les Etats-Unis et le Japon²⁰. Cependant, les Sud-coréens ont inscrit dans les projets communs le renforcement des échanges d'information entre les deux architectures et la coordination des systèmes opérés par les forces coréennes et celles sous le contrôle des forces américaines en Corée du Sud. Les Etats-Unis attendent avec intérêt de prendre des mesures supplémentaires pour renforcer la coordination opérationnelle²¹.

Les Etats-Unis sont parallèlement engagés dans des discussions multilatérales sur le développement des capacités de DAMB avec plusieurs partenaires dans la région Asie de l'Est. A cet égard, les récentes initiatives de l'Administration Obama en Asie du Sud-est, en particulier en direction du Vietnam et des Philippines, pourraient à l'avenir déboucher sur la mise en place de partenariats incluant la DAMB, sous réserve de l'appréciation des réactions chinoises. En Asie du sud, l'Inde est le principal partenaire des Etats-Unis, et la question d'un partenariat en matière de DAMB s'est confirmée au cours des dernières années.

Dans le Pacifique-sud, les Etats-Unis poursuivent les consultations bilatérales avec l'Australie concernant des capacités de DAMB et des plans en vue de partager des informations qui associeraient l'Australie aux décisions relatives à la DAMB. La décision récente de déployer 2.500 Marines en Australie, et le renforcement du partenariat entre Washington et Canberra, constitue un accélérateur de cette tendance.

¹⁹ Le principe d'une coopération sur la défense antimissile en Corée est implicitement retenu par la déclaration du Security Consultative Meeting d'octobre 2009 et par celle d'octobre 2010 qui entérine la création d'un *Extended Deterrence Policy Committee* dont le rôle est de permettre la coordination entre les deux pays sur les questions de dissuasion, de défense antimissile et de frappes conventionnelles. <http://www.globalsecurity.org/military/library/news/2009/10/mil-091023-dod01.htm>. Lire également "South Korea US Launch Joint Committee to Deter North Korea's Nuclear Threat", <http://english.yonhapnews.co.kr>, 13 décembre 2010.

²⁰ "South Korea Says No to Joint Missile Defense with the US", *Korea Herald*, 25 octobre 2010.

²¹ Bruce W. Bennett, "The Future Direction of U.S.-ROK Defense Policy Cooperation: Managing the North Korean Nuclear Weapon Threat", *Korean Journal of Security Affairs*, Vol. 13, n 1, juin 2008, pp. 33-72.

Chine

Engager la Chine dans les discussions sur les plans américains de défense antimissile est sans doute le plus grand défi des initiatives américaines en matière de renforcement des partenariats. La Chine est l'un des pays les plus virulents au sujet de la défense antimissile des Etats-Unis et de ses implications stratégiques. Ses dirigeants ont exprimé la crainte que de telles défenses puissent avoir un impact négatif sur la stratégie de dissuasion de la Chine²². Les Etats-Unis souhaitent cependant discuter de ces questions avec Pékin. Le maintien de la stabilité stratégique dans la relation sino-américaine est aussi important qu'avec d'autres grandes puissances pour l'Administration Obama. Dans le même temps, il est important que la Chine comprenne que les Etats-Unis privilégient la protection de leurs forces, celles de leurs alliés et partenaires en Asie contre toutes les menaces régionales de missiles balistiques. Par conséquent, l'Administration Obama s'est engagée à un dialogue de fond et durable avec la Chine, avec pour objectifs le renforcement de la confiance mutuelle, l'amélioration de la transparence, et la réduction de la méfiance sur les questions stratégiques et de sécurité.

Côté chinois, la méfiance reste cependant de mise, en particulier face aux partenariats en Asie de l'Est. La Chine s'est opposée à un déploiement américain de systèmes de défense antimissile et à une coopération avec le Japon et Taiwan. Elle a menacé d'augmenter le nombre de ses missiles nucléaires en réponse. Pékin s'inquiète du risque que la défense antimissile déclenche une course aux armements, remette en cause sa capacité de dissuasion, crée des liens militaires plus étroits entre les Etats-Unis et Taiwan, et ne viole le MTCR. Face à ces désaccords, les possibilités de partenariat sont pour le moment dans l'impasse.

Moyen-Orient

Les Etats-Unis coopèrent sur les questions de sécurité avec des partenaires au Moyen-Orient en vue de renforcer la défense antimissile dans la Méditerranée orientale et le golfe Persique, en particulier pour faire face à la menace nucléaire iranienne.

Les Etats-Unis et Israël coordonnent leurs efforts sur les questions de défense antimissile. Les deux pays ont une longue histoire de coopération en matière de recherche et développement, qui a

²² Lire David Shambaugh, "Coping with a conflicted China", *The Washington Quarterly*, Vol. 34, n°1, hiver 2011, pp. 7-27.

porté ses fruits dans le déploiement du système *Arrow* d'Israël de défense antimissile. Grâce à divers exercices, les Etats-Unis et Israël ont établi une étroite capacité à coopérer sur le plan opérationnel.

Le système israélien a été développé en étroite collaboration avec les industriels américains et avec l'aide du budget fédéral américain. En septembre 2008, un radar AN/TPY-2 FBX-T américain, opéré par du personnel américain, aurait été déployé sur la base aérienne de *Nevatim* au sud-est de Beersheba dans le Néguev. En octobre et novembre 2009, les Etats-Unis et Israël ont mené des manœuvres militaires conjointes destinées à tester des systèmes de défense antimissiles présentés comme les plus perfectionnés au monde. *Iron Dome* doit s'intégrer dans un réseau défensif comptant des batteries de missiles antimissiles israéliens *Arrow*, capables de détruire des engins balistiques à longue portée lancés depuis le Liban, la Syrie ou l'Iran. Ce rideau défensif pourrait être complété par un troisième système, appelé à être développé dans les prochaines années et visant à intercepter des missiles à moyenne portée. En mai 2010, le président Obama a demandé au Congrès de débloquer 205 millions de dollars afin d'aider Israël à déployer ce système, au-delà des trois milliards de dollars d'aide militaire que les Etats-Unis octroient chaque année à l'Etat hébreu.

Dans le golfe Persique, les Etats-Unis disposent d'une présence continue de missiles de défense et cherchent à s'appuyer sur l'Initiative de défense aérienne bilatérale pour renforcer la coopération. Un certain nombre d'Etats dans la région sont intéressés par l'acquisition d'une capacité de défense antimissile.

En conclusion

Pour mettre en œuvre son engagement à renforcer la coopération internationale sur la DAMB, élargir ses partenariats et convaincre les sceptiques, l'Administration Obama doit adopter un certain nombre de mesures, telles que :

- Poursuivre avec l'Union européenne une approche adaptative progressive dans le cadre de l'OTAN, accorder un soutien accru à la coopération multilatérale et, dans le même temps, à la coopération bilatérale renforcée avec les partenaires qui cherchent à déployer des capacités.

- Mener un dialogue approfondi avec la Russie sur toutes les dimensions de la question ABM. Toutefois, les Etats-Unis ne souhaitent pas négocier des restrictions sur les capacités américaines.
- Travailler avec les alliés en Asie pour faire avancer l'ordre du jour de coopération en vue de développer et déployer des capacités de DAMB et d'adapter les architectures régionales de dissuasion aux nouvelles exigences.
- Mener un véritable dialogue avec la Chine pour approfondir la compréhension mutuelle face aux défis sécuritaires contemporains.
- Travailler avec les partenaires au Moyen-Orient en vue d'élargir les coopérations, avec la menace nucléaire iranienne comme argument en faveur de la DAMB.

II. LA MODIFICATION DES EQUILIBRES INTERNATIONAUX AU SERVICE DE LA COOPERATION AVEC WASHINGTON

La coopération entre Washington et ses alliés sur la DAMB est étroitement liée aux perceptions des risques et des menaces et aux modifications des équilibres sécuritaires internationaux.

Les trois exemples présentés ici, Japon, Corée du Sud et Inde, tous trois associés aux programmes américains, sont révélateurs de l'importance des perceptions liées aux équilibres régionaux et internationaux sur l'intensification de ces programmes. Les mêmes remarques sont également valables dans le cas du Moyen-Orient en raison de la menace iranienne, mais à l'exception d'Israël, les partenariats sont moins aboutis dans cette région.

Japon

Comme pour Séoul, la Corée du Nord constitue aujourd'hui le premier facteur d'évolution de la politique de défense de l'archipel. La menace balistique et nucléaire posée par la Corée du Nord est qualifiée à Tokyo « *d'immédiate* » et de grave facteur de déstabilisation pour la sécurité régionale. La montée des tensions régionales tout au long de l'année 2010 a imposé aux autorités japonaises un retour brutal au principe de réalité quant à la situation stratégique régionale qualifiée par le Livre blanc de la défense 2010 d'« *incertaine et préoccupante* »²³. Surtout, il semble que les nouvelles autorités japonaises aient compris que les tensions apparues au sein de l'alliance entre Tokyo et Washington pouvaient être l'une des causes majeures du regain de tensions régionales en donnant à la RPC des signaux erronés quant à sa marge de manœuvre. Le retard pris dans la publication des nouvelles orientations du programme de défense témoigne de ces réajustements nécessaires.

Les nouvelles lignes directrices du programme de défense nationale adoptées le 17 décembre 2010 par le Ministère de la défense et le gouvernement japonais indiquent que : « *les questions nucléaires et concernant les missiles de la Corée du Nord sont des facteurs graves et immédiats de déstabilisation de la sécurité régionale.* ». Leur objectif est clair : « *le Japon continuera à engager un dialogue stratégique avec les Etats-Unis pour approfondir et développer l'Alliance Japon-*

²³ 2010 Defense of Japan, <http://www.mod.go.jp>

Etats-Unis »²⁴. Dans un document annexe à ce texte qui est valable pour une durée de cinq ans, il est notamment prévu de renforcer le nombre de destroyers Aegis à capacité antimissile balistique, qui passeraient de 4 à 6. Par ailleurs, le nombre de batteries terrestres PAC-3 devrait augmenter et ces dernières être déployées plus largement passant de trois à six bases des forces aériennes d'autodéfense²⁵.

En marge de la menace imminente de la Corée du Nord, c'est la montée en puissance militaire de la Chine qui inquiète potentiellement le plus le Japon. La stratégie extérieure très offensive de la Chine constitue un sujet d'inquiétude majeur pour les analystes japonais. Ceux du NIDS (*National Institute for Defense Studies*) notent également avec préoccupation l'adhésion de Pékin aux théories du déclin des Etats-Unis, perçu comme une source d'opportunités nouvelles pour Pékin, ainsi qu'une confiance plus grande dans les capacités militaires chinoises pour « *préserver le territoire national et les droits maritimes de la Chine* »²⁶. Dès lors, si la Corée du Nord justifie aux yeux de Tokyo l'intensification des efforts en vue de se doter de capacités de DAMB, la Chine est le défi majeur et, au-delà du risque nucléaire nord-coréen, constitue le principal argument en faveur de la coopération avec Washington. En ce sens, la posture japonaise se distingue de celle de la Corée du Sud, qui ne fait pas de la menace chinoise un enjeu sécuritaire majeur.

Corée du Sud

Il est utile de rappeler ici que toute modification des équilibres stratégiques dans la péninsule coréenne aurait un impact immédiat sur la coopération entre Séoul et Washington en matière de défense antimissile²⁷. Avec le torpillage de la vedette *Cheonan* en mars 2010 et le bombardement de l'île de Yeongpyeong en novembre 2010, la menace nord-coréenne a repris pour la Corée du Sud une dimension plus concrète²⁸, au-delà de celle du risque lié à la prolifération, et présente une

²⁴ Lire David Fouse, "Japan's New defense Policy for 2010: Hardening the Hedge", *Korean Journal of Defense Analysis*, Vol. 23, n 4, décembre 2011, pp. 489-502.

²⁵ "Patriot batteries to be expanded", *Kyodo News*, 12 décembre 2010.

²⁶ NIDS, *East Asian Strategic Review 2010*, *Japan Times*, Tokyo, 2010.

²⁷ Larry A. Niksch, "The Opcon Military Command Issue Amidst a Changing Security Environment on the Korean Peninsula", 24 mars 2010, pp. 2-3.

²⁸ La mort de Kim Jong-il en décembre 2011 et l'arrivée au pouvoir de son jeune fils Kim Jong-un a également relancé les inquiétudes sur de nouvelles gesticulations nord-coréennes comme stratégie d'affirmation du nouveau pouvoir.

urgence stratégique à laquelle la DAMB semble en mesure d'apporter des réponses, dans le cadre du partenariat entre la Corée du Sud et les Etats-Unis²⁹.

Toutefois, si une escalade militaire avec Pyongyang pourrait se traduire par une accélération de ce programme, un apaisement des tensions ne devrait pas donner lieu à une remise en cause du partenariat, celui-ci étant désormais perçu à Séoul comme essentiel pour la sécurité de la Corée du Sud. L'apport de la défense antimissile est donc, pour Séoul, plus stratégique que tactique³⁰, même s'il reste encore relativement limité³¹. Plus qu'une modification des équilibres, c'est un changement politique majeur à Séoul qui pourrait se traduire par une remise en cause du partenariat avec les Etats-Unis³². Or, l'élection présidentielle qui se tiendra en décembre 2013 devrait logiquement se traduire par la victoire de la candidate du parti conservateur, actuellement au pouvoir et donc ne pas donner lieu à une modification importante de ce partenariat pour les cinq prochaines années.

A partir de décembre 2015, conformément aux accords signés entre les Etats-Unis et la Corée du Sud, les chaînes de commandement des deux forces armées seront séparées et Séoul recevra la responsabilité du commandement en cas de conflit. A cet horizon, la Corée du Sud devrait disposer d'une capacité de défense antimissile limitée qui sera certainement coordonnée techniquement et opérationnellement avec les moyens américains.

Cette capacité pourrait à partir de cette date évoluer selon plusieurs axes :

➤ Une intégration des moyens sud-coréens de défense antimissiles dans une architecture asiatique d'ensemble regroupant le commandement pacifique et le système japonais demeure possible, en particulier, si Tokyo poursuit la mise au point d'un dispositif d'alerte autonome comprenant des moyens spatiaux.³³ Les données recueillies pourraient constituer une entrée

²⁹ Matthias Maass, "The North Korean Nuclear Program: From a Conditional Bargaining Chip to the Ultima Ratio in Deterrence", *Korean Journal of Security Affairs*, Vol. 15, n 1, juin 2010, pp. 31-54.

³⁰ Valérie Niquet et Bruno Gruselle, *Défense antimissile au Japon, en Corée du Sud et en Inde*, Recherches et documents, n°1/2011, Fondation pour la recherche stratégique, p. 75.

³¹ Lire Tae-Hyung Kim, "South Korea's Missile Defense Policy: Dilemma and Opportunity for a Medium State", *Asian Politics and Policy*, Vol. 1, n°3, juillet-septembre 2009.

³² Yun-Young Cho et Soo-Young Lee, "ROK-U.S. Alliance and Obama Administration's Policy to Korean Peninsula", *Korean Journal of Area Studies*, Vol. 29, n 2, août 2011, pp. 29-48.

³³ "Japan may need Early-Warning Satellite", *AFP*, 9 avril 2009.

importante pour alimenter le système sud-coréen et le rendre plus efficace. Cette logique d'intégration est d'autant plus forte que l'évolution du concept américain de « *dissuasion étendue* » devrait inclure la mise à disposition des capacités antimissiles afin de protéger la Corée du Sud³⁴. A l'inverse, la disponibilité de Séoul à accepter une telle offre devrait fortement dépendre de l'état des relations avec Pyongyang. En effet, la Corée du Sud souhaitera autant que possible ménager ses relations avec Pékin en évitant d'apparaître trop proche de l'alliance entre les États-Unis et le Japon. Séoul ne participera ainsi à un système « *à trois* » que si les circonstances l'exigent, c'est-à-dire en cas de fort risque de conflit ou d'une importante crise avec la Corée du Nord.

➤ Une poursuite du développement des capacités antimissiles nationales pour prendre en compte des menaces balistiques et aérobies plus modernes. Il s'agirait alors pour les responsables sud-coréens de déployer – moyennant une acquisition à l'étranger – des moyens plus performants en termes d'interception pour répondre à une évolution des menaces. Une première étape pourrait être l'équipement des bâtiments de classe *Sejongdaewang* avec des missiles SM-3 afin de pouvoir disposer d'un certain degré de flexibilité dans la configuration de leur dispositif. L'acquisition de systèmes terrestres de type THAAD peut également être envisagée afin d'accroître le degré de protection des agglomérations du sud du pays. Dans ce cas comme pour le précédent, les choix des responsables sud-coréens dépendront d'abord de l'évolution de la relation avec la Corée du Nord. Cependant, même dans un scénario de détente entre les deux pays, les militaires sud-coréens pourraient décider de rechercher des capacités de ce type afin de répondre aux risques spécifiques créés par la transformation de l'arsenal balistique de la Corée du Nord, comme ils l'avaient fait avant 2008 dans le cadre des programmes SAM-X et KDX-III.

➤ L'amélioration des capacités d'alerte avancée, de reconnaissance et de communication/commandement pourrait également être envisagée par les responsables sud-coréens. Il s'agirait alors plutôt de diversifier les moyens de recueil d'information de façon à alimenter plus efficacement l'ensemble des fonctions susceptibles de profiter de ces données : défense antimissile, défense passive/protection, mais également systèmes de contre-prolifération, y compris les moyens de frappe à distance (missiles de croisière, drones armés...). Cette solution

³⁴ Tim Sullivan, “*Deter and Assure: Charting a Course for American Asian Alliances in a New Nuclear Age*”, American Enterprise Institute, Center for Defense Studies, novembre 2010, p. 8.

correspond politiquement à une stabilisation voire à une amélioration des relations dans la péninsule. Elle s'inscrirait vraisemblablement dans une logique d'autonomisation de la défense sud-coréenne cohérente avec sa montée en puissance dans le cadre des lignes directrices du document « *Joint Alliance 2015* »³⁵.

Inde

New Dehli a longtemps considéré les systèmes de défense antimissiles avec scepticisme, critiquant en particulier les risques stratégiques liés au développement et au déploiement de systèmes stratégiques. Jusqu'au début du XXI^{ème} siècle, l'Inde a considéré publiquement indispensable de préserver l'équilibre des capacités russes et américaines dans le cadre du traité ABM de 1972. L'abandon du traité par l'administration Bush en 2002, mais surtout l'évolution des capacités balistiques de la Chine et du Pakistan, ont conduit à une évolution rapide des positions indiennes et au lancement de programmes visant à doter le pays de systèmes antimissiles pour la protection de ses moyens de dissuasion et de sa population. En parallèle, Dehli a engagé un rapprochement avec Washington sur les questions de défense et de sécurité conduisant à un renforcement sans précédent des liens dans le domaine de l'armement et de DAMB³⁶. La pertinence de la DAMB a ainsi considérablement évolué en Inde au cours des dernières années, et les deux pays se sont engagés dans un partenariat. Les évolutions de ce partenariat sont suspendues à la fois à l'évolution de la situation sécuritaire dans la zone périphérique de l'Inde (Pakistan, Afghanistan) et aux souhaits de New Dehli de renforcer ses capacités afin de s'imposer comme un acteur stratégique majeur dans l'océan Indien.

³⁵ « *US-ROK Joint Communiqué – The 42nd US-ROK Security Consultative Committee* », 8 octobre 2010, p. 4.

³⁶ Bruno Gruselle, « *Missiles et défense antimissiles en Inde* », FRS, *Recherches & Documents*, 2008, pp. 44-45.

III. LES IMPLICATIONS DES PROGRAMMES AMERICAINS SUR D'AUTRES PAYS

Que ce soit dans les pays qui ne sont pas associés à Washington en matière de DAMB, chez ceux qui se sentent visés par des coopérations ou même chez ceux qui sont fortement intégrés aux programmes américains, avec déploiement sur leur territoire, les débats sont importants, et déterminent souvent les orientations des accords de coopération. Si les cas de la Chine et de la Russie sont de parfaits exemples de réactions aux programmes américains, le Japon est le cas le plus révélateur des implications dans les débats de politique intérieure. La Corée du Sud est également un cas intéressant, en particulier en raison des perceptions changeantes de l'environnement sécuritaire avec la Corée du Nord.

Chine

Les réactions chinoises témoignent d'une inquiétude croissante vis-à-vis de la coopération américano-japonaise et de la mise en place d'une défense antimissile de théâtre. Pékin n'est d'ailleurs pas isolé sur cette question, étant rejoint par la Russie (voir ci-après). Pékin s'inquiète que ce système ne transforme l'équilibre des puissances dans la région et qu'il ne provoque une véritable course aux armements en Asie. Les critiques chinoises à l'encontre des activités américano-japonaises en matière de défense antimissile soulignent qu'elles menacent la stabilité régionale en fournissant des capacités offensives au Japon, encourageant sa militarisation, tout en protégeant Taïwan et en provoquant une course aux armements. Plus récemment, un diplomate chinois a déclaré en décembre que : « *La Chine n'aura pas d'autres choix que de répondre en améliorant ses propres capacités* ». Le porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois, Jiang Yu, a même décrit le plan japonais comme « *irresponsable* »³⁷.

En réalité, les Chinois ont le sentiment d'être de plus en plus encerclés par un ensemble de systèmes antimissiles développés en partenariat avec Washington. Le colonel de l'armée de l'air chinoise, Dai Xu a indiqué en février 2010 que : « *La Chine est dans un anneau croissant d'encerclement. L'anneau commence au Japon, s'étend ensuite à travers les pays dans la Mer de Chine du Sud jusqu'à l'Inde et termine en Afghanistan* »³⁸. Il est vrai que Washington espère

³⁷ "China warns of escalating arms race in Asia", *China Times*, 20 décembre 2010.

³⁸ Qin Jize et Li Xiaokun, "China circled by chain of US anti-missile systems", *China Daily*, 22 février 2010.

vendre des systèmes PAC-3 à l'Inde et d'autres pays d'Asie du Sud-Est. Par ailleurs, en janvier 2010, l'Administration Obama a indiqué que la vente de systèmes antimissiles balistiques ferait partie d'un gros contrat d'armements américain à Taiwan d'un montant de 6,4 milliards de dollars, évidemment dirigé contre la Chine malgré l'amélioration spectaculaire des relations inter-détroit au cours des quatre dernières années.

Pékin ne se contente plus de protester contre la menace américano-japonaise. L'idée de développer ses propres capacités antimissiles existe depuis de nombreuses années³⁹. Il semble que dans la foulée de la première guerre du Golfe (après 1991-1992) il y ait « *eu une accélération et une expansion des efforts de la Chine pour construire un système antimissile. Elle a acquis de la Russie 100 ou plus missiles SA-300, capable de fournir une protection limitée contre les missiles balistiques...* ». Pékin pourrait être à un stade assez avancé puisqu'elle développerait avec la Russie « *la nouvelle génération S-400 'Triumpf' (SA-21) et une version plus avancée du S-300PMU-2 avec une portée de 400 km et une capacité accrue d'intercepter des missiles de croisière et balistiques* »^{40 41}. Elle développe aussi des capacités antisatellites comme le montre deux tests réussis avec succès en 2007 et 2010. Le scénario d'une défense antimissile chinoise, en réaction aux programmes américains, semble ainsi se préciser, et son développement est étroitement lié aux perceptions chinoises des partenariats que Washington met en place dans la périphérie de Pékin.

Russie

Consécutivement aux accords concernant l'intensification de la coopération entre le Japon et les Etats-Unis en 2007, la Russie s'est dite inquiète d'un système dont le but « *est d'assurer la supériorité militaire* », selon le ministre des Affaires étrangères russes Sergueï Lavrov⁴². Les développements en Asie de l'est sont suivis de près à Moscou, qui souhaite à la fois éviter des lignes de tension et une domination militaire américaine trop marquée.

³⁹ Brad Roberts, "China and ballistic missile defense: 1955 to 2002 and beyond", Proliferation papers, IFRI, hiver 2004.

⁴⁰ Ian Easton, "The Asia-Pacific's Emerging Missile Defense and military space competition", Project 2049 Institute, décembre 2010.

⁴¹ Information à nuancer très fortement comme nous le verrons dans le chapitre Russie

⁴² "Russia opposes missile defense", *The Japan Times*, 16 octobre 2007.*

C'est cependant et sans surprise le développement d'une DAMB au sein de l'OTAN qui inquiète le plus les dirigeants russes, compte-tenu de la symbolique mais aussi de la proximité géographique⁴³. L'ancien président russe Medvedev a même menacé de mettre fin au nouveau traité START consécutivement à ce qu'il estime être une violation de la parité annonçant, en mai 2011, que « *si les systèmes de défense antimissile doivent être développés – ce qui signifierait la rupture de la parité stratégique - le traité pourrait être suspendu ou même résilié* »⁴⁴. Le général en charge des Opérations du personnel, le lieutenant-général Andreï Tretiak, a de son côté cependant déclaré qu'une « *analyse russe a montré que les phases initiales du système des Etats-Unis ne constituent pas une menace pour les armes nucléaires stratégiques de la Russie* »⁴⁵. Le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a tenu des propos similaires en février 2011, estimant que la parité ne sera pas remise en cause par la DAMB, mais a rappelé dans le même temps que le développement des phases 3 et 4 de la DAMB pourrait poser problème et remettre en cause la pertinence des forces de dissuasion de la Russie⁴⁶. On voit clairement ici que, comme dans le cas de la Chine, ce n'est pas tant le déploiement d'une DAMB qui pose problème que les conséquences de celui-ci, et le fait que la participation de Moscou ne soit pas davantage étudiée en amont.

Japon

Chez les alliés de Washington, le déploiement de capacités antimissiles suscite également des débats importants, qui sont amplifiés par l'état de la coopération avec Washington. Le Japon est sans doute l'exemple le plus significatif à cet égard, que ce soit en raison des divergences politiques sur l'engagement militaire, et sur les questions budgétaires, sujet particulièrement sensible en temps de crise.

⁴³ Sur les points de vue russes concernant la DAMB de l'OTAN, lire Yousaf Butt et Theodore Postol, *Upsetting the Reset: The Technical Basis of Russian Concern Over NATO Missile Defense*, FAS Special Report n°1, Federation of Atomic Scientists, septembre 2011.

⁴⁴ Cité dans "Russia threatens nuclear build-up over U.S. missile shield," CNN, 18 mai 2011, <http://www.cnn.com/2011/WORLD/europe/05/18/russia.nuclear.missiles>

⁴⁵ "European Missile Shield Targets Russia, General Claims", *Global Security Newswire*, 20 mai 2011, http://gsn.nti.org/gsn/nw_20110520_2687.php

⁴⁶ "Lavrov says missile defense projects should not 'upset parity », *RIA Novosti*, février 2011, <http://en.rian.ru/russia/20110205/162465891.html>

Au Japon, les débats sont intenses depuis une décennie sur la défense antimissile, mais également sur la possibilité de voir les capacités militaires conventionnelles revues à la hausse⁴⁷. L'intérêt du Japon pour les missiles à longue portée inquiète par ailleurs ses voisins. Le quotidien japonais *Daily Yomiuri* a révélé fin 2004 que le programme quinquennal de défense, soumis par l'Agence de défense du Japon le 3 décembre 2004 au PLD, proposait la mise au point de missiles surface-surface de longue portée à guidage de précision, d'une portée maximale de 300 km, qui pourraient frapper des cibles ennemies à l'étranger⁴⁸. Selon l'Agence de défense du Japon, une telle technologie était nécessaire pour défendre les îles éloignées de l'archipel.

Le parti *New Komeito*, membre de l'ancienne coalition dirigée par le PLD, s'est opposé à cette technologie car elle représente une capacité offensive. La proposition a donc finalement été retirée du projet 2005-2009 concernant l'accroissement des moyens de défense. Il n'en reste pas moins, comme le fit remarquer Fukushima Nukaga, co-président du conseil de la coalition dirigeante sur les questions de sécurité, que les membres de ce conseil qui étaient affiliés au PLD soutenaient cette recherche⁴⁹.

Depuis que la Corée du Nord a testé son missile Taepo Dong-1, en 1998, de plus en plus d'officiels japonais se sont exprimés en faveur d'une politique de frappe préemptive. Ils ont explicitement déclaré qu'il est légitime pour le Japon d'attaquer des bases ennemies qui possèdent des missiles guidés avant que le pays ne soit attaqué. Aujourd'hui, l'opinion dominante au Japon est qu'un réexamen des capacités militaires actuelles est nécessaire en raison des nouvelles circonstances internationales. Par conséquent, la course au missile à longue portée va très certainement reprendre. Il est également significatif que les fusées commerciales du Japon puissent être transformées en missiles balistiques de portée équivalente à celle des ICBM de Washington⁵⁰.

⁴⁷ Lire Sugio Takahashi, "Emerging Missile Defense Issues", *Briefing Memo n°114*, Tokyo, NIDS, septembre 2007. Sugio Takahashi a également développé l'idée de capacités défensives mais aussi non défensives pour le Japon en réponse à une menace balistique dans un article intitulé "Dealing with the Ballistic Missile Threat: Whether Japan Should Have a Strike Capability under its Exclusive Defense-Oriented Policy", *NIDS Security Reports*, n°7, septembre 2006.

⁴⁸ *Daily Yomiuri*, 3 décembre 2004.

⁴⁹ Nao Shimoyachi, "Long-range missile quest off defense buildup plan", *Japan Times*, 10 décembre 2004.

⁵⁰ Selon un rapport de Selig Harrison, préparé pour la Commission pour évaluer la menace des missiles balistiques (ou Commission Rumsfeld) : www.fas.org/irp/threat/missile/rumsfeld/pt2_selig.htm

Le projet nippo-américain de défense antimissile suscite également une grande inquiétude. Ces dernières années, les gouvernements américain et japonais ont accéléré leur collaboration sur la défense antimissile. Le nouveau programme de défense nationale et le programme 2005-2009 concernant l'accroissement des moyens de défense approuvé par le gouvernement japonais, le 10 décembre 2004, énoncent une politique prévoyant la mise en place d'un système de défense antimissile. Le gouvernement japonais ajouta au système de défense antimissile des équipements cruciaux ainsi que des unités majeures, et notamment quatre navires de guerre équipés du système *Aegis* et trois batteries de missiles surface-air Patriot PAC-3. Les Etats-Unis ont déjà admis la production sous licence par le Japon de missiles surface-air mis au point par les Etats-Unis, qui seront au cœur du système commun de défense antimissile⁵¹. L'Agence de défense du Japon a proposé de commencer le déploiement d'un système de défense antimissile balistique en 2006 et d'y consacrer 10 milliards de dollars sur sept ans.

Afin de faciliter la coopération entre les Etats-Unis et le Japon pour la mise au point, la production et le déploiement du programme de défense antimissile, les nouvelles directives de défense prévoient l'assouplissement de l'interdiction sur l'exportation d'armement que le Japon avait maintenue depuis 1976 en raison de sa constitution⁵². Le porte-parole du gouvernement japonais, Hiroyuki Yosoda, a annoncé le 10 décembre 2004 que le Japon exclurait de cette interdiction les éléments liés à la défense antimissile lorsque la recherche conjointe passerait aux phases de mise au point et de production. Enfin, il rappelait le même jour que malgré la Directive de 1967 qui interdit l'exportation d'armements et de technologie militaire, une éventuelle coopération militaire conjointe avec les Etats-Unis pour développer des armes et technologies nécessaires à la lutte contre le terrorisme sera « *analysée au cas par cas* »⁵³. La réalisation d'un système de défense antimissile balistique marque un tournant dans la politique de défense japonaise par rapport à la position prudente qu'avaient eu les gouvernements précédents à l'égard d'un projet commun avec les Etats-Unis pour la recherche et la mise au point d'une défense antimissile.

Cette évolution a conduit les observateurs de la région à s'interroger sur la direction stratégique suivie par le Japon. Le Livre blanc sur la défense de 2004 prône déjà un changement de la Force japonaise d'autodéfense ; il préconise de passer d'une force de défense en cas d'invasion à une

⁵¹ "US Agrees To Japan's Licensed Production of PAC-3 Missiles: Report", AFP, 23 novembre 2004.

⁵² Natalie Obiko Pearson, "Japan Defense Plan Shifts Pacifist Stance", AP, 10 décembre 2004.

⁵³ Régine Serra, *L'évolution stratégique du Japon : un enjeu pour l'Union*, Occasional Paper n°59, Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union européenne, Paris, juin 2005, p. 25.

« *force plus fonctionnelle* », capable de faire face à deux menaces majeures, les attaques terroristes et les attaques de missiles.

Encouragé par les Etats-Unis à jouer un plus grand rôle militaire à l'étranger, le Japon souligne dans ce Livre blanc que la participation à des « *activités internationales* » devrait être l'une des tâches principales de la Force japonaise d'autodéfense. Tout cela montrait bien l'ambition de l'administration Koizumi de jouer un rôle militaire dans la région et au-delà. Ce gouvernement a envoyé 1.000 hommes en Irak et dans les pays voisins pour participer aux travaux de reconstruction. En 2001, Koizumi réagit à la « *guerre contre la terreur* » en faisant adopter une législation qui autorisait la marine à fournir un soutien logistique aux forces en Afghanistan. La décision du Gouvernement japonais, le 9 décembre 2004, de prolonger d'une année la mission de la Force japonaise d'autodéfense en Irak est un autre signe de l'idée que le Japon se fait de son rôle dans un monde post-Guerre froide. L'administration Abe s'inscrit dans les mêmes ambitions stratégiques et ce n'est qu'après l'arrivée au pouvoir du PDJ que ces ambitions furent réellement révisées à la baisse. Reste à savoir pour combien de temps.

Le nouveau dispositif de défense du Japon inquiète ses voisins asiatiques, qui souffrirent de la politique expansionniste du Japon au début du siècle dernier. Après que le Japon eut révisé son programme de défense, un certain nombre de commentateurs de pays asiatiques et européens ont exprimé leur inquiétude devant les intentions du Japon et son futur rôle en Asie du Nord-est. Des inquiétudes que le gouvernement actuel s'efforce non sans mal de dissiper. Mais dans les prochaines années, et dans l'hypothèse d'une nouvelle crise nord-coréenne qui ne saurait être exclue, la question des capacités défensives et offensives japonaises sera à nouveau posée, de même que celle de la pertinence d'une force de dissuasion, quelle que soit l'équipe au pouvoir⁵⁴.

Les débats se poursuivent d'ailleurs depuis l'arrivée au pouvoir du Parti Démocrate du Japon en août 2009. Le 10 janvier 2011, le quotidien *Yomiuri Shimbun* a révélé que : « *Le gouvernement approuvera le transfert par les Etats-Unis de la nouvelle génération de missiles antimissile actuellement en cours de développement entre les Etats-Unis et le Japon à des pays tiers* ». Il s'agit d'une violation flagrante de la règle constitutionnelle de l'interdiction pour le Japon de participer à l'autodéfense collective (article 9 de la constitution japonaise). Mais le Japon a

⁵⁴ Pour une présentation des débats politiques entourant la question des dépenses de défense, lire Akira Kawasaki, "Japan's Military Spending at a Crossroads", *Asian Perspective*, Vol. 33, n°4, 2009, pp. 129-146.

toujours été capable d'interpréter de façon large ses restrictions constitutionnelles, en premier lieu pour créer ses forces d'autodéfense en 1954, qui forment une véritable armée, même si la question fait débat⁵⁵. Cette initiative permettra que : « *Les Etats-Unis puissent déployer les SM-3 Block IIA en Europe et dans d'autres régions du monde* » et « *vise à montrer la résolution du Japon à approfondir son alliance avec les Etats-Unis, ont révélé plusieurs sources du gouvernement. L'administration Obama a cherché l'accord du Japon au déploiement de la nouvelle génération de missiles, pour renforcer les défenses antimissile japonaise, américaine et européenne* », rappelle le quotidien.

Reste la question des effets politico-stratégiques de la catastrophe du 11 mars 2011. Si les priorités du Japon sont aujourd'hui clairement sur les questions économiques et sociales, la défense n'a pas totalement disparu des débats, mais s'est recentrée sur l'essentiel. L'hypothèse d'un amendement de la constitution (voire une suppression de l'article 9) semble totalement exclue, sauf dans le cas d'une crise sécuritaire majeure. De la même manière, l'option nucléaire militaire est rejetée de façon catégorique, et fait l'objet d'un très fort rejet dans l'opinion publique. Reste donc le partenariat avec les Etats-Unis, et ses différentes applications, dont la DAMB. Cette relation doit composer avec des restrictions budgétaires et des réajustements sur la manière dont les deux pays la perçoivent⁵⁶, mais ne disparaît pas pour autant.

Asie de l'est

En marge du cas japonais, l'Asie de l'est est la région dans laquelle les débats sur la DAMB sont les plus actifs. Depuis l'essai nucléaire effectué par la Corée du Nord en octobre 2006, la problématique d'une éventuelle course aux armements dans la région a été relancée⁵⁷, avec un risque, même hypothétique à moyen terme, de prolifération nucléaire, tandis que de nombreux experts notent que la mise en place d'une zone exempte d'armes nucléaires (ZEAN) est pour sa part irréaliste⁵⁸.

⁵⁵ Lire Nicholas Szechenyi, "A turning point for Japan's Self Defense Forces", *The Washington Quarterly*, automne 2006.

⁵⁶ Sur les risques de voir les deux pays prendre des directions différentes sur la défense antimissile, lire "U.S.-Japan Missile Defense Cooperation: Allies to Move in New Direction?", *WMD Insights*, janvier 2010.

⁵⁷ Lire notamment l'article de John Feffer, "An Arms Race in Northeast Asia ?", *Asian Perspective*, Vol. 33, n°4, 2009, pp. 5-15.

⁵⁸ Lire notamment Masashi Nishihara, "Should Japan And South Korea Declare a Nuclear Weapon-Free Zone?", *Global Asia*, vol. 5, n°3, automne 2010.

Les craintes liées à la montée en puissance de la Chine sont également identifiées par trois pays de la zone, le Japon, la Corée du Sud et Taiwan, comme potentiellement déstabilisatrices, et en conséquence peuvent justifier des mesures importantes, parmi lesquelles le déploiement de défenses antimissiles figure en bonne place.

On dénombre dans la région trois puissances nucléaires, dont deux reconnues par le TNP (Russie et Chine) et une hors TNP (Corée du Nord). Les trois autres pays disposent de capacités dans le domaine du nucléaire civil, et sont signataires du TNP. Taiwan est membre du TNP, mais n'est pas reconnu comme un Etat sur la scène internationale. L'Asie du Nord-est est donc la région la plus nucléarisée au monde, si on associe les capacités militaires et civiles (et plus encore si on tient compte du fait que les trois puissances nucléaires uniquement civiles de la région pourraient rapidement, si elles le souhaitent, se doter d'un arsenal nucléaire), mais également l'une de celles dans lesquelles les risques de prolifération nucléaire sont les plus importants.

Les incertitudes sont toutefois liées au lien stratégique avec les Etats-Unis, et à la manière dont celui-ci est susceptible d'évoluer dans les prochaines années.

IV. LES DEBATS A WASHINGTON SUR LE DEVELOPPEMENT DE LA DAMB

Si on note une certaine continuité entre les administrations Bush et Obama sur la DAMB, avec une différence cependant nette dans la méthode, les experts américains divergent fortement sur la pertinence des partenariats, la faisabilité des projets (notamment en terme de partage des coûts) et les conséquences stratégiques qui peuvent résulter des déploiements de défenses antimissiles dans diverses régions.

Plusieurs experts américains s'interrogent notamment sur l'étendue de la coopération stratégique avec les alliés d'Asie du Nord-est, le Japon et la Corée du Sud en particulier, et le principe d'élargissement de la défense (en incluant la DAMB) plutôt qu'une dissuasion nucléaire élargie⁵⁹. Une DAMB élargie au Japon ou en Corée du Sud pourrait de fait avoir des conséquences importantes sur la doctrine de dissuasion, qu'il convient de prendre en compte.

Même si cette perception n'apparaît pas explicitement dans les documents officiels, les experts américains prennent par ailleurs très au sérieux la menace de la Chine, dont le budget de la défense a connu un bond spectaculaire à partir des années 1990 et 2000. L'armée chinoise s'est notamment dotée d'un solide potentiel de missiles offensifs, potentiel dont elle a montré les capacités dès les années 1990 face à Taiwan : « *En 1995 et mars 1996, la Chine a organisé des manœuvres militaires à grande échelle dans le détroit de Taiwan utilisant des missiles balistiques à courte portée, afin d'intimider Taiwan dans ce que la Chine percevait comme étant une offre permanente et officielle de séparation du continent, provoquant d'importantes perturbations du commerce international et de l'aviation civile. Le président Clinton se sentit forcé de déployer deux porte-avions dans le détroit afin d'affirmer les engagements de sécurité américains* »⁶⁰. Les capacités chinoises se sont développées depuis, sous le regard inquiet des cercles stratégiques américains.

Avec la Corée du Nord, ces menaces prennent la forme actuellement d'un impressionnant dispositif de missiles balistiques chinois et de missiles balistiques nord-coréens, un jour peut-être équipés d'armes nucléaires. Actuellement, les experts pensent que Pékin possède de 170 à 180

⁵⁹ Sur cette question, lire Jeffrey Lewis, "Rethinking Extended Deterrence in North East Asia", *Policy Forum*, 10-54, 3 novembre 2010.

⁶⁰ Lars Assman, *Theater missile defense (TMD) in Asia, Implications for Beijing and Tokyo*, LIT Verlag, 2007.

missiles balistiques armés de têtes nucléaires⁶¹ : Dong Feng 3 (DF3), DF-4, DF-5, DF-31, DF-31 A intercontinental et DF-21 de moyenne portée . De plus Pékin aurait déployé de 1.050 à 1.150 missiles à courte portée équipés de tête conventionnelle DF-11 et DF-15 devant Taiwan. La Chine a aussi déployé de 200 à 500 missiles de croisière DH-10. Elle prévoit de déployer un missile de croisière à longue portée largable par avion. Ces différentes armes lui donneront la possibilité de frapper les bases américaines ou alliées dans tout le Pacifique Ouest. De manière quasi unanime, les experts américains ont conscience du défi posé par les capacités chinoises, même si les avis divergent sur l'attitude à adopter, entre partenariat et rivalité.

Les milieux conservateurs américains mettent généralement en avant la menace imminente d'Etats proliférants comme l'Iran ou la Corée du Nord pour justifier l'accélération des développements de défenses antimissiles et les partenariats avec les pays alliés et amis. Le cas de Pyongyang est particulièrement sensible à cet égard⁶². De manière plus large, les analystes conservateurs estiment que le déploiement d'une DAMB doit être accéléré pour faire face aux menaces émergentes, et pour éviter que les Etats-Unis et leurs alliés ne prennent du retard. James Carafano de la *Heritage Foundation* rappelait ainsi début 2009 que « *la défense antimissile doit être une composante importante de 'nos moyens défense collective'. Si l'Amérique n'agit pas, ses ennemis le feront. Si nous construisons des défenses antimissiles, la crédibilité de la menace balistique missile ennemie sera grandement réduite. Peut-être nos ennemis vont-ils même laisser tomber et ne pas chercher à s'en doter. Ce serait une nouvelle forme de dissuasion pour le XXIème siècle* »⁶³. On remarque ici une tendance à associer les capacités de DAMB à une nouvelle dissuasion, reprenant des arguments déjà énoncés sous l'administration Bush, et qui posèrent notamment de multiples problèmes dans leur acceptation par les autres puissances nucléaires, inquiètes de voir la crédibilité de la dissuasion nucléaire fortement remise en question.

Ce jugement ne fait cependant pas l'unanimité dans les cercles stratégiques américains, où la remise en cause de la dissuasion nucléaire mais aussi la crédibilité de la DAMB face à des risques sécuritaires, comme des attaques balistiques menées par des groupes terroristes, sont généralement mentionnées comme des éléments limitant la portée de la DAMB.

⁶¹ Bruce Klingner, "The case for comprehensive missile defense in Asia", *The Heritage Foundation*, Backgrounder n°7 janvier 2011.

⁶² Lire par exemple Bruce Klingner, "North Korea's imminent threat", *The Wall Street Journal*, 12 janvier 2011.

⁶³ James Carafano, "Nuclear Deterrence: A Defensible Defense", *Fox News*, 12 janvier 2009, <http://www.foxnews.com/story/0,2933,479344,00.html>

Ceux qui placent une plus grande valeur dans la dissuasion soutiennent des programmes tels que le *Reliable Replacement Warhead* (RRW), dont les partisans affirment qu'il est nécessaire pour assurer à long terme une plus grande fiabilité de l'arsenal nucléaire américain. Ils s'opposent généralement au renforcement des capacités de défense antimissile, qu'ils voient comme potentiellement dangereux pour une course aux armements⁶⁴. Certains experts continuent par ailleurs de douter des capacités réelles de la DAMB, en particulier face à des armes nucléaires, estimant que la défense ne sera pas hermétique⁶⁵. Cet argument est renforcé par la possibilité de faire usage de leurres, et de contourner ainsi les capacités de DAMB, les rendant par conséquent inefficaces face à des missiles balistiques équipés d'armes nucléaires⁶⁶.

Concernant les capacités de DAMB en Europe, en particulier au sein de l'OTAN, les experts américains restent très partagés, en plus des réticences parfois exprimées par les responsables politiques et experts européens. Un ancien fonctionnaire de l'OTAN a ainsi fait valoir que le partenariat répond à un fait accompli par les Etats-Unis. Il a noté que le plan américain de déployer des installations de défense antimissile est une initiative unilatérale en vue de protéger l'Europe, ce qui présente « *un défi fondamental pour l'OTAN, porte atteinte au principe de responsabilité pour la défense collective et soulève des questions extrêmement sensibles, comme la perspective d'un commandement américain sur les questions de défense en parallèle avec l'article 5 de l'OTAN* »⁶⁷. Au-delà de ces problèmes, c'est la question des déséquilibres entre les Etats-Unis et les alliés européens qui est clairement posée. La question de la pertinence des capacités de dissuasion du Royaume-Uni et surtout de la France est également un des points sensibles.

Toutefois, certains analystes ont également fait valoir que les facteurs positifs permettent d'expliquer pourquoi les membres européens de l'OTAN ont été motivés à accepter la proposition

⁶⁴ Sur cette question, et sur les débats concernant les orientations de la politique nucléaire américaine, lire Christopher F. Chyba et J. D. Crouch, "Understanding the U.S. Nuclear Weapons Policy Debate", *The Washington Quarterly*, Vol. 32, n°3, juillet 2009, pp. 21-36.

⁶⁵ Pour un développement de cet argument, lire Pavel Podvig, "The False Promise of Missile Defense", *Bulletin of the Atomic Scientists*, 14 septembre 2009, <http://www.thebulletin.org/web-edition/columnists/pavel-podvig/the-falsepromise-of-missile-defense>

⁶⁶ Sur cette lacune, lire Yousaf Butt, "What Missile Defense?", *Foreign Policy*, 21 octobre 2009, http://www.foreignpolicy.com/articles/2009/10/21/what_missile_defense?page=full ; et, également de Yousaf Butt, "The Myth of Missile Defense as a Deterrent", *Bulletin of Atomic Scientists*, 8 mai 2010, <http://www.thebulletin.org/web-edition/features/the-myth-of-missile-defense-deterrent>

⁶⁷ Edgar Buckley, "NATO Missile Defense: Is Europe Ready?", Atlantic Council, International Security Program Strategic Advisors Group, novembre 2010.

de développer une défense antimissile commune⁶⁸. Les principaux arguments avancés par les experts américains⁶⁹ sont les suivants:

- Dans un contexte mondial dans lequel plus de 30 Etats possèdent ou cherchent à acquérir des missiles balistiques, l'Europe peut bénéficier d'une protection à un coût relativement faible.
- La coopération permettra de renforcer les relations transatlantiques, en particulier dans le débat en cours sur l'avenir de la mission de l'OTAN en Afghanistan.
- A une époque où les forces américaines ont été réaffectées à la fois à l'intérieur et hors d'Europe et où la présence d'armes nucléaires américaines tactiques fait débat, la défense antimissile est un symbole tangible de l'engagement continu américain pour la défense du continent, ce qui est particulièrement important pour les nouveaux Etats membres.
- C'est une étape naturelle pour l'OTAN de passer de la défense des forces déployées contre les attaques de missiles (comme c'est déjà le cas) à la protection des populations et des territoires.
- La participation des Etats membres de l'OTAN à un projet de défense antimissile peut apporter des avantages économiques, les industries de défense européennes pouvant bénéficier d'investissements et de partage de technologies.
- La défense antimissile ouvre la voie à une possible coopération avec la Russie. Dans un discours à Rome en septembre 2010, le secrétaire général de l'OTAN Rasmussen a ainsi mis en garde contre le fait de maintenir la Russie « *hors de la tente avec un œil sur l'intérieur* », et a exhorté la création d'un « *système de défense antimissile inclusif* » qui « *renforcerait un cercle vertueux* » avec Moscou⁷⁰.

Au final, le développement des capacités de DAMB au sein de l'OTAN est plutôt perçu à Washington comme une opportunité de moderniser les missions et les responsabilités de l'Alliance, de conforter la coopération entre les Etats membres, d'asseoir la présence américaine en Europe et de tendre la main à Moscou. A ces opportunités politiques viennent s'ajouter les développements en matière technologique.

⁶⁸ Simon Lunn, "NATO and Territorial Missile Defense: A 'No Brainer' or More Questions Than Answers?", Atlantic Council, International Security Program Strategic Advisors Group, novembre 2010.

⁶⁹ Lire notamment le point de vue de l'ambassadeur américain à l'OTAN, et ancien chercheur à la Brookings, Ivo Daalder, "The Case For a NATO Missile Defense", *New York Times*, 15 novembre 2010.

⁷⁰ "NATO Chief Urges Russia's Inclusion Under Security 'Tent'", *AFP*, 17 septembre 2010.

On note ainsi que si les Etats-Unis progressent de manière rapide sur les partenariats en matière de DAMB, la défense antimissile ne fait pas encore l'unanimité chez les experts, et la question continue de faire débat. On remarque cependant que, compte-tenu des enjeux budgétaires, technologiques et industriels, la poursuite des partenariats semble être la seule option pour les responsables politiques, républicains comme démocrates.

CONCLUSION

La coopération internationale en matière de DAMB est pour l'Administration Obama, comme elle le fut pour l'Administration Bush, une priorité. L'Exécutif actuel bénéficie à cet égard d'un avantage de poids : une relation apaisée avec les alliés de Washington. On ne note cependant pas de rupture fondamentale dans les objectifs stratégiques poursuivis par les Etats-Unis en la matière : défendre les intérêts vitaux américains, étendre cette défense aux Etats alliés et amis, trouver un compromis sur un partage des coûts et des responsabilités et réduire les menaces liées aux Etats proliférants. C'est au niveau de la méthode, dans la capacité de persuasion, le partage du fardeau et l'implication des structures sécuritaires régionales, comme l'OTAN, qu'on note des différences importantes avec l'administration Bush. En Asie de l'Est, où les partenariats sont importants et particulièrement actifs, ce sont en revanche des accords bilatéraux qui sont privilégiés, et qui ont été renforcés au cours des dernières années, en particulier pour faire face à la menace nucléaire nord-coréenne et de manière non officielle à la montée en puissance militaire de la Chine.

Les débats n'en demeurent pas moins soutenus dans les cercles stratégiques américains, où la question de la pertinence de la DAMB reste entière, et où les réactions d'autres puissances, au premier rang desquelles la Russie et la Chine, sont l'objet d'inquiétudes.

II.
ISRAËL, NATION PILOTE
ET
CENTRE D'EXPERIMENTATIONS

I. ANALYSE GEOPOLITIQUE DE LA MENACE

Il semble quasi-inutile de revenir sur les menaces qui pèsent sur l'Etat israélien tant ce dernier, depuis sa création en 1948, s'est trouvé en permanence sous l'objectif de toutes les caméras. Conflit israélo-palestinien, conflit israélo-arabe, conflit israélo-iranien, *Intifadah*... Chacun a entendu, vu, lu, des centaines de reportages sur ces thèmes. Au point de s'imaginer en comprendre tous les tenants et aboutissants. Mais les faits, pour les Israéliens, ne sont pas les mêmes que pour nous. Ils n'en ont par essence pas la même appréhension. Une population qui, depuis soixante ans, a appris à vivre avec le masque à gaz à portée de la main et la porte du bunker toujours ouverte au sous-sol de sa maison ou de son immeuble, ne peut avoir la même approche rationnelle, froide, désincarnée que la notre ou, *a contrario*, partager notre indignation ou notre révolte, quel que soit le « camp » auquel vont nos sympathies.

A. Soixante ans de guerre pour bâtir un sanctuaire.

Israël n'est pas qu'un Etat. Israël, dans l'inconscient collectif de ses citoyens est aussi un mythe, un mythe fondateur. Celui d'une nation bâtie par les rescapés d'un des pires génocides qui ait jamais été perpétrés, la *Shoah*, des miraculés qui, à peine réfugiés en « terre promise » ont dû prendre les armes pour défendre leurs biens, ne pas être une fois de plus rejetés à la mer. Cultivant, construisant des infrastructures modernes, fondant des industries de pointe et des entreprises high-tech, ils ont su bâtir un nouveau pays sans jamais pouvoir cesser de se battre. Le kibboutzim avec la pioche dans la main et l'*Uzi* dans le dos, est encore aujourd'hui considéré comme un symbole, celui d'un peuple qui peut, qui doit tout surmonter, seul contre tous. Et qui doit faire face en permanence à une (ou des) menace(s) toujours changeantes (s).

Cette vision impacte la pensée stratégique israélienne dans la mesure où celle-ci ne se projette pas dans le temps long. Les alliés d'aujourd'hui peuvent être les ennemis de demain et inversement. En conséquence la défense doit être adaptable, flexible et ne se fermer aucune option militaire, diplomatique, économique.

Les décideurs politiques israéliens qui ont guidé le pays depuis sa naissance sont, pour la plupart d'entre eux, d'anciens officiers à la carrière prestigieuse. Itzhak Rabin a été, plus que Moshé Dayan sans doute, le plus brillant général dont ait jamais disposé Israël. Ariel Sharon, homme politique incontournable, fréquemment détesté, mais jouissant dans son pays sinon d'une immense

popularité, du moins d'un profond respect, a été, le tacticien le plus redouté du Moyen-Orient quarante années durant. Ehud Barak, ancien Premier ministre et actuel ministre de la défense, est le militaire le plus décoré d'Israël. Alors que l'Etat-major de Tsahal conserve une influence politique capitale dans le pays, que la majorité des Israéliens ont connu la guerre et tous les bombardements, il est justifié de parler d'une société dont le pilier est le citoyen-soldat. Un modèle héroïque, proche du citoyen-soldat athénien ou romain, mais aussi une donnée problématique.

Car le corollaire de ce fait sociologique est aussi une nation qui se vit comme une communauté en sursis permanent, de quoi encourager les formes de paranoïa les plus aigües et entraîner des prises de décision politiques et militaires disproportionnées.

L'autre conséquence c'est aussi un pays dont le régime politique - toutes notions de morale ou de jugement mises à part - n'est pas qu'une démocratie. Israël est aussi une théocratie –l'appellation qui lui est fréquemment donné d'Etat Juif le démontre - et une polémocratie. Nombre d'observateurs le constatent : Pour paraphraser Mirabeau, à l'image de la Prusse du XVIIIème siècle, « *Israël n'est pas un Etat qui a une armée, c'est une armée qui possède un Etat* ».

Aujourd'hui, cependant, une telle société guerrière n'a plus nécessairement de raisons d'être. Car il y a bien longtemps déjà que la survie de l'Etat d'Israël n'est plus menacée. Moins de vingt ans après l'indépendance, le pays était déjà une forteresse inexpugnable.

1. 1947-1956 : Le dos au mur.

Israël doit affronter une coalition de quatre armées ennemies (Syrie, Irak, Jordanie, Egypte) le jour même de son indépendance, le 14 mai 1948. Profitant du manque de coordination des armées adverses, les Israéliens parviennent à les mettre l'une après l'autre en échec. Courant 1949 une suite de cessez-le-feu sont conclus et fixent – à titre provisoire – les frontières de l'Etat hébreu. Celui-ci a connu d'emblée le conflit le plus meurtrier de toute son histoire⁷¹ mais sort vainqueur de cette guerre, avec un territoire plus vaste mais aussi plus facile à défendre que celui que prévoyait le plan de partage de 1947.

Israël profite de cette trêve pour accueillir sur son sol des centaines de milliers de nouveaux immigrants juifs, venus d'Europe et des Etats-Unis, mais aussi des communautés Séfarades

⁷¹ Proportionnellement à la population israélienne de l'époque les 5 700 morts et 12 000 blessés représentent une saignée de proportions quasi-identiques à celle qu'a connu la France lors de la Première guerre mondiale.

désormais indésirables dans l'ensemble du Proche et du Moyen-Orient. Entre 1945 et 1952, la population double, ce qui permet de renforcer très sensiblement les effectifs des forces armées israéliennes, hommes et femmes étant astreints au service militaire obligatoire.

Parallèlement Tel-Aviv, qui ne peut s'équiper en armes à l'étranger compte tenu de l'embargo dont ont convenu vis-à-vis du Moyen-Orient les blocs occidental et soviétique, jette les bases d'une industrie de défense nationale en s'inspirant des modèles suédois et helvétique, deux Etats de taille modeste qui ont su se doter d'un complexe militaro-industriel performant. IMI (*Israël Military Industries*), Tadiran (spécialiste des communications), IAI (*Israël Aircraft Industries*, aujourd'hui *Israël Aerospace Industries*) voient le jour. La France, par ailleurs, accepte de se contredire et de fournir à Israël les armes lourdes qui lui manquent. Avions de combat *Ouragan*, puis *Mystère-IV*, blindés AMX-13, artillerie...Tahal devient une force armée moderne, conjuguant professionnalisme, puissance de feu et mobilité. Elle va le prouver lors de la campagne éclair du Sinaï en 1956.

Celle-ci, livrée aux côtés des Français et des Britanniques est trop connue pour qu'on s'y attarde longuement. Londres et Paris veulent chasser le Président égyptien Nasser, qui a eu l'audace de nationaliser le canal de Suez et qui soutient activement le FLN en Algérie. Pour les Israéliens il s'agit d'infliger une défaite à la principale puissance arabe en brisant son dispositif militaire dans le Sinaï et en contraignant le Caire à lever le blocus du détroit de Tiran, interdisant l'accès à Eilat depuis la mer rouge. La victoire est totale. Le Sinaï, qui devra être évacué après le cessez-le-feu est conquis, le blocus levé, l'armée égyptienne –avec l'aide des Français et Britanniques- écrasée. L'Etat hébreu apparaît désormais comme une puissance militaire de premier plan capable, sans doute, de tenir tête à n'importe lequel de ses adversaires et de le vaincre dans le cadre d'une guerre sur un seul front. A compter de 1956, la survie de l'Etat hébreu ne relève plus du miracle. Les guerres de 1967 et de 1973, conjuguées aux programmes d'armement réalisés par le pays, vont se charger d'assurer sa pérennité définitive.

2. 1967-1982 : Israël au sommet de sa puissance

La guerre des Six-jours (1967), celle du Kippour (1973) et l'opération Paix en Galilée (1982), vont démontrer à l'ensemble du Moyen-Orient que si les forces israéliennes ne sont pas à l'abri de revers (Kippour), elles ne sauraient être vaincues. Au cours de cette période les Israéliens se dotent des outils industriels et militaires qui leur permettent de surclasser l'ensemble des Etats arabes, des outils qui rendent caduques le scénario d'une éventuelle destruction de l'Etat israélien.

Certes l'étroite alliance franco-israélienne des années 50 s'achève sur le fameux embargo de 1967 et le refus du Général de Gaulle de soutenir davantage Israël.

Mais Washington a pris le relai en tant qu'allié de référence et fournisseur d'armements. Parallèlement le nombre de juifs accomplissant l'*Alya*, l'immigration vers l'Etat hébreu ne tarit pas. Israël, qui a signé la paix avec la principale puissance arabe, l'Egypte à Camp David en 1978, peut donc se reposer sur une armée nombreuse, bien équipée, qui n'aura désormais à se battre que sur un seul front, à l'Est, contre les armées syrienne et jordanienne nettement moins puissantes et modernes que les forces égyptiennes.

De surcroît Israël dispose désormais d'un atout maître, unique au Moyen-Orient : Celui de l'arme nucléaire.

Dès la création d'Israël, ses principaux dirigeants ont fait de la détention de cette dernière une priorité absolue. Parce qu'il était hors de question de revivre un génocide, hors de question de quitter une terre qui venait juste d'être acquise, hors de question tout simplement d'accepter encore d'être détruits sans combattre⁷², l'armement atomique est apparu le seul en mesure de dissuader définitivement les ennemis d'Israël de toute tentative d'agression majeure.

L'aide française en la matière sera décisive, Paris se comportant dans les années 50 en vraie puissance proliférante, transférant en Israël technologies et ressources humaines et matérielles qui lui permettront de mettre au point sa première bombe A. Le général de Gaulle ordonne l'arrêt de toute collaboration sur ce segment en 1961 mais l'élan est donné et l'assistance technique se poursuivra discrètement.⁷³ Alors que le vecteur balistique est en cours de développement Israël, sans jamais que l'on ait pu déterminer exactement la date, réalise vraisemblablement son premier essai atomique entre 1963 et 1966. Avant même son triomphe de 1967, Israël était donc déjà assuré de sa survie en tant que puissance nucléaire.

Egypte désormais amie, arsenal nucléaire en plein développement, Jordanie « neutralisée »...En conséquence une nouvelle image s'impose lorsqu'Israël parvient en 1982 à Beyrouth après avoir écrasé la résistance des troupes de l'Organisation de Libération de la Palestine et celles de l'armée

⁷² Il convient de souligner que l'usage des armes, dans la société israélienne, fait polémique dans la mesure où elle est considérée par la part la plus religieuse de la population comme contraire à la tradition hébraïque. A ce titre la révolte du ghetto juif de Varsovie en 1943, premier combat mené collectivement par les Juifs, en tant que communauté, depuis l'Antiquité, a brisé un tabou. De nombreux juifs ont cependant servi des siècles durant dans les armées des Etats européens mais aussi du Moyen-Orient. A sa naissance, l'Etat israélien a donc pu se reposer sur l'expérience d'hommes venus faire l'*Alya* mais qui avaient servi précédemment dans les armées française, britannique, américaine...

⁷³ Le premier missile sol-sol israélien le *Jéricho-1* a été développé par la société Dassault entre 1963 et 1968.

syrienne stationnée dans la plaine de la Bekaa. Celle de la superpuissance militaire, du seul Etat moderne du Moyen-Orient. C'est pourtant au Liban que tout dérape.

3. 1982-2012 : Une innocence perdue, une société en proie aux doutes....

a. 1982-1994 : La marche vers la paix

Le triomphe sur l'OLP, obligé de quitter le Liban avec armes et bagages pour se réfugier en Tunisie et dans d'autres Etats arabes, sera cher payé. Si les Kibboutz de Galilée ne sont plus la cible constante des bombardements et des raids des miliciens palestiniens, Israël a perdu son innocence au Liban. Sa complicité, démontrée, dans le massacre des camps palestiniens de Sabra et Chatila, la politique de torture menée par ses troupes au Liban, jettent le malaise dans une société israélienne des années 80 qui, près de quarante ans après l'indépendance a profondément changé.

Atteinte par le consumérisme, parfaitement consciente –même si elle ne l'admet pas – que le pays est à l'abri de toute destruction par une puissance extérieure, la société civile se reconnaît de moins en moins dans le mythe-fondateur du citoyen-colon-paysan-soldat...Alors que les entreprises israéliennes sont désormais des groupes *high tech* redoutés par toutes leurs homologues à l'international, que Tsahal n'a pas de rival, que la génération des *Sabras*⁷⁴ qui a fondé l'Etat et l'a construit se retire peu à peu des affaires publiques ou, vieillissante, est de plus en plus en dé-corrélée des attentes des jeunes, ceux-ci aspirent à une paix durable, derrière des frontières désormais sanctuarisées. Refusant de s'engager dans une politique menant à des exactions auxquelles les Israéliens ne peuvent adhérer compte tenu de leur passé dramatique, la société civile, comme toutes ses homologues occidentales, fait sa mue, abandonne ses rêves impérialistes et s'oriente vers une volonté de repli sur soi dont le corollaire est une stratégie défensive et la quête de la paix avec l'ennemi d'hier.

Celle-ci aboutit à la signature des accords d'Oslo et à la spectaculaire poignée de mains en 1993 entre Yitzhak Rabin, Shimon Peres et leur vieil ennemi, Yasser Arafat. L'année suivante Israël et la Jordanie signent un traité de paix, le deuxième seulement conclu entre l'Etat hébreu et un Etat arabe, entérinant une politique de détente initiée au début des années 70 par le roi Hussein et Golda Meir. Début 1995, le gouvernement Rabin doit se reposer sur le soutien des députés arabes

⁷⁴ Les Sabras sont les citoyens israéliens nés sur le sol israélien avant l'indépendance.

israéliens pour conserver sa majorité à la Knesset face à la fronde des partis israéliens hostiles aux accords d'Oslo, mais la paix semble enfin acquise.

Tout va cependant changer très vite. Alors que tous les espoirs semblaient permis, Israël est aujourd'hui plus isolé qu'il ne l'a jamais été au Moyen-Orient.

b. 1996-2012 : L'échec de la réconciliation israélo-arabe

Yitzhak Rabin assassiné en novembre 1995 par un extrémiste religieux juif, le processus de paix israélo-palestinien va s'enliser très rapidement.

Benyamin Netanyahou accède au poste de Premier ministre au printemps 1996 après une campagne électorale marquée par une recrudescence des attentats-suicides du *Djihad Islamique Palestinien* et du *Hamas*⁷⁵. Incarnant l'aile dure du *Likoud*, hostile aux accords d'Oslo, il va se montrer inflexible dans les négociations avec les dirigeants palestiniens, faisant du statut de Jérusalem-Est, des colonies juives de Cisjordanie et de l'arrêt des attentats autant de pierres d'achoppement sur lesquelles le processus de paix va échouer. Battu en 1999 aux législatives, il est remplacé par Ehud Barak qui, ouvert en apparences, va se montrer tout aussi déterminé.

Car Ehud Barak va devoir affronter la seconde *Intifadah*, l'*Intifadah Al-Aqsa*. Déclenchée par la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées de Jérusalem le 28 septembre 2000, elle ne traduit que l'exaspération d'une population palestinienne déçue dans ces attentes de paix durable et désespérant de voir ses conditions de vie s'améliorer.

En dépit des différentes trêves intervenues depuis, jamais la confiance n'a été restaurée.

Bien au contraire les affrontements se sont multipliés.

Tsahal a conduit des opérations punitives, en réponse à des actes terroristes en Cisjordanie en 2002 et dans la bande de Gaza (2004, 2006, 2008-2009).

L'Etat hébreu s'est lancé dans une opération visant à déloger le Hezbollah du sud-Liban en 2006 qui s'est traduite par un lamentable échec politique et militaire.

Enfin la construction d'une barrière de sécurité depuis 2002, séparant les communautés en empiétant sur des biens palestiniens, ont encore radicalisé ces derniers.

Aujourd'hui le processus de paix israélo-palestinien et israélo-arabe n'est plus, aux yeux de la plupart des Israéliens qu'un rêve inaccessible. Les frontières nord et sud du pays sont une zone de

⁷⁵ Quoique d'orientations politiques différenciées, le *Hamas* est un parti religieux, le *Djihad Islamique* palestinien une formation qui se veut strictement révolutionnaire bien qu'usant d'une phraséologie islamiste, les deux organisations terroristes, fondées dans la bande de Gaza, refusent toute paix avec Israël et appellent à sa destruction.

tension permanente compte tenu des tirs de roquettes effectués par le *Hezbollah* et le *Hamas* sur les agglomérations israéliennes.

Des dangers qui, cependant, semblent bien dérisoires aux yeux des Israéliens comparativement aux menaces en provenance d'Iran mais aussi de celles que pourraient ressusciter les *Printemps Arabes*.

B. Iran-Israël : Sur le fond quel contentieux ?

Il pourrait sembler à l'heure où nous écrivons ces lignes que la décision israélienne de bombarder l'Iran soit déjà acquise tant les déclarations se multiplient dans les médias de la part des dirigeants d'un Etat hébreu qui ne cache même pas ses préparatifs de guerre et se livre publiquement à des pronostics sur le nombre de jours que durera cette dernière et le nombre de victimes qu'elle occasionnera.⁷⁶

Rien, pourtant, ne dit qu'Israël se décidera à frapper.

D'une part parce que chacun sait qu'il lui faudra sans doute non seulement l'accord mais l'appui militaire des Etats-Unis. Alors que Barack Obama, moins « *va-t-en guerre* » que Mitt Romney semble bien parti pour l'emporter, le feu vert de la Maison blanche n'est pas acquis.

D'autre part parce que cela déclencherait sans doute une réaction en chaînes dans un monde musulman déjà en pleine ébullition.

Enfin parce que lorsqu'il s'agit de peser avantages et inconvénients d'une frappe, Israël n'a, sur le fond, aucun motif raisonnable d'attaquer.

Ce serait sans doute reculer pour mieux sauter : le programme nucléaire fait l'objet d'un consensus national en Iran. Les Iraniens ne feraient sans doute que rebâtir ce qui a été détruit, plus unis que jamais derrière le régime, un désir de vengeance en sus.

Et il serait contre-productif pour l'Etat hébreu de bombarder un pays qui –nonobstant les rodomontades de son chef de l'Etat - ne le menace pas.

⁷⁶ « Israël prévoit une guerre-éclair contre l'Iran », *l'Express*, 15 août 2012.

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/israel-prevoit-une-guerre-eclair-contre-l-iran_1149771.html

Certes l'Iran se prépare sans aucun doute à se doter de l'arme atomique. Oui, Téhéran dispose d'engins balistiques qui mettent Israël à portée de tir. Potentiellement donc, l'Etat hébreu peut être rayé de la carte d'ici dix ans...Comme la France peut l'être depuis soixante.

Mais l'Iran n'a pas plus intérêt à atomiser Israël que l'Union soviétique n'avait intérêt à raser Paris.

La comparaison peut sembler audacieuse, certainement insupportable aux yeux de nombreux Israéliens, mais elle est parfaitement valable.

La logique de la dissuasion peut s'instaurer demain entre Iraniens et Israéliens comme elle s'est imposée aux Russes et aux Français. La sagesse n'est pas l'apanage des seuls peuples européens. Alors que le pire était prédit entre Indiens et Pakistanais, les deux pays n'ont jamais autant compris la nécessité de dialoguer que depuis qu'ils se sont dotés de l'arme atomique. Les Iraniens savent parfaitement qu'attaquer Israël avec des armes de destruction massive serait suicidaire compte tenu des capacités de frappe en second de l'Etat hébreu.⁷⁷ La détention de l'arme atomique peut donc être un facteur de paix.

Il n'y a pas plus de contentieux de fonds entre Israéliens et Iraniens qu'entre Français et Russes. Dans ces deux régions du globe particulièrement belligères que sont l'Europe et le Moyen-Orient, l'histoire démontre au contraire une communauté d'intérêts quasi-constante entre Paris et Moscou, Jérusalem et Téhéran.

Il n'y a pas de conflits frontaliers en premier lieu : Iran et Israël ne sont pas voisins.

Il n'y a pas de conflit commercial non plus : les deux pays n'échangent rien.

Il n'y a même pas de conflit religieux : Certes Israël a rapatrié des dizaines de milliers de juifs d'Iran, comme elle a accueilli des centaines de milliers de juifs devenus indésirables depuis 1948 dans le monde arabo-musulman.

Mais la communauté juive iranienne –entre 20 et 40 000 membres selon les sources – est la plus nombreuse du Moyen-Orient hors d'Israël. La religion juive est reconnue et la communauté a un siège qui lui est réservé au Parlement iranien. Si des actes de racisme de la part des Iraniens

⁷⁷ De fortes présomptions pèsent sur la constitution d'une composante stratégique sous-marine israélienne.

musulmans sont rapportés vis-à-vis de leurs concitoyens juifs, ils demeurent essentiellement non-violents.

Implantée dans le pays depuis 2 500 ans et l'épisode de la captivité à Babylone, la communauté juive a vécu des épisodes de crise, dans l'immédiat après 1948 et dans les années qui ont suivi la révolution islamique de 1979. Mais elle n'a jamais fait l'objet d'une chasse aux sorcières et a, dans l'ensemble, cohabité aussi harmonieusement que possible avec les autres éléments d'une société iranienne qui tolère la diversité religieuse pourvu qu'elle se fasse discrète.

La collaboration irano-israélienne, pour discrète qu'elle ait été, a été étroite et efficace des années durant dans un Moyen-Orient en guerre où Juifs et Iraniens ont les mêmes ennemis.

Le Shah d'Iran, sous le règne duquel la communauté juive iranienne a vécu son âge d'or, s'est toujours opposé à ce que l'OLP ouvre une représentation dans son pays, tout en approvisionnant l'Etat hébreu en pétrole. Sans aller jusqu'à reconnaître Israël *de jure*, Rezah Pahlavi l'a reconnu *de facto* en 1960, ce qui a entraîné la rupture des relations diplomatiques avec l'Egypte. Face aux menées soviétiques au Proche-Orient et à la montée du nationalisme arabe, les deux Etats faisaient cause commune.⁷⁸ Le *Mossad* formait à cette époque des agents de la *Savak* et échangeait des renseignements avec ce dernier sur le programme nucléaire de Saddam Hussein. Les deux Etats se sont concertés à plusieurs reprises en 1976 mais aussi en 1980 -alors que la révolution islamique avait déjà eu lieu ! – afin de déterminer le meilleur moment et le meilleur procédé de destruction d'Osirak, que les Israéliens bombarderont en 1981.

Complices lorsqu'il s'agissait de livrer une guerre préventive contre un voisin désirant se doter de l'arme atomique, l'Iran des Mollahs et Israël l'ont aussi été tout au long de la guerre Iran-Irak. Le fameux scandale de l'*Irangate* n'aurait pas été possible sans qu'Israël accepte de livrer des armes américaines à Téhéran. Tel-Aviv en a d'ailleurs profité pour livrer aux Iraniens les armes de l'OLP qu'elle avait saisi au Liban en 1982...

Les deux pays, c'est un fait, n'ont cessé de pratiquer l'alliance de revers contre leurs ennemis communs, qu'ils s'agissent des nationalistes arabes ou des monarchies wahhabites du Golfe. Et cette pratique féconde de la *Realpolitik* n'a aucune raison de s'interrompre. Compte tenu de la montée d'un islamisme sunnite radical dans la foulée des *Printemps arabes*, courant de pensée confondant dans la même opprobre juifs, alaouites, chiites et autres infidèles, Tel-Aviv et Téhéran ont sans doute plus de raisons que jamais de s'entendre.

Pour Israël, la menace immédiate est en train de rapidement évoluer.

⁷⁸ Sur cette période des relations israélo-iraniennes, voir « *L'Iran face aux puissances* », Romain Yakemtchouk, l'Harmattan, 2007, pp.128-130.

C. La montée de l'islamisme radical sunnite, revers de la médaille d'un élan initialement démocratique.

Certes, officiellement, l'Iran est toujours désigné comme l'ennemi numéro un par Israël. Mais nous avons pu nous rendre compte, à l'occasion de notre mission à Tel-Aviv, que nos interlocuteurs appréhendaient avec une angoisse grandissante les bouleversements en cours dans le monde arabo-musulman. Le grand vent de liberté vanté par les médias occidentaux n'a pas provoqué l'avènement de la démocratie dans cet espace. Partout, bien au contraire, on assiste à la mise en place de régimes dont le corpus idéologique est hostile à Israël, plus isolé qu'il ne l'a jamais été depuis 1978 et la paix de Camp David.

1. *Quelle relation avec l'Egypte ?*

Bien entendu Mohamed Morsi, le nouveau Président de la République égyptienne, n'a pas rétabli, comme on l'avait un moment annoncé, les relations diplomatiques entre l'Egypte et l'Iran, ce qui aurait été l'amorce d'un syndrome d'encerclement aigu pour Israël. Issu des Frères musulmans, il privilégie logiquement l'alliance de l'Arabie saoudite à celle des Pasdaran.⁷⁹

Mais le chef de l'Etat égyptien, sous la pression de l'opinion publique égyptienne, très hostile à l'Etat Hébreu, a clairement changé de ton vis-à-vis de Tel-Aviv. Quelques heures après son élection il a déclaré qu'il allait réviser les accords de Camp David avant de revenir sur son propos pour assurer que l'Egypte travaillerait pour la paix.

Cette volte-face n'est pas passée inaperçue en Israël. « *C'est terminé, on ne peut plus se dire qu'au moins de ce côté-là nous sommes tranquilles* », nous a déclaré un de nos hôtes israéliens, résumant la pensée de tous ceux avec qui nous avons échangé. Un alarmisme exagéré ? Pas nécessairement. S'il est vrai que la société israélienne a de solides tendances à la paranoïa, force est de constater que la situation égyptienne est préoccupante.

D'une part Mohamed Morsi a fait des déclarations préoccupantes dans le passé. S'il a depuis apaisé son discours les Israéliens craignent que le naturel ne revienne vite au galop.⁸⁰

⁷⁹ Ou « Gardiens de la Révolution » iraniens.

⁸⁰ « Depuis la chute d'Hosni Moubarak, Israël est sur ses gardes et n'exclut pas un possible conflit avec son voisin égyptien. « *Nous sommes très inquiets*, assure Zvi Mazel, ancien ambassadeur d'Israël en Egypte. *L'idéologie des Frères musulmans est antisémite et anti israélienne. Le fondateur de la confrérie, Hassan al-Banna, préconisait la destruction du peuple juif. Je ne vois pas comment ils peuvent se séparer de leurs pensées et de leurs croyances. N'oubliez pas que pendant sa campagne électorale, Morsi a déclaré qu'il voulait reconquérir Jérusalem. On espère que les Frères musulmans vont continuer le dialogue, préserver la paix et qu'ils feront preuve de pragmatisme. Mais*

D'autre part, l'écrasante majorité de l'opinion publique n'a jamais accepté la paix de Camp David et est hostile au voisin israélien. Non seulement les Frères musulmans, qui ont toujours été violemment opposés à Israël, sont au pouvoir, mais ils devront veiller à ne pas se laisser déborder par le deuxième parti de l'Assemblée nationale égyptienne, *Al-Nour*. Cette formation salafiste qui a obtenu près de 28% des voix, fera à n'en pas douter pression, dans les mois à venir, pour qu'aucune concession ne soit faite à Israël sur quelque dossier que ce soit. Dans ce cadre une surenchère anti-israélienne pourrait se manifester.

2. Syrie, Jordanie, Liban...Quelle évolution politique au Machrek ?

a. La Syrie

L'inquiétude israélienne est d'autant plus forte que le Machrek est lui aussi gagné par les *Printemps arabes* et que, dans ce cadre, les mouvements qui bénéficient d'un soutien international sont systématiquement ceux qui professent l'islamisme sunnite le plus rétrograde et le plus hostile à Israël. Alors que la population chiite du Bahrein, qui s'est révoltée contre son souverain sunnite, a été écrasée par l'armée saoudienne sans que personne ne s'émeuve, les mouvements wahhabites ou salafistes engagés dans la révolte syrienne jouissent de la sympathie internationale.

Nombre des « *combattants de la liberté* » qui luttent aujourd'hui contre le régime de Bachar el-Assad vivent dans la certitude que ce combat n'est qu'un prélude à la reprise d'Al Qods – Jérusalem- à l'ennemi sioniste. Il va de soi que personne en Israël ne nourrit la moindre sympathie envers Bachar el-Assad, représentant d'un régime qui a constamment combattu l'Etat hébreu. Mais Bachar el-Assad a au moins le mérite d'avoir repris à son compte la politique menée finalement par son père, Hafez, celle du statu-quo avec Tel-Aviv. Sous l'apparence d'une totale absence de relations diplomatiques, Israéliens et Syriens dialoguent depuis des années, d'Etat à Etat, via des intermédiaires, sur les conditions –le statut du plateau du Golan notamment - qui pourraient permettre de parvenir à un accord de paix.

Si le régime syrien s'effondre, cela en sera peut-être fini de tout espoir de règlement négocié du conflit. Mais cela signifiera peut-être aussi la mise en place d'un régime violemment hostile à Israël compte tenu de la coloration politique des troupes qui composent la nébuleuse de la

nous redoutons que leur idéologie prime sur le reste.», in « *Israël, Gaza, autorité palestinienne : Ce que la victoire des Frères musulmans va changer* », Slate, 27 juin 2012.

<http://www.slate.fr/story/58507/israel-gaza-autorite-palestinienne-victoire-freres-musulmans>

résistance syrienne, dont une bonne part est en sympathie avec Al Qaïda, quand elle ne s'en réclame pas ouvertement. La situation est d'autant plus préoccupante que la Syrie abrite des dizaines d'armes balistiques et des stocks d'armes chimiques. Si ceux-ci, jusqu'ici entreposés dans les casernes de l'armée syrienne, venaient à tomber au pouvoir d'éléments islamistes radicaux, Israël pourrait légitimement craindre le pire.

En conséquence Tel-Aviv, comme Beyrouth ou Damas ont tout intérêt à ce que le régime Baassiste, qui maintenait un équilibre certes fragile, mais réel, entre les confessions, se maintienne.

b. Liban : le dossier du *Hezbollah*

Réédition du paradoxe irano-israélien et syrien, Tel-Aviv a tout intérêt à ce que ses ennemis les plus véhéments, les miliciens du parti chiite libanais *Hezbollah*, demeurent en place à sa frontière nord. Si le *Parti de Dieu* a livré un combat sans merci à Israël depuis sa création, affrontement culminant en 2006 avec l'invasion israélienne du sud-Liban, il est un gage de stabilité dans la région.

Désormais Parti de gouvernement, représenté au Parlement libanais, le *Hezbollah* aime à montrer qu'il tient ses troupes dans une discipline parfaite, que ce soit à l'occasion des manifestations de masse dont le parti est friand ou lorsqu'il s'agit de discipline de tir. Pas une roquette n'est tirée vers Israël si Hassan Nasrallah, leader de l'organisation, ne juge pas le moment opportun. Il s'agit donc d'un mouvement politique avec lequel il est possible de négocier, comme il est possible de négocier avec ses tuteurs, la Syrie et l'Iran.

La situation serait toute autre si demain ce pôle de « stabilité », venait à disparaître. Car une extension de la guerre civile syrienne est à redouter au Liban où des affrontements ont déjà lieu sporadiquement.

Dans les camps palestiniens, mais aussi au sein de la communauté sunnite libanaise, les organisations proches d'Al Qaïda se sont développées ces dernières années comme le montre l'assaut en règle qu'a dû mener l'armée libanaise en 2007 contre les activistes du Fatah Al Islam retranchés dans le camp de Nahr Al-Bared. Si cette sensibilité politique venait à prendre de l'ampleur et à s'imposer également au Liban, la situation deviendrait extrêmement préoccupante pour Israël.⁸¹

⁸¹ Sans négliger le fait qu'elle se traduirait sans doute, au préalable, par un retour de la guerre civile au Liban.

c. Jordanie : la monarchie en danger.

En paix depuis 1967 avec Amman, Israël pourrait aussi perdre ses certitudes en ce qui concerne la Jordanie si le climat social actuel, marqué par une impopularité croissante de la monarchie hachémite, venait à s'aggraver. Le royaume, à l'économie déjà sinistrée, est confronté à un afflux de réfugiés depuis des années. Réfugiés palestiniens d'abord, irakiens (après 1991 et 2003) ensuite, syriens aujourd'hui. Le pays ne peut faire face. Dans ce contexte le contraste entre une famille royale qui mène le train de vie que lui dicte son standing et une population en grande difficulté, crée un mécontentement de plus en plus véhément. Les attaques *ad nominem* contre le Roi, accusé de gouverner aux côtés d'éléments corrompus, sont de moins en moins rares. Elles sont le fait d'une opposition dont les Islamistes constituent le fer de lance. Si Abdallah II insiste tellement pour que l'Arabie saoudite ou le Qatar ne livre pas d'armes aux rebelles syriens, c'est parce qu'il redoute qu'ils ne se retournent demain contre lui. Une crainte que partage Israël qui, dans le pire des scénarii possibles, risque de se retrouver confronté sur l'ensemble de ses frontières avec des Etats islamistes. Une situation dans laquelle elle ne pourra plus compter que sur ses alliés occidentaux pour tenir bon, son dernier appui dans la région, la Turquie, ayant pris ses distances avec Tel-Aviv.

II. ANALYSE TECHNIQUE DE LA MENACE : QUELLES CAPACITES ENNEMIES ?

Nous ne rentrerons pas outre-mesure dans le détail à ce stade de l'étude, conformément aux indications du comité de pilotage. Les caractéristiques techniques des armes que nous allons évoquer figurent en annexes. Nous nous bornerons à présenter les différents types de menaces et l'évolution prévisible de ces dernières, dans la mesure bien entendu, où les sources nous permettent de dresser un tableau fiable.

A. La menace quotidienne : Les arsenaux du *Hamas* et du *Hezbollah*.

Si les roquettes et missiles aux mains de ces organisations ne constituent pas une menace vitale pour Israël, ils n'en constituent pas moins le danger auquel la population israélienne est confrontée au quotidien. Lors de la mission d'étude de l'IRIS en Israël, plus de 200 roquettes ont été tirées en une nuit depuis la bande de Gaza sur les villes d'Ashkelon, Sderot et Be'er Sheva.

Certes, les dégâts occasionnés par ce type d'armes ne sont pas très importants du point de vue du bilan humain et matériel. Les roquettes *Qassam* du *Hamas*, armées d'une vingtaine de kilos d'explosifs peuvent atteindre les 20 kilomètres de portée. Le *Hamas* et le *Hezbollah* disposent de lance-roquettes de 122 mm., capables de lancer des roquettes *Grad* jusqu'à une quarantaine de kilomètres. Il s'agit ici de munitions d'artillerie classiques.

Mais les experts israéliens que nous avons rencontré s'inquiètent tous de la précision croissante que ces armes acquièrent au fil du temps, fruit de l'aide étrangère à ces organisations mais aussi de l'ingéniosité de l'« industrie de défense » rudimentaire opérant à Gaza et au Liban des améliorations sur ces matériels. Si demain, soulignent-ils, les roquettes *Fajr-5* et *Zelzal-1* du *Hezbollah* devaient gagner en précision, c'est tout le nord et le centre d'Israël jusqu'à Tel-Aviv, qui seraient à la merci de frappes bien plus meurtrières.

B. Les missiles syriens, une préoccupation croissante

Nous avons déjà fait allusion précédemment aux stocks de missiles balistiques syriens et aux armes chimiques qu'ils pourraient transporter. Pour l'heure ils ne sont pas présentés comme la menace la plus grave par Israël, apparemment obnubilé par l'Iran. Mais militaires et ingénieurs israéliens restent vigilants. La course à la précision qui serait engagée depuis des années par Damas afin de disposer d'armes aux effets intermédiaires entre l'échelon tactique et stratégique, inquiète. Compte tenu des capacités d'emport des missiles balistiques syriens (voir annexes) dont

plusieurs dizaines (SCUD-C) peuvent délivrer une charge de 600 kilos d'explosifs à plus de 500 kilomètres, il va de soi que la situation serait dramatique si le Coefficient d'Erreur Probable (CEP) de ces armes devait passer d'une échelle hectométrique à une précision décamétrique, voire métrique. Pour l'heure le chaos régnant en Syrie représente un sursis pour Israël : on imagine mal Damas moderniser ses fusées en pleine guerre civile...Mais la donne pourrait changer dans les années à venir.

C. L'épouvantail iranien.

Au-delà d'un arsenal tactique pléthorique⁸² mais qui n'est pas en mesure de frapper Israël, Téhéran possède déjà plusieurs types de missiles balistiques en mesure de frapper l'Etat hébreu et en développe d'autres.

La première version du *Shahab-3*, que les Iraniens auraient construit à une centaine d'exemplaires⁸³ est en limite de portée (1 000-1 300 kilomètres), tout comme le *Ghadr-1* (1 600), par rapport à Israël, compte tenu notamment de la disposition des systèmes de missiles iraniens dans le centre du pays. D'autres versions en revanche approcheraient les 2 000 kilomètres. Cette barrière semble d'ores et déjà atteinte, voire dépassée par le *Sejil-2*, dont la portée serait de 2 200 kilomètres. Le missile pourrait faire son entrée en service en 2013.⁸⁴ Quoiqu'il en soit Téhéran qui - assure DCNS⁸⁵ - aurait acquis des BM-25 (portée 2 500 kilomètres), serait déjà en mesure d'atteindre l'Europe orientale (voir schéma page suivante) en attendant mieux.

« *Il y a peu de doutes que les Iraniens développent des capacités IRBM de la classe 3 000-5 000 kilomètres au vue des efforts menés sur le Sejil et leur lanceur spatial* »⁸⁶, estiment Jacques

⁸² *WS-1* (conception chinoise) : Tête de 150 kg. à 70-80 km. Carburant solide.

Fajer-5 : Tête de 90kg. à 70-80 km. Carburant solide.

Zelzal-2 (sino-iranien) : Tête de 600 kg. Portée 2-300 km. Carburant solide.

Fateh-110A : Tête de 500 kg. Portée 200 km. Carburant solide.

Tondar (CSS-8 chinois) : Tête de 200 kg., propulsion mixte, Portée 150 km.

Shahab-1. Portée 300 km. Dérivé du SCUD-B. Charge 985 kg. CEP : 500-1000 m. Carburant liquide.

Shahab-2. Portée 500 km. Dérivé du SCUD-C. Charge 700 kg. CEP 1 500 m. Carburant liquide.

⁸³ Document DCNS cité dans « *La défense antimissile balistique : bouclier militaire ou défi stratégique ?* », Rapport d'information, commission des Affaires Etrangères et de la défense n°733, 2010-2011, p. 41.

⁸⁴ « *Anti Ballistic Missile Defense Cooperation or confrontation* », *Nationalnaia Oborona*, mai 2012. P.105.

⁸⁵ Document DCNS cité dans « *La défense antimissile balistique : bouclier militaire ou défi stratégique ?* », op.cit., p. 41.

⁸⁶ « *La défense antimissile balistique : bouclier militaire ou défi stratégique ?* », Rapport d'information, commission des Affaires Etrangères et de la défense n°733, 2010-2011, p.23.

Gautier, Xavier Pintat et Daniel Reiner, les auteurs du rapport sénatorial de juillet 2011. Une opinion partagée par les analystes russes : « Une fois le Sejil-2 opérationnel, cela pourrait prendre 4 ou 5 ans pour développer un nouveau missile balistique à trois étages utilisant un carburant solide. Les estimations sont que ce missile sera capable de transporter un véhicule de rentrée d'une tonne à une portée de 2 700 à 3 500 kilomètres », estime Vladimir Evseev, Directeur du centre russe d'études politiques et sociales⁸⁷. Un effort qui se double d'une volonté d'améliorer sans cesse l'existant et de rendre l'arsenal moins vulnérable. Les IRBM existant sont en voie d'adaptation pour être mis en œuvre depuis des TEL, tandis que les Iraniens multiplieraient les investissements afin d'approcher d'un CEP de 10 mètres, d'une meilleure manœuvrabilité en phase de rentrée, avec éventuellement des têtes porteuses de sous-munitions.



Rayon d'action du BM-25.

http://vitalperspective.typepad.com/vital_perspective_clarity/2006/04/israeli_militar.html

Pour autant, cela ne signifie pas nécessairement que Téhéran soit en mesure de disposer rapidement d'une gamme d'IRBM dotée de têtes nucléaires : « D'un autre côté, il n'est pas démontré que ce pays souhaite réaliser une arme nucléaire, ni qu'il est capable de maîtriser les corps de rentrée. A supposer qu'il le veuille, il faudrait qu'il fasse des sauts technologiques

⁸⁷ « Anti Ballistic Missile Defense Cooperation or confrontation », *Nationalnaïa Oborona*, mai 2012, p. 105.

importants en des temps plus courts qu'il ne nous en a fallu, ou bien sûr, qu'il bénéficie de l'aide de proliférateurs »⁸⁸, soulignent les sénateurs.

D. Les menaces « diffuses »

Si, pour des raisons d'ordre diplomatique, il ne nous a pas semblé utile de s'attarder plus longuement sur la menace qui pourrait peser sur Israël à partir de certains Etats du Moyen-Orient, nous ne souhaitons pas conclure ce volet d'« analyse technique de la menace » sans évoquer trois Etats qui disposent eux-aussi des moyens de frapper Israël ou envisagent d'acquérir ce type de capacité.

Le premier est l'Arabie saoudite. Nous ne l'avons pas évoqué dans notre analyse géopolitique de la menace dans la mesure où nos interlocuteurs israéliens ont balayé d'un revers de main nos questions sur ce thème, arguant qu'en dépit des mauvaises relations avec Riyad (non-reconnaissance de l'Etat d'Israël, financement avéré du terrorisme islamiste international), le royaume ne constituait pas une menace.

Pourtant l'Arabie saoudite a acquis en 1988 60 missiles CSS-2 auprès de la Chine. Ceux-ci (véhicules de rentrée de 2 tonnes, portée de 2 800 kilomètres), sont les plus puissants du Moyen-Orient, après les *Jericho-III* israéliens. Des centres de lancement de missiles (Al Harib, As Sulayyil, Al Riyadh) ont été construits ainsi qu'un centre d'entraînement avec l'aide d'experts chinois.

Certes, il ne resterait aujourd'hui en service qu'une quarantaine de ces missiles, avec une dizaine de lanceurs.

Mais Riyad a désormais une unité de production de missiles balistiques, installée à Al Kharj en 1990. Déjà l'Arabie développerait ses propres SRBM. Certes les premiers essais porteraient sur des engins aux performances modestes (moins de 70 kilomètres). Mais compte tenu des moyens financiers du royaume, des progrès rapides peuvent être envisagés. Eilat et le sud d'Israël, ne sont d'ailleurs qu'à quelques dizaines de kilomètres des côtes saoudiennes du Golfe d'Aqaba...

L'Egypte, dont nous avons évoqué l'instabilité politique, dispose, rappelons-le, de SCUD-C et aurait acquis la possibilité de les produire localement dans les années 90 avec l'aide de la Corée du Nord. Cette donnée n'a rien d'anecdotique.

⁸⁸ IBID, p.24.

Enfin, rappelons que le Pakistan, qui a donné asile à Ben Laden et est régulièrement épinglé pour les complicités existant entre ses services secrets et les pires formations terroristes islamistes, possède l'arme nucléaire et développe lui aussi des IRBM de portée ambitieuse. Un Shaheen-3 de 4 500 kilomètres de portée, utilisant du carburant solide, serait en cours de développement. Si rien, théoriquement, ne laisse présager un conflit armé entre Islamabad et Tel-Aviv (proche allié de New Delhi cependant), on ne peut présumer de ce qui peut se passer dans l'hypothèse d'un possible effondrement du pays sous une poussée islamiste trop forte. Quoiqu'improbable à court terme, le scénario n'en est pas moins régulièrement évoqué.

III. LE PROGRAMME ABM ISRAËLIEN : UN DISPOSITIF MULTICOUCHE D'AVANT-GARDE

A. Doctrine d'emploi

Il n'existe pas de Livre blanc de la défense israélienne. Comme nous l'avons déjà évoqué, « *imaginer ce que pourrait être Israël en 2025 relève du tabou. Tout doit être focalisé sur la défense immédiate du pays. Penser que le pays puisse exister dans un quart de siècle, c'est remettre en cause le dogme de la menace perpétuelle contre Israël* ». ⁸⁹

En conséquence il n'existe pas non plus de document de référence expliquant la place donnée à la DAMB. Encore moins, bien entendu, de textes ou de déclarations officielles s'exprimant sur l'articulation entre les dispositifs de DAMB et les forces de dissuasion nucléaires israéliennes dans la mesure où Tel-Aviv n'a jamais reconnu posséder l'arme atomique.

En conséquence l'IRIS pour cette étude a choisi de se reposer sur une étude des forces de défenses israéliennes depuis leur mise sur pied afin de déterminer quelles sont les grandes lignes qui marquent la pensée stratégique du pays, sa perception des axes à privilégier en matière de défense.

Israël est renommé pour l'audace de ses opérations (1956, 1967) ou raids (Entebbe, Tunis) hors de ses frontières. On peut qualifier sa doctrine de défense d'offensive. Premier chef de l'Etat israélien, Ben Gourion⁹⁰ a défini les trois piliers sur lesquels devaient reposer la sécurité du pays :

➤ Sanctuarisation du territoire national.

Cela revient dans la mesure du possible à mener la guerre sur le territoire adverse donc à attaquer. Cela signifie aussi qu'il faut détruire une menace balistique adverse de telle manière qu'il n'y ait pas de retombée NRBC sur le territoire israélien.

Qu'il faut enfin protéger les centres vitaux du pays (grandes agglomérations, infrastructures civiles et militaires d'importance stratégique).

Pour Israël aujourd'hui cela revient à protéger prioritairement :

⁸⁹ Interview de David Grossman dans le film *Tsahal* de Claude Lanzmann, cité par Pierre Razoux dans « *Tsahal. Nouvelle histoire de l'armée israélienne* », op. cit.

⁹⁰ Sur la définition de la doctrine militaire israélienne il est indispensable d'avoir lu « *Tsahal. Nouvelle histoire de l'armée israélienne* », par Pierre Razoux. Editions Perrin, 2006.

- ❖ Tel-Aviv
- ❖ Haïfa (port en eaux profondes, industrie chimique, terminal pétrolier...)
- ❖ Jérusalem
- ❖ La centrale nucléaire de Dimona
- ❖ La base d'Hirbat Zecharia où seraient concentrés les missiles Jéricho
- ❖ La base aérienne et spatiale de Palmachim

Du point de vue ABM cela signifie couvrir tout le nord et le centre du pays jusqu'au sud de Dimona.

➤ **Dissuasion.**

A l'image de la force de frappe française de la guerre froide, destinée à une dissuasion du fort au faible, le dispositif israélien semble orienté vers une stratégie de représailles massives anti-cités. Il repose sur une triade stratégique dont la composition demeure bien entendu incertaine dans le détail mais qui, dans les grandes lignes est la suivante :

- ❖ La composante terrestre : Missiles IRBM *Jericho II* et *III*. Ce dernier disposerait d'une portée de 4 800 à 6 500 kilomètres (voir 11 500 selon certaines sources ce qui en fait un ICBM) et serait doté de MIRV.
- ❖ Les capacités de seconde frappe, la composante navale : Trois sous-marins *Dolphin* équipés de missiles de croisière *Popeye Turbo* dont la portée aurait été allongée jusqu'à 1 500 kilomètres.
- ❖ La composante aérienne : Les F-15I & F-16I.

➤ **Nécessité de jouir d'une alliance incontournable avec une grande puissance.**

Elle permet, au-delà du non-isolement diplomatique :

- ❖ D'avoir accès à une source d'armement moderne et à une aide en temps de guerre
- ❖ D'avoir recours à des capacités de financement étrangères
- ❖ D'échanger des renseignements.

La France a d'abord joué ce rôle (ventes d'armes, coalition de 1956, aide à la mise sur pied d'un dispositif de dissuasion nucléaire) avant que les Etats-Unis ne viennent prendre le relai.

A partir de ces lignes directrices, la défense israélienne s'organise autour de quatre piliers estime le colonel Bailleux de Marisy, attaché de défense en Israël.⁹¹

Trois sont établis de longue date :

1) D'excellentes capacités d'alerte avancée.

Celles-ci reposent sur un faisceau de moyens matériels et humains.

- ❖ Le Renseignement humain : *Aman* (la DRM israélienne), *Mossad* (homologue DGSE), *Shabak* ou *Shin Bet* (l'équivalent DST) : la réputation israélienne n'est plus à faire sur ce segment.
- ❖ Le renseignement technique.
 - Il repose sur : - le réseau radar au sol
 - Les satellites d'observation
 - Les moyens SIGINT (Unité 8200)

2) La Dissuasion : Nous en avons déjà décrit l'organisation

3) De fortes capacités offensives : Les forces conventionnelles de Tsahal.

Un quatrième pilier est en cours d'acquisition : Des capacités strictement défensives. Ces dernières ont nécessairement un caractère novateur dans la mesure où elles rompent avec un des trois grands dogmes énoncés par Ben Gourion, en l'occurrence la sanctuarisation du territoire national, même si leur véritable mission est la préservation des capacités offensives israéliennes. Développées à partir des années 80, dans un esprit de constante et profonde coopération américano-israélienne, elles sont devenues un véritable pilier en 2011-2012.

B. Du PAC-2 aux Arrow-1, 2 et 3 : une ambition sans cesse réaffirmée.

Les Etats-Unis, sous l'administration Reagan, avaient déjà proposé à Israël de prendre part au programme d'Initiative de Défense Stratégique (IDS) avant que celui-ci ne soit abandonné consécutivement à la fin de la Guerre Froide.

Les deux Etats ont cependant débuté le développement d'un intercepteur, le *Arrow-1*, qui a fait son premier vol en 1990. Le missile non opérationnel, n'a pas été engagé lors de la première guerre du Golfe contre les SCUD irakiens. En cette circonstance, la Maison Blanche est venue à l'aide de Tel-Aviv en déployant trois batteries de missiles *Patriot PAC-2*. Une opération très médiatisée, qui s'est traduite dans les faits par de médiocres résultats opérationnels, mais qui a

⁹¹ Entretien avec l'auteur les 20-21-22 juin 2012.

renforcé la coopération entre Washington et Tel-Aviv. Celle-ci s'est développée dans de nouvelles directions, tels les projets THEL (Tactical High Energy Laser) et MTHEL (1996-2005), mais s'est concentrée prioritairement sur une solution missile classique.

1. Arrow-1 et 2 : Pallier les défauts de la famille Patriot

Le PAC-2 n'ayant pas donné satisfaction face aux SCUD, Israël s'est décidé à faire un réel effort afin de bâtir un bouclier antimissiles le plus étanche possible. Cette volonté s'est traduite par l'achat de batteries de *Patriot* PAC-3, version améliorée du PAC-2. Cette acquisition n'a été qu'un expédient en attendant l'entrée en service d'un intercepteur endoatmosphérique israélo-américain, l'*Arrow-1*, auquel a aujourd'hui succédé l'*Arrow-2*. De la sorte, la défense ABM israélienne repose aujourd'hui sur deux intercepteurs complémentaires⁹² pour l'interception endoatmosphérique, le PAC-3 et l'*Arrow-2*.

L'*Arrow 2*, qui a été financé à hauteur d'au moins 50% par des investissements américains, a fait l'objet d'une coopération internationale intense.

Sous une co-maîtrise d'œuvre IAI/Boeing (financement US au moins 50%), une foule d'entreprises ont été impliquées :

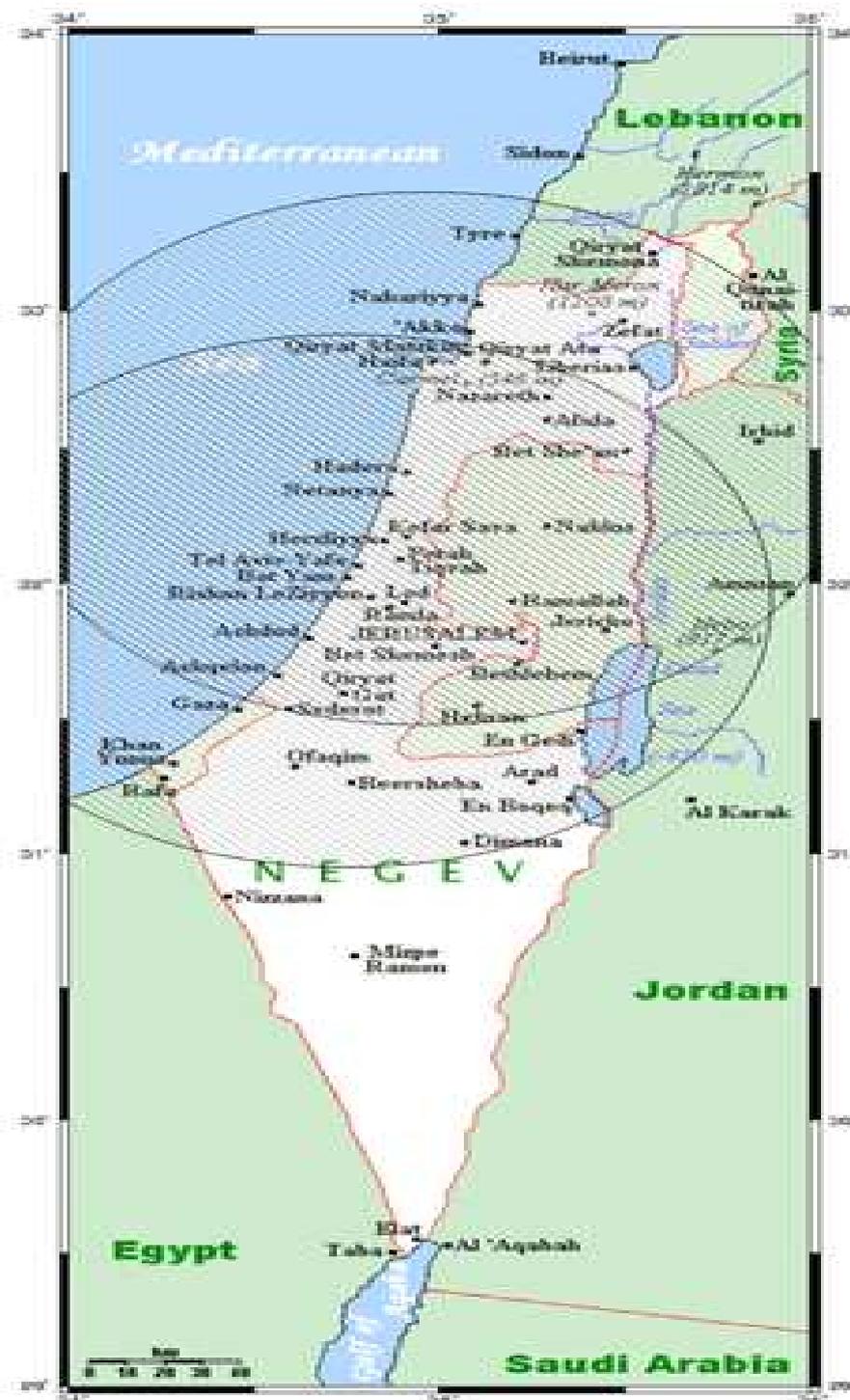
- *IAI & Rafael* ont assuré la propulsion du missile et conçu la tête de guerre.
- *Alliant Techsystems* a développé les éléments des moteurs et tuyère du premier étage.
- *Lockheed-Martin* le radar actif
- *Raytheon* : le dispositif guidage IR
- *Ceradyne* : Radome céramique
- *Elta* a développé le radar AESA EL/M-2080 *Green Pine*
- *Tadiran Telecom* a conçu le Centre C4ISR *Golden Citron*
- Enfin le PC lancement *Brown Hazelnut* a été confié à *IAI*.

Fruit de cette collaboration, l'*Arrow-2* est aujourd'hui un système en mesure d'intercepter des SRBM d'une portée supérieure à 200 kilomètres, à une portée maximale de 150 kilomètres, à une altitude maximale d'interception de 60 000 mètres.

La fusée, à deux étages, utilise du carburant solide et dispose d'un moteur à poussée vectorielle. Dotée d'une tête de guerre de 150 kilos avec fusée de proximité, elle est guidée par un mixte

⁹² "Israel adds upgraded Patriot battery to anti-missile arsenal", World Tribune.com, 02 janvier 2012. <http://worldtribune.us/2012/01/02/israel-adds-upgraded-patriot-battery-to-anti-missile-arsenal/>

infrarouge + radar actif à proximité de son objectif. Si elle n'est pas conçue pour le frapper directement, nous ont assuré nos interlocuteurs israéliens, il semble qu'elle l'ait fait à plusieurs reprises lors des essais, ce qui démontre la précision du guidage. Chaque batterie de tir (trois sont actuellement déployées en Israël, une quatrième devrait l'être d'ici la fin 2012) compte quatre à huit lanceurs à 6 tubes.



Couverture actuelle du territoire israélien par les batteries Arrow-2 de Palmachim & Ein Shemer, dans la région d'Haifa (la 3^{ème} installée près de Tel-Aviv est redondante.) Une quatrième devrait à terme couvrir le sud du pays, à savoir Eilat et le Negev.

Les capacités de détection, de poursuite et de guidage missile des intercepteurs sont assurés actuellement par le radar AESA *Green Pine* EL/M-2080 d'*Elta*. Entré en service en 1998, il dispose d'une portée de 500 kilomètres et est apte à suivre les évolutions simultanées de 30 cibles évoluant à 3 000 mètres/seconde. Théoriquement apte, selon *Elta*, à discriminer les têtes militaires et les leurres, il est en mesure de guider les intercepteurs à une proximité de plus ou moins quatre mètres de l'objectif. Un total de 14 interceptions simultanées serait possible en l'état actuel du programme grâce aux capacités de conduite de tir du centre C4ISR *Golden Citron*⁹³. A moyen terme l'EL/M-2080 devrait être remplacé par le *Super Green Pine*, d'une portée de 8 à 900 kilomètres, actuellement aux essais.

2. *Le Arrow-3, saut technologique et complément endoatmosphérique*

Huit à neuf cent kilomètres de portée pour le *Super Green Pine*, le saut capacitair, de 70% par rapport à l'EL/M-2080, est annonciateur de celui qui s'annonce entre l'*Arrow-2* et l'*Arrow-3* : d'un intercepteur moyen-haut endo-atmosphérique, les Israéliens passent à une arme exo-atmosphérique (plafond d'interception supérieur à 100 000 m., avec capacité ASAT si le besoin devait s'en faire sentir). Et les autres performances sont à l'avenant.

Disposant d'une portée de plusieurs centaines de kilomètres (qui permet depuis un point de lancement unique de couvrir tout Israël), le *Arrow-3* pourra détruire les missiles adverses bien avant qu'ils ne soient à proximité du sol israélien. Plus puissant, le missile sera aussi plus précis : d'un guidage serré avec détonation proche de l'objectif via une fusée de proximité, les israéliens passent à un système *Hit to kill*, qui frappera directement la cible. Une performance autorisée par un meilleur système de guidage (gyroscope) et un moteur à poussée vectorielle lui donnant une grande maniabilité face à des fusées manoeuvrantes.

Le système devrait, d'après nos contacts en Israël, faire son premier vol ce mois ci (novembre 2012), les phases d'essais au sol étant achevées.

⁹³ Ce dernier est en mesure de diriger de concert le système Arrow-2 et le système PAC-3.

Bientôt protégé – théoriquement – contre les IRBM adverses, Israël, cependant, est essentiellement confronté au quotidien à des armes plus modestes. C'est la raison pour laquelle deux systèmes domestiques ont été conçus : le *David's Sling*, intercepteur endo-atmosphérique en cours de développement, qui devrait venir compléter le PAC-3, et l'*Iron Dome*, déjà opérationnel.

1. *Le David's sling, un projet au devenir incertain*

Conçu pour l'interception en bas endo-atmosphérique (10 000 à 35 000 mètres), le *David's Sling* doit venir renforcer le dispositif israélien, basé sur le PAC-3, avant sans doute de se substituer à ce dernier.

Développé conjointement par l'israélien Rafael, maître d'oeuvre et l'américain Raytheon, *prime contractor*⁹⁴, il est basé sur un missile à deux étages destiné à l'interception des SRBM (Block 1, prévu pour 2012), IRBM (Block 2-2014) et missiles de croisière (Block 3 - 2016).

La pertinence du projet est sujette à débat dans la mesure où une part des objectifs qu'il vise (missiles d'une portée de 40 à 250 kilomètres) peuvent être traités par le système *Iron Dome*.

2. *L'Iron Dome, un dispositif novateur pour la dernière couche de la défense aérienne / DAMB*

De tous les systèmes antimissiles en service ou en développement en Israël, c'est sans aucun doute le moins ambitieux qui a le mieux fait ses preuves. Le *Iron Dome* n'est pas conçu pour intercepter des IRBM, encore moins des ICBM. Nous le mentionnons dans cette étude dans la mesure où il s'inscrit dans un système multicouches de DAMB israélien allant d'un plafond supérieur aux 100 kilomètres aux plus basses couches de l'atmosphère.

L'*Iron Dome* est destiné à la destruction des roquettes *Qassam*, *GRAD*, des obus de mortiers et de 155 mm, des missiles à courte portée (≤ 70 km) enfin. Affecté prioritairement, dans l'esprit des

⁹⁴ 20 à 40% de l'engin sera développé aux Etats-Unis

militaires israéliens, à la protection des infrastructures sensibles, il défend dans les faits les agglomérations proches de la frontière libanaise et de la bande de Gaza depuis son entrée en service, en 2011.

Le système est simple sur le principe. Il s'agit :

- De détecter très rapidement les départs de roquettes et missiles et de déterminer leur trajectoire, donc leur objectif. Cette fonction est assurée par le GREODS (Ground Based Electro-Optic Rocket Detection System), dispositif de senseurs dispersés le long des frontières, reliés à un processeur central et un PC. Le GREODS détecte tout départ de roquette, lance l'alerte aux populations et, par triangulation entre deux senseurs, permet de définir la trajectoire et le point d'impact à +/- 20 mètres.
- De trier les vecteurs qui peuvent frapper des habitations ou des objectifs militaires importants afin de se concentrer uniquement sur l'interception de ces menaces.
- De les intercepter. Cette mission revient aux missiles *Tamir*⁹⁵ développés par Rafael. Ceux-ci, guidés par un radar mMMR de la société *Elta*, peuvent détruire des cibles disposant d'une SER de 0,01 m², le tout dans un rayon de 40 kilomètres⁹⁶ autour du lanceur et jusqu'à une altitude de 10 000 mètres.

Le système, grâce à une vitesse d'entrée et sortie de batterie de 3 minutes est très mobile, tout en assurant un taux d'interception élevé de 75 à 90% de réussite, voire davantage⁹⁷ sur une surface relativement étendue (150 km²/batterie). Pour Israël, nous allons en reparler, il a déjà profondément modifié la perception de la menace.

⁹⁵ *Tamir* : Il dispose d'une charge militaire divisée en 4, composée de multi-flèches déclenchées par une fusée de proximité (précision 2 mètres). Le missile a une vitesse de 400 à 700 m/s. Chaque poste de tir *Tamir* dispose de 20 missiles, l'intervalle entre deux tirs étant de 0,7 seconde.
Le guidage initial se fait via uplink puis autodirecteur IR ou EO.

⁹⁶ Portée maximale du système 100 kilomètres.

⁹⁷ A Beersheva, en mars 2012, seulement 1% des roquettes lancées auraient touché la ville

IV. LA DAMB ISRAËLIENNE : QUELS IMPACTS ?

A. Impacts régionaux.

La première conséquence du programme de DAMB israélien est à la fois heureuse et préjudiciable potentiellement pour la défense israélienne. Il s'agit du sentiment de sécurité qui s'est installé dans les populations des agglomérations israéliennes proches de la bande du Gaza depuis l'entrée en service de l'*Iron Dome*. « Les gens aujourd'hui au lieu de descendre dans les bunkers lors des alertes restent sur leurs balcons ou montent sur les toits pour filmer les interceptions avec leur téléphone ou autre. C'est tout de même problématique », estiment Ehud Cohen et Ari Sacher, qui ont dirigé chez *Rafael* le programme *Iron Dome*.⁹⁸ Une remarque d'autant plus pertinente que ce programme n'est pas destiné à protéger les populations civiles et que les maires israéliens se battent pour que leur agglomération soit protégée par *Iron Dome*...

Certes, cette protection offre aux décideurs politiques et militaires israéliens un temps de réflexion supplémentaire lorsqu'Israël est attaqué. L'efficacité de ce bouclier limite donc, dans une certaine mesure, les possibilités de montée aux extrêmes.

Mais ce succès technologique a une double rançon :

- Elle conforte chez les voisins arabes d'Israël la vision d'un Etat en pleine réussite alors qu'eux-mêmes sont en plein marasme. De quoi nourrir rancœurs et haines.
- Elle encourage aussi le repli sur soi derrière une « *ligne Maginot* », dont l'efficacité reste à démontrer contre des IRBM.

Dans l'hypothèse d'une offensive israélienne sur l'Iran cela peut donner une assurance bien trop grande aux dirigeants israéliens vis-à-vis des capacités de réponse de Téhéran.

Et ce rempart, par ailleurs, ne peut rien contre les jets de pierre des palestiniens, ni contre les graves menaces surgies de la société israélienne elle-même (notamment le clivage de plus en plus prononcé entre éléments orthodoxes et « laïcs-modernistes »).

⁹⁸ Entretien avec l'auteur chez *Rafael*, 21 juin 2012.

B. Impacts globaux

En démontrant, « *qu'on peut intercepter une balle de revolver avec une autre balle de revolver* », métaphore de toute évidence chère à tous les ingénieurs travaillant sur la DAMB quelle que soit leur nationalité, Israël joue, fusse à son corps défendant⁹⁹, le rôle d'un Etat proliférant : La démonstration que des solutions techniques existent en matière ABM est un encouragement évident aux Etats qui se sentent menacés et disposent des capacités financières de se lancer dans un tel projet.

La dimension quasi-aboutie du projet israélien offre notamment d'excellents arguments aux industriels de l'armement américains et européens militant en faveur de l'EPAA ou d'autres projets du même ordre. L'avance israélienne offre d'ailleurs un argument à Tel-Aviv vis-à-vis de l'OTAN, avec lequel l'Etat hébreu souhaite renforcer ses liens : Non seulement Israël peut proposer sur de nombreux segments son expertise, mais il peut jouer le rôle du premier rempart vis-à-vis de la menace iranienne dans le cadre d'un dispositif commun israélo-otanien, perspective qui permettrait à Tel-Aviv de rompre son relatif isolement diplomatique.

C. Impacts économiques

1. Un investissement trop élevé pour Israël ?

Nombre d'observateurs, civils et militaires, dénoncent les programmes de DAMB comme autant de projets extrêmement onéreux alors que leur efficacité opérationnelle est – c'est une litote – très loin d'être démontrée.

Plusieurs millions de dollars *par intercepteur* Arrow-2, plus de cinquante millions de dollars pour une batterie *Iron Dome*¹⁰⁰, coût prévisionnel du *David's Sling* trois fois supérieur à celui de l'*Iron Dome*...cela représente une enveloppe non négligeable compte tenu des moyens à déployer pour

⁹⁹ La proposition des systèmes de DAMB à l'export démontre cependant qu'Israël assume pleinement cette conséquence

¹⁰⁰ Un missile *Tamir* coûte entre 50 et 100 000 dollars pièce selon nos interlocuteurs de *Rafael*.

assurer une protection parfaitement hermétique du pays.¹⁰¹ Les Israéliens estiment cependant que le jeu en vaut la chandelle et avancent dans ce sens des arguments de poids :

➤ **L'aide américaine à ces programmes en premier lieu.**

Washington a décidé de consacrer 205 millions de dollars au seul *Iron Dome* en 2011 et de nouveaux investissements sont annoncés pour le programme.

La Maison Blanche a été un partenaire primordial dans le cadre du programme *Arrow-2* et entre le tiers et la moitié du programme *Arrow-3* sera financé par les Etats-Unis¹⁰².

➤ **La sécurité n'est jamais trop chère.**

Déclinant la métaphore de la balle du revolver, nos interlocuteurs israéliens nous ont fait remarquer que le gilet pare-balles en kevlar qui équipe les troupes occidentales en opérations coûte en moyenne 8 000 dollars alors que la balle de 7,62 mm qu'il est censé arrêter coûte 25 cents.

Par ailleurs, militaires et ingénieurs soulignent tous le coût occasionné par les frappes du *Hezbollah* sur le nord d'Israël en 2006 : Les pertes pour l'économie israélienne, compte tenu notamment du blocage du port d'Haïfa pendant plusieurs mois, ont dépassé les quatre milliards de dollars, soit plus du double du nombre de batteries *Iron Dome* qu'il faudrait pour couvrir tout Israël.

➤ **Enfin ces programmes auront un fort impact industriel.**

De l'aveu même de nos interlocuteurs israéliens de *Rafael*, le segment de l'antimissiles (*Iron Dome* + *David's Sling*) représentera une bonne part du chiffre d'affaires de *Rafael* dans les années à venir. Alors même que la certification du *David's Sling* n'est pas encore acquise de la part des autorités militaires, *Rafael* avoue avoir déjà lancé la production en série¹⁰³. Officiellement pour faire gagner du temps au programme, donc à la sécurité du pays. Officieusement sans doute afin de forcer la décision qui se prendra au sommet de l'Etat quant à la pertinence de poursuivre le programme.

¹⁰¹ Entre 13 et 20 batteries *Iron Dome* sont nécessaires pour assurer une couverture correcte

¹⁰² Les militaires israéliens assurent par ailleurs que le coût du *Arrow-3*, de plus petite taille que le *Arrow-2* et pouvant utiliser les mêmes conteneurs de lancement, sera inférieur à celui du *Arrow-2*. (Entretien au Mafat avec le colonel Shlomi Sudri, chef de la division technique Organisation de la Défense Antimissile d'Israël)

¹⁰³ Et propose déjà le système à l'Inde

2. De fortes retombées à l'export.

Par ailleurs l'ensemble des acteurs israéliens engagés dans les programmes ABM attendent un vrai retour sur investissement grâce aux contrats qu'ils espèrent glaner à l'export.

Systèmes mobiles, aisément transportables dans le cadre d'opérations extérieures, susceptibles d'être déployés sur des navires (*Arrow-3*), aux capacités opérationnelles démontrées (*Iron Dome*)...Les programmes ABM israéliens ont des qualités de nature à séduire de nombreux acheteurs.

- Les Américains en premier lieu, qui envisagent l'achat de batteries *Iron Dome* pour protéger leurs troupes en opérations. Le retrait programmé des troupes américaines d'Afghanistan ne joue pas toutefois en faveur de ce scénario de même que l'annonce de coupes budgétaires dans la participation au programme pour l'exercice budgétaire 2013¹⁰⁴. La crise économique, au-delà du cas américain, ne joue guère par ailleurs en faveur d'un succès à l'export immédiat pour des systèmes onéreux.
- L'Inde : En novembre 2010 le Vice-Président de Rafael, Lova Drori a annoncé qu'il avait proposé aux forces indiennes le *David's Sling* et l'*Iron Dome*. New Delhi, qui a déjà fait l'acquisition de trois radars *Green Pine*¹⁰⁵, aurait aussi pu se montrer intéressé par le *Arrow-2* si Washington ne s'était pas opposé à ce qu'Israël n'exporte le missile.
- Le *Arrow-2* a été également annoncé comme un système susceptible de séduire le Japon, Singapour et le Royaume-Uni.
- Le *Super Green Pine* aurait par ailleurs fait l'objet de discussions avec la Corée du Sud et l'Azerbaïdjan, tandis que le *Golden Citron* a suscité l'intérêt des Pays-Bas.

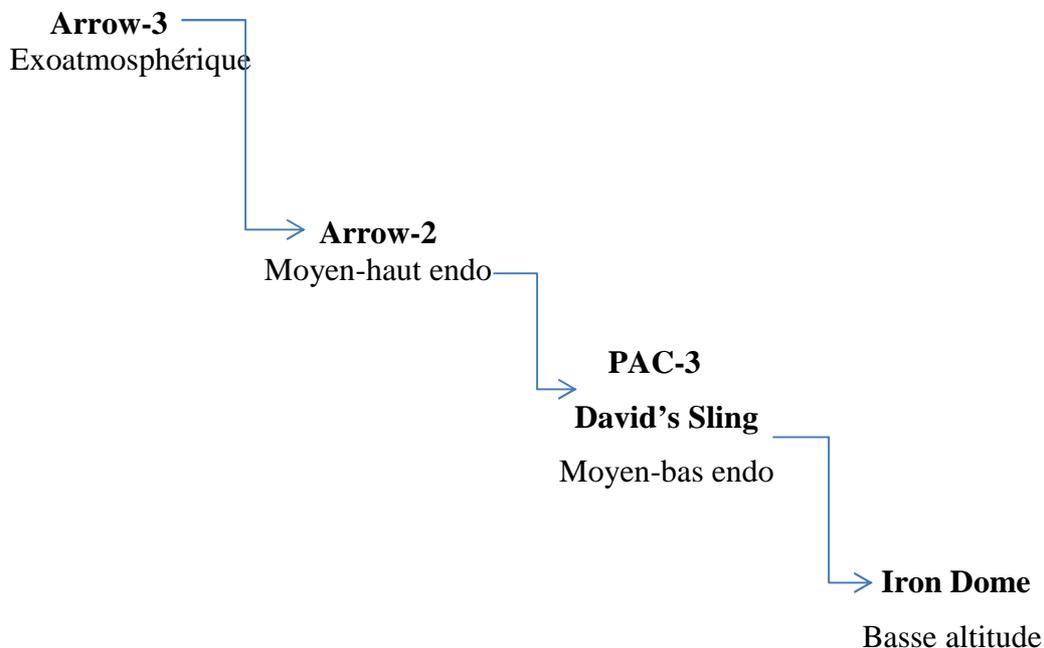
¹⁰⁴ "Report: Funding for Iron Dome could be cut", *Space Daily*, 09 octobre 2012, http://www.spacedaily.com/reports/Report_Funding_for_Iron_Dome_could_be_cut_999.html

¹⁰⁵ Egalement acquis par la Corée du sud.

CONCLUSION

Israël nourrit une vraie crainte d'une éventuelle agression avec des armes de destruction massive, legs logique d'un passé douloureux. En conséquence le pays voit dans la défense ABM un outil qui, s'il n'a encore jamais donné tous les gages d'efficacité opérationnelle, peut à terme assurer la survie de la nation. Vision sans doute trop optimiste mais partagée par de nombreux israéliens.

A ce titre tous les efforts sont consentis pour atteindre un niveau d'excellence le plus rapidement possible. Le corollaire de cette volonté politique se constate aujourd'hui : L'Etat hébreu, avec ses 8 millions d'habitants, est le seul au monde qui soit en mesure de disposer d'ici deux ans de l'ensemble de la gamme des intercepteurs capables d'assurer une DAMB multicouches.



Cette capacité donne à Tel-Aviv des cartes militaires, diplomatiques et industrielles de premier ordre.

Militaires, car elle permet au pays de combattre d'ores et déjà certaines menaces au quotidien.

Diplomatiques, car ces programmes resserrent encore l'alliance avec les Etats-Unis et pourraient demain favoriser un rapprochement avec l'OTAN et avec d'autres Etats (Inde, Japon, Corée du sud, notamment).

Industrielles car les firmes israéliennes possèdent via la relation israélo-américaine des sources de financement importantes en attendant les futures retombées à l'export.

III.

***LES PROGRAMMES DE DEFENSE
ANTIMISSILES BALISTIQUES
RUSSES***

***UNE FORTE VOLONTE POLITIQUE,
DE NOMBREUSES INCERTITUDES TECHNIQUES***

I. ANALYSE GEOPOLITIQUE DE LA MENACE

Du point de vue russe, théoriquement, les menaces sont clairement établies, hiérarchisées suivant leur gravité. La dernière version de la doctrine militaire validée le 5 février 2010 par le Président Dmitry Medvedev est de ce point de vue limpide. Elle énumère les périls suivants :

- I. La volonté de l'OTAN de développer son rôle d'un point de vue global, le rapprochement du dispositif de l'OTAN des frontières de la Russie.
- II. Les tentatives visant à déstabiliser certains Etats et régions et de fragiliser l'équilibre stratégique.
- III. Le déploiement de forces étrangères dans des pays ou dans des eaux voisines de la Russie et de ses alliés.
- IV. Le déploiement de systèmes de défense antimissiles balistiques, la fragilisation de la stabilité globale, la violation de l'équilibre des forces atomiques, la militarisation de l'espace et le déploiement d'armes de précision non-nucléaires.
- V. Les revendications territoriales vis-à-vis de la Russie et de ses alliés et l'ingérence dans leurs affaires intérieures.
- VI. La prolifération d'armes de destruction massive, de missiles et de technologies de missiles, l'augmentation du nombre de puissances nucléaires.
- VII. La violation par certains Etats des traités internationaux et la non-conformité avec les traités de limitation et de réduction des armements précédemment conclus.
- VIII. L'utilisation de la force armée dans des Etats adjacents en violation de la charte des Nations-Unies et d'autres normes légales internationales.
- IX. La présence de sources d'escalade vers un conflit militaire dans des territoires adjacents de la Russie et de ses alliés.
- X. La propagation du terrorisme international.
- XI. Présence de sources de tensions interethniques et interconfessionnelles, activité de groupes radicaux armés dans des territoires adjacents de la Russie et de ceux de ses alliés, croissance du séparatisme et de l'extrémisme dans différentes régions du monde.¹⁰⁶

¹⁰⁶ « Военная доктрина Российской Федерации ». 5 февраля 2010 года. http://news.kremlin.ru/ref_notes/461

On le voit, le champ des scénarii qui peuvent être considérés par Moscou comme des menaces est extrêmement vaste et permet au Kremlin d'évoquer facilement des impératifs de sécurité en matière diplomatique.

A la lecture de cette liste, il semble par ailleurs aisé de distinguer celles qui concernent directement le sujet de cette étude, la défense antimissiles balistique.

Cependant il convient de rappeler que chacune de ces options est susceptible de s'entremêler aux autres dans un cadre de tension internationale forte. Alors que les Russes sont fréquemment victimes d'un syndrome d'encerclement, ces risques forment de plus en plus dans l'opinion publique un faisceau unique car relevant tous d'un ennemi commun plus ou moins phantasmé¹⁰⁷, « *l'Occident* » et ses alliés de circonstance, lesquels seraient désireux de prendre indirectement le contrôle de la Russie et de ses ressources ou, à tout le moins, d'empêcher toute restauration réelle de la Russie en tant que puissance majeure. Aux yeux de nombreux Russes, civils comme militaires, l'EPAA d'Obama, le soutien occidental aux printemps arabes ou la problématique du terrorisme caucasien, ne sont que les sous-composants d'un même ensemble, d'un même projet stratégique visant à isoler et affaiblir la Russie. Une crise tel le dossier syrien n'ayant, sur le papier, strictement rien à voir avec le dossier des antimissiles, peut fort bien accroître l'inflexibilité russe en la matière, que ce soit au Kremlin ou dans l'opinion publique russe

En conséquence nous traiterons de la doctrine de défense russe d'un point de vue global.

Nous ne distinguerons pas entre les périls majeurs identifiés par la Russie, dans le cadre desquels une offensive balistique peut être envisagée –scénarii dont la réalité ne s'exercera quelquefois qu'à moyen-long terme- et les dangers auxquels elle est déjà confrontée. Si ces derniers ne sont pas nécessairement jugés comme susceptibles de porter atteinte aux intérêts vitaux du pays, ils n'en dictent pas moins partiellement la politique de défense et d'armement russe sur le long cours et impactent donc les programmes ABM.

Prenons l'exemple de la situation en Asie centrale. Les menaces susceptibles de peser sur la Russie à partir de cette zone ne sont pas du domaine des armes balistiques. Cependant les projets de défense aérienne élargie, voire de DAMB commune, que Moscou propose dans la région à ses alliés dès aujourd'hui ont toutes les chances d'aboutir. Kazakhs, Kirghizes, Tadjiks y voient la

¹⁰⁷ A chaque attentat dans le Caucase ou en Asie centrale médias et réseaux sociaux russes évoquent la main de l'Occident, agissant via ses alliés arabes en soutien des terroristes musulmans pour déstabiliser la Russie et son étranger proche.

possibilité d'ancrer durablement l'alliance russe pour se prémunir contre les vrais périls –guérilla, terrorisme, trafic de drogue, montée en puissance chinoise- qui les menacent. C'est précisément ce que recherche Moscou qui, en resserrant dès aujourd'hui ses alliances, prépare une plus grande intégration à long terme des dispositifs militaires russes et centrasiatiques, faisant coup double vis-à-vis de la Chine et des Etats-Unis.

Par ailleurs, en dehors des documents gouvernementaux officiels, nous prendrons en compte les déclarations « à chaud » des officiels russes, diplomates, militaires, décideurs politiques de premier plan confrontés à l'actualité. Si elles peuvent relever de la « *petite phrase* » politicienne ou d'une simple réaction irréfléchie, elles livrent aussi fréquemment des clés de lecture sur la perception non écrite qu'ont les Russes de leur environnement. Bien des déterminants moraux, religieux, historiques, relevant quelquefois de l'inconscient collectif, s'expriment dans ce cadre et expliquent les tenants et aboutissants inavoués ou officieux de la diplomatie et de la politique de défense russes.

Nous traiterons de l'ensemble de ces données en deux phases.

Dans un premier temps nous adopterons un angle de vision privilégiant la vision non officielle de la menace.

Celle-ci a deux mérites.

D'une part elle classe les dangers selon un ordre chronologique, allant des crises en cours aux périls susceptibles de se confirmer dans un avenir plus ou moins lointain. En découle une logique en matière d'armement : suivant la nature chronologique et technique de la menace, la parade militaire qui est imaginée dicte un calendrier précis en termes de programmes et d'investissements. Ce qui donne quelques clés de lecture sur le degré de priorité accordée à la défense antimissiles balistiques.

D'autre part le classement chronologique qu'elle opère coïncide avec une progression, dans le temps, vers des menaces relevant du conflit de très haute intensité. En suivant son fil, nous couvrirons donc l'ensemble du spectre des menaces jusqu'aux scénarii susceptibles d'intégrer un affrontement entre une offensive de missiles balistiques et un dispositif de DAMB.

A ce stade nous renouerons avec la doctrine militaire russe de 2010, qui insiste sur ce type de conflit, afin de la commenter avec l'ensemble des éléments en mains.

A. Les dangers à court-moyen terme : Séparatisme, terrorisme, fondamentalisme musulman

Certes séparatisme, terrorisme et fondamentalisme religieux n'arrivent pas en tête de liste des menaces énumérées par la doctrine militaire de 2010. Dans la mesure cependant où la Russie est confrontée à ces problématiques aussi bien sur son propre sol qu'à ses frontières ou dans son « *étranger proche* » d'Asie centrale, les périls que nous allons présenter dans les deux points suivants¹⁰⁸ relèvent clairement des rubriques II, III, V, IX, X et XI du document russe.¹⁰⁹

La Perestroïka à peine engagée, les mouvements de tension interethnique et interreligieux se manifestent en URSS. Dès 1987 les pays Baltes commencent à manifester leur volonté d'indépendance. Dès 1988 Azerbaïdjanais et Arméniens s'affrontent dans des combats sanglants. Des pogroms ont alors lieu dans le Caucase. En octobre 1990, alors que l'Union soviétique se débat avec des réformes mal engagées, Boris Eltsine exhorte les entités administratives de l'Empire soviétique à « *prendre autant d'autonomie qu'ils pourront en avaler...* » Un appel qui sera parfaitement entendu : à Noël 1991, l'URSS est dissoute.

La disparition de cet ensemble politique, qui doit notamment sa pérennité, plus de soixante-dix années durant, à l'exercice de la terreur sur ses citoyens, est accueillie avec un immense soulagement à l'étranger et par des millions de soviétiques aspirant à plus de liberté.

Cependant ce bouleversement géopolitique majeur va rapidement se révéler comme un événement dramatique aux yeux de nombreux citoyens de l'ex-URSS, que ceux-ci soient de nationalité russe ou non.

Pour Vladimir Poutine, qui relativise la portée de son propos par ailleurs en soulignant l'absurdité de tout projet impérial¹¹⁰, c'est « *la plus grande catastrophe géopolitique du siècle dernier.* »¹¹¹

Pour bien des citoyens russes, la perte de l'Ukraine et de Kiev, cœur historique de la civilisation

¹⁰⁸ 1. *Le terrorisme caucasien, premier foyer de tension* ET 2. *La contagion islamiste : une crainte de plus en plus fondée*

¹⁰⁹ II. : « tentatives visant à déstabiliser certains Etats et régions et de fragiliser l'équilibre stratégique »
III. : « déploiement de forces étrangères dans des pays ou dans des eaux voisines de la Russie et de ses alliés »
V. : « revendications territoriales vis-à-vis de la Russie et de ses alliés et ingérence dans leurs affaires intérieures »
X. : « propagation du terrorisme international »
XI. : « Présence de sources de tensions interethniques et interconfessionnelles, activité de groupes radicaux armés dans des territoires adjacents de la Russie et de ceux de ses alliés, croissance du séparatisme et de l'extrémisme dans différentes régions du monde. »

¹¹⁰ « *Qui ne regrette pas l'Union Soviétique n'a pas de cœur, qui souhaite son retour n'a pas de cerveau* » Vladimir Poutine – 2008.

¹¹¹ Discours devant l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, 25 avril 2005.

russe est un déchirement. La séparation de la Russie et du Belarus, Etat qui historiquement ne repose sur aucun fondement, est une aberration. Le retrait russe du Kazakhstan, russifié dès le 17^{ème} siècle, est un traumatisme. Aux yeux d'anciens citoyens soviétiques, élevés dans le culte de la grandeur et de la puissance, ce repli du pays sur les frontières qui étaient les siennes au début du règne de Pierre le Grand (1682) relève de l'humiliation mais aussi de la fin d'un univers reposant sur des valeurs éthiques, un héritage culturel communs.

Depuis une vingtaine d'années le Kremlin a en conséquence une obsession : mettre un coup d'arrêt définitif à la dissolution de ce qui reste de l'Empire tsariste et communiste, la Fédération de Russie.

Toute velléité séparatiste est à ce titre assurée d'être combattue avec la plus extrême énergie par les autorités, ces dernières pouvant s'appuyer dans ce cadre sur un très large consensus populaire. C'est ce qui se passe depuis 1994 en Tchétchénie et, au-delà, en Ciscaucasie.

1. Le terrorisme caucasien, premier foyer de tension.

Certes l'épisode militaire est aujourd'hui terminé en Tchétchénie. Les dernières aspirations autonomistes et indépendantistes ont quasiment disparu. La guérilla des Tchétchènes d'Itchkérie¹¹² a été détruite par les troupes russes : le 16 avril 2009 le régime « d'opération antiterroriste » instauré en 1999 a été levé. Les principaux leaders terroristes tchétchènes sont morts ou en exil. Sous la poigne de fer de Ramzan Kadyrov, homme-lige du Kremlin, le conflit est entré dans une phase de « tchétchénilisation » assez aboutie. Désunis, traumatisés par vingt années de guerre et d'exactions perpétrées par l'ensemble des belligérants, les Tchétchènes aspirent désormais majoritairement à un retour durable de la paix dans le giron russe. Conscient de cette donnée le Kremlin inonde la République de Tchétchénie sous des milliards de roubles, pariant sur la reconstruction, la prospérité (et la corruption...) pour conforter la paix civile.

Pourtant on ne saurait nier la réalité des très fortes tensions persistantes. Si la guérilla est vaincue, le terrorisme subsiste. Les partisans d'un « *Emirat du Caucase* », militants fondamentalistes sunnites s'inscrivant dans la lignée du wahhabisme et d'Al Qaïda, poursuivent la lutte contre le double ennemi russe et orthodoxe. En dépit de la politique de traque permanente des hommes de Kadyrov, assistés des forces spéciales et des services de renseignement russes, attentats-suicides et

¹¹² L'Itchkérie est la province montagneuse qui s'étend au sud de la Tchétchénie, sur les versants du Caucase. Elle est historiquement le foyer de résistance tchétchène contre l'envahisseur russe.

assassinats, se poursuivent avec une régularité exaspérante pour les autorités et la population russe.

De surcroît cette politique de violence aveugle dépasse de très loin le cadre habituel de la Tchétchénie, de l'Ingouchie et du Daghestan.

A dix-huit mois des jeux Olympiques de Sotchi (7-23 février 2014) la situation politique est loin d'être apaisée dans l'ouest du Caucase, en Kabardino-Balkharie et Karatchaëvo-Tcherkessie, où des attentats islamistes ont déjà eu lieu. Susceptible d'être frappée sur l'ensemble de son territoire, les multiples attentats ayant eu lieu depuis 1999 dans la capitale russe le démontrent, Moscou redoute que les Olympiades ne se traduisent par un désastre en termes d'images si les enjeux de la sécurité priment, sous l'objectif des caméras du monde entier, sur ceux de la compétition.

Et cette contagion du terrorisme sunnite ne se limite pas au seul Caucase. Le Kremlin redoute une déstabilisation de l'ensemble de son territoire depuis le foyer fondamentaliste centre-asiatiques.

2. La contagion islamiste : une crainte de plus en plus fondée

Dans ce cadre, bien entendu, les évènements survenus cet été au Tatarstan¹¹³ sont de très mauvais augure.

Certes la relation entre orthodoxes et musulmans de la Fédération de Russie et, notamment, de cette république et de la République de Bachkirie voisine, est traditionnellement présentée comme un modèle de tolérance, d'intégration et de bon voisinage après près de cinq siècles d'histoire commune.¹¹⁴

Pourtant les attentats survenus inquiètent. Le spectre d'un « scénario caucasien » est agité par la presse russe avec d'autant plus de dramatisation qu'un tel schéma n'est pas si improbable¹¹⁵ et aurait à coup sûr de graves conséquences pour la Russie.

Car les musulmans russes¹¹⁶ sont précisément majoritaires dans deux sujets de la Fédération, Tatarstan et Bachkirie, où se concentre non seulement une bonne part de ses capacités pétrolières¹¹⁷ mais aussi de l'industrie lourde russe¹¹⁸ et notamment de son industrie de défense¹¹⁹. Ces deux régions voisines, qui ont récemment exprimé leur volonté de n'en faire plus qu'une en raison de leur proximité culturelle et religieuse, contrôlent le tracé des principaux oléoducs et

¹¹³ Nous faisons ici référence à l'attentat à la bombe perpétré contre Ildous Faïzov, le mufti du Tatarstan, le 19 juillet dernier à Kazan, capitale de la République. Le même jour l'adjoint du mufti, Valioulla Iakouпов, était assassiné par balles.

Les deux hommes étaient connus pour leur refus de tous compromis avec les partisans d'un Islam politique radical. Parmi les cinq succès arrêtés, l'un était originaire d'Ouzbékistan, Etat dont sont originaires de nombreux militants d'Al Qaïda servant notamment dans les rangs du MOI (Mouvement Islamiste d'Ouzbékistan).

¹¹⁴ La Russie tsariste a pris le contrôle de la région sous le règne d'Ivan IV le Terrible suite à la prise de Kazan en 1552. En dépit de la réputation de ce Tsar, la politique menée dans la région par les dirigeants russes successifs a d'emblée et toujours été d'une complète tolérance vis-à-vis de la religion musulmane, période communiste exceptée. La plus grande mosquée d'Europe a été inaugurée en 2005 à Kazan, capitale de l'Islam russe.

¹¹⁵ « Cette volonté de déstabilisation que l'on constate en Syrie va sans doute progresser vers le nord, vers la Russie ». Entretien de l'auteur avec la cellule de prospective du quai d'Orsay, juillet 2012.

¹¹⁶ Entre 19 et 22 millions de pratiquants selon les estimations sur une population totale de 141 millions.

¹¹⁷ Le Tatarstan produit 32 millions de tonnes de pétrole en moyenne annuelle et a des réserves estimées de un milliard de tonnes de brut. La Bachkirie produit en moyenne 25 à 30 millions de tonnes annuelles.

¹¹⁸ Chimie, pétrochimie

¹¹⁹ Notamment :

- Usine d'hélicoptères de Kazan.
- Usine d'aviation de Kazan (KAPO) productrice des avions de ligne Tupolev, du bombardier stratégique Tupolev-160 et théoriquement du futur bombardier stratégique PAK-DA.
- Pôle motoriste UMPO d'Oufa.
- Constructeur de poids lourds et de blindés *Kamaz*

gazoducs russes orientés vers l'ouest. Le Transsibérien, les principaux axes routiers reliant la Russie d'Europe à son Extrême-Orient, traversent leur territoire. Le cours de la Volga, axe fluvial primordial dans la vie économique russe, passe également par leurs terres.

En conséquence, dans l'hypothèse d'une revendication identitaire et religieuse conjointe du Tatarstan et de la Bachkirie, c'est le cœur de la puissance russe, de son économie, de son organisation territoriale, qui serait menacé. La perte de contrôle de ces entités signifierait la fin de la Russie en tant que puissance majeure bien plus sûrement que la perte, somme toute surmontable, de l'Ukraine. Moscou se montre donc particulièrement vigilant vis-à-vis de tout facteur extérieur susceptible de déstabiliser cette zone. Outre le conflit larvé du Caucase, la situation de l'Asie centrale voisine¹²⁰ fait donc l'objet d'une surveillance pointue et constante.

Car le « *chaudron centrasiatique* » suivant l'expression du chercheur René Cagnat approche de son point d'ébullition. Les régimes des cinq ex-républiques soviétiques d'Asie centrale sont aussi autoritaires que fragiles.

Certes le Turkménistan semble figé dans un espace-temps totalitaire d'un autre âge qui semble interdire toute mutation. Au Turkmenbachi, Saparmourad Nyazov, a succédé un autre dirigeant mégalomane, Gourbangouly Berdymoukhamedov, qui règne sans partage sur cet « Emirats gazier ».

Mais si l'Asie centrale se lance à l'aune du monde arabe dans un mouvement généralisé de révoltes armées, le régime en place ne fera vraisemblablement pas long feu. Or tous les ingrédients se réunissent peu à peu pour qu'un tel phénomène se produise.

Nursultan Nazarbaïev (Kazakhstan), Islam Karimov (Ouzbékistan) règnent d'une main de fer depuis près d'un quart de siècle sur leur Etat respectif, les deux plus importants de la région du point de vue économique et démographique. Mais tous deux sont des hommes malades, dont le retrait de la vie politique, voire de la vie tout court, s'approche. Il semble peu probable que leur succession se passe sans heurts.

Le Kazakhstan connaîtra sans doute une crise de succession lors de laquelle les différentes Hordes composant la société traditionnelle kazakhe s'affronteront. Les extrémistes musulmans pourraient tenter d'en profiter pour avancer leurs pions. Certes le Kazakhstan n'est pas le pays le plus menacé par ce danger. Il n'en demeure pas moins que neuf militants islamistes ont été récemment abattus

¹²⁰ Le sud de la Bachkirie n'est qu'à quelques centaines de kilomètres du Kazakhstan.

dans le sud-est du pays, à proximité du Xinjiang musulman chinois, après une campagne d'attentats ayant causé courant 2011 la mort de plusieurs policiers kazakhs.¹²¹

En Ouzbékistan, la situation est plus critique encore. Islam Karimov, très loin du « despotisme éclairé » de son homologue kazakh, maintient essentiellement l'ordre dans le pays par le biais de sa police et, lorsque cela s'avère nécessaire, par celui de ses mitrailleuses. La répression du soulèvement islamiste d'Andijan, le 13 mai 2005 a fait entre 200 et 1 000 morts selon les sources. Certes, le « calme » a été rétabli. Mais il est quasi-certain que des troubles graves reprendront dans cette ville - et dans toute la vallée du Ferghana qui l'environne - dès la disparition de Karimov. Or une déstabilisation du Ferghana peut déstabiliser l'ensemble de l'Asie centrale.

Partagée entre trois Etats (Ouzbékistan, Kirghizstan, Tadjikistan), le Ferghana est à la fois la région la plus densément peuplée et la plus fertile du Turkestan occidental.¹²² C'est un lieu d'affrontements interethnique et interculturel entre Turcophones et Persanophones, peuples de tradition nomade et sédentaire, opposés depuis toujours, qui se sont récemment entretués au cours de plusieurs pogroms meurtriers. De tels évènements tragiques, s'ils venaient à se reproduire, seraient susceptibles d'entraîner un affrontement entre les trois Etats se partageant la zone. Jusqu'ici un tel scénario d'embrasement général a pu être évité. Mais les factions rivales de la vallée, qu'elles s'affrontent pour des motifs ethniques, politiques, confessionnels, ont d'ores et déjà les moyens de s'armer lourdement grâce au trafic d'héroïne en provenance de l'Afghanistan tout proche¹²³.

C'est de celle-ci, estiment les Russes, que viendra sans doute le plus grand danger. Une fois le gros des troupes de l'OTAN retiré après 2014, combien de temps faudra-t-il aux Taliban pour réinstaller leur régime à Kaboul ? Pour Moscou, instruit par l'expérience soviétique, cela ne sera sans doute pas long¹²⁴. L'armée afghane d'Hamid Karzaï est sans doute moins fiable encore que celle qu'avait formé l'URSS et qui a dû capituler en 1992, quatre ans après le départ des

¹²¹ "Neuf "terroristes" tués au Kazakhstan", Le Figaro, d'après l'AFP, 17/08/2012. <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/08/17/97001-20120817FILWWW00224-neuf-terroristes-tues-au-kazakhstan.php>

¹²² Appellation désignant traditionnellement l'Asie centrale russe, puis soviétique, tandis que le Xinjiang chinois, appartenant à l'ère culturelle centrasiatique, est lui dénommé Turkestan oriental.

¹²³ Moins de 200 kilomètres au sud

¹²⁴ « Nous quitterons Kaboul en 2014. Les Taliban y seront combien de temps après ? Un mois ? Deux ? », estimait récemment un général français (entretien avec l'auteur, septembre 2012)

Soviétiques. Or les Taliban de retour à Kaboul cela signifie quasi-automatiquement une résurgence des mouvements de guérilla islamistes au nord de l'Afghanistan, dans l'ancien Asie centrale soviétique. D'ores et déjà les combats ont repris au Tadjikistan.

Moscou, réceptacle du gros de l'héroïne en provenance d'Afghanistan et qui conserve des bases au Kirghizstan, au Tadjikistan et au Kazakhstan, risque non seulement de se retrouver à moyen terme en première ligne dans la région mais aussi sur son propre sol. La Bachkirie ne se trouve qu'à une centaine de kilomètres du Kazakhstan...

La Russie, cependant, peut compter sur les régimes au pouvoir dans ses anciens dominions centrasiatiques pour combattre ce péril. Car ces Etats, fragiles, à l'identité souvent mal définie, maintenus sous le joug des anciens apparatchiks soviétiques depuis près d'un quart de siècle, ont besoin d'un appui solide pour ne pas sombrer dans les crises séparatistes. Entre une montée de l'islamisme que rejettent –pour l'instant encore- la majorité des populations, une influence commerciale et politique accrue de la Chine, facteur d'inquiétude larvée, un jeu américain difficilement déchiffrable, les élites de ces pays ont tendance à se retourner naturellement vers la nation qui les a formé, vers un peuple qui a subi avec eux le joug communiste, un ensemble culturel dont ils connaissent le moindre rouage, les Russes et la Russie. Et cette dernière ne manque pas de projets fédérateurs pour regrouper autour d'elle les nations sœurs un peu trop vite émancipées.

Inutile d'insister sur l'Organisation de Sécurité de Shangai (OSC), bien connue. Elle n'est pas un espace où la Russie peut manœuvrer aisément en Asie centrale vis-à-vis de Pékin ni de Washington¹²⁵. En revanche l'Union douanière regroupant déjà Russie, Belarus et Kazakhstan rencontre un vrai succès dans la zone. Forte d'excellents résultats¹²⁶ cette communauté économique qui évoque déjà l'instauration d'une monnaie unique, le Rouble, pourrait largement fédérer les nations centrasiatiques. Le Kirghizstan a déjà fait acte de candidature.¹²⁷

A cette amorce d'Union économique et financière, à laquelle on envisage déjà une suite politique, s'adjoint une coopération de plus en plus dense en matière de défense.

L'Organisation du Traité de Sécurité collective (OTSC), qui regroupe Russes, Biélorusses, Arméniens, mais aussi Kazakhs, Kirghizes et Tadjiks est un cadre dans lequel de plus en plus de

¹²⁵ Elle permet en revanche de combattre efficacement le terrorisme musulman grâce à la coopération étroite des services de renseignement russes, chinois et centrasiatiques.

¹²⁶ +37% d'échanges entre Moscou, Minsk et Astana en 2011. « *Union douanière : Poutine veut accentuer l'intégration* », RIA-Novosti, 11 avril 2012.

¹²⁷ « *Union douanière : Le Kirghizstan entame la procédure d'adhésion* », RIA-Novosti, 11 avril 2011.

projets sont conçus. Alliance de sécurité et de défense, elle pourrait à moyen terme constituer l'organisation qui coifferait une défense anti-aérienne élargie intégrant une capacité anti-missiles balistiques unique, regroupant Russie, Belarus et Etats d'Asie centrale.

Moscou et Astana sont actuellement en cours de négociations pour mettre sur pied une défense sol-air intégrée¹²⁸. Les deux parties espèrent arriver à un accord fin 2012-courant 2013, simultanément peut-être à la livraison de missiles S-300 russes aux forces kazakhes¹²⁹. Les chefs d'Etat-major de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) ont par ailleurs examiné la possibilité d'une utilisation conjointe des satellites militaires russes par l'ensemble des Etats de la communauté simultanément à l'étude d'un projet de système commun d'identification radar qui pourraient être les prémisses d'un système conjoint d'alerte avancée.^{130 131}

Certes il existait déjà un dispositif commun de défense antiaérienne au niveau de la CEI, fondé en 1995, qui, sur le papier, dispose de moyens assez conséquents.¹³² Mais les Etats participants s'étaient peu à peu désintéressés du système. Il semble que Moscou soit bien décidé à le relancer aux côtés de l'union douanière et économique en tant qu'élément fédérateur en Asie centrale, afin de tisser un puissant réseau d'intérêts communs face à la pression américaine et, surtout, chinoise.

¹²⁸ Cet accord pourrait être suivi par des partenariats similaires entre la Russie, l'Arménie, le Kirghizstan et le Tadjikistan « *Russia, Kazakhstan, to combine air defense* », Ria-Novosti, 11 juillet 2012.

¹²⁹ « *Le Kazakhstan espère recevoir des missiles S-300 d'ici 2013.* », Ria-Novosti, 11 juillet 2012.

¹³⁰ « *Vers une utilisation conjointe des satellites russes par les pays de la CEI* », Ria-Novosti, 5 avril 2012.

¹³¹ Une coopération Russie- Etats centrasiatiques en matière de DAMB et de politique spatiale de défense aurait d'autant plus de pertinence qu'elle a un vrai ancrage historique et matériel : C'est à Sary Shagan, à proximité du lac Balkhach, au Kazakhstan qu'ont été testés nombre d'éléments du programme ABM soviétique, tandis que bien des satellites militaires russes ont été lancés depuis le pas de tir Kazakh de Baïkonour.

¹³² *The CIS network currently comprises seven air defense brigades, 46 units equipped with S-200 and S-300 air defense missile systems, 23 fighter units equipped with MIG-29, MIG-31 and Su-27 aircraft, 22 electronic support units and two detachments of electronic warfare* ». « *CIS air defense units hold joint exercises in Russia* », RIA-Novosti, 8 septembre 2011.

B. A long terme : la menace chinoise

Cette dernière est régulièrement niée par les autorités russes. Au Kremlin comme à la Maison Blanche ou square Smolenskaïa¹³³ on se plaît à exalter le partenariat stratégique Moscou-Pékin, une vision eurasiatique de la diplomatie russe et une coopération intense, sans failles, entre puissances majeures de la zone Asie-Pacifique.

Les grandes manœuvres militaires interarmées auxquelles se livrent les forces russes et chinoises en Extrême-Orient sont autant d'occasions régulières de présenter l'OCS comme un équivalent de l'OTAN en construction. Les ventes d'armes massives –avions de combat Sukhoï-27 et 30, sous-marins d'attaque *Kilo* notamment- réalisées par la Russie en Chine sont fréquemment citées comme démonstration des relations de confiance étroites qu'entreprendraient Moscou et Pékin.

Sur le plan économique les livraisons russes de pétrole et de gaz s'accroissent. Entreprises russes et chinoises multiplient joint-ventures et accords de coopération en Extrême-Orient. Entre 2000 et 2011 les échanges économiques sino-russes sont passés de 8 à 83,5 milliards de dollars, Vladimir Poutine espérant bientôt atteindre la barre des 100¹³⁴. Le récent sommet de l'APEC à Vladivostok a été l'occasion de réitérer les déclarations communes d'amitié.

Les actes, cependant, démentent ces discours.

D'une part parce que Pékin et Moscou ont toujours précisé que leur appartenance à l'OCS n'était nullement une alliance militaire et ne les engageait en rien l'un envers l'autre en cas d'agression d'une des parties.

D'autre part parce que la collaboration militaro-industrielle est aujourd'hui au point mort.

Certes, il est de bon temps de continuer à mettre en avant les ventes d'armes russes à la Chine. Mais chacun peut constater qu'elles ne concernent plus que des matériels ne représentant pas le meilleur de la technologie russe. Les ventes de réacteurs RD-33/93 ou AL-31F ne sont que la poursuite des contrats conclus dans les années 90, les ventes de Sukhoï-27 notamment. Le récent contrat de 600 millions de dollars conclu entre les deux pays ne porte que sur la vente de 52

¹³³ La Maison blanche est le siège du gouvernement russe, le ministère russe des affaires étrangères est installé square Smolenskaïa, dans un des 7 fameux gratte-ciel staliniens de Moscou.

¹³⁴ « Poutine optimiste quant à l'avenir commercial entre la Russie et la Chine », Xinhua, 9 septembre 2012.
http://french.china.org.cn/business/txt/2012-09/07/content_26463082.htm

hélicoptères de transport moyens,¹³⁵ un type d'appareils dont Pékin dispose déjà abondamment et qui ne permettra en rien à la Chine d'améliorer ses capacités technologiques. Si régulièrement les entreprises de défense russes ou leurs représentants, *Rostekhnologii*, *Rosoboronexport* ou des membres du ministère de l'industrie laissent filtrer vers la presse une information faisant état de la conclusion prochaine d'un contrat important, elles sont aussitôt démenties par le ministère de la défense russe ou le Kremlin, quand ce ne sont pas les Chinois eux-mêmes qui se chargent de doucher ces espoirs.¹³⁶ Il faut apprécier à cette aune les articles et dépêches évoquant régulièrement l'achat par Pékin de missiles antimissiles russes S-400, perspective dont nous reparlerons.

Et cet arrêt de la collaboration militaro-industrielle ne traduit pas seulement une exaspération du Kremlin de voir la Chine fouler les accords de propriété intellectuelle en réutilisant à l'export et à moindre coût les technologies russes.

Certes, l'exercice de *reverse engineering* ayant permis à Pékin de proposer sur les marchés son J-11, sa propre version du Su-27, a irrité Moscou.

Mais le gel des ventes d'armes traduit surtout une inquiétude croissante devant la montée en puissance de la Chine, tant du point de vue économique que militaire. Passons sur le fait que la dernière arrestation d'un citoyen chinois pour espionnage en Russie ait eu lieu au sujet d'un programme de missile antimissiles¹³⁷. Nous aurons l'occasion d'y revenir et l'affaire a vite été reléguée au rang d'une simple anicroche.

En revanche il existe dans l'opinion publique russe¹³⁸ comme chez les décideurs politiques et militaires une vraie angoisse vis-à-vis d'une possible volonté chinoise de prendre le contrôle de l'Extrême-Orient russe¹³⁹, annexé par Moscou au XIX^e siècle. Entre les traités d'Ili (1851), d'Aigun,¹⁴⁰ de Pékin,¹⁴¹ et de Tarbagataï (1864), les Tsars se sont emparés de plus de 1 730 000

¹³⁵ « *Russia to sell 52 MI-171E helicopters to China* », RIA-Novosti, 6 septembre 2012.

¹³⁶ « *Pékin dément vouloir acheter 48 avions russes Su-35* », Ria-Novosti, 9 mars 2012.

¹³⁷ « *Russia arrests Chinese spy on anti-aircraft system* », Ria-Novosti, 6 octobre 2011.

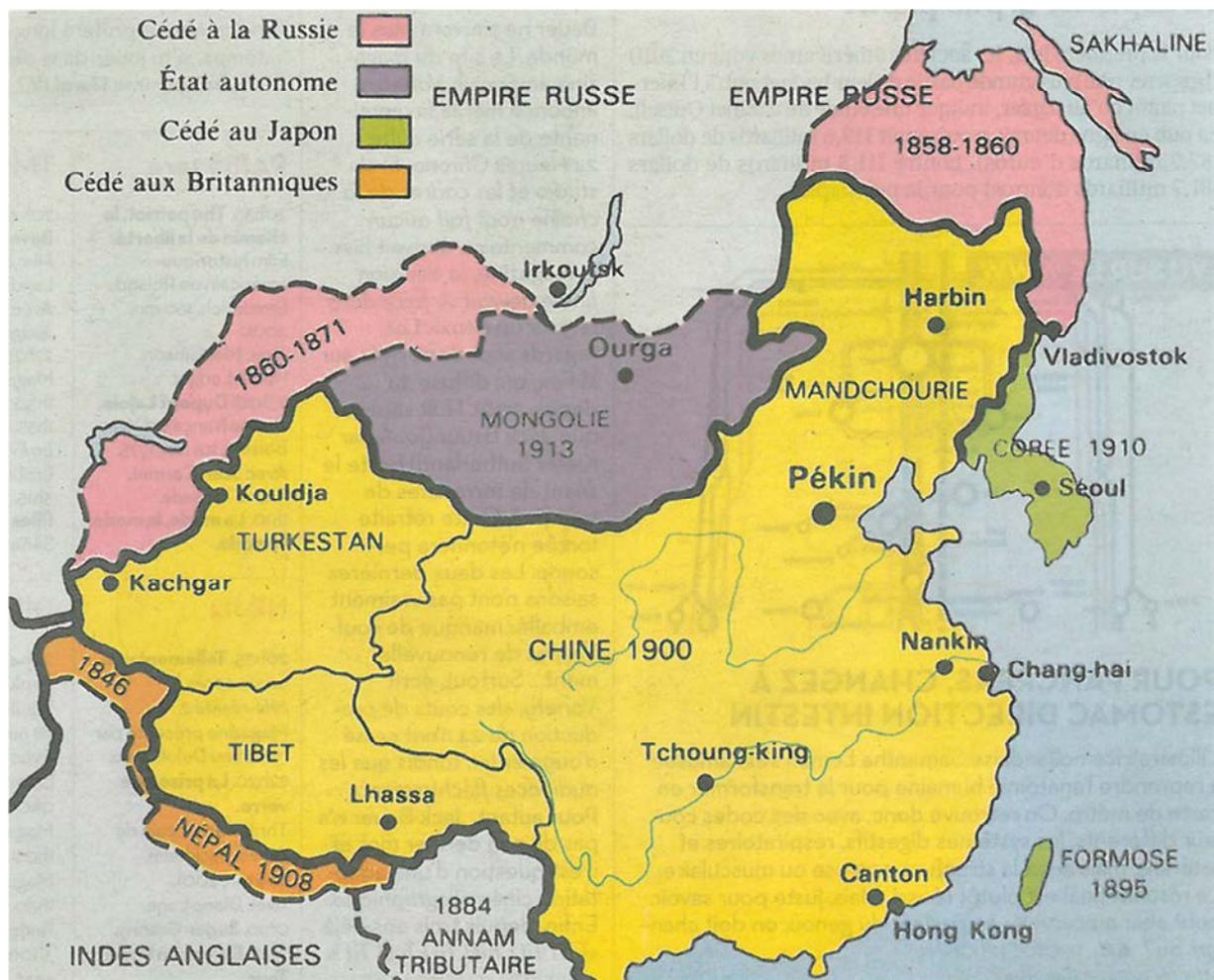
¹³⁸ « *Quand Vladivostok tombera aux mains des Chinois* »

<http://www.courrierinternational.com/article/2009/09/30/quand-vladivostok-tombera-aux-mains-des-chinois>

¹³⁹ Composé des régions du Primorié, de l'Oblast de Khabarovsk, du Kraï de l'Amour, de l'Oblast autonome de Birobidjan et de l'oblast de Tchita

¹⁴⁰ Traité conclu le 16 mai 1858 : Moscou reçoit la rive gauche de l'Amour et annexe Khabarovsk, à la jonction de l'amour et de l'Oussouri. La perte territoriale chinoise est de 479 150 km².

km² de terres chinoises, dont plus de 823 000 km² en Extrême-Orient. Ces « *Traité Inégaux* »¹⁴², heurtent les sentiments volontiers nationalistes des Chinois. Bien entendu, arguent régulièrement Moscou et Pékin, les litiges frontaliers sont théoriquement réglés depuis le traité du 14 octobre 2004. Mais celui-ci n'a rien de définitif. Depuis huit ans il a fait depuis l'objet de multiples amendements compte tenu des milliers d'îles fluviales qui doivent encore être réparties entre les deux pays, ou de la question de la navigation qui pose régulièrement des problèmes. Et derrière le discours apaisant russe, force est de constater que la vigilance du Kremlin et des autorités d'Extrême-Orient est totale.



Extrême-Orient russe : Les annexions tsaristes de 1858-1860.

¹⁴¹ La Russie reçoit la région située à l'est de l'Oussouri, soit l'actuel Primorié, où elle fonde Vladivostok la même année. L'annexion russe représente 344 470 km².

¹⁴² L'expression -chinoise- fait référence à l'ensemble des Traités qui ont permis aux puissances coloniales européennes de placer peu à peu la Chine sous tutelle entre la première guerre de l'opium et la première guerre mondiale.

En mai 2011 un rapport du FSB signalait avec inquiétude au Kremlin les travaux engagés par les autorités chinoises sans aucune concertation avec leurs homologues russes, sur le cours de l'Oussouri. Un chantier susceptible de dévier le cours de la rivière vers le nord, donc de repousser la frontière au détriment de la Russie.¹⁴³ Et un rapport à la portée symbolique évidente compte tenu des affrontements russo-chinois sur l'Oussouri de 1969.¹⁴⁴

Cet été encore la tension est montée en mer du Japon : La flotte russe a effectué des tirs de semonce contre des navires de pêche chinois pêchant dans les eaux territoriales russes au large du Primorié, interpellé 36 pêcheurs et saisi deux bateaux, s'attirant de vives protestations de Pékin.¹⁴⁵

Mais la crainte russe ne se fonde pas sur ces empiètements territoriaux réguliers.

Enième résurgence du mythe du « *péril jaune* », les Russes redoutent surtout sur le long terme une invasion en douceur des provinces de l'Extrême-Orient par des ressortissants chinois qui, une fois majoritaires, réclameront le retour à la mère-patrie, laquelle, devenue superpuissance, ne manquera sans doute pas de voler à leur secours. Et force est d'admettre que ce scénario n'est pas inenvisageable.

En premier lieu parce que conditions de vie difficiles obligent, les citoyens russes quittent peu à peu la région vers la Sibérie occidentale, l'Oural ou la Russie d'Europe, qui proposent de meilleures opportunités d'emploi.

En second lieu parce que le déséquilibre est patent en termes d'espace, de population et de richesse entre les provinces du nord-est de la Chine et celles de l'Extrême-Orient russe.

Certes le taux de population vivant en dessous du seuil de pauvreté est plus élevé dans cette région que dans le reste de la Fédération de Russie.

Mais en comparaison du niveau de vie en vigueur dans les provinces chinoises au sud de l'Amour, il est quasi-« occidental ». Les provinces qui constituaient autrefois la Mandchourie ont longtemps été la locomotive de l'économie chinoise. Acier, automobile, construction navale, aéronautique, raffineries...l'industrie lourde s'était très rapidement développée grâce à la conjonction de deux

¹⁴³ « *Russie : Poussée chinoise le long de l'Oussouri* », Regard sur l'Est, 01 mai 2011. <http://www.regard-est.com/home/breves.php?idp=1439&PHPSESSID=2d7f9e4f7cbdda4abcd74f5b5d31ec99>

¹⁴⁴ Au cours d'incidents frontaliers les armées russes et chinoises se sont affrontées sur l'île Damansky et en Asie centrale près du lac Jalanashkol, sur le territoire de l'actuel Kazakhstan.

¹⁴⁵ « *Pékin condamne l'arrestation de pêcheurs par la Russie* », 20 Minutes, 19 juillet 2012. <http://www.20minutes.fr/ledirect/973809/pekin-condamne-arrestation-pecheurs-russie>

facteurs : la présence de nombreux gisements de charbon et celle de grands ports permettant une circulation optimale des flux de marchandises à l'import comme à l'export. Mais l'industrie lourde ne joue plus le même rôle moteur de la croissance chinoise. Le chômage et la précarité sociale sont une préoccupation croissante dans la région. En conséquence de plus en plus de Chinois envisagent de traverser l'Amour et d'émigrer. Selon les recensements russes et chinois de 2002, le nord-est chinois¹⁴⁶ comptait 131,1 millions d'habitants sur un territoire de 1 251 700 km², soit une densité de 104,8 habitants au km². Au nord de l'Amour, l'Extrême-Orient russe ne compte que 6,7 millions d'habitants pour un territoire plus vaste que l'Union européenne, de 6 215 900 km²...¹⁴⁷ La crainte russe est légitime. « *L'objectif consistant à protéger nos territoires d'Extrême-Orient contre une expansion excessive des citoyens de pays limitrophes reste en vigueur* », a d'ailleurs récemment rappelé Dmitry Medvedev¹⁴⁸ visant explicitement la Chine¹⁴⁹.

Moscou a déjà pris des mesures visant à fixer la population russe sur place. Les entreprises de défense de la région¹⁵⁰ sont soutenues à bout de bras par Moscou pour sauver l'emploi, même lorsque la poursuite de leur activité ne fait pas sens d'un point de vue industriel.

Mais cette politique volontariste de développement de l'Extrême-Orient et de la Sibérie orientale ne suffira sans doute pas à conjurer le danger chinois.

D'ores et déjà la Russie se prépare du point de vue militaire. Si la perspective d'un conflit de haute intensité russo-chinois, incluant un scénario de lutte antimissiles est sans doute inconcevable dans un horizon proche, ses forces armées dans la région sont toujours en pointe en termes de modernisation et, notamment en termes de lutte antimissiles (voir *analyse technique de la menace*). Le renforcement du dispositif militaire, toutefois, n'est pas nécessairement tourné exclusivement contre la Chine.

¹⁴⁶ Regroupant les provinces de Heilongjiang, de Jilin et le nord-est de la République autonome de Mongolie Intérieure

¹⁴⁷ Soit une densité de 1,1 habitant au km².

¹⁴⁸ « *Protéger l'Extrême-Orient russe contre une immigration excessive* », RIA-Novosti, 09 août 2012.

¹⁴⁹ Dans la mesure où il n'existe pas de mouvements migratoires mongol ou nord-coréen vers la Russie, pas plus que de tentation japonaise d'émigrer vers les Kouriles ou le Primorié...

¹⁵⁰ Notamment *Progress* à Arseniev, *KnAAPO* et le chantier naval de Komsomolsk sur l'Amour, les chantiers navals de Vladivostok, Bolshoi Kamen et Khabarovsk.

S'il semble relativement inconcevable d'assister à un affrontement avec les moyens aéronavals et balistiques de la VIIème flotte américaine, on ne peut exclure deux scénarii, aussi improbables semblent-ils sur le papier :

- **Une Russie confrontée à une Corée du nord dont le régime basculerait définitivement dans la folie et la paranoïa.**
- **Un Japon qui déciderait de briser un tabou et de se doter de l'arme nucléaire et d'ICBM compte tenu du péril nord-coréen et de la montée en puissance chinoise.**

C. Les menaces « improbables » : Corée du Nord, Japon...

Bien entendu les deux perspectives susdites ne sont pas comparables. Nous avons d'une part un Etat dont le degré de fanatisme n'est plus à démontrer, la Corée du Nord. D'autre part une puissance qui, depuis 1945, se défie du nationalisme et de toute action militaire, le Japon. Le premier, sur le papier, est donc beaucoup plus à redouter que le second. Mais sur le papier seulement.

Car la Corée du Nord n'a aucun contentieux avec la Russie. Moscou est l'un des derniers interlocuteurs qui accepte encore de dialoguer avec les membres de la dynastie Kim et de les recevoir. Par ailleurs Pyongyang ne dispose que de capacités balistiques rudimentaires comme en témoignent les échecs à répétition de ses lanceurs spatiaux / ICBM.

Tokyo, en revanche, a tous les atouts pour devenir en très peu de temps une puissance balistique et nucléaire de premier plan si les événements l'y poussent et que la volonté politique des dirigeants japonais est suffisamment puissante pour passer outre les réticences de leur opinion publique.

Bien entendu dans un pays traumatisé par les bombardements atomiques d'Hiroshima, Nagasaki et par la récente catastrophe de Fukujima, l'atome relève du tabou et plus particulièrement encore son usage militaire. Nonobstant ces facteurs, le Japon dispose de toutes les technologies pour disposer rapidement d'une bombe A ou d'une bombe H. Quant au potentiel balistique, il n'est même pas à développer. Nombre d'experts le soulignent : Fort de leur maîtrise des lanceurs spatiaux, de l'usage des propergols solides, les ingénieurs japonais peuvent mettre au point et produire un ICBM conforme aux règles de l'art très rapidement. Bien entendu, la possession d'un

tel outil serait, *a priori*, un geste politique adressé prioritairement à la Chine et à la Corée du Nord. Mais la Russie serait inéluctablement concernée.

Car il existe une vraie pomme de discorde avec le Japon. La question des îles Kouriles divise Moscou et Tokyo depuis 1945.¹⁵¹ Et face à la fermeté d'un Japon refusant de transiger sur ses revendications, la Russie n'a pas l'intention de se montrer diplomate.

Il en va de la sûreté nationale : les îles Kouriles constituent une barrière orientée nord-est / sud-ouest, du Kamtchatka à Hokkaïdo, fermant l'accès à la mer d'Okhotsk, zone de patrouille fréquente des SNLE russes de la flotte du Pacifique.

Il en va de l'honneur national aussi. La population russe après le traumatisme constitué par la fin de l'URSS et la dislocation de l'Empire soviétique n'est plus disposée aujourd'hui à céder un pouce du sol national. Tous les sondages, y compris sur ce dossier¹⁵², démontrent cette crispation patriotique.

En conséquence Moscou a fait de cette dispute un symbole du redressement russe. Alors qu'aucun chef de l'Etat soviétique ou russe ne s'était rendu aux Kouriles depuis 1945, Dmitry Medvedev y a fait une visite début novembre 2010 qui a provoqué l'ire de Tokyo. Medvedev, parfaitement conscient de la réaction que sa visite n'allait pas manquer de déclencher au Japon, n'a d'ailleurs rien fait pour apaiser les esprits. Bien au contraire : En février 2011 il a affirmé que la gamme des armes russes de dernière génération seraient rapidement confiées aux troupes des Kouriles afin d'assurer la sécurité de ces dernières. Le stationnement au sein de la flotte du Pacifique des deux premiers bâtiments de projection et de commandement (BPC) de classe Mistral, achetés par la Russie à la France, s'inscrit notamment dans ce cadre.¹⁵³ Dmitry Medvedev, redevenu Premier ministre, a par ailleurs renouvelé sa visite aux îles Kouriles en juillet 2012, précisant que la réaction japonaise le laissait parfaitement indifférent.

On le voit le ton n'est pas au dialogue apaisé. Il y a toutefois une marge avant que le dossier n'entraîne les deux pays vers un affrontement armé. En dépit des rodomontades des uns et des

¹⁵¹ Occupées en 1945 par les forces soviétiques, les Kouriles du sud ont été annexées par Moscou en 1946. Si le Japon a renoncé à tous ses droits sur ces îles par le traité américano-japonais de San Francisco, en 1951, il réclame cependant les quatre îles du sud (Shikotan, Itouroup, Kounachir et Habomai) à la Russie soulignant que cette dernière n'a pas signé le traité de San Francisco et assurant que ces terres n'appartiennent pas aux Kouriles mais sont une extension de l'île d'Hokkaïdo.

¹⁵² Un sondage de 2009 demandant aux Russes s'ils seraient pour ou contre la restitution des îles contestées a été sans équivoque : 82% des interrogés rejettent cette option.
<http://www.levada.ru/sites/en.d7154.agava.net/files/Levada2009Eng.pdf>

¹⁵³ « Les deux premiers Mistral pour la flotte du Pacifique », RIA-Novosti, 09 février 2011.
<http://fr.rian.ru/defense/20110209/188580633.html>

autres, les relations entre Moscou, le Japon et les Occidentaux ne relèvent plus d'une logique de guerre froide.



D. ABM : La principale problématique est occidentale

1. Russie-Occident : une longue suite de malentendus et de rendez-vous ratés.

Afin de mieux appréhender la perception russe de la menace occidentale et américaine, il convient de brosser un rapide tableau historique afin de bien cerner quels sont les épisodes qui, dans l'inconscient collectif russe ou au Kremlin, provoquent une réelle défiance vis-à-vis de Washington et de ses alliés européens. Car la fin de la guerre froide ne signifie pas la fin des tensions et des méfiances réciproques.

Pour la Russie, elle signifie à la fois un immense soulagement, celui de la disparition du totalitarisme communiste, et une profonde désillusion, celui du rejet occidental. Un vif espoir s'était fait jour à la fin des années 80 et au début des années 90. François Mitterrand, Helmut Kohl et Mikhaïl Gorbatchev évoquaient la « *Maison commune européenne* » et l'option d'adosser une Union soviétique démocratisée et réformée du point de vue économique à la Communauté Economique Européenne était une perspective qui ne semblait pas inenvisageable à moyen-long terme. Dans l'atmosphère d'euphorie qui caractérisait l'époque rappelons-nous des déclarations russes : En 1990 Andreï Kozyrev, ministre des affaires étrangères russe déclare : « *la question principale est l'entrée de la Russie dans la communauté européenne* ». L'année suivante Boris Eltsine enfonce le clou en déclarant qu'à ses yeux l'entrée de la Russie dans l'OTAN est « *un objectif politique à long terme* ».

Pourtant –du point de vue russe- ces perspectives ont été balayées par l'attitude occidentale.

Non seulement les réformes économiques entreprises afin de se conformer aux directives de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International, considérés comme deux bras armés de Washington, ont ruiné la Russie dans des proportions inédites au cours de son histoire¹⁵⁴, mais Washington et ses alliés se sont engagés dans une politique étrangère caractérisée par l'unilatéralisme et le mépris des instances de droit internationales et notamment du conseil de

¹⁵⁴ Les pertes totales de l'économie russe pendant la période de mise en place des réformes libérales de 1992-1998 ont été plus de deux fois supérieures à celles de l'économie soviétique pendant la deuxième guerre mondiale. Le PIB a reculé de 40%, la production industrielle de 50% les investissements de 80%. (-24% de PIB durant la seconde guerre mondiale, -30,5% pour les Etats-Unis durant la grande dépression de 1929-1933).

sécurité des Nations Unies. Les frappes occidentales sur la Serbie et le Kosovo au printemps 1999, sur une nation serbe qui est une alliée historique de la Russie, ont achevé de dessiller les yeux de nombreux Russes qui s'étaient jusque-là imaginé que la fin de la guerre froide signifiait la naissance d'un rapport confiant et amical et entres partenaires égaux avec les Occidentaux. La crispation patriotique qui s'en est suivie et à laquelle nous avons déjà fait allusion plus haut à fait un bénéficiaire immédiat : Moins de six mois après l'entrée des troupes de l'OTAN à Pristina, Vladimir Poutine s'installait au Kremlin en tant que nouveau Président de la Fédération de Russie. Cela, pourtant, n'a pas signifié la fin de toute tentative de conciliation. Vladimir Poutine n'a eu de cesse de tendre la main vers l'Europe et les Etats-Unis au cours des premières années de son premier mandat. Certains auteurs sont même allés jusqu'à évoquer la conclusion d'une véritable alliance Moscou-Washington¹⁵⁵ suite au rapprochement survenu entre les deux pays après les attentats du 11 septembre 2001. Un bref épisode que l'attaque américaine sur l'Irak de 2003 a clos rapidement.

Et cette nouvelle guerre du Golfe n'est qu'un exemple parmi d'autres des décisions funestes prises par les Occidentaux au mépris des intérêts russes depuis 1989 et l'écroulement du bloc soviétique. Nos interlocuteurs russes, lorsqu'il s'agit d'évoquer les raisons du réarmement de la Russie, citent toujours les mêmes faits :

- **L'élargissement de l'OTAN ou la rupture d'un engagement américain.** Andreï Gratchev, enseignant à l'IRIS et ancien porte-parole du Président Gorbatchev le confirme : lors des négociations portant sur la réunification allemande, les Etats-Unis, par la voix de James Baker, alors Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, se sont engagés à ce que l'OTAN ne s'étende pas vers l'Est. Les modalités de l'échange étaient claires : Une Allemagne réunifiée au sein de l'OTAN contre le gel de tout élargissement de l'alliance parmi les anciens Etats membres du Pacte de Varsovie.

On sait finalement ce qu'il en a été.

Alors que les chars soviétiques, suivant la célèbre formule du général de Gaulle, se trouvaient à deux étapes du tour de France de Strasbourg, ils ont effectué un repli stratégique de 1 500 kilomètres, jusqu'à la frontière orientale de la Biélorussie. Mais dans le même temps l'OTAN a avancé ses pions. Depuis la frontière orientale de l'Estonie, ses unités campent désormais, à deux étapes du tour de France de Saint-Petersbourg. Et cette rupture de la parole donnée se double d'un complet renforcement du rapport de forces en Europe au détriment de la Russie.

¹⁵⁵ « *L'incroyable alliance Russie-Etats-Unis* », Pierre Lorrain, Editions du Rocher, 2002.

➤ **Aujourd'hui la supériorité militaire de l'OTAN est écrasante sur le continent européen.**

Sans même prendre l'Alliance atlantique pour référent, force est de constater à la lumière du tableau ci-dessous que l'Union européenne, fréquemment perçue comme un nain militaire, dispose dans l'éventualité d'un face à face avec la Russie d'une supériorité évidente¹⁵⁶ dans tous les compartiments de la défense, nucléaire militaire mis à part.

Forte par ailleurs d'une population de 500 millions d'habitants, les effectifs de ses armées sont plus de deux fois supérieurs à ceux de la Russie. Enfin les budgets de l'armement des 27 atteignent encore un total de plus de 200 milliards d'euros¹⁵⁷, 260 milliards de dollars.

	UE	UE + USA & Canada	RUSSIE
Habitants (millions)	500	843	140
PIB (milliards de \$)	14 430	29 849	2 110
Effectifs des armées (Terre, Air, mer)	1 536 000	3 080 000	725 000
Chars (hors engins sous cocon)	6 800	12 880	6 500
Avions de combat	3 500	6 500	2 100
Porte—aéronefs	6	17	1
SNA	13	49	19
SNLE-SSGN	8	26	16

Chiffres 2010.

Tableau réalisé par Philippe Migault pour sa thèse de doctorat « Industries stratégiques et partenariats russo-européens. Perspectives et obstacles. Aéronautique, Spatial, Nucléaire, Armement », Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS).

¹⁵⁶ D'autant plus évidente que les chiffres russes sont trompeurs : Compte tenu d'un très mauvais système de maintien en condition opérationnelle des matériels, nombre de ceux portés à l'effectif ne sont dans les faits pas disponibles. Dans de très nombreuses unités le taux de disponibilité est inférieur ou égal à 25%.

¹⁵⁷ « UE: 200 mds EUR par an consacrés à la défense (Van Rompuy) », RIA-Novosti, 21 mai 2012. <http://fr.rian.ru/world/20120521/194780724.html>

Deux cent soixante milliards de dollars pour l'UE, on se trouve très au-dessus des 72 milliards¹⁵⁸ consacrés par la Russie à sa défense. D'autant que si l'on considère le budget de la défense des Etats membres de l'UE additionnés à ceux de ses principaux alliés de l'OTAN, Etats-Unis (711), Canada (24,7), Turquie (17,9)¹⁵⁹, on constate un différentiel de 1 à 14 entre Moscou et « l'Occident ».

Dans ce cadre, la Russie a beau jeu de souligner que la puissance menaçante en Europe, ce n'est pas elle. Et que le traité sur les Forces Conventionnelles en Europe (FCE)¹⁶⁰, qu'elle a dénoncé en 2007, n'a plus de sens depuis longtemps tant la supériorité conventionnelle euro-atlantique est totale.

- **Washington et ses alliés de l'OTAN, enfin, n'hésitent pas à violer le droit international pour s'en prendre unilatéralement à un Etat lorsque leurs intérêts semblent l'exiger.** Les frappes sur le Kosovo en 1999, l'invasion de l'Irak en 2003, le démontrent.

A la lumière des éléments cités ci-dessus, qui démontrent l'infériorité militaire russe vis-à-vis de l'Europe occidentale et de l'OTAN, ce dernier élément provoque de réelles inquiétudes dans l'opinion publique russe.

Celle-ci, il ne faut pas l'oublier, est particulièrement sensible aux questions de sécurité. La première guerre mondiale¹⁶¹ et ses suites, révolution russe et guerre civile (1917-1922)¹⁶², enfin la saignée de la Grande guerre patriotique entre 1941 et 1945¹⁶³ ont provoqué la mort d'au moins 38 millions de russes, 50 selon certains historiens, depuis 1914¹⁶⁴. Aucun autre pays au monde n'a connu un traumatisme équivalent hormis, peut-être la Chine. Il n'est pas une famille en Russie qui n'ait en tête cette histoire et ne se souvienne de ses morts.

¹⁵⁸ SIPRI Yearbook 2012.

¹⁵⁹ IBID.

¹⁶⁰ Signé le 19 novembre 1990, le traité FCE qui prévoyait des plafonds quantitatifs en Europe pour les avions, les hélicoptères, les chars, les VTT, les pièces d'artillerie.

¹⁶¹ 3 300 000 tués civils et militaires.

¹⁶² 8 à 20 millions de morts.

¹⁶³ 27 millions de morts.

¹⁶⁴ Ces chiffres ne prennent pas en compte les victimes du stalinisme qui se chiffraient à 20 millions de morts supplémentaires entre 1924 et 1953.

En conséquence toute menace extérieure est perçue avec une angoisse dont l'on peut difficilement saisir l'acuité en France. Une crainte fréquemment considérée en Occident comme de la paranoïa mais qui, loin de paralyser la population, déclenche au contraire une mobilisation immédiate des citoyens. Le Kremlin en est conscient : Toute atteinte à la sécurité nationale soude immédiatement le peuple derrière ses dirigeants, tout discours exaltant les capacités de défense russes jouit d'un solide soutien populaire. Un atout précieux lorsqu'il s'agit de faire avaler à sa population la pilule des augmentations massives du budget de la défense, y compris le projet de défense antimissiles multicouches sur lequel nous reviendrons plus loin.

Au-delà, toutefois, de ces considérations historiques et politiques, il faut souligner que cette angoisse, conjuguée à la faiblesse des forces conventionnelles russes, a provoqué un basculement de la pensée stratégique russe vers un schéma bien connu des Français : Celui de l'ultime avertissement. Aux yeux des Russes de 2012, comme aux yeux des Français de la guerre froide, seule l'arme nucléaire est en mesure de dissuader un adversaire plus puissant d'une attaque, ou de lui asséner un solide coup d'arrêt s'il décidait malgré les risques de s'engager dans une offensive terrestre sur le territoire national.

Certes, on ne trouve nullement trace nommément de cette notion d'ultime avertissement dans la mouture 2010 de la doctrine militaire russe.

Mais les termes sont suffisamment explicites :

Le rapprochement du dispositif de l'OTAN des frontières de la Russie, c'est-à-dire le déploiement de forces étrangères dans des pays ou dans des eaux voisines de la Russie et de ses alliés, figure parmi les principales menaces, précédant de peu le déploiement de systèmes de défense antimissiles balistiques, la violation de l'équilibre des forces atomiques, la militarisation de l'espace et le déploiement d'armes de précision non-nucléaires, c'est-à-dire l'ensemble des griefs que la Russie nourrit envers l'OTAN. Et vis-à-vis de ces périls la doctrine militaire russe autorise l'usage en premier de l'arme atomique « en cas d'agression avec des armes conventionnelles mettant en danger l'existence même de l'État.»¹⁶⁵ En conséquence une frappe atomique limitée, menée avec des armes nucléaires tactiques contre une agression venue d'Europe occidentale est parfaitement concevable et légitime dans l'esprit des autorités russes. Or le programme antimissiles otanien viendrait remettre en question cette possibilité. Alors que Moscou redoute que l'OTAN soit en mesure de briser l'équilibre stratégique en ayant la capacité d'intercepter ses

¹⁶⁵ « Военная доктрина Российской Федерации », 5 февраля 2010 года. http://news.kremlin.ru/ref_notes/461

ICBM à compter de la troisième phase de l'EPAA, il est bien évident que le potentiel offensif de ses IRBM, destinés notamment à une éventuelle frappe tactique, serait également remis en cause. De la sorte, la Russie se trouverait acculée puisque :

- En infériorité sur le plan conventionnel.
- Confrontée à l'éventualité de ne pouvoir délivrer qu'un ultime avertissement aux effets limités par les dispositifs otaniens.
- Obligée, en conséquence, de passer sans doute plus rapidement que prévu à une frappe nucléaire stratégique, celle-ci devant nécessairement être massive afin de saturer les défenses adverses et de délivrer le message politique.

Bien entendu, l'évocation d'un tel scénario apocalyptique nous ramène plus d'un quart de siècle en arrière et peut sembler exagérée dans le contexte politique actuel.

Il suffit aujourd'hui d'observer le déploiement des troupes russes pour se rendre compte que le gros des effectifs et des moyens fait face au sud avec, pour pôles de concentration principaux, le nord-Caucase et l'Extrême-Orient. Dans les faits, malgré leurs déclarations d'inquiétude, les Etats-majors et décideurs politiques russes ne redoutent pas une offensive occidentale. Le « *reset* » de Barack Obama vis-à-vis du Kremlin a partiellement fonctionné, après des années de rapports tendus sous l'administration Bush. Le traité new START, limitant le nombre de têtes nucléaires russes et américaines à 1 550 par pays, est une réussite...pour l'instant. Il pourrait parfaitement être remis en question par les Russes si les Etats-Unis persistent à déployer leur bouclier antimissiles en Europe selon les modalités prévues.

2. Une solide méfiance vis-à-vis de l'axe anglo-saxon

Si la Russie a désormais tissé de véritables partenariats stratégiques avec certains acteurs européens, l'Allemagne, la France, l'Italie, avec des applications aussi sensibles que le secteur de l'armement, elle n'en conserve pas moins un profond sentiment de défiance vis-à-vis de Washington et de ses alliés les plus atlantistes en Europe, Londres, La Haye, les Etats Baltes, certains Etats d'Europe centrale.

Moscou, bien entendu, sait que la capacité de nuisance des anciens Etats membres du Pacte de Varsovie est absolument nulle du point de vue militaire. Le Kremlin est en revanche bien conscient de l'ardent lobbying que ces nations, compte tenu des traumatismes historiques qu'elles ont subi dans le cadre de leurs relations avec la Russie, mènent au sein de l'OTAN afin que celui-ci mène une politique inflexible de *containment* voire de *roll-back* de la Russie. De même les

relations russo-britanniques sont extrêmement tendues depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine et l'accueil qu'a fait Londres à ses plus farouches opposants, notamment les oligarques Boris Berezovsky, Vladimir Goussinski.

Mais ce sont surtout les Etats-Unis qui demeurent, aux yeux de bien des responsables russes, l'ennemi le plus redoutable.

Dans le cadre de cette étude, précisons immédiatement que le Kremlin, s'il veille à renouveler son arsenal nucléaire afin de maintenir son outil de dissuasion nucléaire au seuil de crédibilité nécessaire, comme toute puissance atomique, ne redoute en rien une attaque balistique des Etats-Unis. En dépit des discours alarmistes auxquels certains dirigeants russes se livrent régulièrement vis-à-vis de l'agressivité américaine, chacun sait que les heures de la crise de Cuba sont lointaines et que les risques d'un affrontement nucléaire se sont terminés en même temps que la guerre froide entre les deux pays.

Ce qui n'empêche pas Moscou, cependant, de scruter toute manœuvre américaine à l'international, les autorités russes étant convaincues que leurs homologues d'outre-Atlantique sont bien déterminées à empêcher la résurrection de la Russie en tant que puissance majeure.

Cette perception, il est vrai, repose sur des faits incontestables.

- **Depuis 1945 Washington a toujours clairement désigné la Russie comme son principal adversaire.** Certes les administrations Bush Sr., Clinton, Bush Jr. et Obama ont rompu avec ce discours. Mais soulignons que Mitt Romney, qui pourrait fort bien l'emporter à la Présidentielle américaine du 5 novembre prochain, désigne de nouveau la Russie comme « l'ennemi géopolitique n°1 » des Etats-Unis, ce qui suscite des inquiétudes à Moscou. Pour sa part le Kremlin a déjà clairement choisi son candidat.¹⁶⁶
- **Les Etats-Unis par ailleurs, sont coutumiers depuis la fin de la seconde guerre mondiale de démonstrations de puissance, destinées notamment à l'URSS puis à la Russie.** Les bombardements atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, annoncés par le Président Truman à Staline

¹⁶⁶ « ABM: Moscou et Washington peuvent s'entendre si Obama est réélu (Poutine) », RIA-Novosti, 06 septembre 2012. <http://fr.rian.ru/world/20120906/195973348.html>

sur un mode patelin lors de la conférence de Potsdam, ont clairement été perçus pour ce qu'ils étaient, un avertissement à l'Union soviétique alors que la Guerre froide s'esquissait à peine. Par la suite les démonstrations régulières de l'écrasante puissance aérienne américaine, en Corée (1950-1953), au Vietnam (1964-1973), en Irak (1990-1991), au Kosovo (1999), contre des Etats alliés à la Russie et dont les troupes étaient équipées de matériel russe, ont été perçues comme autant de signaux d'alarmes par les autorités russes. Dans l'esprit de ces derniers le doute n'est pas permis : Les Américains ont les moyens de frapper avec une force et une précision extrême où ils le veulent et quand ils le veulent. Quant à leur détermination, elle est totale lorsque la Maison Blanche estime qu'il en va des intérêts américains.

Certes, le Kremlin ne vit pas dans la crainte permanente d'une crise russo-américaine qui se traduirait par une offensive aérienne sur la Russie. De ce point de vue la concentration des moyens de défense sol-air et des intercepteurs russes autour des principaux points stratégiques du pays, condamnerait toute attaque aérienne à une défaite écrasante et à un niveau de pertes intolérable. Ce qui inquiète bien davantage Moscou, c'est la remise en cause de l'équilibre stratégique entre les deux puissances. Car un programme ABM américain disposant de suffisamment de moyens pour mener à terme l'ensemble des programmes aujourd'hui engagés pourrait selon eux remettre en cause les capacités de dissuasion soviétiques vis-à-vis des Etats-Unis à l'horizon 2020 et la mise en application des troisième et quatrième phases de l'EPAA otanienne.

➤ **Les Russes sont d'autant plus sensibles sur ce dossier qu'ils ont l'impression de ne pas être attendus alors qu'ils ont accepté de geler leur propre programme ABM dans les années 60 à la demande des Etats-Unis.**

Pour Igor Sutyaguine, chercheur au sein du Royal United Services Institute (RUSI) de Londres et ancien lieutenant-colonel des troupes de défense aérienne russes, il faut se remettre en tête le sommet de Glassboro, en 1967, afin de comprendre la vision russe aujourd'hui.¹⁶⁷

Alors que la guerre froide bat son plein, Alexeï Kossyguine, accepte de se rendre dans cette petite ville du New-Jersey pour discuter de la situation au Vietnam et de la nouvelle situation au Moyen-Orient moins de dix jours après la Guerre des Six jours. Aucun résultat tangible ne sera obtenu sur ces dossiers. En revanche Russes et Américains nouent un dialogue constructif sur un dossier stratégique : Celui des systèmes ABM.

¹⁶⁷ Entretien à Paris avec l'auteur, juillet 2012.

Lyndon Johnson et Robert McNamara tentent de convaincre Kossyguine de geler le programme soviétique et le programme américain de défense antimissiles. Ceux-ci, soulignent-ils, sont de nature à remettre en cause le fameux principe de la « *Destruction Mutuelle Assurée* » (MAD) en rompant l'équilibre stratégique russo-américain basé sur la dissuasion. Ils sont donc susceptibles de favoriser le déclenchement d'une crise si l'une ou l'autre des deux parties pensait avoir pris un avantage décisif. Kossyguine ne cèdera pas. Mais les discussions se poursuivront dans une atmosphère de cordialité inédite à l'époque. On évoquera par la suite régulièrement ce fameux « *esprit de Glassboro* ». Et ce sommet, s'il n'a pas donné de résultats immédiats finira par porter ses fruits cinq ans plus tard avec la signature du traité ABM. Ce dernier qui limite le développement des systèmes antimissiles¹⁶⁸ démontrait que de part et d'autre on avait compris la nécessité de ne pas jouer avec l'équilibre nucléaire...Jusqu'à que l'administration Bush Jr. Estime qu'elle pouvait rompre l'accord.

- **Le retrait unilatéral américain du traité ABM, le 13 juin 2002, aussitôt suivi par le lancement du programme *National Missile Defense* (NMD) a été vécu par les Russes sinon comme une agression, du moins comme un camouflet.** Ronald Reagan n'avait pas osé rompre l'accord en 1983, lorsqu'il avait lancé son Initiative de Défense Stratégique (IDS). George Bush Sr. avait bien lancé un programme ABM en 1991, le GPALS (Global Protection Against Limited Strikes), imité par Bill Clinton et sa NMD en 1999, mais le traité ABM de 1972 restait une donnée intangible dans leur esprit. En rompant avec cette prudence, l'administration Bush Jr. a non seulement signifié au Kremlin que le droit international ne signifiait rien entre eux, mais encore que la Russie était devenue une puissance trop négligeable pour qu'il soit encore nécessaire de la ménager.

La volonté américaine d'installer dans la foulée un dispositif ABM destiné théoriquement à combattre une menace iranienne, dans les faits susceptibles de remettre en question, fusse partiellement, les capacités de dissuasion russes, a enfoncé le clou. Pour le Kremlin il était hors de question de ne pas réagir et de ne pas répondre au défi.

Certes, depuis lors, le projet qui prévoyait l'installation de radars et de batteries de missiles en Pologne et en République Tchèque a été abandonné. L'EPAA de Barack Obama a succédé à ce projet.

Mais pour les Russes, cela ne change rien, bien au contraire. A leurs yeux Le projet de l'administration Bush n'a pas été révisé pour apaiser la Russie. Il l'a été parce qu'il était

¹⁶⁸ Moscou et Washington acceptent de ne protéger qu'un seul site de leur territoire, avec un maximum de 100 missiles intercepteurs.

techniquement mal conçu : « Un radar en bande X qui devait être déployé en république Tchèque s'est avéré inefficace contre l'alerte avancée contre des ICBM lancés depuis l'Iran ou la Ciscaucasie Russe. Des radars avec une fréquence d'émission plus faible sont plus appropriés pour ce type de missions. Les ICBM seraient détectés trop tard, rendant leur engagement possible seulement sur des séquences de vol où leur véhicules de rentrée serait déjà largués et les contremesures activées réduisant ainsi dramatiquement l'efficacité de la défense antimissile (...) Les désavantages de l'approche adoptée par George W. Bush incluent la sensibilité de cette option de défense antimissile à des efforts d'interdiction potentiels (explosions, sabotages...) L'European phased adaptive approach de B. Obama a des avantages tels des coûts moins élevés pour déployer des missiles d'interception puisqu'ils utilisent des navires existant déjà, un plus grand contrôle de la flexibilité du système en raison de son potentiel de redéploiement rapide et du moindre nombre de décideurs politiques associés auprès de qui justifier la présence militaire américaine dans différents pays. (...) L'EPAA d'Obama actuellement en cours est de loin plus dangereuse pour les ennemis de la Russie que le plan de George W. Bush. Tandis que ce dernier nécessitait que l'Europe s'accommode des dispositifs capables de frapper un ICBM à mi-course, le système actuellement en cours de déploiement sera capable d'intercepter des ICBM à tous les segments de vol, ce qui présente nombre d'avantages politiques, techniques et militaires. »¹⁶⁹, estimaient au printemps 2012 deux experts russes.

Par ailleurs, poursuivent-ils, « l'économie est devenue une des principales raisons de l'adoption de l'approche adaptative pour la défense anti-missiles en Europe. La nouvelle approche permet d'engager beaucoup d'alliés des Etats-Unis dans la construction de la défense anti-missiles en Europe, d'utiliser leur potentiel scientifique et technologique et de partager les coûts de développement avec eux, ce qui est particulièrement important compte tenu des difficultés économiques et financières des Etats-Unis. En engageant un nombre croissant de ses alliés les Etats-Unis cimentent l'OTAN, tentant de maintenir et de renforcer l'organisation en tant qu'accord militaire et d'éviter sa transformation dans une alliance principalement politique dont beaucoup d'Etats européens seraient partisans. »¹⁷⁰

¹⁶⁹ RESHETNIKOV, Leonid & TISHCHENKO, Grigory « Transformation of the US Military-political leadership's views on anti-ballistic missile defense problem in Europe : From the 3rd ABM deployment area in Europe to the phased adaptive approach. », in « Anti-Ballistic Missile Defense Cooperation or Confrontation. Opinions of Russia's experts », Natsionalnaïa Oborona, 2012, pp.92-93.

¹⁷⁰ IBID.

Bref, bien loin de se montrer plus conciliantes que l'administration précédente, les autorités américaines se montrent plus subtiles et plus dangereuses. Bush-Obama : Bonnet blanc-Blanc bonnet...

- **La position russe est d'autant plus ferme que l'unilatéralisme américain se manifeste une fois encore, même dans le cadre de l'EPAA, et que la menace qu'ils brandissent pour justifier leur projet, à savoir le programme balistique et nucléaire iranien, n'est, selon Moscou, qu'une illusion.**

Ce système, s'il vient à voir le jour, impactera nécessairement les outils de dissuasion nucléaires de l'ensemble des puissances atomiques. Les Etats-Unis, qui font déjà fi de la position russe, ont-ils une seule seconde pensé à agir en concertation avec la Chine ? soulignait récemment Sergueï M. Koshelev¹⁷¹, Directeur des affaires internationales au ministère de la défense russe. Ce dernier, qui s'est exprimé avec beaucoup de vigueur et de franchise lors de la dernière conférence de l'Association aéronautique Astronautique de France (3AF) sur les défenses antimissiles, à Paris, en juillet 2012, estime que les Américains n'ont aucune raison de déployer des capacités ABM en Europe avant qu'une menace balistique ne soit effectivement avérée. Or, selon lui celle-ci n'existe pas pour l'heure. Ce qui signifie que c'est bien l'outil balistique russe qui est visé. Bien entendu, il existe un vrai gouffre entre les déclarations russes vis-à-vis de l'EPAA et leur appréhension « technique » de cette menace et des autres dangers auxquels ils sont confrontés.

¹⁷¹ Intervention lors du colloque 3AF, Paris, juillet 2012.

II. ANALYSE TECHNIQUE DE LA MENACE : QUELLES CAPACITES ENNEMIES ?

A. La menace américaine : entre inquiétudes réelles et instrumentalisation politique

Nous ne nous attarderons pas outre mesure sur la vision russe de la menace balistique américaine puisqu'elle n'est pas la cible réelle des programmes de DAMB russes.

L'Union soviétique, puis la Russie, sont confrontées depuis plus d'un demi-siècle aux ICBM et MSBS américains. Moscou n'a aucune illusion : il est parfaitement inenvisageable de briser une très hypothétique offensive balistique massive américaine, tout comme il est inconcevable d'espérer détruire la capacité de première frappe du Pentagone (ICBM et bombardiers) avant de neutraliser la riposte des forces de seconde frappe (SNLE). C'est précisément cette certitude de la destruction mutuelle assurée, l'arsenal russe étant tout aussi invulnérable, qui a permis aux deux blocs de la Guerre Froide de ne jamais entrer en guerre.

Quelle est cependant la nature de la menace balistique américaine ? Elle est de notoriété publique : 786 missiles intercontinentaux (450 ICBM *Minuteman* III, 336 MSBS *Trident* II/D5).

Répartis entre trois sites de silos dans le Wyoming, le Dakota du Nord et le Montana, les ICBM sont entrés en service à partir de 1970, mais les opérations de rétrofit successives devraient leur permettre de demeurer opérationnels jusqu'en 2040. Précis, ils sont équipés d'une seule tête nucléaire afin de se conformer aux restrictions dictées par les Traités sur l'armement nucléaire, mais pourraient si nécessaires recevoir chacun deux têtes supplémentaires. (voir annexes pour les caractéristiques). Ils sont mis en œuvre sous le commandement de l'Air Force Global Strike Command (AFGSC), une unité d'un peu plus de 20 000 hommes dépendant de l'US Air Force, qui contrôle également les bombardiers stratégiques, soit 77 B-52 et B-2 Spirit.¹⁷²

L'autre composante balistique de la menace américaine repose sur le Trident II/D5. Celui-ci arme 14 SNLE de la classe *Ohio* (et les 4 SNLE Britanniques de la classe *Vanguard*). Eux aussi ont fait l'objet d'opérations de modernisation et devraient rester en service jusqu'en 2040. D'une portée de plus de 11 000 kilomètres, ils peuvent théoriquement transporter jusqu'à 8 têtes nucléaires, mais sont eux aussi maintenus à une capacité moindre pour se conformer aux accords internationaux.

Cependant, une fois encore, ce ne sont pas ces armes dont la Russie se méfie le plus.

Elle observe d'un œil bien plus méfiant le projet de rétrofit des bombes nucléaires tactiques B61 au standard B-61 mod.12. Equipées d'un système de guidage JDAM (*Joint Direct Attack*

¹⁷² Les B-1 Lancer sont désormais dévolus exclusivement au bombardement conventionnel

Munition), ces projectiles, stockés en Europe et destinés initialement aux frappes tactiques, auraient désormais une véritable dimension stratégique grâce au gain de précision acquis mais aussi compte tenu de leur emport programmé par des avions de combat furtifs F-35.

La possibilité pour les navires américains destinés au programme EPAA de lancer indifféremment des intercepteurs SM-3 ou des missiles de croisière *Tomahawk* grâce à leurs systèmes de lancement vertical VLS Mk. 41 est également un souci d'inquiétude pour Moscou.

Mais c'est surtout le projet EPAA qui est stigmatisé par les Russes.

Nous ne le détaillerons pas longuement pour deux raisons.

Premièrement, conformément aux échanges avec le comité de pilotage de l'étude, il n'est pas question de détailler longuement ce programme, déjà bien connu des autorités françaises puisque celles-ci sont invitées à y prendre part.

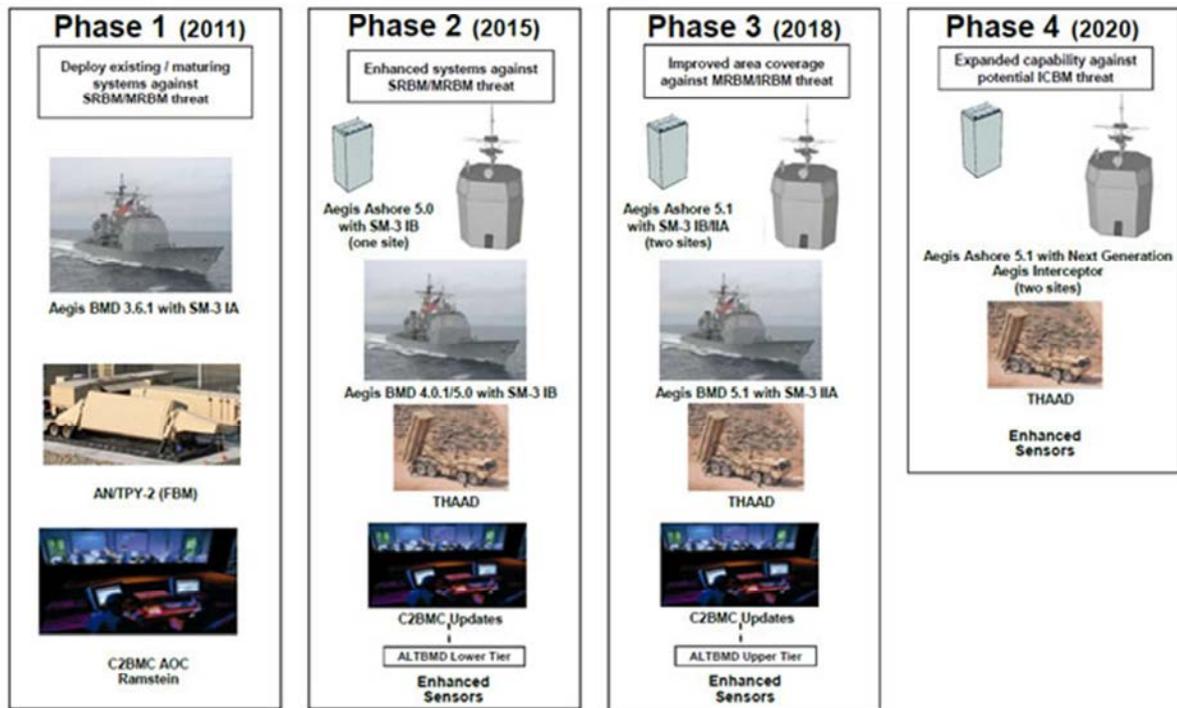
Ensuite le présent travail porte sur des dispositifs ABM destinés à combattre des menaces balistiques. Il ne sert donc à rien, dans le cadre d'une présentation des projets ABM russes de s'attarder sur un péril qu'ils ne sont pas destinés à combattre.

Rappelons simplement que le Kremlin manifeste depuis 2009 son inquiétude vis-à-vis des seules phases III et IV de l'EPAA. Celles-ci, qui doivent être achevées respectivement en 2018 et 2020, prévoient le déploiement de missiles antimissiles SM-3 Block IIA et SM-3 Block IIB, lesquels seraient susceptibles d'intercepter les ICBM russes stationnés dans l'ouest de la Fédération de Russie, y compris en phase ascendante, ce qui entraînerait une rupture de l'équilibre stratégique (voir schéma page suivante).

Et le refus de l'administration américaine de préciser par écrit que ces systèmes ne sont pas destinés à limiter les capacités de dissuasion russes suscite la méfiance à Moscou.



Phased Adaptive Approach



Approved for Public Release 10-MDA-5692 (28 JUL 10)

Les quatre phases prévues de l'EPAA.

Dmitry Medvedev a en conséquence pris un certain nombre de mesures de rétorsion lors de son mandat de Président en ordonnant :

- Le déploiement et la mise en service à Kaliningrad d'un radar de type *Voronej*, destiné à la détection de tous départs de missiles depuis l'Europe occidentale.
- La mise en place d'un système de défense aérospatial russe qui aura pour mission prioritaire la protection des infrastructures des forces de dissuasion russes.
- La modernisation des ICBM et MSBS russes figurant à l'arsenal afin de les doter de meilleures capacités de pénétration vis-à-vis de tout dispositif ABM.
- La préparation d'un plan d'attaque permettant de détruire les centres de commandement et de détection du programme EPAA.
- Le déploiement, si ces mesures devaient sembler insuffisantes, de missiles dans l'ouest et le sud de la Russie destinés à détruire les composantes du bouclier antimissiles otanien. C'est dans ce cadre notamment qu'est régulièrement évoqué le déploiement de missiles SS-26 *Stone* ou *Iskander* dans l'enclave de Kaliningrad.

Rappelons enfin qu'en cas de non débouché des discussions engagées avec Washington, Moscou se réserve le droit de revenir sur un certain nombre de traités de limitations d'armement, dont le New Start, comme les Américains sont revenus sur le Traité ABM de 1972.

Pour Igor Sutyaguine une course aux armements a d'ores et déjà commencé sur le modèle de celle qui a eu lieu en Europe à la fin des années 70 et au début des années 80. Moscou, selon lui, prend aujourd'hui les mêmes mesures que celles qui avaient été prises lors de la crise des Euromissiles et du déploiement des Pershing-2 : Extension des capacités radars avancées, renforcement des capacités de défense antiaériennes autour des bases russes, développement de capacités de frappe préventives, renforcement des patrouilles de SNLE à la mer.¹⁷³

Il faut cependant raison garder et prendre avec réserve ces déclarations et estimations à la fois musclées et alarmistes.

En allant vendre son expertise dans un *think-tank* britannique, Igor Sutyaguine, ancien officier supérieur des forces armées russes et, plus précisément, des troupes de défense antiaérienne, n'a sans doute pas totalement perdu l'habitude, très ancrée chez les militaires russes, de parler haut, fort, d'un ton volontiers menaçant...

Par ailleurs, la Russie, engagée dans une reconstruction économique accélérée n'a ni les moyens, ni l'envie, d'entrer dans une course aux armements. A fortiori si elle doit se dérouler sur le segment des ABM qui, du point de vue de l'efficacité opérationnelle des matériels développés, n'est en rien stratégique.

Mais le programme américain EPAA est à la fois :

- Un merveilleux outil de manipulation politique qui, en jouant sur les peurs et le nationalisme de l'opinion publique russe, permet d'unir cette dernière derrière le pouvoir.
- Une des meilleures justifications qui puissent se trouver des dépenses engagées en faveur du complexe militaro-industriel russe et notamment de ses segments les plus cruciaux, l'électronique de défense, le pôle missilier, les armes nucléaires et l'espace.

Comme aux plus beaux temps de la Guerre Froide, les programmes américains justifient les efforts russes et réciproquement.

¹⁷³ Entretien à Paris avec l'auteur, juillet 2012.

B. Les arsenaux Britannique et Français : Une simple variable de négociation dans les négociations sur le désarmement.

Nous ne nous attarderons pas davantage sur la perception de la menace balistique française et britannique par les autorités russes.

Les forces de dissuasion britanniques, qui ne reposent plus désormais que sur une composante navale, les SNLE *Vanguard* équipés de MSBS Trident II/D5 (voir annexes) de conception américaine n'ont aucune autonomie. Leur emploi dépend directement du bon vouloir de Washington. Dans le cadre de cette étude, nous considérons donc qu'elles participent davantage de la menace américaine et les avons simplement traitées dans un paragraphe différent par pure convention.

Les capacités nucléaires françaises sont plus conséquentes. Elles comportent deux composantes, aérienne et embarquée. Du point de vue balistique elles reposent sur les MSBS M-45 et M-51 (voir annexes) embarqués sur les quatre SNLE de la classe *Triomphant*. Inutile de les présenter plus longuement à la DGA...

Précisons simplement que du point de vue russe, la France ne constitue en rien une menace mais bel et bien un allié potentiel.

- D'une part parce que Paris a toujours conservé une farouche indépendance de son outil de dissuasion nucléaire vis-à-vis des Etats-Unis depuis plus de cinquante ans.
- D'autre part parce que la France a toujours eu, au sein de l'OTAN, un statut particulier et une attitude d'ouverture vis-à-vis de l'Union soviétique puis de la Russie.
- Enfin parce que Moscou et Paris sont maintenant engagés dans un véritable partenariat stratégique comportant des collaborations sur des segments extrêmement sensibles. C'est le cas du spatial : Rappelons le lancement de la nouvelle classe de satellites d'observation français *Pléiades* par un lanceur russe *Soyouz* depuis le sol français. C'est aussi bien entendu le dossier du *Mistral*, arbre qui cache la forêt en matière d'armement tant les dossiers de coopération sur ce segment (blindés, électronique de défense, moteurs...) se multiplient entre industriels français et russes de la défense.

C. La menace balistique chinoise

Nous avons évoqué longuement la menace chinoise dans la première partie de ce chapitre « Russie » et souligné l'inquiétude croissante qu'elle suscite à Moscou. Rappelons qu'elle n'est pas perçue comme une menace à court-moyen terme mais davantage à l'horizon 2040-2050, lorsque la Chine sera parvenue au stade de grande puissance militaire, en supposant toutefois que la poursuite de sa croissance économique le lui permette.

D'un point de vue strictement technique la possibilité à moyen terme d'un conflit de haute intensité entre Moscou et Pékin, scénario qui comporterait des échanges de missiles balistiques, donc éventuellement d'armes nucléaires, semble tout aussi improbable. D'une part parce qu'il n'y a pas de casus belli. D'autre part parce que la Russie conserve une très grande avance quantitative et qualitative sur la Chine, aussi bien en matière de missiles balistiques que de défenses ABM.

L'arsenal balistique chinois (voir détails techniques en annexes), comporte entre 80 et 130 ICBM capables de frapper les centres stratégiques de la Russie d'Europe, à l'ouest de l'Oural. S'y ajoutent quelques dizaines d'IRBM, disposant de la capacité de détruire les principaux centres urbains et industriels situés dans l'Oural et en Sibérie. Enfin plusieurs centaines de SRBM figurent à l'arsenal, qui sont aptes à appuyer une éventuelle offensive conventionnelle des forces armées chinoises dans l'Extrême-Orient russe.

Sur le papier donc, un conflit semble inconcevable, synonyme de destruction mutuelle assurée entre Russie et Chine. Pourtant Pékin sait qu'il peut moins se permettre que Moscou de monter aux extrêmes. Car aussi inconcevable que se puisse concevoir ce scénario dans les mentalités occidentales, Russes et Chinois considèrent qu'une guerre nucléaire peut se gagner. Et qu'en l'occurrence, ce serait la Chine la perdante.

Car le Kremlin ne dispose pas seulement d'un arsenal plus vaste, plus puissant, plus moderne. Il serait aussi confronté, dans l'hypothèse d'une guerre, à une Chine aux moyens réduits. La triade stratégique chinoise n'a rien à voir avec son homologue russe.

- La composante aérienne est composée de bombardiers obsolètes, de conception soviétique. Leurs chances de pénétrer la défense aérienne russe sont nulles.
- La composante navale semble ne pas être opérationnelle, voire ne l'avoir jamais été. Les SNLE de la classe *Xia* (type 092) ont connu de nombreuses vicissitudes (l'un des deux navires aurait même

été perdu en 1985). Quant à la classe *Jin* (type 094), le nombre de sous-marins construits semble faible (peut-être un seul exemplaire en service) et on ne connaît pas le degré de performances et de fiabilité de leurs MSBS CSS-NX-4 et CSS-NX-5. Dans ces conditions la permanence d'une patrouille à la mer n'est pas acquise et la possession d'une capacité de seconde frappe par la Chine non plus.

- Les ICBM, enfin, sont en mesure de détruire le cœur de la Russie. Mais ils peuvent, compte tenu de la faible capacité de seconde frappe chinoise, faire l'objet d'une attaque massive sans crainte d'une contre-offensive de l'APL. Et la Chine doit veiller à ne pas employer toutes ses ressources et à se trouver désarmée alors que l'Inde, alliée de la Russie, vient de lancer avec succès un missile de 5 000 kilomètres de portée, l'*Agni V*, en mesure de toucher Pékin et Shanghai.
- Précisons enfin que les centaines de SRBM chinois sont pour la plupart stationnés sur les côtes, face à Taïwan et à la VIIème flotte américaine.

A ces restrictions il faut ajouter quelques précisions sur le thème des défenses ABM. En la matière Pékin détient tout son savoir de Moscou à qui ont été achetés des systèmes S-300. La Chine, qui tente par tous les moyens d'obtenir les technologies qui lui font défaut aimerait acquérir le S-400. Mais sur ce point le Kremlin, nous y reviendrons, fait la sourde oreille et entend bien garder, quoi qu'il en soit, quelques longueurs d'avance technologiques. Face à une éventuelle offensive de SRBM chinois en Extrême-Orient cet atout qualitatif serait crucial. L'installation au printemps 2012 d'un de ses premiers régiments de missiles anti-missiles S-400 à Nakhodka, un grand port du Primorié situé à l'est de Vladivostok, puis sa mise en alerte lors du récent sommet de l'APEC à Vladivostok, est à cet égard un clair message adressé à la Chine, mais aussi au Japon.

D. Japon, Corée du Nord...des périls balistiques très diffus.

Puissance balistique potentielle, le Japon ne dispose pas pour l'heure d'armes de ce type dans son arsenal. Nous ne nous risquons pas au jeu de la prospective sur les missiles qu'il serait en mesure de développer.

La Corée du Nord, vis-à-vis de la Russie, se trouve dans une situation de quasi-impuissance.

D'une part parce qu'il n'est pas certain que les deux essais nucléaires réalisés par les nord-coréens aient été des succès. Rien ne garantit donc qu'ils disposent d'armes atomiques.

D'autre part parce que Pyongyang, avec qui répétons-le les Russes n'entretiennent aucun contentieux majeur, est une puissance balistique mineure.

Certes le régime nord-coréen dispose d'une vingtaine d'IRBM *Taep'o Dong 1* et de quelques centaines de SRBM *No Dong 1* et *2* en mesure de frapper l'Extrême-Orient et la Sibérie orientale et centrale.

Mais ces missiles doivent composer avec un dispositif aérospatial russe en pleine modernisation qui, contre des missiles de cette gamme, aurait sans doute de solides capacités opérationnelles. L'attaque menée et –vraisemblablement- échouée, il faudrait ensuite composer avec la contre-offensive russe...Une perspective qui n'aurait rien de réjouissant pour une armée nord-coréenne ne disposant pas d'armes de seconde frappe, de capacités aériennes modernes et dont la force réside exclusivement sur le caractère pléthorique de son arsenal terrestre, lequel est majoritairement obsolète. Dans ce cadre, la possibilité d'une agression balistique d'une Corée du nord qui basculerait définitivement dans la folie, n'est guère concevable, ni redoutable du point de vue russe.

III. LE(S) PROGRAMME(S) ABM RUSSES ET LEUR INSERTION DANS LE DISPOSITIF DE DEFENSE NATIONAL

A. Un outil de dissuasion en pleine rénovation

Fidèles à la doctrine qui lui a assuré plus de soixante ans de paix, la Russie, comme toute puissance atomique, s'appuie en premier lieu sur son outil de dissuasion nucléaire pour se protéger de toute attaque contre son territoire. Il n'existe, à la connaissance de l'IRIS, aucun document, aucun débat doctrinal qui viserait à remettre en cause l'outil de dissuasion national compte tenu des programmes de DAMB. Ceux-ci, depuis leurs premiers pas dans les années cinquante, ont toujours été strictement conçus comme un élément complémentaire du dispositif de dissuasion et en aucun cas comme une alternative. Entre l'épée et le bouclier Moscou ne choisit pas mais opte pour les deux.

C'est pourquoi la réponse russe au projet antimissiles américain EPAA insiste prioritairement sur la rénovation des capacités offensives russes.

Certes, des déclarations toujours plus nombreuses, sont faites en Russie autour des différents programmes ABM du pays afin de souligner que celui-ci a également les moyens de se protéger et que si les Américains se croient autorisés à revenir sur le Traité ABM, les Russes en feront autant. Mais ce sont les programmes de nouveaux missiles balistiques russes qui constituent la première réponse à l'EPAA.

Bien entendu ils ne constituent pas le sujet central de l'étude. Mais nous en traiterons dans la mesure où ils représentent une des menaces avec laquelle devra composer le programme de DAMB chinois et parce qu'ils sont le volet offensif d'une réplique globale à l'EPAA dont la DAMB russe est le volet défensif.

1. La nouvelle génération d'ICBM.

La Russie s'est engagée depuis la moitié des années 2000 dans une série de modernisations tous azimuts de son arsenal nucléaire.

Alors que SS-25 *Topol* et le SS-27 *Topol M* sont des engins relativement récents, entrés respectivement en service en 1988 et 1997, il a été décidé de lancer deux nouveaux programmes d'ICBM, le RS-24 *Yars* et le *Proryv* (percée en Russe).

Le *Yars*, entré en service en 2010, est destiné à percer toute forme de défense ABM. Doté d'un plus grand nombre de têtes, aptes à des trajectoires de rentrée manoeuvrantes, il possède une

vitesse accrue en phase ascendante et une trajectoire balistique plus basse, ce qui le rend plus difficile à intercepter. Près de vingt exemplaires de cet engin seront en service d'ici la fin 2012 au sein de deux régiments des troupes stratégiques russes.

Les ingénieurs russes de l'OJSC Makeyev développent par ailleurs le *Proryv*, dont la mise en service devrait survenir en 2018-2020 si le programme va à son terme. Stocké en silo, disposant d'une portée de 11 000 kilomètres, utilisant un carburant liquide, il pourra emporter jusqu'à 15 ogives. L'engin toutefois fait polémique¹⁷⁴ en Russie dans la mesure où la propulsion liquide et l'usage du silo ne semblent pas les solutions garantissant la meilleure efficacité opérationnelle. Le nombre élevé de MIRV, alors que Moscou vient de signer un traité New Start réduisant à 1 550 têtes nucléaires le plafond maximal autorisé, pose également problème. Elle peut indiquer que la Russie se prépare d'ores et déjà à se retirer de New Start si l'EPAA poursuit son développement sans concessions américaines.

2. De nouveaux MSBS

On retrouve la même tendance sur le segment des SNLE / MSBS.

Le désormais célèbre programme MSBS *Boulava* achève son développement et devrait prochainement équiper le premier SNLE de la classe *Boréï*, qui doit être admis au service fin 2012-début 2013. Devant remplacer les SNLE *Delta III* et *Delta IV* à moyen terme, la dizaine de *Boréï*¹⁷⁵ prévue ne pourra sans doute pas être opérationnelle d'ici dix ans comme le Kremlin l'ambitionne. En conséquence l'industrie de défense russe développe par ailleurs de nouveaux missiles afin d'allonger la durée de service des générations de SNLE précédentes.

Ceux-ci, *Delta III* et *Delta IV*¹⁷⁶ ont commencé à adopter un nouveau MSBS en 2007, une version rétrofitée du SS-N-23 *Skiff*, le *Sineva*. Mais celui-ci pourrait déjà se voir substituer une nouvelle mouture du SS-N-23, dénommée *Liner*. Ce missile qui achève son développement pourrait entrer en service en 2013 et serait apte au transport d'une douzaine de MIRV jusqu'à 11 000 kilomètres, ce qui en fait une arme encore plus performante que le *Boulava*. Installé sur les *Delta IV*, il pourrait prolonger leur vie opérationnelle jusqu'en 2030-2035. Ce qui, si nécessaire, laisse le temps aux *Boréï* d'entrer en service à un rythme moins soutenu...

¹⁷⁴ « *New Satan disturbs sleep of the defense minister* », <http://www.rusbiznews.com/news/n1097.html>

¹⁷⁵ La classe 955 *Boréï* lancée avec une configuration à 16 postes de tirs pour MSBS pourrait à partir du quatrième bâtiment être produite sous le standard 955U avec une capacité d'emport de 20 missiles.

¹⁷⁶ La remise en service des trois derniers *Typhoon* semblant définitivement exclue.

3. Une triade stratégique maintenue : la rénovation de la composante aérienne

Précisons enfin, avant de traiter des programmes ABM russes, que Moscou n'entend négliger aucun vecteur afin de répondre aux menaces américaines et chinoises à moyen-long terme. Les bombardiers stratégiques, Tu-95MS *Bear*, Tu-22M3 *Backfire* et Tu-160 *Blackjack* sont en cours de modernisation pour un maintien en service jusqu'à l'horizon 2040. A cet horizon devrait leur succéder un nouvel appareil, le PAK-DA, dont le développement a été confié à *Tupolev*. Ces appareils, qui emportent des missiles de croisière Kh-101 d'une portée de plus de 3 000 kilomètres et devraient bénéficier de nouveaux armements dans les années à venir, constituent autant de menaces pour Washington et Pékin compte tenu de l'allonge dont ils disposent et de la furtivité accrue de leurs armes.

B. La mise sur pied d'un dispositif de défense aérospatial moderne

Le programme de modernisation des capacités de dissuasion bien engagé, Moscou s'est simultanément lancé dans les années 2000 dans un ambitieux projet : Celui de mettre sur pied un système de défense aérospatial capable de couvrir l'ensemble du territoire.

Ce système devra être apte à l'interception de toutes les cibles aériennes possibles de la basse altitude à l'exoatmosphérique : avions, hélicoptères, UAV, UCAV, missiles de croisière, missiles balistiques...

L'objectif opérationnel est multiple¹⁷⁷. Il s'agit :

- De bâtir un système de DAMB multicouches, susceptibles d'intercepter tous les types de missiles afin de protéger les points stratégiques de la Russie (grandes agglomérations, centres industriels, bases et installations militaires, portuaires et aéroportuaires, infrastructures..).
- De disposer d'un système de défense aérienne très complet capable d'assurer la protection des troupes au sol et de la flotte, que celles-ci soient déployées en opération hors du territoire national ou se trouvent sur le sol russe.

Dans ce but, Moscou a annoncé avec beaucoup d'éclat la mise en place d'un nouveau commandement aérospatial unique, le VKO, qui doit regrouper l'ensemble des moyens de défense

¹⁷⁷ Nous traiterons dans notre quatrième partie de l'objectif industriel –sans doute le plus important.

ABM et antiaérienne dont dispose la Russie. Dans les faits cependant le VKO est encore loin de fédérer.

1) Le nouveau VKO : Ambitions et réalités d'un système potentiellement tentaculaire.

« Le Vityaz va compléter les systèmes de défense aérienne Morfeï, S-400 et S-500 dans le futur réseau de défense aérospatial afin d'engager des cibles à des portées de 5 à 400 kilomètres et à des altitudes de cinq mètres aux limites de l'espace », déclarait début 2012 le colonel Vladimir Drik, porte-parole de l'armée de l'air russe.¹⁷⁸ *Vityaz, Morfeï, S-400, S-500...* Tous ces systèmes sont de nouvelle génération. Ils démontrent que la Russie développe un ambitieux dispositif de défense aérienne et spatiale. L'objectif est simple : « *Intégrer la puissance de feu, le renseignement, les communications et la prise de décision devrait accroître très sensiblement les capacités des défenses spatiales et aériennes de la Russie* », résume Igor Korotchenko, Rédacteur en chef du magazine spécialisé russe *Natsionalnaïa Oborona (Défense nationale)*, par ailleurs l'un des meilleurs spécialistes russes des questions ABM.¹⁷⁹

Rappelons cependant que la nécessité de se doter d'un système unique de défense aérienne, unifiant l'ensemble des moyens de détection et d'interception sous un seul commandement sur l'ensemble du territoire, n'est pas récente. La prise de conscience russe vis-à-vis de ce besoin remonte à la seconde guerre mondiale et s'est développée tout au long des années de guerre froide.¹⁸⁰ Face à une supériorité aérienne occidentale, il convenait de bâtir une armée de l'air

¹⁷⁸ « *Russia to Receive 30 Vityaz Air Defense Systems by 2020* », RIA-Novosti, 23 janvier 2012.
http://en.rian.ru/military_news/20120123/170906930.html

¹⁷⁹ « *Russia to beef up ABM, air defence muscle* », Moscow Times, 29 août 2011.

¹⁸⁰ Traumatisée par la violente offensive aérienne du 22 juin 1941 et des jours suivants, qui permit à l'Allemagne de conserver la supériorité aérienne sur le Front de l'Est jusqu'en 1943, l'Union soviétique a toujours considéré la menace aérienne comme le principal danger contre lequel se prémunir, sa géographie, ses capacités en hommes et en matériels, lui assurant de fantastiques capacités de résistance dans le combat terrestre.

A ce titre les militaires russes savent que l'Allemagne n'a pas plié sous les seuls coups de boutoir de l'Armée Rouge. Elle a perdu parce que les usines de la Ruhr, de Bavière et de Silésie, bombardées jour et nuit par les aviations britannique et américaine, n'ont pu sortir à temps et en quantités suffisantes les armes (Messerschmitt-262, missiles sol-air, sous-marins type XXI et XXIII) qui auraient permis au IIIème Reich d'inverser la tendance en 1943-1944 comme il était prévu.

Le Japon, qui aurait sans doute pu résister longtemps encore (les américains prévoyaient des pertes d'un million d'hommes lors de l'invasion de l'archipel) a plié au bout de deux frappes atomiques.

La défaite, quasi-inévitable en Corée des forces occidentales début 1950 a été conjurée grâce à un coup de génie de Mac Arthur, le débarquement d'Inchon, mais surtout grâce à l'intervention massive dans la bataille des B-29 américains et de l'aviation tactique américaine.

puissante mais aussi des moyens d'interception permettant de sanctuariser le territoire. Cependant c'est l'Initiative de Défense Stratégique de Ronald Reagan qui a décuplé la motivation soviétique à compter de 1983. Dans un schéma similaire à celui que nous constatons aujourd'hui¹⁸¹, les maréchaux soviétiques ont décidé que tous les moyens air-air et sol-air, l'ensemble des capacités de détection devaient être rassemblés sous une même autorité. Des travaux ont notamment été conduits en 1986-1988 avant que la débâcle de l'Union soviétique ne vienne mettre fin à ce projet. Par la suite, tout au long des années 90, ce projet a refait surface à plusieurs reprises. Des réunions de concertation ont eu lieu entre militaires des différentes armes, industriels, bureaux d'étude et instituts de recherche. Mais faute de moyens financiers ces programmes sont restés au stade de la réflexion.

Les travaux ont été relancés peu de temps après l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. Mais entre les unités du VKO (*Voïska Vosdijno-kosmicheskoi Oborony* -troupes de défense aérienne et spatiale) et celle du VPVO (*Voïska ProtivoVozdushnoi Oborony*-Troupes de défense aérienne), désormais fondues dans l'armée de l'air (VVS- *Voïenno-vozdouchnye sily Rossii*), le leadership n'a jamais été clairement établi. A plusieurs reprises il a été décidé que le VPVO absorberait le VKO puis l'inverse...le commandement de l'armée de l'air n'étant pas décidé à transférer ses moyens de défense aérienne à une nouvelle entité qui, pour l'essentiel, se limitait à la défense ABM et aérienne de Moscou.

La volonté de créer un commandement unique et la réforme des armées engagée à compter de 2008 par Anatoli Serdioukov, le ministre de la défense russe, se sont cependant unies pour débloquent la décision. Compte tenu du besoin de réduire les effectifs, donc le nombre d'unités et de structures de commandement pour des raisons économiques et opérationnelles, une entité devait supplanter l'autre. Dans ce cadre la structure plus ramassée du VKO l'a emporté sur celle, tentaculaire, du VPVO. Lorsque le 30 novembre 2010 Dmitry Medvedev annonce à la Douma d'Etat que la Russie rassemblera tous ses moyens de défense aérienne et spatiale en une seule entité avant la fin 2011, la décision est déjà prise. Le 1^{er} décembre 2011, les moyens du nouveau

A quelques semaines seulement du lancement de l'offensive du Têt, au Vietnam, en 1968, ultime coup de poker du général Giap, les forces nord-vietnamiennes, pilonnées en permanence par l'aviation américaine étaient au bord de l'effondrement.

Les forces irakiennes, suréquipées de matériel soviétique ont été balayées par l'offensive aérienne occidentale en 1991.

La Serbie a été contrainte de plier au printemps 1999 sous les bombardements de l'OTAN.

En définitive, seuls les capacités de défense anti-aérienne puissantes fournies par les Soviétiques ont permis à deux reprises de contester la supériorité aérienne occidentale : Au Vietnam, dans une certaine mesure, où la DCA nord-vietnamienne a provoqué de nombreuses pertes dans les rangs de l'US Air Force et lors de la guerre du Kippour où l'aviation israélienne a perdu beaucoup d'appareils.

¹⁸¹ Où les programmes de NMD puis d'EPAA ont provoqué une accélération en retour des programmes ABM russes.

commandement de défense spatiale et aérienne russe, le VKO, sont déclarés placés en état d'alerte opérationnelle. LE VPVO semble avoir vécu et la VVS perdu la partie. Les faits cependant, sont beaucoup moins tranchés¹⁸².

Si le VKO a officiellement le leadership, il est encore très loin de regrouper tous les moyens russes de défense aérienne et ABM. Il ne regroupe à ce jour qu'un certain nombre de moyens :

- Le dispositif ABM A-135 protégeant Moscou (9^{ème} division de défense, basée à Sofrino, au nord-est de Moscou, à proximité de l'installation radar *Don-2N*)
- Trois brigades de défense aérienne équipées de missiles sol-air situées dans l'Oblast de Moscou, transférées du VPVO au VKO.
- Le GQG du VKO à Solnetchnogorsk, au nord-ouest de Moscou, lieu de stationnement du 820^{ème} Centre d'alerte avancée d'attaque de missiles).
- Le 821^{ème} Centre principal de renseignement spatial à Noginsk qui centralise l'activité de l'ensemble des capacités satellitaires des forces armées russes (est de Moscou).
- le 153^{ème} Centre principal Titov de contrôle spatial, qui contrôle l'ensemble des satellites militaires et civils russes (Krasnoznamensk, ouest de Moscou)
- Un réseau de 14 stations radars d'alerte, d'acquisition et de guidage, réparti entre l'ouest et l'est de Moscou.
- Le cosmodrome de Plessetsk.

Cet inventaire révèle de graves lacunes. En premier lieu le fameux dispositif qui doit couvrir l'ensemble du pays est, pour l'essentiel, regroupé autour de Moscou.

En second lieu il ne dispose que de moyens d'interception réduits : le système A-135, dont l'Etat opérationnel est incertain (nous y reviendrons) et trois brigades de missiles sol-air.

Nous sommes donc très loin de la concentration entre les mains d'un commandement unique de l'ensemble des moyens de défense aérienne et ABM. Comme dans toutes les armées, il est difficile de déshabiller Jacques pour habiller Paul...L'armée de l'air russe a su en conséquence conserver la majorité de ses moyens : l'écrasante majorité des unités de missiles sol-air, y compris quelques-uns des premiers régiments de S-400, mais aussi les intercepteurs MIG-31, Su-27, restent sous son contrôle. L'armée de terre, qui dispose de capacités ABM réduites mais réelles (systèmes S-300VM *Antey-2500*) n'a pas non plus transféré ses moyens. Enfin la marine, qui se prépare à mettre en place un programme ABM embarqué (systèmes *Fort-M2* et *Poliment-Redut*) n'entre pas en ligne de compte (voir schéma page suivante).

¹⁸² Sur cette question voir notamment : « *Restructuration de la défense aérospatiale russe* », Konstantin Bogdanov, RIA-Novosti, 04 octobre 2011. <http://fr.rian.ru/discussion/20111004/191351091.html>

DEFENSE ANTIMISSILES RUSSE : DES MOYENS ENCORE DISPERSES

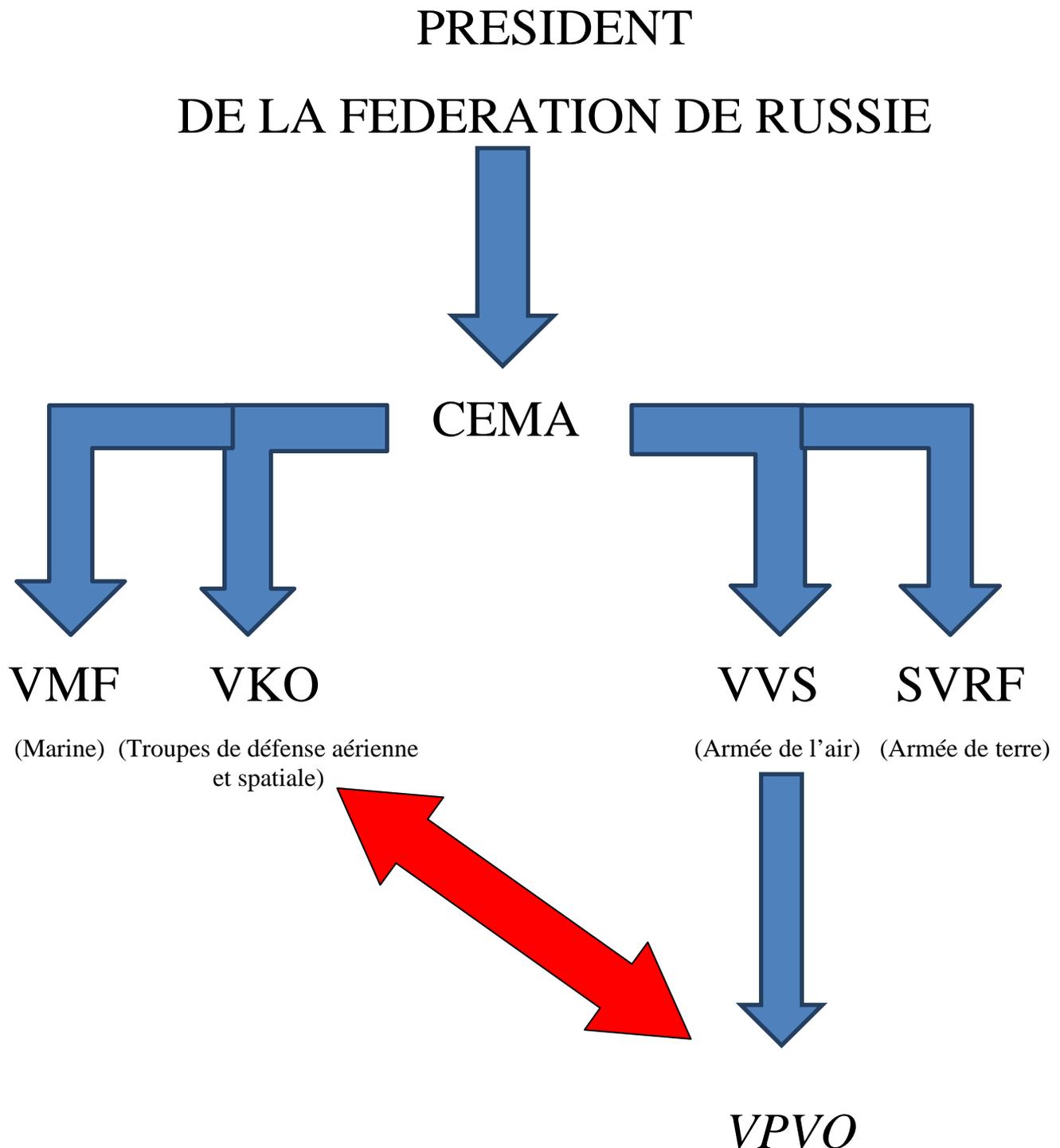


Schéma réalisé par Philippe Migault pour sa thèse de doctorat « *Industries stratégiques et partenariats russo-européens. Perspectives et obstacles. Aéronautique, Spatial, Nucléaire, Armement* », Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS).

Nous sommes donc très loin de l'objectif visé.

Ce tableau devrait cependant s'améliorer au fur et à mesure de la poursuite de la réforme des armées russes, désormais bien engagée.

D'une part parce que la volonté politique est forte, trop forte même selon les industriels de la défense russes, qui considèrent que le temps qui leur est imparti pour développer de nouveaux systèmes est insuffisant.

D'autre part parce que le commandement des armées a fait l'objet d'une mise au pas depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine et que le processus se poursuit. Le général Zeline, le patron de l'armée de l'air, hostile aux réformes, a été remercié au printemps 2012 sans ménagement ainsi que le chef d'Etat-major de la marine, l'Amiral Vissotsky. Ces mises à la retraite brutales devraient donner de quoi réfléchir aux derniers éléments de la hiérarchie militaire qui pensent encore pouvoir s'affranchir des directives du Kremlin.

Enfin l'optimisme est d'autant plus justifié que Moscou serait prêt à investir 20% du montant total de son programme de réarmement à l'horizon 2020 au bénéfice des seules capacités de défense ABM et aériennes¹⁸³, soit 4 000 à 4 700 milliards de roubles (100 à 118 milliards d'euros) sur 23 600. Ce montant colossal prend en compte la globalité du dispositif de défense aérospatial, y compris donc le renouvellement de la flotte d'avions d'interception ou des postes budgétaires non directement corrélés à la DAMB. Il est donc difficile de définir précisément le niveau d'investissement spécifique sur la DAMB, d'autant que celle-ci bénéficie de fonds provenant de divers ministères et organismes.¹⁸⁴ Quoi qu'il en soit ces fonds devraient permettre de lancer et réaliser plusieurs programmes stratégiques :

- La mise en orbite de quatre nouveaux satellites EKS d'alerte avancée qui couvriront l'ensemble de l'hémisphère nord.¹⁸⁵
- La mise en service de nouveaux radars d'alerte avancée à Armavir, Irkoutsk, Pechora, Barnaul, Ienisseïsk, Mourmansk, Gabala, Orenbourg et Omsk après celles, déjà effectuées, des radars *Voronej* de Lekhtusi (à proximité de Saint-Pétersbourg) Pionerski (oblast de Kaliningrad).¹⁸⁶

¹⁸³ « *Russie : une défense aérospatiale mise en place d'ici 2017* », RIA-Novosti, 28 juin 2012. <http://fr.rian.ru/defense/20120628/195189228.html>. La variation du montant des investissements s'explique par le fait que ce chiffre de 20%, prévu dans le plan de réarmement Medvedev (486,5 milliards d'euros), n'a pas été remis en question dans le cadre du plan de réarmement Poutine qui lui a succédé (590 milliards d'euros).

¹⁸⁴ Au-delà du ministère de la défense, il faut prendre en compte les efforts consentis par le ministère de l'industrie, mais aussi ceux consentis par les entreprises russes en matière de R&D...

¹⁸⁵ « *Russian military orders missile early warning satellites* », RIA-Novosti, 19 avril 2012. <http://en.rian.ru/news/20120419/172918299.html>

- Le développement d'un nouveau radar transhorizon.
- Le développement de dispositifs lasers embarqués
- La poursuite de la modernisation des unités de défense aérienne avec l'entrée en service des systèmes S-400 *Triomphe*, S-500 *Prométhée*, S-300V4 *Vityaz* et *Morfeï*.
- Le retour à la pleine capacité opérationnelle du dispositif de défense aérienne de Moscou avec notamment la mise en place d'un nouvel intercepteur à longue portée.
- La création d'une composante ABM navale basée sur croiseurs, destroyers et frégates.

D'ores et déjà un énorme effort est envisagé du point de vue des moyens humains. Alors que les armées russes ont enregistré une déflation constante de leurs effectifs depuis 1991, plus de 70 000 hommes doivent être recrutés spécialement pour les Troupes de défense aérienne et spatiale a annoncé en février 2011 le ministre de la défense russe.¹⁸⁷ Toutefois, même en imaginant que toutes les conditions de succès - financements, bonne volonté et coopération entre services, déroulement optimal du développement des nouveaux systèmes... – soient réunies, il va de soi que jamais l'intégralité du territoire russe ne pourra être couverte par un dispositif de défense ABM et aérienne. Il est évident, conformément à la traditionnelle doctrine de défense russe, qu'il s'agira bien davantage de sanctuariser les zones les plus stratégiques.¹⁸⁸ Le réseau de défense ABM/aérienne multicouches actuellement en cours de développement doit être appréhendé dans ce cadre.

2) Un dispositif de défense multicouches en gestation

a. La défense ABM de Moscou et le S-500 *Prométhée* : un mixte exo/endoatmosphérique

Cœur du système de défense multicouches, le système de défense ABM A-135 installé autour de Moscou constitue la strate supérieure du dispositif russe dans la mesure où elle est la seule qui aura sans doute recours à des intercepteurs exoatmosphériques.

¹⁸⁶ Cette pléthore de nouveaux radars s'explique notamment par la mise au point au sein de l' OAO RTI A. L. *Mints* d'un nouvel engin, le *Mars*, version préfabriquée et mobile du *Voronej*. Voir « *Russia deploys airspace umbrella* », RIA-Novosti, 02 décembre 2011. <http://en.rian.ru/analysis/20111202/169255117.html>

¹⁸⁷ « *Thousands of officers will strengthen military space defense* », Russia Today.com. 03 février 2011. <http://rt.com/politics/military-space-defense-officers/>

¹⁸⁸ « *Défense aérospatiale : deux tiers du territoire russe protégés* », RIA-Novosti, 22 juillet 2011. <http://fr.rian.ru/defense/20110722/190228114.html>

Certes les 32 missiles 51T6 *Gorgon* de l'A-135 auraient été retirés du service. Mais ils devraient être remplacés par un nouvel engin, le 45T6¹⁸⁹ qui devrait également constituer la base du système S-500 *Prométhée*, ou 55R6M, dont 10 bataillons doivent équiper l'armée russe à l'horizon 2020. Ce nouvel engin qui disposerait par ailleurs d'une capacité anti-satellites¹⁹⁰ viendra compléter les 68 intercepteurs endoatmosphériques 53T6 *Gazelle*, dont les têtes nucléaires auraient été démontées pour être remplacées par des engins explosifs classiques. Le nouveau système, conjuguant 45T6 et 53T6 prendrait alors la dénomination de A-235.

Par ailleurs outre sa dimension exoatmosphérique¹⁹¹ le S-500, serait en mesure d'assurer une protection aérienne à longue distance (600 kilomètres) et haute altitude (40 000 à 50 000 mètres)¹⁹²¹⁹³ autour de Moscou ou des principaux centres stratégiques russes. Grâce à un système de commandement novateur et à un radar à très longue portée, de l'ordre de 8 à 900 kilomètres, il serait capable de traiter simultanément 10 cibles, y compris des IRBM évoluant à la vitesse de 7 kilomètres/seconde¹⁹⁴. Un chiffre qui est loin d'assurer l'interception d'une tête nucléaire MIRV en phase de rentrée, mais le S-500 devrait être décliné en plusieurs versions, ce qui explique sans doute l'incohérence des performances annoncées et des objectifs visés.

Quoi qu'il en soit, si de nombreuses incertitudes demeurent sur ce programme, il est certain qu'il constituera l'élément stratégique du nouveau système de défense russe.

Certes des délais ont été annoncés : Le développement du S-500 qui devait être achevé en 2015 ne le sera sans doute pas avant 2017, voire 2018.

Mais l'entreprise d'Etat *Almaz-Antey*, maître d'œuvre du programme a annoncé qu'elle allait ouvrir deux nouveaux centres de production (Nijni-Novgorod.-5 000 employés et Kirov.-3 000), afin d'accélérer le programme.

¹⁸⁹ Entretien avec Igor Sutiaguine. Op. cit.

¹⁹⁰ « S-500-A miracle of a weapon », *Voice of Russia*, 02 juillet 2012. http://english.ruvr.ru/2012_07_02/80032342/

¹⁹¹ Qui reste à confirmer tant les déclarations et les informations autour du système et de l'intercepteur 45T6 restent parcellaires et fréquemment contradictoires.

¹⁹² « Russia set to finish development of new air defense system », *Ria-Novosti*, 16 septembre 2009. http://en.rian.ru/military_news/20090916/156150066.html

¹⁹³ « Russia to start building new S-500 air defense missiles by 2014 », *Ria-Novosti*, 17 février 2011. http://en.rian.ru/military_news/20110217/162647016.html

¹⁹⁴ [http://warfare.ru/db/catid/264/linkid/2586/title/s-500-triumfator-\(triumphant\)/](http://warfare.ru/db/catid/264/linkid/2586/title/s-500-triumfator-(triumphant)/)

Et ce dernier pourrait donner naissance à une nouvelle *goskorporatsia* sur le modèle des champions d'Etat existant dans l'aéronautique, le naval ou les moteurs. Nous y reviendrions en traitant l'aspect industriel du programme ABM russe.

b. La couche moyen-endoatmosphérique : Les programmes S-400 *Triomphe*, S-300VM *Antey 2500*, S-300V4 *Vityaz*.

Les diverses versions du S-500 assurant une interception de 40 000 mètres à 185 000 (avec le 45T6), les interceptions ABM en moyen endoatmosphérique reposeront sur trois systèmes : Le S-400 *Triomphe* et les ultimes versions de la famille S-300, le S-300 VM *Antey-2500* et le S-300V4 *Vityaz*.

➤ **Le S-400 *Triomphe*.**

Désormais entré en service, le S-400 commence à être mieux connu.

Comme le S-500, lui aussi est décliné en plusieurs versions capables d'interception à des portées plus ou moins grandes, des altitudes plus ou moins élevées et des vitesses d'objectifs différentes. L'enveloppe de tir du système, qui repose sur six missiles différents (48N6, 48N6E2, 48N6E3, 9M96, 9M96E2, 40N6), devrait être la suivante :

- ❖ Portée : de 1 à 400 kilomètres
- ❖ Plafond d'interception : de 5 à 30 000 mètres.
- ❖ Vitesse des objectifs : Jusqu'à 4 800 m/s. (IRBM portée 3 500 kilomètres en rentrée)

Ces performances le qualifient pour la destruction de toute la gamme des aéronefs en service, des IRBM et missiles de croisière. Avec la prochaine entrée en service du missile à longue portée 40N6, le système approche de la fin de son développement.¹⁹⁵

Quatre régiments¹⁹⁶ (Elektrostal, Dubrovka, Nakhodka, Gvardeisk-oblast de Kaliningrad) équipent déjà les forces armées russes, un cinquième devrait être opérationnel d'ici la fin 2012. Un rythme

¹⁹⁵ « S-400 : les tests d'un nouveau missile terminés », RIA-Novosti, 28 juin 2012. <http://fr.rian.ru/defense/20120628/195188568.html>

¹⁹⁶ Un régiment représente six batteries de tir, comportant chacune 12 lanceurs quadruples, soit un total de 288 missiles de divers types.

d'entrée en service très lent depuis 2007 et qui augure mal de la possibilité d'atteindre la cible des 28 régiments comme prévu à l'horizon 2020.

D'autant que les chaînes de production de Fakel doivent aussi fournir les missiles de la nouvelle version du S-300, le *Vityaz*.

➤ **Le S-S-300V4 *Vityaz* (ou 50R6) et le S-300VM *Antey-2500***

Les *Vityaz* devraient entrer en service fin 2013-2014¹⁹⁷ au sein des unités de défense aérienne pour remplacer les S-300PS, dont la fin de service est annoncée pour 2013. Au total 38 bataillons sont prévus d'ici 2020. Certains experts estiment cependant que le programme est en retard et que la dotation des unités avec la nouvelle arme sera sans doute plus tardive que prévue.¹⁹⁸ Ultime déclinaison du S-300, les *Vityaz* disposent d'un radar modernisé et d'un lanceur à 16 tubes contre 4 pour le S-300PS. Ils doivent utiliser les missiles 9M96 et 9M96-2 ainsi que le nouveau 9M100¹⁹⁹. S'ils permettront une nouvelle modernisation des capacités de défense aérienne russes, ils ne semblent pas disposer de capacités antimissiles, contrairement aux S-300VM *Antey-2500*.

L'*Antey-2500* est entré en service dans les années 90 dans les troupes de défense aérienne de l'armée de terre. Il est destiné à la protection des zones stratégiques, centres de décision politiques et militaires, bases, infrastructures militaires et industrielles. En mesure de détruire tout aéronef dans un rayon de 200 kilomètres, il est en mesure d'intercepter des IRBM évoluant à 4 800 m/s lors de leur rentrée dans l'atmosphère jusqu'à la portée de 40 kilomètres.

Complémentaires, ces deux systèmes pourront former un ensemble intégré sous un même commandement à l'échelon tactique avec d'autres systèmes de défense aérienne, tels le *Tor*, le *Buk*, le *Pantsir S-1*²⁰⁰, qu'il est inutile de présenter mais aussi le *Morfeï* qui pourrait entrer en service en 2013.²⁰¹

¹⁹⁷ « *Vityaz to replace S-300 air defense systems in 2014 - designer* », RIA-Novosti, 15/08/2011.
http://en.rian.ru/military_news/20110815/165792937.html

¹⁹⁸ Igor Ashurbeili, ancien directeur-général d'*Almaz-Antey*, a estimé en août 2011 que le *Vityaz* ne sera pas encore prêt fin 2013 mais plus vraisemblablement à l'horizon 2014-2015.

¹⁹⁹ Ce qui semble contradictoire avec la portée maximale du système, donnée pour 300 kilomètres.

²⁰⁰ Ce nouveau matériel dont une centaine d'unités devraient entrer en service d'ici 2020 est destiné prioritairement à la protection des batteries de S-400.

²⁰¹ « *Défense aérospatiale : le nouveau système russe Morfeï en service dès 2013* », RIA-Novosti, 15 août 2011.
<http://fr.rian.ru/defense/20110815/190490084.html>.

Ce dernier, encore méconnu, constituera l'ultime couche de défense aérienne, à basse altitude. Il devrait être basé notamment sur le nouveau missile 9M100 de Fasel²⁰², destiné à l'interception des avions, hélicoptères, UAV, UCAV, bombes guidées et missiles de croisière.

c. Le programme naval : la riposte aux SM-3 / *Aegis*

Depuis 1945, il est dans la culture stratégique russe de répondre du tac au tac à chaque nouveau développement d'armement américain. Les programmes ABM navals russes s'inscrivent dans ce cadre. Ils n'ont pas cependant la même ambition. Alors que les intercepteurs américains embarqués pourraient, selon les Russes, intercepter à terme des ICBM, les armes développées par le CMI russe sont plus modestes.

D'une part parce qu'elles ne visent aucunement à participer à la défense du territoire national contre une menace balistique. Comme nous l'avons dit, les programmes navals ne sont pas pris en compte par le VKO.

D'autre part parce qu'elles relèvent de la défense ABM de théâtre. Dans un contexte où les autorités russes ont fait du renforcement de leurs capacités de projection navales une priorité, il faudra nécessairement sécuriser les forces déployées, navires, aéronefs, hommes et matériels, contre le risque balistique. Les forces amphibies russes devraient reposer dans les années à venir sur un total de quatre BPC *Mistral* mais aussi, si le programme suit son cours, sur des bâtiments moins connus, la classe *Ivan Gren* (projet 1 171.1)²⁰³, dont la tête de série a été lancée en mai 2012 au chantier naval *Yantar* (oblast de Kaliningrad). Très légèrement armés, les BPC et *Ivan Gren* devront disposer d'une couverture de défense aérienne élargie pour opérer à moindres risques. En conséquence les autorités russes envisagent trois programmes distincts.

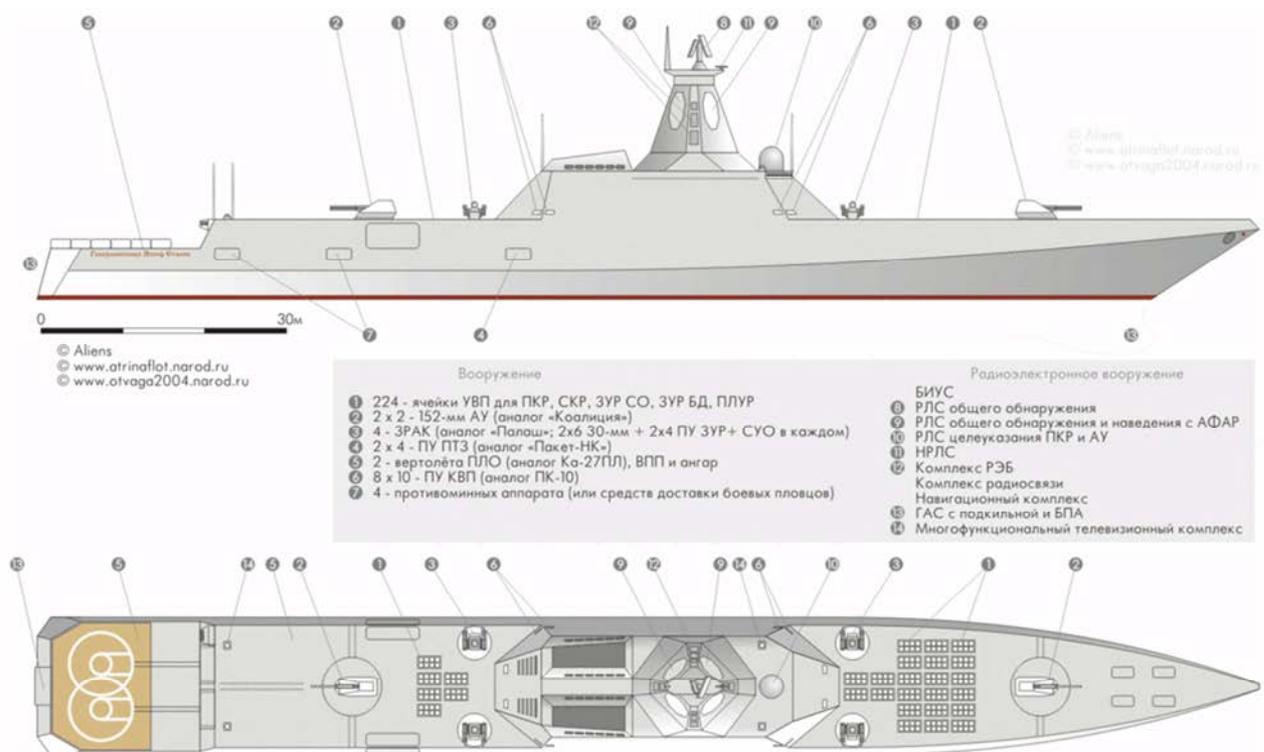
- Le premier implique une **complète modernisation des trois derniers croiseurs *Piotr Velikii*** (projet 1 144) demeurant en service. Les anciens *Kirov*, actuellement dotés d'un système de défense aérienne *Fort-M*, pourraient recevoir dans ce cadre une version rétrofitée, le *Fort-M2* (voir annexes). Des informations assez « curieuses » du point de vue des montants font état d'un investissement de 5 milliards de dollars pour réaliser la modernisation du seul *Admiral*

²⁰² Dont l'entrée en service est, elle, annoncée pour 2015 par certains sources...Incohérences toujours.

²⁰³ D'un déplacement de 5 000 tonnes, le projet 1 171.1 a une capacité d'emport de 300 hommes, 40 blindés ou treize chars, assez proche de celle d'un TCD de classe *Siroco*. Doté d'une rampe avant ces navires sont proches des LST et peuvent « plager ».

*Nakhimov*²⁰⁴, presque de quoi relancer un programme de constructions neuves...Ce qui est certain, toutefois, c'est que Moscou a récemment insisté sur la capacité de combat intacte et/ou potentielle de ces navires.²⁰⁵

➤ **Le Fort-M2 devrait par ailleurs équiper une nouvelle classe de destroyers, la classe 21956**, dont six exemplaires devraient être construits à partir de 2016.²⁰⁶ Ceux-ci, disposant d'un solide tonnage (9 000 tonnes de déplacement), pourraient dans une seconde phase se voir équipés du système *Krepost (Forteresse)*, permettant d'employer toute la gamme des missiles du système S-400, y compris le 40N6 à longue portée.



La classe 21956. Les systèmes de lancement du Fort-M2 sont visibles en plage avant et derrière la superstructure centrale (disposition en T)

²⁰⁴ « La Russie met cinq milliards de dollars pour la modernisation du croiseur atomique lance-missiles Amiral Nakhimov », Portail des sous-marins, 6 septembre 2012 in <http://rpdefense.over-blog.com/article-la-russie-met-5-milliards-pour-la-modernisation-du-croiseur-atomique-lance-missiles-amiral-nakhimov-109812188.html>

²⁰⁵ « Russia's fourth Kirov-class warship demonstrates missile defence capability », Naval Technology.com, 21 septembre 2012. <http://rpdefense.over-blog.com/article-russia-s-fourth-kirov-class-warship-demonstrates-missile-defence-capability-110382189.html>

²⁰⁶ « La Russie prévoit de construire un destroyer de nouvelle génération en 2016 », Rus Navy Intelligence, 24 juin 2016. <http://www.rusnavyintelligence.com/article-la-russie-prevoit-de-construire-un-destroyer-de-nouvelle-generation-en-2016-107370663.html>

➤ **Le troisième et dernier programme s'appuie sur la classes de frégates 22350 (*Admiral Gorchkov*) et 20380 (*Steregoutchi*).** Ces dernières devraient être dotées du système dénommé 3K96 *Poliment-Redut*. Il s'agirait d'une version de plus petite taille du projet de système *Krepost, Redut* désignant la gamme de missiles 9M96 et *Poliment* le radar de veille, poursuite et guidage.²⁰⁷ Selon Vladislav Menchikov, patron du consortium *Almaz-Antey*, le système *Poliment-Redut* devrait effectuer ses premiers tests à la mer avant la fin 2012.²⁰⁸

Il convient toutefois de rappeler dans ce cadre les mésaventures survenues à la classe 20380 dont le programme a été un moment gelé avant d'être réactivé. Quant à la classe *Gorchkov*, dont une vingtaine d'unités devraient être construites, elles multiplient les retards.

Quoi qu'il en soit, cette multiplication de programmes tous azimuts est révélatrice de la volonté russe de disposer de capacités ABM modernes à l'instar des Etats-Unis.

Un ultime programme s'inscrivant dans cette quête, le projet de laser embarqué *Sokol-Echelon*, démontre ce désir de répondre coup pour coup, segment par segment, indépendamment de toute certitude quant aux réelles applications opérationnelles envisageables et de toute considération financière.

d. Le *Sokol-Echelon* : Un programme de prestige ou un projet futuriste ?

Riposte au programme américain de laser embarqué *YAL-1-A*, destiné à la destruction de missiles en vol, stoppé en décembre 2011, le *Sokol-Echelon* est un laser destiné à « aveugler » les satellites américains impliqués dans le programme de NMD. Installé à bord d'un A-60, un Ilyouchine-76 modifié, il a été aperçu à plusieurs reprises en vol à proximité de la base de Taganrog. Pour l'heure le laser aurait été testé sur des « objets spatiaux » mais il pourrait à l'avenir être destiné à l'interception de missiles balistiques.

C'est sans doute à ce type de technologies que faisait référence en 2011 Igor Achourbeïli, l'ancien directeur général d'*Almaz-Antey* et co-Président du conseil de défense aérospatiale lorsqu'il déclarait : « *Les moyens de défense antimissiles qui remplaceront les S-500 seront aéroportés au*

²⁰⁷ « *Krepost / Redut-Poliment (9M96) (Russian Federation), Surface-to-air missiles* », *Jane's Naval Weapons Systems*, 4 juillet 2011. <http://articles.janes.com/articles/Janes-Naval-Weapon-Systems/Krepost-Redut-Poliment-9M96-Russian-Federation.html>

²⁰⁸ « *Russia to Test New Naval Air Defense System by Year End* », RIA-Novosti, 12 mai 2012. http://en.rian.ru/military_news/20120512/173404790.html

lieu d'être déployés au sol. Ils sont en train d'être mis au point et subissent des tests. Il s'agira de les déployer non pas dans l'espace mais d'en équiper les avions. Ces avions auront pour mission de contrôler la situation, de suivre les cibles et de les éliminer. »²⁰⁹



Le A-60 Sokol-Echelon sur la piste de Taganrog.

Cependant, pour conclure ce chapitre, précisons que l'ensemble des programmes cités, indépendamment de qualités opérationnelles dont on ne saurait préjuger aisément compte tenu de l'opacité entretenue sur ces dossiers par les milieux militaires et industriels russes, ont aussi, voire surtout, une portée diplomatique et industrielle.

Pour la Russie, la DAMB est un vecteur de puissance à l'international. Mais c'est aussi un levier sur lequel elle compte s'appuyer afin de mener à bien le chantier de modernisation et de diversification économique dans lequel elle est engagée.

²⁰⁹ « Bouclier antimissile : les futurs systèmes russes seront aéroportés », RIA-Novosti, 18 août 2011, <http://fr.rian.ru/defense/20110815/190490064.html>

IV. IMPACTS DES PROGRAMMES RUSSES DE DAMB

A. Impact politique régional et international

1) En Europe

Le développement accéléré des capacités de DAMB russes n'a qu'un impact politique extrêmement marginal à l'international. Armes par nature défensives, elles ne provoquent en Europe que l'intérêt des ingénieurs, pour des raisons techniques, et des militaires qui compte, tenu de la politique russe à l'export pourraient se retrouver confrontés à ces matériels à l'occasion d'une opération extérieure.

L'usage politique des outils antimissiles russes, que Moscou propose de mettre à la disposition d'un dispositif ABM commun euroatlantique, avec un partage de la défense par zones, pourrait en revanche semer le trouble dans les esprits : si l'EPAA n'est pas destinée à contrer les armes russes mais une éventuelle menace iranienne, comment justifier, vis-à-vis des opinions publiques européennes, que l'on rejette l'offre russe de coopération sur un programme défensif ?

2) En Asie

On observe la même relative absence de réaction politique en Asie.

Le Japon, lui-même engagé dans une politique de DAMB très ambitieuse vis-à-vis de la menace chinoise et nord-coréenne, observe en spectateur avisé.

La Chine –nous l'avons déjà dit – n'est pas et ne sera pas, au mieux, avant l'horizon 2030-2040, une puissance militaire en mesure de se mesurer avec les forces russes. Le renforcement des capacités russes ne la concerne donc pas pour l'heure du point de vue d'une éventuelle confrontation.

3) Dans « l'étranger proche »

Nous y avons déjà fait allusion, les programmes de DAMB russes pourraient constituer un ciment permettant de resserrer les liens entre anciennes républiques de l'Union soviétique en Asie

centrale. Mais elles pourraient aussi favoriser le rapprochement avec d'autres Etats dans le Caucase et en Europe orientale.

Si Arménie et Azerbaïdjan sont à couteaux tirés, la première accueille des unités de S-300 russes et est un proche allié de Moscou. La seconde, où les forces russes maintiennent en activité la station radar *Daryal* de Qabala n'est pas un partenaire de Moscou mais entretient plusieurs contentieux avec l'Iran. Pour la Russie plusieurs combinaisons sont en conséquence envisageables sur le domaine ABM en Transcaucasie.

En Europe orientale le Belarus, dont le dispositif de défense et le complexe militaro-industriel sont déjà très étroitement imbriqués avec leurs homologues russes (entretien notamment de la station radar russe de type *Volga* à Gantsevitchi), entend bien être un élément leader du bouclier ABM / défense aérienne que Moscou espère mettre en place avec ses alliés. Minsk espère être le premier client à l'export du système S-400.²¹⁰

L'Ukraine, qui a considérablement modifié son orientation diplomatique vis-à-vis de Moscou depuis l'élection à la Présidence de la République de Viktor Yanoukovitch, pourrait elle aussi se rapprocher de Moscou à la faveur d'une coopération ABM. Les industries de défense des deux pays renouent peu à peu leurs liens. Le conflit sur la flotte russe de la Mer noire est réglé jusqu'en 2042. Viktor Yanoukovitch vient de proposer à la Russie de mettre les chantiers navals ukrainiens à la disposition de ses navires de combat pour entretien et réparations. L'Ukraine enfin a clairement pris position en faveur de la Russie dans le cadre du débat qui l'oppose à l'OTAN et aux Etats-Unis sur l'EPAA²¹¹ et ne conçoit de prendre part éventuellement à un programme ABM européen que dans la mesure où la Russie sera impliquée elle aussi.²¹² Bref, tous les indicateurs vont dans le sens d'une collaboration diplomatique et militaro-industrielle accrue avec Moscou.

²¹⁰ « *Minsk se procurera des S-400 russes* », RIA-Novosti, 11 septembre 2011. <http://www.fr.rian.ru/defense/20110911/190999659.html>

²¹¹ « *Le bouclier américain en Europe vise la Russie* », RIA-Novosti, 28 février 2012. <http://fr.rian.ru/world/20120228/193543133.html>

²¹² « *Ukraine ready to join Euro missile shield project agreed with Russia* », RIA-Novosti, 6 octobre 2011. <http://en.rian.ru/world/20111006/167449648.html>

4) Impact sur les alliés traditionnels de la Russie

Le programme ABM russe devrait également jouer en faveur d'une coopération renforcée entre Moscou et ses partenaires traditionnels. Le Venezuela, l'Inde, le Vietnam, engagés dans une politique de modernisation volontariste de leurs forces armées, ont les moyens financiers d'acquiescer auprès de la Russie les matériels de DAMB dont ils estiment avoir besoin vis-à-vis d'une éventuelle menace américaine (Venezuela) ou chinoise (Inde, Vietnam).

Une fois encore la Russie pourrait grâce à sa maîtrise technologique peser sur la diplomatie internationale en pratiquant une politique d'export ciblant prioritairement les Etats partageant sa vision d'un monde multipolaire. Car les faits semblent simples : Une offensive aérienne occidentale, similaire à celles qui ont eu lieu au-dessus du Kosovo ou de la Libye, semble inenvisageable envers un pays qui serait doté de la gamme ABM russe la plus moderne et, notamment du S-400.

B. Impact à l'export.

Pour autant la Russie ne choisira sans doute pas à la légère les pays auxquels elle est prête à vendre son savoir-faire.

L'Iran, qui avait commandé des S-300 à la Russie, est aujourd'hui en conflit avec Moscou qui n'a pas honoré ses engagements.²¹³ La Syrie n'a jamais reçu ses S-300 non plus. Désormais le Kremlin ne vend plus son matériel le plus sensible avec la légèreté dont il faisait fréquemment preuve aux temps de l'URSS ou dans les années 90. Le client doit être à la fois solvable financièrement et ne pas poser de problème diplomatique majeur.

Cette prise de conscience pourrait favoriser une percée des matériels ABM russes sur des marchés qui sont, jusqu'ici, des chasses gardées occidentales.

Le S-400 intéresserait l'Arabie Saoudite qui a observé son voisin, les Emirats Arabes Unis, opter pour le système russe *Pantsir-S1*.

La Turquie observerait également le S-400 avec attention et a retenu en 2010 le S-300VM *Antey-2500* parmi les prétendants à un appel d'offres visant à doter le pays d'une capacité de défense aérienne élargie.²¹⁴

²¹³ « S-300 : La Russie cherche à obtenir un rappel de la requête de l'Iran », La Voix de la Russie, 18 juillet 2012. http://french.ruvr.ru/2012_07_18/Russie-s-300-Iran-requete/

²¹⁴ « Missiles sol-air pour la Turquie : La Russie participe à l'appel d'offres », RIA-Novosti, 17 août 2011. <http://fr.rian.ru/defense/20110817/190524449.html>

La Corée du Sud a déjà mis en place un partenariat entre le joint-venture *Samsung-Thales* et le russe *Almaz* afin de développer les technologies de nouvelle génération qui l'aideront à faire face à la menace nord-coréenne.

Il est en revanche beaucoup moins évident que la Russie cède aux demandes chinoises sur le S-400.

D'une part parce que la Russie a annoncé qu'elle n'exportera pas le système avant que les besoins de l'armée russe soient satisfaits²¹⁵. Il y aura cinq régiments en service fin 2012, soit 51 de plus à équiper pour atteindre l'objectif visé en 2020...à cette aune les ventes à l'export ne sont pas pour demain.

D'autre part parce que, nous l'avons souligné, Pékin est considéré comme un rival de plus en plus inquiétant. La Chine, nous l'avons déjà dit, se montre bien trop empressé à obtenir, de toutes les manières possibles, les technologies russes dont elle a besoin pour muscler sa défense aérienne /ABM.²¹⁶ Et Moscou n'entend pas laisser les Chinois développer une copie du S-400 qu'ils commercialiseront ensuite à moindres coûts à l'export comme ils le font avec leur version du Su-27 (J-11).

Car la Russie attend beaucoup du point de vue industriel de ses programmes DAMB.

Que ce soit via le marché export ou domestique, les nouveaux matériels ont clairement vocation à tirer vers le haut toute l'industrie russe de défense, voire l'économie russe toute entière.

C. Impact industriel.

Consciente de la nécessité de s'émanciper de sa trop grande dépendance à la rente pétrolière et gazière, Moscou a engagé depuis douze ans une politique de diversification et de modernisation de son économie. Dans ce cadre il est beaucoup attendu de l'industrie de défense. Comme aux temps de l'Union soviétique, on espère la voir jouer le rôle de fer de lance. Non seulement à l'export, où il est attendu qu'elle accroisse encore ses parts de marché et joue un rôle plus grand encore en matière d'excédent commercial, mais aussi en matière de restructuration de l'économie russe. Car ce sont les entreprises du CMI (aéronautique, spatial, électronique de défense...) qui ont le plus recours aux nouvelles technologies de pointe et sont dans la meilleure position pour faciliter leur généralisation. Une récente « Une » de l'hebdomadaire russe *Argumenti i Facti* (*Arguments et*

²¹⁵ « Systèmes S-400 : Pas d'exportation prévue actuellement », RIA-Novosti, 9 juillet 2012. <http://www.fr.rian.ru/defense/20120709/195294396.html>

²¹⁶ « Russia arrests Chinese spy on anti-aircraft system », Ria-Novosti, 6 octobre 2011.

faits), mettant en scène un char tractant derrière lui le bateau de l'économie russe est très révélatrice de cette orientation (voir ci-dessous).



« La défense locomotive de l'économie ? », Une de l'hebdomadaire russe « Argumenti i fakti », 16 au 22 mai 2012.

Plusieurs grandes corporations d'Etat, les *Goskorporatsii* ont été créées depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine afin de favoriser le redressement de l'industrie de défense. Il existe désormais quasiment une *goskorporatsia* par segment :

- OAK (Aéronautique)
- *Oboronprom*, qui regroupe deux *Goskorporatsii*, Hélicoptères de Russie et ODK (pôle motoriste aéronautique)
- OSK (construction navale)
- KTRV (Corporation des missiles tactiques)
- *Almaz-Antey* (leader mondial du segment sol-air et numéro un de la défense russe.)

Chacune de ces *goskorporatsii* chapeaute l'ensemble des acteurs russes de son secteur. L'objectif est de rationaliser l'outil industriel, de se séparer des actifs non productifs et de moderniser méthodes de travail et cultures d'entreprises avant de privatiser une fois ces entreprises concurrentielles au niveau international.

Seule manquent à l'appel deux *Goskorporatsii* : Une qui fédérerait le segment terrestre²¹⁷ et l'autre qui unifierait les pôles des missiliers et de l'électronique de défense.

Nous pouvons raisonnablement nous attendre à ce que cette dernière voit bientôt le jour à la faveur des programmes de DAMB engagés par Moscou. Un premier regroupement a déjà eu lieu avec le rapprochement d'*Almaz* et d'*Antey* et celui des missiliers « tactiques » russes dans KTRV. Une seconde phase devrait bientôt débiter. Dmitry Rogozine, vice-Premier ministre russe en charge de l'industrie de défense et poids lourd du gouvernement s'est récemment prononcé à plusieurs reprises en faveur de la création d'un champion national regroupant toutes les compétences requises en matière d'ABM et de défense aérienne.²¹⁸ Rogozine prône par ailleurs la création, sous la supervision de la commission militaro-industrielle, d'une instance étatique qui serait en charge de coordonner les efforts des industriels, scientifiques et militaires afin de faciliter la mise en place du projet de défense aérospatial national.²¹⁹

Au-delà de l'aspect stratégique de ce dernier, il s'agit sans doute, aux yeux de Rogozine, de créer un nouveau poids lourd qui regrouperait vraisemblablement *Almaz-Antey*²²⁰, KTRV²²¹ et les deniers missiliers indépendants ainsi que les électroniciens de défense. Les premiers pas dans cette direction viennent d'être faits : KTRV et *NPO Mashinostroenie*²²² (constructeur de lanceurs spatiaux et missiles) vont créer un groupe unique destiné au développement de missiles hypersoniques.²²³ Compte tenu de l'expertise d'*Almaz-Antey* sur ce segment missilier, la suite logique sera l'adossement des deux entités.

²¹⁷ Qui semble en voie de constitution autour d'Uralvagonzavod.

²¹⁸ « *Russia to build two space-defense missile plants* », RIA-Novosti, 3 février 2012. <http://en.rian.ru/russia/20120203/171120539.html>

²¹⁹ « *Rogozin proposes state body on aerospace defenses* », RIA-Novosti, 27 janvier 2012. http://en.rian.ru/military_news/20120127/170989730.html

²²⁰ Voir monographie dans fichier annexes I. « Annexes monographies industriels DAMB »

²²¹ IBID

²²² IBID

²²³ « *Russian super-holding to build hypersonic missile* », RIA-Novosti, 20 septembre 2012. http://en.rian.ru/military_news/20120919/176062184.html

De la sorte la Russie disposerait d'un acteur unique pour mener les négociations avec les autorités politiques et militaires, d'un champion à l'export et d'un pôle d'attractivité qui favoriserait le retour des meilleurs éléments de l'université vers la défense.

CONCLUSION

Les programmes de DAMB russes ne visent pas à dissuader une puissance balistique majeure d'attaquer la Russie. En la matière, Moscou est aussi conscient que Washington qu'il n'est pas de défense antimissiles invulnérable, insaturable et que la quête de la protection absolue est vaine. Quant aux menaces auxquelles est et sera confrontée la Russie d'ici l'horizon 2050, elles ne comporteront pas sans doute d'affrontements entre dispositifs ABM et offensives balistiques massives. Il convient cependant de montrer à la population russe, très traumatisée par les événements du XXème siècle, que le pouvoir veille de son mieux à la mettre à l'abri de toute agression.

Moscou s'est engagé dans ces programmes ABM par conformisme doctrinal : depuis 1945 le pays n'a jamais accepté de laisser les Etats-Unis s'engager dans une direction en matière d'armements sans leur donner aussitôt la réplique.

La Russie entend conserver un savoir-faire sur ce segment, sur lequel elle a beaucoup investi depuis les années 50 avec, à la clé, de réels succès tel le développement de la famille S-300.

Le Kremlin, enfin, a parfaitement compris que sur une scène internationale en pleine recomposition depuis les années 90, son expertise de la défense aérienne élargie lui permettait de peser sur le cours des événements diplomatiques : Que l'Iran soit dotée de S-400 et les clés de lecture de la crise du programme nucléaire iranien ne sont plus les mêmes.

Cependant nous estimons que les autorités russes, en investissant dans ces programmes, visent avant tout un objectif industriel. Il s'agit de créer un champion de la défense *high-tech* qui, tout en gagnant des marchés à l'export, tirera derrière lui tout le complexe militaro-industriel. Ce dernier, engagé dans un effort de rationalisation et de modernisation à marches forcées pourra ensuite jouer un rôle moteur vis-à-vis de l'économie russe comme est censé le faire, sur le même thème des technologies de pointe, le projet Skolkovo.

A ce titre d'ailleurs, la Russie ne fait que reproduire le modèle américain. Washington, indépendamment de toute menace réelle, espère drainer derrière ses entreprises le meilleur des industries de défense européennes dans le cadre du projet EPAA, comme il a tenté de le faire sur le programme F-35. Le Kremlin espère mettre sur pied un géant industriel qui flattera à la fois la fierté d'une opinion publique très patriote, fière de ses soldats et de ses armes, tout en générant profit économique et diplomatique.

***LES PROGRAMMES DE DEFENSE
ANTIMISSILES BALLISTIQUES
CHINOIS***

***Une des priorités... Parmi beaucoup trop
d'autres***

*Il était une fois un marchand chinois qui vendait
des lances (矛 máo) et des boucliers (盾 dùn).
Pour promouvoir ses lances, il expliquait qu'elles
pouvaient percer tous les boucliers. Et pour
vendre ses boucliers, il prétendait qu'aucune
lance ne pouvait les percer.
En chinois, "contradiction" se dit 矛盾 máodùn*

La mission A TAIWAN et HONG KONG

La rédaction de l'analyse qui suit a beaucoup bénéficié d'une visite à Taïwan et à Hong Kong effectuée entre le 8 et le 19 septembre 2012. Une mission récente (février 2012) en République populaire de Chine, axée sur des problématiques géostratégiques et militaires, n'avait pas permis de rencontrer d'interlocuteurs chinois susceptibles d'apporter des informations intéressantes. Ce problème est exacerbé dans la période actuelle, marquée par des luttes aussi féroces que discrètes qui préfigurent d'importants changements à la tête des directions de toutes les administrations chinoises. Les rares personnalités chinoises qui seraient susceptibles de s'exprimer de manière constructive ne peuvent pas le faire, pour ne pas prendre le risque d'être accusées de compromission. Il reste toujours la possibilité de rencontrer les « *chargés de communication* » proches du pouvoir en place à Pékin, mais leurs discours sont totalement inintéressants pour qui veut aller au-delà des prises de position officielles.

Le choix de Taïwan s'est avéré très fructueux, car les évolutions récentes des relations entre Taïpei et Pékin en ont fait un remarquable observatoire de la Grande Chine. Les voyages entre les deux rives sont devenus très faciles et beaucoup d'observateurs taïwanais sont en contact permanent avec des responsables et des intellectuels du Continent, souvent de manière très personnelle. Ils sont de plus, concurrence oblige, très désireux de faire part de leurs analyses et s'expriment généralement avec une grande liberté. Il est possible à Taïwan de rencontrer des chercheurs et des responsables politiques de toutes tendances, allant du « *pan blue* » (aile conservatrice du *KuomingTang*, qui pense toujours à une réunification) au « *pan green* » (aile indépendantiste du *MingJindang*). On rencontre aussi des résidents occidentaux qui, eux aussi, se déplacent fréquemment sur le Continent et ont une vision intéressante.

Le bref séjour à Hong Kong a aussi permis de rencontrer des observateurs ayant une très longue et très profonde expérience de la Chine Populaire.

I. ANALYSE GEOPOLITIQUE DE LA MENACE

Pendant longtemps, la Chine a vécu sous la menace des deux super puissances. Les choses ont bien changé. La principale caractéristique de la menace perçue actuellement par Pékin, telle qu'elle est justifiée dans les Livres Blancs, est de se dimensionner en fonction des moyens dont les adversaires éventuels sont dotés. Pourtant, c'est maintenant elle qui apparaît de plus en plus à ses voisins comme un vrai danger, ce qui justifie aussi la montée en puissance militaire actuellement en cours dans la région.

La Chine n'a aucun allié, et seulement deux pays "amis", la Corée du Nord et le Pakistan. Elle n'entretient de vraies bonnes relations avec aucun de ses voisins et il existe beaucoup de problèmes de frontières non réglés. Et, bien au-delà de ses voisins immédiats, elle inquiète et devient un facteur d'instabilité.

A. L'évolution de la Chine

1) *La volonté de puissance*

Dans les années 80, Deng Xiaoping multipliait les déclarations selon lesquelles il *fallait* « *ne pas montrer ses forces* ». Les choses ont bien changé. Depuis que l'économie chinoise a fait les progrès que l'on constate régulièrement, la priorité accordée à la défense est devenue une vraie priorité, ce qui se traduit par des budgets en explosion et une surabondance de moyens pour les développements militaires. La mise au point d'une défense antimissiles fiable et crédible s'inscrit dans le paysage stratégique du pays.

Toutefois, au-delà de l'intérêt directement opérationnel d'un outil militaire qualitativement et quantitativement important, il existe une volonté, plus ou moins clairement exprimée, de rattraper, puis de dépasser si possible, les Etats-Unis. La superpuissance est, dans tous les domaines, le critère de comparaison. Cette volonté peut amener à entreprendre des réalisations qui n'ont pas forcément une utilité directe. Dans ce cas, il peut arriver que l'effort réellement accepté ne soit pas aussi important que les discours ne le laissent supposer. Il suffit de préserver l'image et de donner l'impression que l'on se rapproche de la parité.

Il est certes simpliste de ramener les volontés de défense à la mise en place d'une stratégie AA AD (Anti access/aera denial), même si, dans certains domaines, cette manière de voir et de faire est

prédominante. Depuis toujours, la Chine est un pays très autocentré, allant même souvent au cours de son histoire vers un total repli sur elle-même. Non seulement « *l'étranger* » était refusé, mais son existence même était niée, souvent contre toute évidence. Ces vues ne sont plus, officiellement, d'actualité, mais l'inconscient collectif de beaucoup de Chinois les pousse à rêver d'une nation qui serait totalement indépendante des autres ou, plutôt, totalement suzeraine et distancée d'un monde composé uniquement de vassaux. Dans les moments où la Chine se sent forte, ce sentiment ressort et le peuple de l'Empire du Milieu se positionne de nouveau « *au-dessus* » du reste du monde et légitimé dans toutes ses volontés de puissance et/ou de reconquête. Cette envie de constituer/reconstituer un « *pré carré* » autour du territoire national, longtemps refoulée faute de moyens, fait désormais partie du possible. Il est évident que les voisins en sont conscients et n'ont pas la moindre intention de se laisser faire. Partant, il est plus que vraisemblable qu'ils seront amenés à développer de nouvelles capacités que la Chine pourrait considérer comme menaçantes.

2) *L'extension du domaine maritime*

La volonté d'extension du domaine maritime ne se manifeste que depuis quelques décennies. L'histoire de la Chine, jusque dans les trois dernières décennies est celle d'une puissance à géométrie variable, mais essentiellement terrestre, n'ayant de rapports avec la mer que côtiers. La fameuse expédition de Zheng He, grand eunuque devenu amiral alors qu'il n'avait jamais encore navigué, est un cas unique dans les annales du pays et elle s'est toujours tenue à proximité des côtes. La Chine n'a commencé à regarder vers le grand large que très récemment, principalement parce que c'est de là que pouvait venir son principal ennemi, les Etats-Unis.

L'année 2012 est marquée par une nouvelle poussée dans la direction de la Mer de Chine du Sud et vers l'Est, qui est tellement marquée qu'elle en devient irrationnelle. Cela commence par quelques escarmouches avec les Philippines, dans les alentours des Scarborough Shoals, une série de récifs dont aucun n'est vraiment habitable. Conflits de pêcheurs, arrivée de garde côtes, retours en arrière, négociations et appels au calme. On est plutôt dans le théâtral, mais il s'agit d'une phase de test. La campagne électorale a commencé aux Etats-Unis, ce qui lie les mains du gouvernement Obama, et les Philippines sont à la fois le maillon faible d'aujourd'hui et le point d'appui potentiel des USA dans la zone pour le futur. Les premiers jours de juillet 2012 voient une vraie escalade de la part de Pékin, avec la création d'une « *municipalité de Sansha* » regroupant toutes les terres émergées en mer de Chine du Sud et la transformation de la plus grande partie de celle-ci en

« *eaux territoriales* », sur plus de 2 millions de km². L'adjonction à cette municipalité, quelques jours plus tard, d'une garnison permanente ne calme pas les craintes des autres nations concernées.

La Chine va peut-être réussir à transformer, sans coup férir, la totalité de cette zone en une *mare nostrum*. Cela lui permettrait de contrôler la plus grande partie du trafic maritime à destination de Taïwan, le Japon et la Corée du Sud. Mais cela amènerait aussi à remettre en cause la souveraineté des pays riverains, qui auraient alors de bonnes raisons de réagir. Ils se rapprochent actuellement, de manière parfois surprenante, des Etats-Unis, perçus comme le seul rempart crédible. L'agitation autour des Senkaku/Diaoyutai en août et septembre 2012 a porté en même temps le problème vers le Japon. Les violentes manifestations orchestrées par le pouvoir chinois ont permis de détourner l'attention des Occidentaux des problèmes autrement plus graves de la Mer de Chine du Sud.

Au-delà de ces différentes îles, Pékin veut, dans le moyen terme, étendre sa prédominance maritime jusqu'à la « *deuxième chaîne d'îles* », c'est-à-dire jusqu'aux portes des possessions américaines dans le Pacifique, ce qui menacerait encore davantage la Corée du Sud et le Japon, mais, aussi la Russie. .

Au-delà des simples questions de souveraineté maritime, d'eaux territoriales et de zones économiques exclusives, les revendications maritimes de Pékin remettent en cause la sûreté de lignes de communication maritimes qui voient passer une bonne part du trafic mondial de marchandises et sont vitales pour les approvisionnements du Japon et la Corée du Sud.

3) *Le retour aux vieux démons des Traités Inégaux.*

Dans la vision traditionnelle chinoise, les Traités signés à la fin de chaque conflit sont bien davantage la constatation d'un état instantané des rapports de forces que l'expression d'une volonté d'apaisement et la mise en place d'une solution pérenne. Une inversion de ce rapport de forces peut légitimer, toujours aux yeux des Chinois, la remise en cause du Traité et de toutes ses conséquences.

La Chine « *nain politique* » d'hier se découvre géant économique d'aujourd'hui et constate que les conquérants qui l'ont spoliée par le biais des Traités Inégaux ne sont plus du tout aussi dominateurs qu'ils l'ont été. Il devient donc envisageable, toujours dans la conscience collective, de reprendre possession des millions de km² dont l'Empire chinois pense avoir été dépossédé. Contrairement à ce qui se passe en Mer de Chine du Sud, les conflits terrestres potentiels sont tous bilatéraux et la réalité physique des espaces contestés est beaucoup plus évidente.

B. Les menaces balistiques

La Chine compte quatorze voisins terrestres auxquels s'ajoutent les adversaires non directement mitoyens que sont les riverains de la Mer de Chine du Sud et surtout la Corée du Sud, le Japon et les Etats-Unis. Les capacités balistiques actuelles et prévisibles de tous ces pays sont très variables, tant qualitativement que quantitativement. Les formes que pourrait prendre un conflit avec l'un ou l'autre de ces pays sont aussi très différentes et dimensionnent des stratégies défensives et des moyens associés très variables. Qu'il s'agisse de missiles balistiques ou de tout autre moyen militaire, la Chine se doit de mettre en œuvre simultanément plusieurs stratégies, et partant plusieurs doctrines, en fonction d'adversaires potentiels très dissemblables.

1) Menaces venant de puissances déjà équipées

Ce sont les premières à prendre en compte, et ce sont aussi, jusque dans le long terme, celles qui semblent être quantitativement et qualitativement les plus dangereuses.

a. Les Etats-Unis

Les Etats-Unis sont, à l'heure actuelle et pour longtemps encore, les principaux ennemis potentiels de la Chine. La qualité des relations a toujours été fluctuante, mais les périodes de tension sont plus fréquentes que les rapprochements. Les points de friction potentiels sont multiples. Le principal problème a longtemps été celui de Taïwan. Celui-ci demeure, les Etats-Unis ayant encore dans leur législation un texte qui les « *oblige* » à participer à la défense de l'île²²⁴. Cependant, les rapprochements en cours ont fait baisser le niveau de risque. Par contre, les ambitions de Pékin en direction du grand large inquiètent autant les alliés traditionnels (Japon et Corée du Sud) que les pays riverains de la Mer de Chine du Sud. Ces derniers, qui avaient distendu les liens militaires avec les Etats-Unis ou n'en avaient simplement pas (Vietnam) sont de plus en plus enclins à demander à Washington de renforcer sa présence dans la zone.

²²⁴ *Taiwan Relations Act de 1979*. Ce texte prévoit la fourniture d'armes défensives et l'opposition des Etats-Unis à tout usage de la force ou d'une autre forme de coercition contre l'île. Il précise aussi que "toute tentative pour déterminer le futur de Taïwan autrement que par des moyens pacifiques, y compris par l'usage de boycotts ou d'embargos, serait considéré comme une menace contre la paix et la sécurité dans le Pacifique Ouest, et un grave sujet de préoccupation pour les Etats-Unis".

Depuis les débuts de l'ère communiste, la menace américaine se concrétise avant tout par les porte-avions, et, encore aujourd'hui, l'essentiel de l'effort de défense chinois, qu'il s'agisse de Marine ou d'Armée de l'Air, est axé sur la lutte contre ces porte-avions. Mais le « *Grand Satan* », s'il devait entrer en conflit avec la Chine, utiliserait avant tout des missiles de croisière, tirés de bâtiments de surface, de sous-marins et d'avions. L'utilisation par les Etats-Unis de missiles intercontinentaux tirés depuis leur sol national ou depuis des SNLE paraît irréaliste aux observateurs rencontrés, tant à Taïwan qu'ailleurs, tout comme une escalade nucléaire. Ceci n'exclut cependant pas une frappe ciblée.

b. La Russie

Les autorités de Pékin parlent régulièrement du « *partenariat stratégique* » qui les lie à la Russie et des « *excellentes relations* » qui les lieraient à leur grand voisin du Nord. Moscou est beaucoup moins disert à ce sujet. Dans les faits, il n'y a rien qui ressemble à une alliance militaire entre les deux pays, ni même à des relations d'amitié. Tout au plus, une crainte commune de l'Islam radical et de ses éventuels débordements en Asie Centrale, mais aussi autour du Pakistan et de l'Afghanistan fait, que Russie et Chine coopèrent, bien plus sur le plan du renseignement policier que militairement, au travers de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Les négociations sur les tracés frontaliers du Nord Est se poursuivent aussi. Il reste toutefois l'humiliation des « *Traités Inégaux* », par lesquels la Chine a cédé des centaines de milliers de kilomètres carrés à la Russie au XIX^{ème} siècle.

Dans le moyen terme, on imagine mal un conflit de grande ampleur opposant la Chine et la Russie. L'un des rares scénarios envisageable est celui d'une poussée nationaliste en Chine, qui s'accompagnerait d'une « *Marche Populaire* » en direction des territoires du Nord-Est. Une telle aventure n'est pas à écarter complètement. Elle pourrait être provoquée par une réaction violente des populations russes contre l'invasion, aujourd'hui pacifique mais déjà pesante, de ressortissants chinois aux statuts et aux désirs encore mal définis. Face à une intrusion de troupes de l'APL chargées de « *protéger* » des ressortissants menacés, Moscou pourrait recourir, plutôt qu'à des opérations terrestres de grande ampleur, à des frappes balistiques ciblées. L'Armée Rouge dispose d'une panoplie importante de moyens, mais les missiles balistiques à courte et surtout moyenne portée seraient probablement les plus adaptés.

c. L'Inde

L'histoire des relations entre la Chine et l'Inde n'est pas émaillée de conflits directs. Seul reste le très bref épisode de 1962, qui a été l'une des très rares occasions de voir les théories de SunZi être victorieusement mises en application contre un ennemi non chinois. Il subsiste encore d'interminables désaccords frontaliers qui donnent lieu, selon les humeurs et les besoins des deux diplomaties, à des annonces d'accords ou à des déclarations acrimonieuses. Quant aux risques de conflit au sujet du Népal et de la présence tibétaine en Inde, ils paraissent écartés. On peut dire que, plutôt que d'être face à face, les deux pays sont dos à dos.

Quand l'Inde s'est dotée officiellement de l'armement nucléaire, en 1998, un nombre étonnant « *d'observateurs* » ont expliqué qu'il s'agissait de dissuader le Pakistan. Les opinions publiques ont été largement confortées dans cette opinion par les essais symétriques décidés par Islamabad. Pourtant, de l'aveu même des responsables indiens de l'époque²²⁵, seule une faible partie de l'effort était dirigée contre le Pakistan, dans le cadre d'une dissuasion du fort au faible. L'essentiel était destiné à dissuader, paritairement si possible, la Chine. Certains²²⁶ voyaient même l'Inde devenir le bras armé nucléaire des pays concernés par la Chine, ASEAN, Corée du Sud et Japon, le dernier n'ayant pas la possibilité politique de se doter des forces de dissuasion adéquates.

Sur le plan offensif, l'Inde pourrait envisager contre la Chine des frappes balistiques par des missiles à moyenne portée aussi bien que des attaques par avions, les défenses aériennes de l'APL dans les zones mitoyennes étant très peu performantes. Le plus puissant des missiles indiens, l'*Agni V*, qui a été testé avec succès en avril 2012, a une portée de 5000 kilomètres, ce qui lui permet de couvrir la totalité du territoire chinois. Pour plusieurs interlocuteurs « *si la Chine veut avoir tout ce qu'ont les Etats-Unis, l'Inde veut avoir tout ce qu'a la Chine.* »

2) Menaces venant de pays susceptibles de s'équiper

Au-delà des trois grands adversaires potentiels, Pékin peut aussi craindre, ou feindre de craindre pour justifier la mise en place de certains moyens, des attaques qui pourraient, dans les prochaines

²²⁵ L'Inde était alors dirigée par le Parti du peuple indien (Bharatiya Janata Party, BJP), nationaliste/hindouiste

²²⁶ Rencontre personnelle de l'auteur avec deux envoyés du gouvernement indien en 1998, à Paris. Ces personnages étaient en tournée en Europe, pour y rencontrer, dans les ambassades indiennes, des fonctionnaires "de haut niveau" pour expliciter la politique nucléaire militaire de leur pays.

décennies, provenir de voisins de taille moindre mais susceptibles de s'équiper aussi bien de missiles balistiques de portée intermédiaire que de missiles de croisière, y compris tirés de sous-marins.

a. Taiwan

S'estimant, à juste titre, comme le pays le plus menacé par la Chine Populaire, qui déploie face à elle plusieurs centaines de missiles à moyenne portée, l'île irrédentiste ne peut qu'envisager de se doter de moyens de riposte. Elle s'est d'abord, comme on l'a vu plus haut, intéressé aux capacités défensives des missiles *Hawk PIP 3*, puis *Patriot PAC 3* que lui fournissaient les Etats Unis. Elle a par la suite développé ses propres missiles, la série des *Tien Kung (Skybow)*, destinés à contrer les missiles balistiques tactiques déployés en grand nombre sur le Continent. Le problème est le grand nombre de ces derniers²²⁷. Une frappe massive saturerait complètement la défense taïwanaise.

La République de Chine a dès lors voulu se doter de capacités offensives et probablement développé plusieurs programmes de missiles balistiques qui ont connu des succès divers²²⁸. Il y a même eu un programme nucléaire dès 1964, vraisemblablement abandonné sous la pression des Etats-Unis. Il existe probablement encore des recherches sur les missiles balistiques, mais rien n'est publié à ce sujet. Quelques systèmes de missiles de croisière sont aussi à des stades divers de développement. Le *Hsiung Fung 2 E* (500 kilomètres de portée) est récemment devenu opérationnel et il existerait un *Hsiung Feng III*, missile antinavires supersonique de la classe du *Sunburn*. L'île dispose aussi d'un grand nombre de *Harpoon* et de *Hsiung Feng*, qui sont susceptibles de frapper, outre les navires, les côtes continentales, bases de départ d'éventuelles forces attaquantes.

b. Japon et Corée du Sud

Un conflit opposant ces pays à la Chine est toujours envisageable, qu'il soit lié à leur alliance avec les Etats-Unis ou qu'il résulte de la volonté chinoise de s'étendre en Mer Jaune, y compris dans des zones relevant de la souveraineté japonaise ou sud-coréenne. On imagine mal ces pays prenant

²²⁷ Au moins plusieurs centaines de DF 15, 1500 selon les sources officielles taïwanaises.

²²⁸ Il semble en particulier que les missiles sol-air Nike Hercules, donnés à Taiwan en 1959, aient été transformés, au moins en partie, en missiles sol-sol capables d'emporter une charge de 500 kilos à plus de 200 kilomètres.

l'initiative, mais le Japon, en particulier, a démontré qu'il était capable d'une riposte forte quand il estimait sa souveraineté mis en jeu.

Les traités de la fin de la deuxième Guerre mondiale interdisaient au Japon tout développement spatial, et a fortiori balistique, au moins jusqu'en 1955. Les premiers travaux ont commencé au début des années 60 et ont abouti à la mise au point d'une série de fusées sonde, puis de lanceurs de satellites « scientifiques ». La lignée des fusées *Mu*, dont le dernier représentant est la *Mu 5*, en service depuis 1997, présente la particularité d'être à ergols solides. Ce choix, techniquement peu justifié pour des lanceurs civils, a permis de mettre au point des engins qui pourraient très aisément et très rapidement être reconvertis en ICBM, capables de transporter plusieurs centaines de kilogrammes jusqu'à 10.000 kilomètres. Un successeur, le lanceur *Epsilon*, toujours à ergols solides, est en cours de développement. On pense aussi que le Japon serait capable de mettre rapidement au point des charges nucléaires. Certains interlocuteurs taïwanais estiment cependant que l'industrie japonaise a de tels intérêts sur le sol chinois qu'elle n'acceptera jamais de développer des armements qui pourraient les menacer.

Si la Corée du Sud n'a pas de telles capacités démontrées, elle n'en développe pas moins certaines armes, et le Ministre de la Défense a dévoilé en avril 2012 un missile de croisière de 1 000 kilomètres de portée et un missile balistique tactique de 300 kilomètres de portée²²⁹. Le Président Lee Myung Bak a même indiqué qu'il souhaitait augmenter cette portée vers 800 kilomètres. En Septembre 2012, la *Defense Acquisition Program Agency* a dévoilé le *HyunMoo 2*, qui aurait une portée de 500 km. Même si ces deux armes sont ostentatoirement tournées vers la Corée du Nord, elles pourraient tout aussi bien être employées contre la Chine.

c. Les pays de l'ASEAN

Les pays de l'ASEAN partagent, bien davantage que ne le révèlent les discours, une crainte commune de la Chine. L'affirmation grandissante des appétits de Pékin en Mer de Chine du Sud a augmenté ces craintes. Les pays concernés ne disposent pas d'un arsenal balistique, à l'exception, peut-être, du Vietnam qui disposerait d'un certain nombre de Scuds et serait techniquement capable de les améliorer. On note aussi que la Russie, qui a déjà donné à Hanoï la licence du

²²⁹ Portée limite fixée par les accords de non-prolifération.

missile anti navires *BhraMos*, développerait en commun, pour être construit au Vietnam, un dérivé du missile de croisière Kh-35 *Ouran*.

C. Menaces liées au terrorisme d'état

Mal définies, pas toujours crédibles, ce sont quand même les risques liés au terrorisme d'état qui justifient, dans le monde occidental, les défenses anti-missiles, bien plus que l'existence d'une menace provenant d'une puissance d'envergure.

1) L'islamisme radical

La présence en Chine de plusieurs dizaines de millions de musulmans, dont beaucoup supportent mal le pouvoir central, représente en particulier un risque, une répression interne trop dure pouvant exacerber les réactions du Pakistan et de l'Iran. Le Pakistan se définit actuellement comme un pays ami de la Chine. Mais il demeure fragile et, comme beaucoup de capitales occidentales, Pékin redoute en permanence de voir s'installer à Islamabad un pouvoir islamique radical qui prendrait le contrôle des armements nucléaires et des missiles dont le pays dispose en bonne quantité. Actuellement, les islamistes pakistanais, pas plus que les talibans des zones tribales, ne semblent apporter d'aide aux différentes mouvances semblables qui agitent parfois l'Ouest de la Chine. S'ils devaient arriver au pouvoir, les choses pourraient changer et il est évident que Pékin ne le supporterait pas et menacerait immédiatement Islamabad. Les mêmes raisons pourraient amener l'Iran à être considéré par la Chine comme une menace. Ce pays développe d'ailleurs des missiles balistiques divers et vient d'annoncer un programme destiné à mettre au point un missile de croisière de 500 km de portée. Par contre, la « solidarité musulmane » d'autres pays ne semble pas être considérée comme pouvant conduire à un risque direct.

2) La Corée du Nord

Si la réalité opérationnelle de la menace nucléaire nord-coréenne demeure douteuse, les capacités balistiques sont indéniables. On peut aussi faire confiance aux techniciens de Pyongyang pour avoir mis au point des charges alternatives, chimiques ou radiologiques en particulier. La Corée du Nord est souvent présentée comme une alliée de la Chine, mais c'est loin d'être le cas dans les faits. L'imprévisibilité du régime oblige certainement Pékin à prendre en compte un risque de dérive.

II. REPONSE : LE(S) PROGRAMME(S) ABM DANS LEUR CADRE

A. Genèse de la DAMB chinoise

On a du mal à imaginer la Chine des Années 60, celle de la collectivisation à outrance et du Grand Bond en avant, se préoccuper de l'acquisition de moyens de très haute technologie qui viendraient à l'appui de stratégies complexes. Et pourtant ..

1) *La solitude stratégique chinoise*

Dès les premières années, la Chine de Mao, dont on pourrait penser que sa seule priorité est la reconstruction intérieure, se trouve confrontée à des situations conflictuelles dans lesquelles elle est obligée de s'impliquer. Elle le fait, dans les débuts, comme un auxiliaire de l'U.R.S.S., en particulier lors de la guerre de Corée où elle envoie plusieurs millions de « volontaires » lutter contre les troupes des Nations Unies. C'est aussi à ce moment que les premières bases de l'industrie de défense chinoise sont posées par les « amis » soviétiques. Les implantations choisies et les réalisations indiquent clairement que Moscou veut « aider » Pékin, tout en en faisant un membre supplémentaire d'une alliance surtout dirigée contre les Etats-Unis et leurs alliés.

Les rapports, entre le « grand frère » et une Chine qui découvre les applications pratiques du socialisme, commencent à se distendre dès la conférence de Bandoeng (1954), quand Mao découvre la place qu'il peut prendre dans le Tiers Monde. La rupture est rapidement consommée et, dès 1958, la Chine est seule sur l'échiquier mondial. Dès ce moment, elle se retrouve dans une position bien particulière, seul pays à être confronté à une double menace balistique, celle de l'Union Soviétique s'étant ajoutée à celle des Etats Unis. On est loin du « confort » et des certitudes de la menace unique et monolithique, OTAN d'un côté, Pacte de Varsovie de l'autre.

A ce moment, les seuls amis de la Chine²³⁰ sont ses partenaires de Bandoeng, non alignés et incapables de l'aider, aussi bien industriellement que militairement. C'est l'époque où Mao multiplie les discours flamboyants selon lesquels le peuple chinois ne craint pas le « Tigre de Papier » qu'est, selon lui, l'arme nucléaire. Mais, dans le même temps, il fixe deux priorités qui ne seront jamais démenties, ni par lui ni par ses successeurs, malgré les soubresauts qui agitent l'empire : les missiles et les armes nucléaires. Le Mao qui méprise la technologie, qui prétend

²³⁰ La Chine n'a jamais eu d'alliés au sens où cela est communément entendu, et n'en a toujours pas.

ramener tout son peuple à la campagne cohabite avec le Mao qui protège et encourage les meilleurs de ses scientifiques (et de ses espions) pourvu qu'ils lui apportent « *deux bombes et un satellite* »²³¹.

2) *Les premiers projets*

Les Etats-Unis et U.R.S.S. ont entrepris les premières recherches sur les antimissiles balistiques à la fin des années 50. Le seul système à avoir été déclaré réellement opérationnel, celui déployé autour de Moscou, ne l'a été qu'en 1968. Et pourtant, malgré des décennies de retard dans la plupart des domaines, la Chine a lancé son premier projet dès le début des années 60.

Le 15 décembre 1963, dans un discours, Mao annonce que, la posture militaire chinoise étant essentiellement défensive, le développement d'armes stratégiques défensives était indispensable. Le 6 février 1964 Lors d'une rencontre avec Professeur Qian Xuesen, le « père des missiles chinois », Mao réaffirme cette volonté, qui se concrétise par la « Directive 640 ». Celle-ci, distribuée dans toutes les entités concernées, se traduit par l'organisation d'une réunion, le 23 mars 1964, qui regroupe les principaux responsables scientifiques de l'industrie de défense sous l'égide de la COSTIND (Commission of Science, Technology and Industry for National Defence) -toute puissante à l'époque- pour étudier la faisabilité d'une défense antimissiles. La priorité de cette recherche fut alors signifiée le 10 mai 1965 aux principaux intéressés²³². Dès le mois d'août, un plan de développement était, soumis et approuvé, et, le 23 février 1966, la COSTIND pouvait organiser la conférence de lancement de ce qui était devenu le "Projet 640".

a. Projet 640

Le Projet 640 était articulé autour de cinq sous-systèmes, dont, principalement, les missiles de la série *FanJi* (contre-attaque), les super canons antimissiles *XianFeng* (Pionniers) et les systèmes de détection avancée. Le projet comprenait aussi la création d'un polygone d'essais dédié et la mise au point d'une tête nucléaire adaptée à la mission.

²³¹ C'est sous ce nom qu'ont été distingués par Mao et ses successeurs les scientifiques chinois promoteurs des programmes nucléaires militaires et spatiaux.

²³² 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} Ministères de l'Industrie, Académie chinoise des sciences, Corps d'artillerie de l'APL et Base N°20.

En 1969, la 2^{ème} Académie du 7^{ème} Ministère de l'Industrie fut renommée Académie du missile anti balistique et anti satellite, chargée du développement du système ABM. L'Institut 610, qui dépendait de la 2^{ème} Académie était chargé du développement du Super Canon, tandis que l'Institut d'Optique et de mécanique de précision de Shanghai était chargé de l'étude des systèmes ABM basés sur des lasers. Au tout début des années 70, l'Académie entreprit aussi les premières études sur les armes antisatellites.

Dès ses débuts, le programme connut d'importantes difficultés, tant financières que techniques, même si les personnels furent très largement tenus à l'écart des tourments de la Révolution Culturelle. En 1972, la conclusion du Traité ABM et l'abandon des programmes américains remirent en cause la faisabilité même d'une défense antimissiles. Dès la mort de Mao (1976), le projet commença à ralentir, pour être définitivement mis de côté par Deng Xiaoping en Mars 1980, au profit du développement économique du pays.

b. La négation politique de la DAMB

Les différentes prises de conscience autour du Traité ABM ont conduit la Chine de Deng à abandonner le Programme 640 en tant que tel et à ne laisser subsister que de très petites cellules de veille, sans moyens de développement, mais toujours protégées des fluctuations politiques.

Bien que n'étant pas directement concernées par le Traité ABM, la Chine des années 80 ne pouvait pas ignorer l'existence son existence et ses implications. Elle a d'ailleurs plusieurs fois annoncé qu'elle en approuvait les principes et qu'elle les mettrait en pratique. Dans un contexte de fin de guerre froide et de mise sous l'éteignoir de l'opposition directe entre les deux blocs, la Chine se retrouvait une nouvelle fois isolée autant que menacée. Elle était dans l'impossibilité, financière, technique et géopolitique, de se placer comme « troisième puissance », détentrice à la fois des missiles et de leur antidote. Il ne lui restait que la possibilité de feindre la non implication dans une lutte qui se passait bien au-dessus d'elle, tout en affectant d'en être un acteur potentiel.

Ces années 80 ont donc vu se mettre en place une série de manœuvres, souvent remarquables dans leur conception médiatique, visant à la fois à banaliser les missiles balistiques et à dénier l'efficacité potentielle d'une défense contre ces mêmes missiles. L'un des meilleurs exemples de cette banalisation est, au cours de la deuxième moitié des années 80, dans l'exportation vers l'Arabie Saoudite d'une cinquantaine de missiles CSS2 (Dong Feng 3, capables d'emporter une charge de 2 tonnes à 3000 kilomètres). Il s'agit sans doute, même si les réalités opérationnelles

sont très limitées, de ce qui aurait mérité d'être considéré comme la plus grave des affaires de prolifération stratégique.

Outre la banalisation des missiles balistiques, la Chine de Deng a aussi entrepris une campagne de propagande sur la dénucléarisation, marquée par de nombreux discours, en particulier en direction du Tiers Monde, sur le « *no first use* ». Cette politique a abouti, entre autres, à la mise en vigueur des traités instituant des « zones exemptes d'armes nucléaires », en particulier ceux de Rarotonga, Bangkok et Semipalatinsk. L'une des menaces qui pesaient en permanence sur Pékin était aussi celle des missiles soviétiques, mais celle-ci a -très théoriquement- été abaissée dans les années 90 par la signature d'un accord sur la suppression des ciblage programmés entre les deux pays.

La négation officielle de la nécessité de disposer d'une défense antimissiles a perduré au cours des années suivantes, tant que la Chine a mis en veilleuse ses ambitions. Le discours a recommencé à évoluer quand les Etats-Unis, non contents de vouloir développer pour eux même une réelle capacité, ont voulu doter de cette capacité leurs alliés d'Asie de l'Est, Japon, puis Corée du Sud. Mais, c'est surtout quand l'idée de doter d'une capacité AEGIS des destroyers taïwanais et de fournir à l'île rebelle des missiles sol-air *Patriot* PAC 3 ayant une réelle capacité antimissiles que Pékin a de nouveau modifié son discours et fait savoir qu'il continuait de travailler sur des défenses antimissiles.

Cela n'empêche pas de nouvelles déclarations selon lesquelles la Chine est opposée aux défenses antimissiles. « *La Chine continue d'affirmer que la poursuite d'un programme global de défense anti-missiles se fait au détriment des équilibres stratégiques et de la stabilité, affaiblira la sécurité régionale et internationale et aura un impact négatif sur le processus de désarmement nucléaire. La Chine maintient qu'aucun pays ne devrait déployer hors de son sol des systèmes ayant des capacités prouvées ou potentielles contre les missiles stratégiques, et qu'aucun pays ne devrait s'engager dans une coopération internationale dans ce domaine* »²³³. Il existe aussi de nombreuses déclarations chinoises, tant dans les médias locaux que dans différentes instances, dont les Nations Unies, selon lesquelles « *la Chine s'oppose fermement à la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique* ».

Comme il a été dit plus haut, le problème de la Chine en matière de défense est aussi, très largement, d'arriver à une parité technologique avec les Etats-Unis. Ce qui implique de mettre au point des systèmes d'armes équivalents à ceux dont se dotent ces derniers. On l'a vu avec le porte-

²³³ Livre Blanc de la défense Chinois, 2010

avions et avec les avions de cinquième génération. L'acquisition d'une capacité de défense ABM fait aussi partie de ce besoin.

B. Les défis pratiques

La mise au point d'un système de défense antibalistique implique, pour la Chine, de résoudre nombre de défis pratiques.

Le premier est d'ordre purement technique. Dans tous les domaines de l'armement, la Chine demeure, malgré quelques progrès, à la fois très en retard et dépendante de fournitures étrangères, qu'il s'agisse d'éléments matériels ou de savoir-faire. La qualité des développements actuels, dans le domaine des missiles, des lasers de haute puissance, des moyens de calcul...est très inégale, allant de réalisations qui sont presque au niveau de ce qui se fait en Occident (nanomatériaux, utilisation des terres rares) à des lacunes et des retards, parfois difficilement compréhensibles tant ils sont importants (motorisations de tous types surtout). La fiabilité générale est souvent aussi très insuffisante. Toutefois, le pôle d'excellence du pays demeure celui des missiles.

Un autre problème réside dans la taille du territoire et le grand nombre de cibles potentielles. L'U.R.S.S. avait choisi de ne développer qu'un seul site ABM protégeant Moscou, ce qui se justifiait face à une menace unique et unidirectionnelle. La simple revue des menaces faite plus haut montre que, pour la Chine, les choses sont bien différentes. Si elle veut se protéger contre toutes les frappes balistiques envisageables, elle doit pouvoir mettre en place des moyens de détection et d'interception tous azimuts. Et, comme on l'a aussi vu, elle doit en même temps être capable de se défendre contre les missiles de croisière qui équipent la plupart de ses adversaires potentiels.

Même si la réflexion interne se poursuit depuis des années, il est donc certain que la Chine demeure obligée de prendre en compte toutes les menaces venues de la troisième dimension. Cela l'oblige à la fois à pousser des recherches dans toutes les directions et à faire des choix de déploiements et de réalisations pratiques. Pour essayer de déterminer quelles sont les capacités réelles et les axes d'effort prioritaires, il faut aussi prendre en compte, et c'est sans doute le plus important, la perpétuelle imbrication entre les réalités technico-opérationnelles et la gestion de la gesticulation et du verbe, en particulier pour masquer les lacunes ou les avancées des vraies réalisations. L'opacité qui entoure en permanence tout ce qui se passe dans ce domaine est aussi à prendre avec du recul. La Chine protège ses vrais secrets des yeux des étrangers, mais les clans et

les Ministères se cachent aussi beaucoup de choses entre eux. On peut ainsi se demander si le tir ASAT de 2007, souvent présenté comme le précurseur du développement d'une vraie filière et de capacités opérationnelles réelles ne serait pas plutôt la marque de la fin d'un programme, parfaitement exploitée pour transformer ce qui était finalement peu démonstratif en une réussite et une marque de puissance.

Tout ceci étant posé, il demeure quelques points indiscutables. Le premier est que la Chine de Pékin veut se doter d'une capacité ABM. Le second est que le pays n'a pas les moyens de se doter d'une architecture de systèmes qui serait capable de gérer toutes les menaces possibles et que les missiles balistiques qui pourraient le viser ne sont qu'une petite partie des vraies menaces. Le dernier est que, malgré de remarquables progrès, les capacités techniques et humaines nationales sont insuffisantes pour mettre au point, dans le moyen terme, une défense contre les missiles balistiques qui serait crédible, même en acceptant de ne protéger qu'une seule ville et un seul axe d'attaque.

C. Les solutions choisies

Comme dans beaucoup d'autres domaines, la Chine utilise simultanément plusieurs voies pour essayer de mettre en place une défense contre les missiles balistiques. Les recherches portent donc sur les intercepteurs exo atmosphériques, les adaptations de missiles sol-air, les solutions basées dans l'espace et, quelquefois de manière presque farfelue, les moyens non classiques. Au sein même de l'exploration de chacune de ces voies, la Chine, fidèle à elle-même, utilise en parallèle plusieurs approches, auxquelles elle donne, suivant les cas et le contexte politique, des priorités très variables. Globalement, elle semble pourtant avoir décidé que la menace balistique n'était pas la principale menace et surtout que ses principaux adversaires potentiels avaient la capacité de lancer un nombre important de missiles mirvés, rendant le coût d'un « bouclier » prohibitif. L'essentiel de l'effort de défense chinois contre ses adversaires potentiels est donc bien davantage proactif que strictement défensif. Les grands programmes actuels, chasseurs de 5^{ème} génération, missiles anti porte-avions, sous-marins d'attaque et navires de surface, vont tous dans ce sens.

Pour combler le retard, vis-à-vis des Etats-Unis en particulier, et tenter de fabriquer des équipements équivalents, la démarche la plus "logique" -dans l'esprit des Occidentaux- consiste à essayer de suivre les mêmes voies. Pour ce faire, on s'inspire de ce qui a été déjà été fait par d'autres, y compris, quand c'est possible, en se procurant les informations nécessaires par des

moyens ne relevant pas de la recherche, qu'il s'agisse de pur espionnage, de détournement de technologies duales ou de l'utilisation (ou du dévoiement) d'accords de licence. Mais, en Chine, il y aura toujours des chercheurs qui penseront être capables d'arriver en parallèle au but défini par des « raccourcis » en utilisant des approches négligées par les précurseurs. Ils seront plus ou moins encouragés selon les circonstances, mais cette recherche de la découverte purement chinoise est toujours pratiquée et même encouragée, même si elle ne donne pas de résultats.

En dehors des équipements équivalents, la Chine cherche aussi à se doter de moyens différents, que l'on peut quelquefois qualifier d'exotiques. A la grande époque des folies maoïstes, cette approche a souvent bénéficié d'une priorité élevée, sans résultats le plus souvent et au détriment de méthodes plus "normales".

1) Les essais déjà effectués

En 2006 et 2007, la Chine a procédé à un certain nombre d'essais divers sur lesquels on sait finalement peu de choses, les Etats-Unis étant pratiquement les seuls à posséder des moyens leur permettant de recueillir des informations autres que journalistiques.

On a parlé d'aveuglement de satellites de reconnaissance US par des lasers de puissance qui auraient eu lieu au second semestre 2006. A ce jour, rien ne semble avoir été prouvé et les anomalies constatées au niveau des capteurs de ces satellites pourraient très bien avoir été causés par des illuminations destinées en fait à des mesures d'orbite, dans le cadre bien connu du réseau international SLR (*Satellite Laser ranging*) dont fait partie la Chine²³⁴. Les informations parues dans la presse²³⁵ selon lesquelles les satellites avaient été aveuglés de manière permanente ont été démenties par des responsables du NRO (*National reconnaissance office*) et du *Space Command*.

L'essai antisatellite du 11 Janvier 2007 est mieux documenté et a prouvé que la Chine développait de nouvelles capacités. Au cours de ce test, un satellite météorologique chinois désactivé (FY-1C) a été détruit par un coup direct par un élément de collision (EKV *exoatmospheric kill vehicle*) à une altitude de 865 kilomètres. Il semblerait que deux autres essais du même type, mais sans collision finale, avaient eu lieu en 2005 et 2006. L'intercepteur dénommé SC-19 serait basé sur un

²³⁴ http://www.ucsusa.org/nuclear_weapons_and_global_security/space_weapons/technical_issues/chinese-lasers-and-us.html

²³⁵ Vago, Muradian, "China Attempted To Blind U.S. Satellites With Laser," Defense News, 28 September 2006

missile balistique DF-21. D'autres sources parlent d'un dérivé du KT-1, dont il sera question plus bas.

Il s'agissait de la première interception d'un satellite depuis le test effectué par les Etats-Unis en 1985. Ceux-ci ont, par la suite, effectué une interception d'un de leurs satellites en difficulté en février 2008.

Au moins un autre test a été effectué le 11 Janvier 2010. Il s'agissait de l'interception par un élément de collision d'un missile balistique lors de la phase intermédiaire. L'intercepteur serait encore un SC-19.

2) Choix techniques et réalisations en cours

La Chine communique extrêmement peu, directement ou indirectement, sur les réalités techniques des projets en cours. Les « fuites » venant de l'intérieur du pays sont cependant beaucoup plus fréquentes que par le passé, en grande partie grâce aux très nombreux blogs sur lesquels s'expriment des internautes, très souvent pour dire leur fierté de voir leur pays rejoindre les plus évolués. Les sources étrangères sont à prendre avec beaucoup de précautions, entre désinformations volontaires, approximations journalistiques et pures inventions.

3) Les développements des intercepteurs exo atmosphériques

Il semble que la Chine développe actuellement plusieurs lanceurs basés sur le vieux DF-21. Celui-ci est le premier missile balistique à ergols solides développé en Chine, à partir de la fin des années 60 et mis en service à partir de 1990. Il emporterait une charge de 600 kilogrammes à 1700 kilomètres. Il a été développé en plusieurs versions, emportant des charges nucléaires ou conventionnelles et sert aussi de base au missile balistique anti porte-avions, le DF-21D.

D'autres voies sont explorées. Les missiles utilisés lors des tests qui auraient eu lieu en 2005 et 2006 seraient extrapolés du KT 1. Ce qui a été présenté comme un lanceur civil léger a été développé sur la base des moteurs à ergols solides d'un autre missile, intercontinental, le DF-31. Le KT-1, qui aurait été proposé comme un lanceur à bas coût, était supposé placer une charge de 300 kilogrammes en orbite polaire et de 500 kilogrammes en orbite basse, mais il semble ne jamais avoir été utilisé conformément à sa vocation initiale.

Alors que pendant de très nombreuses années, la planification centralisée de l'Etat interdisait la concurrence entre les programmes d'armement, les réformes en cours laissent au contraire libre cours à cette concurrence. On le voit ici, les Académies responsables du DF-21 (Académie n° 2 et n° 4 de China Aerospace Science & Industry Corporation CASIC) et celle qui fabrique le DF-31 (Académie n° 4 de China Aerospace Science & Technology Corporation CASC) sont très vraisemblablement en concurrence directe sur des programmes extrêmement lourds et qui permettent de bénéficier d'importants crédits.

4) Les développements des sol-air

Après être longtemps restée équipée de missiles sol-air dérivés des SA-2 et SA-3 soviétiques, la Chine a importé des S-300PMU dès le début des années 90. D'autres variantes de ce système de missiles ont été commandées par la suite, portant le total des acquisitions à 160 lanceurs et plus de 1000 missiles. La dernière version commandée, le S-300 PMU-2 aurait quelques capacités contre les SRBM et les MRBM. Il semble aussi qu'une certaine quantité de S-300 aient été construits sur place sous licence, sous la dénomination HQ 10.

Les missiles russes ont été disséqués et copiés, puis améliorés, et ont donné naissance à la famille des HQ-10/15/18, la dernière version dérivant du S-300V.

Récemment, la Chine a cherché à importer des S-400, beaucoup plus performants et prévus dès l'origine pour être aussi utilisés contre des missiles balistiques. Il a même été dit qu'elle aurait participé au financement de la recherche. Mais, depuis quelques années, la Russie est de plus en plus réticente à exporter vers la Chine les matériels les plus modernes, sachant que ceux-ci seront systématiquement recopiés et, parfois, que les contrefaçons feront concurrence à l'exportation aux produits russes.

5) Réalisations et lacunes

Comme dans tous les systèmes de défense basés sur l'exemple soviétique, « on ne jette rien ». La partie « radars » du Projet 640 avait conduit dès les années 60 à la fabrication de radars à très longue portée, basés entre autres sur des réseaux d'antennes *Yagi*, qui semblent, encore aujourd'hui, être capables de détecter les avions « stealth ». D'après certains interlocuteurs taïwanais, beaucoup de ces radars transhorizon auraient été conservés et modifiés et seraient

intégrés dans un réseau de surveillance. Les mêmes interlocuteurs signalent aussi que les principales difficultés rencontrées par l'APL pour utiliser ces moyens de détection seraient liés à l'inexistence d'un vrai ensemble C4ISR, qui ne permettrait pas, dans l'état actuel des réalisations disponibles, de fusionner les données.

a. La guerre de l'espace

La Chine a signé et ratifié le « Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes » de 1967. Elle a depuis multiplié les déclarations sur la démilitarisation de l'espace et a proposé en 2008, conjointement avec la Russie, un « Traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux ». Toutefois, ses activités, comme on l'a vu plus haut, semblent en contradiction avec ses discours.

En dehors des possibles attaques balistiques contre des satellites adverses, dont elle a montré qu'elle en avait la capacité technique, la Chine semble continuer l'étude, sinon le développement, de lasers de grande puissance, basés au sol ou dans l'espace, qui pourraient aussi bien être utilisés contre des missiles balistiques que contre des satellites. Un laser embarqué sur le futur avion de transport tactique lourd (encore à développer) ferait ainsi partie des programmes.

b. Solutions non classiques et/ou asymétriques

Comme indiqué plus haut, la Chine explore toujours des voies non conventionnelles, dans tous les domaines. Elle l'a donc aussi fait dans le cadre du Projet 640, qui comprenait entre autres un « Super Canon » anti-missiles.

D'autres solutions sont certainement à l'étude, en particulier dans tout ce qui concerne la cyber guerre à laquelle l'inconscient collectif chinois, qui demeure très attaché à tout ce qui peut ressembler aux brigands d'honneur, croit beaucoup. Y compris aux échelons les plus élevés. Tout ce qui peut brouiller/dérégler les systèmes de guidage, de pilotage ou de positionnement par le biais d'intrusions dans les systèmes est donc étudié. Bien entendu, à part quelques rares communiqués sur la création de « brigades de cyber attaque », rien de précis n'est divulgué.

D. Les choix stratégiques et les déploiements associés

Depuis l'arrivée au pouvoir de Mao, la cartographie des implantations des principales forces militaires chinoises, les armées intégrées, a peu changé. L'essentiel de ces forces est disposé dans l'Est du pays, principalement autour de Pékin et, de manière plus légère, le long de la côte. Toutes ces forces sont positionnées pour contrer une attaque venant de la mer. Les déploiements des moyens de défense sol-air ont longtemps été concentrés pour protéger Pékin et Shanghai d'attaques venant aussi de l'Est. Les moyens acquis plus récemment sont beaucoup plus mobiles, mais il semble que l'essentiel de ceux-ci continuent d'être prioritairement disposés face à la même menace.

La situation stratégique de la Chine est, comme on l'a vu plus haut, très complexe. Elle a des ennemis potentiels sur pratiquement tout son pourtour terrestre et maritime. Ces adversaires ne sont pas liés entre eux, disposent -à eux tous- de moyens très diversifiés et ont des rapports de force très variables avec la Chine. Même dans l'hypothèse d'un conflit purement conventionnel, Pékin est contraint de faire coexister simultanément plusieurs postures avec tout ce que cela implique au niveau des dispositifs, des moyens et des stades d'alerte. Dans les faits, en dehors des « petits » pays dont elle a décidé qu'ils ne constituaient pas une menace, en particulier balistique, la posture chinoise se décline sur trois grands modes. Vis à vis de l'Inde, même si le risque d'un conflit mettant en œuvre des missiles balistiques ne peut être complètement négligé, la Chine semble avoir choisi de ne pas se doter de moyens particuliers et de rester « dos à dos » plutôt que "face à face". La position vis-à-vis de l'U.R.S.S., puis de la Russie, a été prise avant même la rupture de 1958. Moscou offrait certes son aide au « petit frère », mais celle-ci était soigneusement calibrée. Les usines fabriquant du matériel militaire, par exemple, étaient des « cadeaux », mais devaient être implantées dans le Nord de la Chine, à la fois pour rester sous contrôle et pour apporter leur aide en cas de besoin. Dès les années 50, Mao décida de la création d'un troisième front, bien plus au Sud mais indépendant. Face au « Tigre de Papier » soviétique, la stratégie consistait à refuser la bataille et à laisser s'enfoncer une éventuelle attaque qui ne pourrait que se diluer et se fondre dans l'immensité humaine et territoriale de la Chine.

Les choix faits vis-à-vis de l'ennemi numéro Un, les Etats-Unis et leurs alliés japonais et sud-coréens sont dictés par l'évaluation faite par les dirigeants chinois. Selon eux, en cas de conflit avec la Chine, l'opinion publique américaine n'est pas prête à accepter de lourdes pertes humaines. Il suffit donc que le dispositif choisi permette de soutenir quelques temps une guerre d'attrition

pour que l'Amérique abandonne. Le cas de Taïwan, longtemps lié à celui des Etats-Unis, devient de plus en plus spécifique. D'un côté, le rapprochement politique se poursuit, mais, d'un autre, la République de Chine se dote d'armements de plus en plus performants, avions et missiles, capables de pénétrer assez profondément dans l'espace continental et d'infliger des dommages sévères et surtout très spectaculaires.

Dans le cadre d'une défense anti missiles, les choses sont encore plus complexes. Certains « petits pays » disposent de missiles à courte et moyenne portée. Pratiquement tous les pays plus modernes sont dotés de missiles de croisière ou sont en cours de dotation. Les démonstrations d'efficacité faites par les USA tirant des salves de missiles de croisière sur les points névralgiques de l'Irak ou de la Libye dès la première heure du conflit ont marqué les esprits. Pékin se voit donc obligé de penser à une défense à deux étages qui couvrirait à la fois une partie de sa périphérie contre les armes de croisière et un certain nombre de points sensibles contre des attaques balistiques, MRBM ou ICBM, qui peuvent provenir de toutes les directions. S'il fallait construire une telle défense de manière globale, les coûts en seraient insupportables. Il sera donc nécessaire de faire des choix quand les solutions techniques auront été trouvées.

Tous les interlocuteurs taïwanais se sont montrés d'accord : si la Chine se construit un système de défense antimissiles basé sur des missiles intercepteurs, à l'image de ce que font les pays de l'OTAN, le déploiement sera limité à la périphérie de Pékin.

E . La DAMB dans l'industrie de défense chinoise²³⁶

Au sein de l'industrie de défense chinoise, la DAMB intéresse principalement le secteur espace et missiles et celui de l'électronique de défense. Sur le plan des produits militaires, le premier est un peu mieux connu, ne serait-ce que parce que ses réalisations ne sont pas nombreuses. Le second l'est beaucoup moins.

1) Le secteur espace et missiles

Les missiles ont une place relative particulièrement importante dans les stratégies chinoises, bien davantage que dans les autres grands pays. L'espace a aussi connu un développement rapide. Le

²³⁶ Une grande partie des informations sur le sujet sont reprises d'une étude effectuée au profit de la DGA, au premier semestre 2012, par le même auteur.

secteur a donc été privilégié, à la fois parce qu'il a bénéficié de financements importants mais aussi parce que, comme le nucléaire, il a été épargné par les grands mouvements (Grand bond en avant et autres Révolutions culturelles) qui ont désorganisé toute la Chine, en particulier dans ses secteurs de haute technologie. En 1993, le Ministère de l'Industrie aérospatiale a été séparé en deux et la partie industrielle a été confiée au conglomérat China Aerospace Corporation (aussi connu sous l'acronyme CASC).

Celui-ci a, à son tour, été séparé en deux, comme les autres secteurs de la défense, en 1999. Les productions ont été bien différenciées :

- Le CASC a pris en charge les missiles balistiques et les lanceurs.
- Le China Aerospace Industry Corporation (CASIC) s'est principalement vu attribuer les autres missiles, mais aussi la R&D pour les satellites et les applications civiles et militaires des technologies de l'information.

La concurrence entre les deux entités est assez limitée, bien que certaines filiales soient en compétition pour les lancements de satellites civils. On note aussi que les dirigeants passent facilement d'une entreprise à l'autre, au plus haut niveau des directions des deux conglomérats.

Chacun des deux conglomérats, sous la tutelle de la SASAC²³⁷, est organisé en structures très pyramidales, en "Académies". Chacune d'entre elles avait, à l'origine, un métier bien particulier et regroupait des centres de recherche, des centres d'essais et des unités de fabrication. Ce type d'organisation assure une assez bonne intégration de la recherche et de la production. Au fil des années, et surtout depuis les années 80, toutes ces entités se sont diversifiées et les productions "civiles" ont pris beaucoup d'importance et fait perdre les spécialisations. En dehors des Académies, CASC et CASIC contrôlent directement ou indirectement des dizaines d'entreprises aux attributions les plus diverses.

Aux côtés de CASC et CASIC, il existe d'autres fabricants de missiles non balistiques qui font partie d'AVIC et de NORINCO.

a. La China Aerospace Corporation (CASC)

La diversification de la CASC, commencée comme celle de toutes les autres entreprises de la BITD chinoise, l'a conduit à se diversifier dans des produits dérivés assez éloignés de ses métiers d'origine et, surtout, positionnés dans des secteurs concurrentiels (panneaux solaires, composants

²³⁷ La State Asset Supervision and Administration Commission (SASAC), qui dépend directement du Conseil des Affaires de l'État, a été créée en 2003 pour gérer, au niveau des conglomérats, l'ensemble des entreprises d'état chinoises.

électroniques, matériels agricoles). Dans le même temps, les buts fixés par la SASAC se sont révélés très ambitieux, imposant des progressions annuelles, tant en chiffre d'affaires qu'en capital, de l'ordre de 10%. Plusieurs échecs dans les lancements de 2009 ont révélé des faiblesses structurales, manque d'encadrement senior en particulier, qui ne pourront être réparées que dans la durée.

CASC est organisé en "Académies", chacune ayant un rôle assez bien délimité pour ce qui est des productions militaires majeures, qui sont les missiles balistiques, les lanceurs spatiaux et les satellites et autres vaisseaux spatiaux. La délimitation est beaucoup plus floue pour les productions civiles secondaires. Au total, CASC emploie une centaine de milliers de personnes.

Les principales productions militaires au sein des différentes académies se répartissent comme suit :

- L'Académie n° 1 a intégré la totalité des missiles balistiques à ergols liquides, dont le DF-4 (CSS-3) et l'ICBM DF-5 (CSS-4), ainsi que des missiles à ergols solides, comme le DF-15 (CSS-6) à moyenne portée et les ICBM DF-31 et DF-31A. Elle est aussi probablement à l'origine des DF-41. Elle travaille aussi sur les véhicules stratosphériques.
- L'Académie n° 4 produit les moteurs à ergols solides destinés aux missiles de l'Académie n°1.
- L'Académie N° 5 conçoit, développe et fabrique des satellites
- L'Académie n° 6 produit des moteurs à ergols liquides.
- L'Académie n° 7 fabrique les lance-roquettes multiples WS 1 et WS 2.
- L'Académie n° 8 fabrique divers matériels radars et des équipements de reconnaissance électronique.
- L'Académie n° 9 fabrique des systèmes de guidage à inertie et des équipements électroniques embarqués.

b. La China Aerospace Industry Corporation (CASIC)

Les Académies de la CASIC concernées par les productions militaires sont :

- L'Académie n° 2, spécialisée dans les systèmes de défense aérienne, qu'elle conçoit et fabrique de manière globale. Elle a produit les missiles HQ 9 et HQ 16, mais aussi le projectile terminal à énergie cinétique utilisé lors de la destruction volontaire d'un satellite en janvier 2007.
- L'Académie n° 3, qui produit le missile de croisière DH 10. Ce missile, qui utilise plusieurs systèmes de guidage, peut emmener une charge de 500 kilogrammes à au moins 1500 kilomètres. Un successeur, le CJ 10 serait en développement, ainsi qu'une autre version ayant une portée de

4000 km. Les autres produits comprennent différents missiles de croisière antinavires, lancés du sol ou d'un navire (YJ 62 et YJ-83), d'un avion (YJ-63), d'un sous-marin (YJ-82), ainsi qu'un missile anti radiations, le YJ-91. Nombre de ces missiles ont été exportés.

- L'Académie n° 4 a réalisé l'intégration de toute la gamme des missiles balistiques à moyenne portée de la série DF 21 y compris le développement de la version anti navires DF 21 D.
- L'Académie n° 6 fabrique des moteurs à ergols solides, en particulier pour les DF 21 D. Elle fabrique aussi les moteurs des derniers étages des missiles, des moteurs d'apogée.
- L'Académie n° 9 produit les missiles balistiques à courte portée de la série DF 11.

2) Le secteur de l'électronique

L'industrie électronique chinoise a longtemps été très limitée, et les acteurs de cette industrie ayant une vocation défense étaient d'ailleurs davantage rattachés à leurs utilisateurs dans chacun des secteurs. A partir de la fin des années 90, la production de biens de consommation, principalement dans le cadre de sous-traitances au profit de firmes étrangères est devenue très importante. Très rapidement, le poids de cette industrie est devenu énorme et, avec 30% de croissance entre 2001 et 2007, a constitué l'un des principaux moteurs de la croissance chinoise. Cette croissance s'est ralentie à partir de 2008, mais elle demeure importante.

Dans le domaine de l'électronique de défense, crucial pour la modernisation des équipements mais aussi pour tous les volets du C4ISR, la Chine a beaucoup progressé. Son succès peut être attribué à la combinaison de plusieurs facteurs : une certaine innovation locale, l'adaptation de technologies étrangères, l'utilisation de composants "sur étagère" et l'espionnage technologique généralisé.

On peut noter que c'est dans le secteur de l'électronique et des technologies de l'information que les entreprises civiles ont été les premières à se positionner en force sur les marchés de défense, en particulier avec Huawei et ZTE.

a. La China Electronics Technology Corporation (CETC)

Fondée en 2002, la CETC a pour mission la production de matériels électroniques destinés à la défense, largement au travers de l'utilisation des technologies duales. Bénéficiant de tous les avantages propres aux conglomérats étatiques, en particulier en matière de financement de la recherche, elle en a profité pour prospérer très vite et nouer de nombreux partenariats, tant dans le pays qu'avec des entreprises étrangères.

Avec environ 80.000 employés et un nombre aussi important que difficile à déterminer de filiales à tous niveaux, CETC supervise une cinquantaine d'Instituts de recherche semi-autonomes, dont la plupart existaient déjà quarante ans plus tôt. Le conglomérat contrôle aussi près de 200 filiales de production, dont la plupart ont été créées par les instituts de recherche au cours des vingt dernières années. L'ensemble demeure difficile à cerner avec précision, les structures et les orientations de chacun des Instituts et de leurs unités de production évoluant très rapidement. En particulier, ce sont les filiales des Instituts qui créent des joint-ventures tout en bâtissant des partenariats directs avec les universités de l'APL. Les différentes entités se présentent souvent sous plusieurs noms, ce qui leur permet de ne pas afficher des partenariats avec l'APL et facilite les coopérations avec les pays occidentaux.

Cette organisation présente aussi la particularité de permettre de faire coexister au sein d'une même structure des établissements universitaires, des écoles d'ingénieurs, des laboratoires de recherche publics de premier plan et des unités de fabrication, le tout étant à la fois civil et militaire et mélangeant le secteur étatique et le secteur privé. La part que consacre CETC à la recherche a dépassé 5% dès 2006.

L'entité de la CETC qui serait le plus directement concernée par la DAMB est l'Institut de recherche N° 14 (Nanjing Research Institute of Electronic Technology NRIET), qui fabrique une grande partie des radars sol utilisés par la défense chinoise.

b. La China Electronics corporation (CEC)

La China Electronics corporation se présente comme le plus important des conglomérats d'état dans le domaine des technologies de l'information. Elle a été créée en 1989 à l'occasion de la réforme du Ministère de l'Industrie électronique. Le conglomérat regroupe actuellement une constellation d'entreprises et contrôle 61 filiales, dont 13 holdings cotés en Bourse. Largement déployée sur le territoire chinois, CEC emploie plus de 70.000 personnes.

Les activités du conglomérat comprennent le design, le développement, la fabrication, la commercialisation et les services dans les domaines des semi-conducteurs et des composants électroniques, des ordinateurs et de leurs composants, des logiciels, des intégrations de systèmes, les télécommunications et les produits électroniques de grande consommation.

En dehors de la fourniture de composants et de sous-ensembles, CEC ne semble pas être directement concerné par la DAMB.

c. Intégration et C4ISR

Les sources ouvertes chinoises ne permettent pas de déterminer qui pourrait assurer la coordination, au niveau le plus élevé, d'un programme de défense antimissiles balistique.

Sur le plan opérationnel, c'est le Deuxième Corps d'artillerie qui paraît le plus à même de jouer le rôle de maître d'œuvre. Mais la maîtrise d'ouvrage, au niveau industriel, n'est pas affichée. Les poids relatifs des missiliers et des architectes du C4ISR sont inconnus, comme toutes les organisations transverses de l'industrie de défense chinoise. Le problème est d'autant plus aigu que, comme il l'a été dit par ailleurs, il est plus que vraisemblable que l'éventuel système qui pourrait être déployé intègrera une grande variété de moyens de détection qui, actuellement, ne communiquent pas entre eux.

III. LES CONSEQUENCES DE L'EVENTUELLE MISE EN PLACE D'UNE DAMB CHINOISE

Le discours officiel chinois sur la défense contre les missiles balistiques est difficile à décoder, car il mélange en permanence des déclarations visant à ostraciser ce type d'équipement et d'autres affirmant le droit à s'en doter.

Pékin a toujours eu peur des courses aux hautes technologies. A l'époque de la Guerre des Etoiles, beaucoup de dirigeants et de hauts responsables militaires ont attribué en partie la chute du Parti Communiste soviétique aux efforts faits par l'U.R.S.S. pour suivre la course imposée par les Etats-Unis. Ils pensaient qu'un jour ou l'autre, leur pays serait obligé de se lancer dans cette course et qu'il allait y perdre l'essentiel de ses forces. Il est plus que probable que les mêmes questions et les mêmes doutes se font jour quand il s'agit de la défense anti missiles, principalement contre les missiles balistiques. Un Traité international interdisant ces équipements permettrait de ne pas y investir et de se consacrer à d'autres défenses plus à la portée du pays et probablement plus indispensables. Mais, depuis le retrait des Etats-Unis du Traité ABM, l'espoir de voir un nouveau Traité le remplacer n'est plus de mise.

Si la Chine se dote, ou tente ouvertement de se doter, d'un vrai système de défense anti missiles balistiques, les conséquences seront nombreuses, tant sur le plan pratique que sur les grands équilibres géostratégiques.

A. Conséquences pratiques

1) Politiques

La première des conséquences pratiques, sur le plan international, serait due à la rupture avec le discours pacifiste et non aligné tenu depuis des décennies et qui vaut à la Chine beaucoup de soutiens de pays du Tiers Monde. La progression économique du pays l'éloigne chaque jour davantage de ses partenaires de Bandoeng. Rejoindre les Etats-Unis (et Israël) dans le cercle très fermé des pays qui continuent de développer ces armements qui restent hors de portée pour le reste du monde marquerait une étape de plus dans la prise de distance de la Chine.

2) *Les coûts*

Le budget de défense chinois connaît des progressions annuelles à deux chiffres depuis plusieurs années, alors même que le volume des forces est en constante diminution. Cela ne suffit cependant toujours pas pour faire de l'Armée Populaire de Libération une armée moderne. Des carences criantes demeurent dans de nombreux domaines. La Marine a bénéficié de la plus grande partie des efforts et le tonnage de bâtiments modernes qu'elle met en œuvre est impressionnant. Pourtant, sa qualité opérationnelle est encore loin d'être d'un niveau comparable à celui des grandes marines occidentales. On en est encore à considérer comme un grand progrès le fait qu'elle prenne part à la lutte contre la piraterie au large de la Somalie ou qu'elle participe à une opération -très réussie- d'évacuation de réfugiés en Méditerranée. L'Armée de l'Air a aussi un taux de modernisation qui progresse, mais elle est encore loin, faute de moyens et faute de niveau d'entraînement, d'être capable de monter des opérations complexes. Quant à l'Armée de Terre, auxquelles les autres étaient subordonnées il y a encore quelques années, elle est devenue le parent pauvre et risque de le rester pendant encore longtemps.

On peut essayer de modéliser, hors balistique et nucléaire, ce que l'APL voudrait être en 2030 et ce que cela coûterait. Or, même en poursuivant la progression du budget au rythme où cela a été fait au cours des dernières années, cela sera insuffisant pour rejoindre le modèle souhaité et il faudra accepter des limitations. Inclure dans ce budget le coût d'une défense contre les missiles balistiques et, encore bien plus indispensable, une défense contre des missiles de croisière ne pourra se faire qu'au prix de restrictions supplémentaires sur les programmes plus conventionnels. Du strict point de vue de la DAMB, il est évidemment extrêmement difficile de chiffrer le coût de ce qu'entreprend –peut-être- la Chine. Comme il a été dit par ailleurs, il existe de fait deux démarches. L'une vise à donner des capacités anti missiles à des missiles sol-air et l'autre conduit à créer un système d'intercepteurs exo atmosphériques.

La première, qui se traduit surtout par le clonage du S-300 puis par l'amélioration des dérivés de la famille HQ 9/HQ 15, a un coût qui doit être du même ordre de grandeur que celui du programme S-400 russe. La Chine était d'ailleurs prête à payer le prix fort pour acheter ces S-400 et aurait payé environ 2 milliards de dollars pour acquérir les 15 unités de S-300 qui lui ont été livrées. On a aussi cité le chiffre de un milliard de dollars pour la fourniture de 4 batteries de FT 2000 (HQ9) à la Turquie. Mais on ne peut pas séparer dans ces systèmes ce qui relève de l'anti-aérien, de l'anti missiles de croisière et de l'anti-balistique. On est cependant certain que les deux premières capacités ont un très fort niveau de priorité, dont bénéficie la troisième.

La démarche qui viserait à créer autour de Pékin ou d'autres endroits un bouclier composé d'intercepteurs exo atmosphériques ne semble pas avoir, pour le moment, être prioritaire. Il est vraisemblable que les efforts se limitent à une veille active et quelques expérimentations réduites. Ils profitent surtout des retombées des programmes et basés sur des missiles balistiques, qu'il s'agisse du DF-21 D (anti porte-avions) ou du DF-31 (utilisation de sous-ensembles du missile) qui sont, eux, jugés très importants.

Un autre élément du coût global est le développement de l'ensemble des moyens de surveillance de l'espace aérien, qui mêlent aujourd'hui le moderne et l'ancien, et des systèmes de communication permettant de fusionner et d'exploiter des données techniquement très disparates.

3) L'efficacité opérationnelle

La défense antimissiles balistique du territoire américain et celle que l'OTAN veut mettre en place en Europe sont dimensionnées pour contrer des attaques bien particulières : un très petit nombre de missiles visant des objectifs très dispersés. Sauf à vouloir se limiter comme l'avait fait l'U.R.S.S. dans le cadre du traité ABM, à la protection d'un seul site, qui ne pourrait être que Pékin, la Chine serait obligée de déployer des défenses couvrant une étendue très large. Elle devrait aussi prendre en compte une menace bien différente en quantité, les ennemis potentiels étant, pour les plus importants, capables de tirer un grand nombre de missiles. Le tout s'articulant obligatoirement avec une protection contre pénétrations de vecteurs atmosphériques, avions, drones et missiles de croisière.

B. Impact géostratégique

La Chine inspire de moins en moins confiance à ses voisins et adversaires potentiels. Tous ont de bonnes raisons de la craindre et beaucoup d'entre eux développent déjà des moyens qui sont orientés contre la Chine. Sans que l'on puisse encore parler de course aux armements, l'Asie de l'Est est une zone où, actuellement, les dépenses de défense sont en croissance importante. La mise en place d'une vraie défense antimissiles balistiques entraînera dans différents pays une volonté de réaction, qui peut se traduire par une course aux armements, y compris dans le domaine des ADM.

Sur le plan de la doctrine d'emploi des forces nucléaires, la mise en place de système de défense antimissiles autour de Pékin, dans le genre de celui qui avait été mis en œuvre autour de Moscou dans le cadre du Traité ABM, signifierait que la Chine accepte désormais la bataille nucléaire. Ceci est contradictoire avec toutes les déclarations précédentes et les doctrines affichées.

1) Inde

Même s'il est probable que l'Inde et la Chine continueront encore longtemps à s'ignorer stratégiquement, New Delhi ne pourra pas accepter que la composante « missiles » de sa force de dissuasion actuelle soit rendue obsolète. On a aussi fait récemment état d'actes de cyberespionnage au profit de la Chine, visant les performances et les déploiements des missiles indiens. L'Inde ne pourra donc qu'accentuer ses recherches pour se doter de moyens de pénétration plus performants, leurrage et mirvage en particulier. La montée en puissance de la composante aéroportée et des missiles de croisière ou balistiques, soit développement locaux, soit grâce à des coopérations avec la Russie est rapide. Cette dernière porte en particulier sur le *BrahMos*, un missile de croisière hypersonique. On parle aussi de coopérations avec Israël, en particulier pour produire un missile de croisière ayant une portée de 3000 kilomètres et pour améliorer les performances des missiles *Agni*. Elle obligera aussi la Chine à déployer des moyens de défense aérienne adaptés sur une bonne partie de son flanc Sud.

L'Inde semble aussi se doter, avec les premiers essais de l'*Arihant*, d'un premier sous-marin capable de lancer des missiles balistiques (*Sagarika*, 700 kilomètres de portée), complétant ainsi la triade.

2) Les voisins de l'Est, l'ASEAN et Taïwan.

La peur que la Chine inspire désormais à ses voisins de l'Est, Corée du Sud et Japon, ainsi qu'aux pays de l'ASEAN et bien sûr à Taïwan les pousse aussi à vouloir se doter de moyens de dissuasion conventionnels « du faible au fort ». Ceci fait d'ailleurs partie d'une montée en puissance généralisée des différentes armées de la zone, soutenue par une croissance forte, sans que l'on puisse encore vraiment parler de course aux armements.

La mise en place d'un premier accord de coopération militaire entre la Corée du Sud et le Japon - longtemps très réticents à ce sujet- est clairement une des conséquences de la nouvelle posture de la Chine, tout comme la montée en puissance des relations militaires entre les Etats-Unis et les pays de l'ASEAN.

Toutefois, aucun de ces pays ne semble disposer, pour le moment, de missiles balistiques. Seul le Vietnam aurait quelques Scud C. Toutefois, le Japon pourrait très rapidement adapter ses lanceurs « civils » à ergols solides. Le J-1 et le MV pourraient devenir des ICBM ayant des portées de l'ordre de 10-12.000 kilomètres. De son côté, Taïwan développe une série de missiles de croisière (*Hsiung Feng*) qui semblent assez performants et aurait la capacité de développer rapidement des IRBM capables d'atteindre des villes comme Pékin et Shanghai. La Corée du Sud a aussi un programme similaire (*Hyunmoo-3*).

La collaboration entre les pays de l'Est de la Chine est aussi en train de prendre un tour nouveau par le biais des coopérations dans le domaine de la détection, et donc des capacités antimissiles. Raytheon construit actuellement à Taiwan un système de radars de détection lointaine qui permettra aux forces taïwanaises de détecter toutes les menaces en provenance du Continent, mais qui, surtout, sera interconnecté avec les équipements terrestres et maritimes des alliés des Etats-Unis et de ces derniers.

3) *La Russie*

Le déploiement d'un système de défense antimissiles balistiques par l'OTAN « aux portes » de la Russie avait provoqué une réaction très forte et Moscou en avait profité pour justifier le développement de nouveaux missiles intercontinentaux. Si Pékin devait s'équiper d'un tel système de défense et le déployer face au Nord, la réaction serait identique.

4) *Les Etats-Unis*

Les Etats-Unis sont actuellement en train de réorienter une partie de leur défense vers le Pacifique, et surtout vers la Chine. Le resserrement des alliances et des coopérations militaires avec les pays de l'ASEAN en particulier est aussi significatif du changement. Celui-ci se peut se traduire, surtout en cas de montée des tensions avec la Chine, par la fourniture d'armements plus performants, dont la présence obligerait Pékin à renforcer -à grands frais- ses défenses contre des menaces autres que celle des missiles balistiques.

L'existence d'une défense chinoise contre les missiles balistiques peut aussi être, pour les États-Unis, une justification de la course à la technologie pour maintenir le différentiel avec la Chine

***LE PROGRAMME INDIEN DE
DEFENSE ANTIMISSILE
BALISTIQUE :
AMBITIONS POLITIQUES,
DESSEINS STRATEGIQUES,
REALITES TECHNOLOGIQUES***

I. ANALYSE GEOPOLITIQUE DE LA MENACE

Pierre de touche²³⁸ du sous-continent indien, ambitieuse, économiquement émergente²³⁹ et aujourd'hui plus courtisée qu'elle ne le fut jamais²⁴⁰, l'Union indienne incarne en 2012 un des principaux visages de cette Asie conquérante et prometteuse²⁴¹, désireuse de se réaliser dans l'élan d'une mondialisation effrénée, porteuse d'espoir et de promesses.

Nonobstant ces tendances encourageantes et des perspectives à moyen-long terme que lui envieraient bien des nations, la « *plus grande démocratie du monde* » et seconde démographie du globe n'évolue pas pour autant dans la félicité, que ce soit à l'intérieur de ses frontières²⁴² ou dans sa périphérie (voir carte n°1).

Si l'Inde n'a guère à se plaindre ou à redouter du voisinage de certaines nations (Bhoutan, Népal, Maldives, Sri Lanka, voire Bangladesh et Birmanie), elle est en revanche confrontée à un environnement historiquement plus hostile²⁴³ à l'ouest (Pakistan²⁴⁴), au nord-ouest et nord-est (Chine²⁴⁵).

A l'été 2012, en dépit d'une conjoncture bilatérale en sensible amélioration avec Islamabad²⁴⁶ et d'un discours officiel sino-indien prêchant une coopération plus franche, Delhi continue à considérer l'axe sino-pakistanaï et ses desseins *indo-résistants* comme la principale menace extérieure – pour ne pas dire la seule – pesant sur la stabilité / sécurité nationale.

²³⁸ A elle seule, l'Inde représente les 3/4 de la surface du sous-continent indien, de la population de ses huit Etats, du produit intérieur brut régional, enfin, des forces armées.

²³⁹ L'Inde est la 9^{ème} économie mondiale ; croissance moyenne annuelle +8% entre 2000 et 2011.

²⁴⁰ Par les capitales occidentales, leur cortège d'investisseurs avides de profiter des nouvelles opportunités offertes par l'Inde, ses desseins ambitieux, sa trésorerie conséquente.

²⁴¹ Tout en appartenant encore au *monde en développement*.

²⁴² Existence d'une batterie de maux internes dont : pauvreté, sous-développement, exposition aux mouvements sécessionnistes/autonomistes/maoïstes, terrorisme, discrimination et féodalité, etc.

²⁴³ 4 conflits avec le Pakistan entre 1947 et 1999, un conflit frontalier avec la Chine en 1962.

²⁴⁴ Avec lequel elle partage 2900 km de frontières terrestre...et une kyrielle de différends de tous ordres (territoriaux, politiques, ethnico-religieux, géopolitiques, etc.).

²⁴⁵ 3 400 km de frontières terrestres communes et, ici encore, une palette de contentieux s'étirant du territorial (souveraineté de l'Arunachal Pradesh et de l'Aksai Chin) à l'idéologique (régime communiste / démocratie indienne ; perception différente de la liberté et des droits de l'homme).

²⁴⁶ Reprise du dialogue indo-pakistanaï ; multiplication des interactions officielles depuis un an.

Le fait que la fragile République Islamique du Pakistan – aux prises avec une kyrielle de problèmes internes²⁴⁷ – et la puissante République Populaire de Chine entretiennent des liens anciens et étroits (politiques, économiques, diplomatiques, commerciaux, technologiques et militaires), à l’abri des retournements de conjoncture (antithèse de la relation américano-pakistanaise), ajoute aux tourments des responsables indiens. Une appréhension compréhensible compte tenu de l’implication de trois des quatre puissances nucléaires et balistiques de la région Asie-Pacifique.

Carte n°1 : L’Inde dans son environnement régional



²⁴⁷ Cf. gouvernement civil inapte et désavoué, ingérence militaire dans les affaires nationales, *talibanisation* et islamisation de certains pans du territoire, zones de non droit étendues (agences tribales ; Karachi), terrorisme, criminalité exponentielle, ondes de choc diverses de la crise afghane, démission du Premier ministre le 19 juin 2012, etc.

« *D'ici cinq ans, l'Inde sera une superpuissance dans la technologie des missiles* », assurait au printemps 2012²⁴⁸ A. Sivathanu Pillai, PDG de la société BrahMos Aerospace Private Ltd, ajoutant, confiant : « *L'Inde a relégué les leaders mondiaux en matière de technologie balistique loin derrière (...). Nous sommes en pointe en matière de vitesse, de précision et de vecteurs* ». Un sentiment très proche de celui du Dr V.K. Saraswat, conseiller scientifique du ministre de la défense, patron de la DRDO (Defence Research and Development Organization)²⁴⁹ et, es qualité, autorité centrale pilotant les efforts indiens en matière de défense anti-missile. Un mois plus tôt, au lendemain de l'essai (couronné de succès) du missile Agni V, V.K. Saraswat estimait : « *Le lancement de l'Agni V marque l'entrée (de l'Inde) dans une nouvelle ère. En plus de donner une dimension nouvelle à notre défense stratégique, il ouvre des perspectives fantastiques en matière de conception d'armes anti-satellites (...)* »²⁵⁰. Une semaine plus tard, ce dernier poursuivait dans la même veine : « *Aujourd'hui, l'Inde dispose de tous les éléments constitutifs d'un système anti-satellitaire*²⁵¹ ».

Prolongeant cette dynamique porteuse, les autorités indiennes ont fait savoir cet été que sur recommandation de la DRDO, elles retenaient la capitale fédérale New Delhi et la capitale économique et financière Mumbai (Bombay) comme premiers théâtres du déploiement d'une défense anti-missile. Dans une seconde phase de déploiement seront également couvertes Kolkata (Calcutta) et Bangalore (voir carte n°2). « *Le dispositif de protection sera capable d'intercepter et de détruire tout missile ennemi se présentant à une distance pouvant aller jusqu'à 2000 km*²⁵² », assure la presse indienne.

²⁴⁸ *The Hindu*, 25 mai 2012.

²⁴⁹ Voir monographie dans fichier annexes I. « Annexes monographies industriels DAMB »

²⁵⁰ *Times of India*, 21 avril 2012.

²⁵¹ *India Today*, 27 avril 2012.

²⁵² *Times of India*, 24 juin 2012.

Carte n°2 : Inde. Principaux centres urbains du second pays le plus peuplé de la planète



Témoin enfin de son savoir-faire dans le domaine spatial, symbole de ses capacités et de ses ambitions – et clin d’œil en direction de la France, partenaire politique, industriel et militaire apprécié de l’Union indienne depuis un demi-siècle -, l’Indian Space Research Organization (ISRO)²⁵³ réalisait le 9 septembre 2012 son centième lancement²⁵⁴, plaçant en orbite un satellite d’observation français SPOT-6²⁵⁵ à l’aide de son lanceur Polar Satellite Launch Vehicle (PSLV-C21).

²⁵³ Voir monographie dans fichier annexes I. « Annexes monographies industriels DAMB »

²⁵⁴ « ISRO scores a centum », *The Hindu*, 9 septembre 2012; « India launches its 100th space mission », *Xinhuanet*, 9 septembre 2012.

²⁵⁵ De la société Astrium.

II. ANALYSE TECHNIQUE DES CAPACITES ENNEMIES : L'INDE FACE A UN BINOME DE MENACES BALISTIQUES

Si l'on doit se fier à l'analyse d'un ancien ministre indien de la Défense (G. Fernandes, en poste de 1999 à 2004), l'Inde fait face – en plus de ses *meilleurs ennemis* traditionnels que sont le Pakistan et la Chine – à une dizaine de menaces balistiques potentielles venant d'autant de pays distincts. « *La Chine avec son vaste arsenal nucléaire, le Pakistan avec ses armes atomiques et ses vecteurs, les missiles américains positionnés à Diego Garcia*²⁵⁶, *enfin huit autres pays asiatiques*²⁵⁷ *en possession de missiles composent un scénario bien inquiétant*²⁵⁸ ». Cette évaluation est cependant peu en phase avec la réalité.

La Chine et le Pakistan constituent bien entendu les uniques menaces balistiques et nucléaires potentielles. Les arsenaux balistiques respectifs de ces deux nations sont évalués à 1 600 et 360 missiles²⁵⁹.

A. La menace balistique chinoise

De l'avis de divers spécialistes, la Chine serait en mesure si elle le souhaitait de procéder à une attaque nucléaire contre l'Inde en s'appuyant sur une panoplie étendue de missiles, comportant des ICBM, des MRBM, des SLBM et des GLCM.

Quelques limitations toutefois s'imposeraient à Pékin.

Disposant d'une centaine de missiles ICBM, la Chine ne pourrait pas les employer dans leur totalité contre le voisin indien alors que d'autres nations, en excellents termes avec l'Inde, sont pour le moins sino-sceptiques²⁶⁰: Japon, Etats-Unis, Taïwan... Au demeurant la place de l'Inde dans la planification stratégique chinoise irait décroissant depuis la fin des années 90²⁶¹.

²⁵⁶ Voir carte n°6.

²⁵⁷ L'ancien ministre faisait ici référence à l'Egypte, l'Iran, l'Iraq, Israël, la Corée du nord, la Corée du sud, la Syrie et Taïwan. En fait, à l'été 2012, aucune de ces nations n'a jamais exprimé une quelconque velléité agressive vis-à-vis de l'Inde, bien au contraire (l'Iran et l'Inde entretiennent des relations diplomatiques, commerciales et énergétiques étroites).

²⁵⁸ Propos repris dans l'ouvrage d'A. Kumar et N. Vannoni, *Ballistic Missile Proliferation in Southern Asia : Options for Stabilization*, Sandia national Laboratories, Albuquerque, 2004, p.22.

²⁵⁹ Peter Topychkanov, « *India's Prospects in the Area of Ballistic Missile Defense: A Regional Security Perspective* », *Carnegie Moscow Center Working Paper* n°3, juillet 2012, p.10.

²⁶⁰ L. Saalman, « *China & the US nuclear posture review* », *The Carnegie Papers*, Washington, février 2011, p.15.

De même, la composante sous-marine de la force nucléaire chinoise constitue une menace relative pour l'Inde. Depuis trente ans, la marine chinoise n'est parvenue à se doter que d'un SNLE de type 092 *Xia*, auquel a succédé un autre navire de type 094 ou *Jin*. Elle projette actuellement l'acquisition de plusieurs autres bâtiments de la classe *Jin*²⁶² mais les modalités de leur entrée en service demeurent incertaines²⁶³.

Enfin, selon le Département américain de la Défense²⁶⁴, l'Armée Populaire de Libération n'aurait à sa disposition qu'un nombre réduit de lanceurs, soit une cinquantaine d'unités pour environ 350 missiles de croisière Dong Hai 10.

A l'heure actuelle, les forces de la République Populaire seraient en capacité de lancer une attaque nucléaire limitée contre l'Inde, en ayant recours aux missiles Dong Feng 5A, Dong Feng 31A, Dong Feng 31 et Dong Feng 4, tous en mesure de toucher des cibles sur la totalité du territoire indien. Pékin pourrait également faire usage des MRBM Dong Feng 21, qui seraient cependant en limite de portée en ce qui concerne le sud de la péninsule indienne.

L'Inde tombe dans la zone de responsabilité des 53^{ème} et 56^{ème} bases de missiles de Kunming (province chinoise du Yunnan) et de Xining (province de Qinghai). Ces dernières abriteraient des missiles Dong Feng 4 (ICBM), Dong Feng 3 (MRBM) et Dong Feng 21 (remplaçant des Dong Feng 3A). Il faudrait aux premiers entre 60 et 90 minutes pour être prêts au lancement, deux heures à deux heures trente pour les seconds, enfin une quinzaine de minutes environ pour les derniers cités²⁶⁵.

Relevant de l'autorité de la 56^{ème} base de Xining, les forces nucléaires déployées par la 812^{ème} brigade de Delinghe (province de Qinghai), à environ 2000 km de la capitale indienne New Delhi, cibleraient également le territoire indien²⁶⁶. Equipées d'une soixantaine de pas de tirs

²⁶¹ Kumar et N. Vannoni, *Ballistic Missile Proliferation in Southern Asia : Options for Stabilization*, Sandia national Laboratories, Albuquerque, 2004, p.17.

²⁶² SIPRI Yearbook 2011, *Armaments, Disarmament and International Security*, 2011, p.341.

²⁶³ Des rumeurs persistantes font état du développement d'un type 096 *Tang*.

²⁶⁴ Office of Secretary of Defense, *Military and Security Developments Involving the People's Republic of China, 2011*, Annual report to Congress, p.71.

²⁶⁵ Swaine et Ruynon, *Ballistic Missiles and Missiles Defense*, pp.13-14.

²⁶⁶ H.M. Kristensen, R.S. Norris, M.G. McKinzie, *Chinese Nuclear Forces and US Nuclear War Planning*, Federation of American Scientists (FAS), Washington, 2006, p.60.

probablement destinés à l'usage des Dong Feng 21, cette brigade constitue une menace identifiée préoccupante pour les autorités politiques et militaires indiennes²⁶⁷.

L'exemple du Dong Feng 21, dont le temps de vol s'étire de 10 à 20 mn selon la trajectoire, montre que l'Inde aura très peu de temps pour identifier la menace balistique et décider comment y répondre. Il convient de noter cependant que Pékin²⁶⁸ et New Delhi professent le *no-first use* en matière d'armement nucléaire. L'Inde toutefois se réserve le droit de répondre par le feu nucléaire à toute attaque chimique ou bactériologique²⁶⁹ contre son territoire ou contre des troupes indiennes déployées à l'étranger.

B. La menace balistique pakistanaise

A la (grande) différence de son voisin indien et de son allié chinois, le Pakistan envisage l'option de l'ouverture en premier du feu nucléaire. La quasi-totalité de son arsenal balistique a été conçu, voulu, (co)développé ou acheté sur étagère avec l'Inde pour cible unique.

Sur les 360 missiles que compterait l'arsenal balistique pakistanais, une centaine environ serait capables d'emporter une charge nucléaire. Le pays disposerait selon les spécialistes d'un stock de 36-80 kilos de plutonium enrichi et de 1 100 à 1 400 kg d'uranium enrichi à vocation militaire. De quoi fabriquer de 10 à 20 bombes au plutonium et de 50 à 110 à l'uranium²⁷⁰.

L'ensemble du parc balistique du « pays des purs » peut en fait être équipé soit de charges conventionnelles, soit de charges nucléaires. Cependant, l'Etat-major pakistanais aurait décidé de n'équiper que de charges conventionnelles ses Hatf 1 et Hatf 2 / Abdali, à l'instar de ce que l'Inde fait avec ses SRBM Prithvi 1 et 2²⁷¹.

Aussi, en l'absence de mesures de confiance indo-pakistanaises relatives à l'équipement de leurs missiles respectifs (charge conventionnelle ou nucléaire), le tir par une de ces deux nations d'un

²⁶⁷ « *Massive Chinese Missile Site uncovered* », *Times of India*, 16 mai 2008.

²⁶⁸ Information Office of the State Council of the People's Republic of China, *China's National Defense in 2006: II. National Defense Policy*, décembre 2006.

²⁶⁹ Ministry of External Affairs, *The Cabinet Committee on Security Reviews Operationalization of India's Nuclear Doctrine*, 4 janvier 2003.

²⁷⁰ V. Moskalenko, P. Topychnakov, « *Nuclear Pakistan: Possibilities of Neutralizing the Threats to the NPT Regime* », *Russia Arms Control, Disarmament and International Security*, IMEMO, supplément à l'édition russe du SIPRI Yearbook 2009, p.135.

²⁷¹ Kumar, Vannoni, *Balistic Missile Proliferation*, p.42.

missile emportant une charge conventionnelle pourrait être interprété à tort comme une agression atomique par le pays visé, ce qui pourrait déclencher une riposte équivalente.

En temps de paix, l'Inde et le Pakistan maintiennent leur force nucléaire dans un état de préparation et d'alerte *relatif*. Aussi le scénario susdit paraît peu probable dans la mesure où la préparation d'une offensive nucléaire demanderait du temps et serait aisément détectable. En revanche, il en irait autrement si Islamabad et New Delhi se trouvaient au bord du conflit ou avaient déjà entamé des hostilités.

De l'éventail de missiles pakistanais seul le Hatf 6 / Shaheen 2 couvre l'ensemble du territoire indien. Le Pakistan en compte une douzaine, chacun disposant d'un lanceur²⁷². Les autres missiles pakistanais ne seraient en mesure d'atteindre que les principaux sites politiques (dont la capitale New Delhi²⁷³) et militaires du nord de l'Inde.

La base aérienne de Sargodha (province pakistanaise du Punjab) où seraient déployés des missiles Hatf 6 / Shaheen 2 et Hatf 3 / Ghaznavi est à moins de 600 km de New Delhi (voir carte n°4). Si cette dernière venait à être attaquée depuis la base susdite, le temps de vol estimé serait de l'ordre de 8 minutes. Depuis Sargodha, Mumbai (Bombay), capitale financière du pays et première agglomération de l'Union indienne, peut être frappée en 11 minutes. Enfin il faudrait à peine 13 minutes à un Hatf 6 ou à un Hatf 3 pour atteindre la base de l'*Indian Navy* de Thiruvananthapuram (Etat du Kerala, sud de la péninsule), distante d'environ 650 km²⁷⁴.

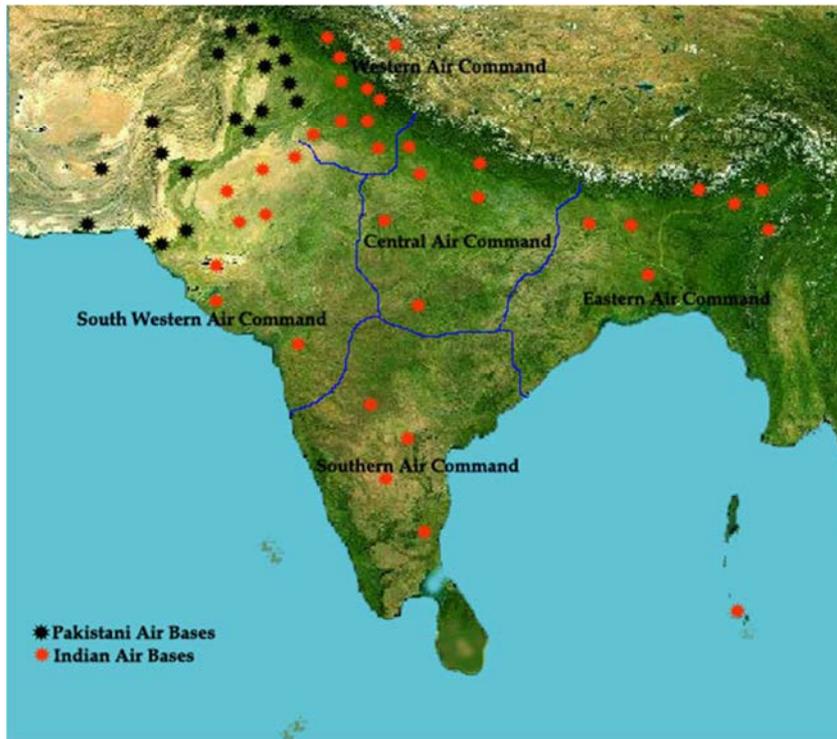
²⁷² Peter Topychkanov, « *India's Prospects in the Area of Ballistic Missile Defense: A Regional Security Perspective* », Carnegie Moscow Center Working Paper n°3, juillet 2012, p.12.

²⁷³ Laquelle ne se trouve qu'à 430 km à l'est de Lahore, la capitale de la province pakistanaise du Punjab.

²⁷⁴ Mian, Rajaraman, Ramana, « *Early warning in South Asia* », p.115.

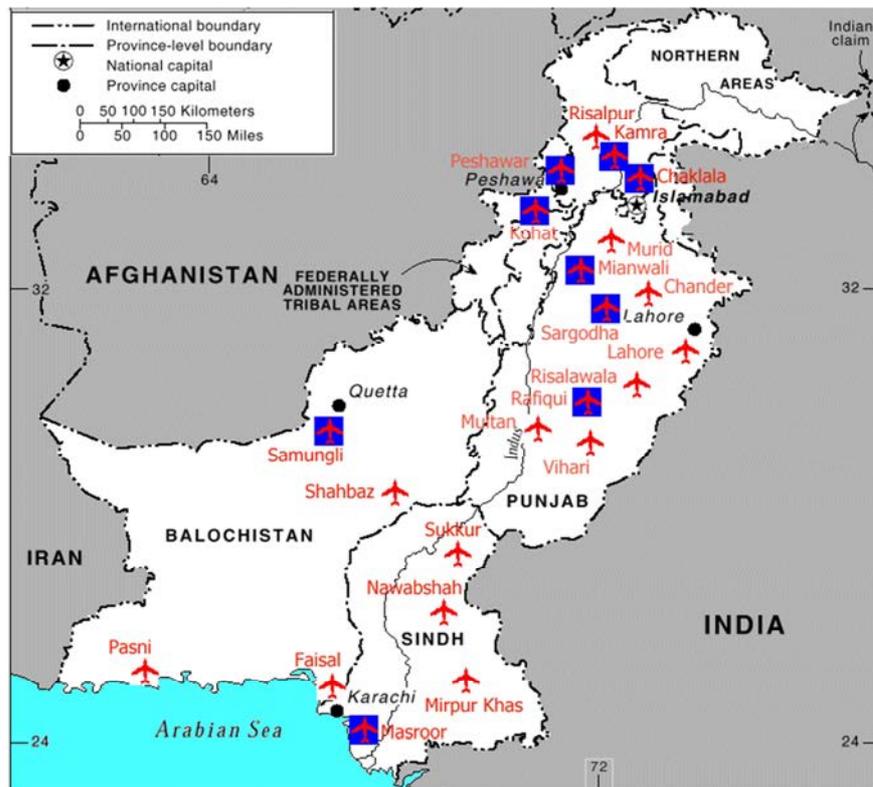
Carte n°3 : Inde / Pakistan : Localisation des principales bases aériennes

Source : <http://defenceforumindia.com>



Carte n°4 : Pakistan-Cartographie des forces aériennes et nucléaires

Source : www.fas.org



Pour l'Inde, contrer la menace balistique pakistanaise se complique plus encore du fait que les missiles ennemis peuvent être lancés depuis un nombre de bases non négligeable (de quatre à huit) et qu'à l'heure actuelle, elle possède une capacité d'alerte avancée limitée, l'empêchant de détecter en temps réel des lancements de missiles.

Précisons qu'à la différence de la Chine, qui concentre essentiellement ses missiles sur les centres politiques et industriels indiens, la *Pakistan Army* ciblerait également les forces armées indiennes, si ces dernières envahissaient le Pakistan²⁷⁵. Divers missiles de l'arsenal pakistanaise – dont le Hatf 9²⁷⁶ / Nasr actuellement en développement -, pourraient être employés à cette fin.

²⁷⁵ Peter Topychkanov, « *India's Prospects in the Area of Ballistic Missile Defense: A Regional Security Perspective* », Carnegie Moscow Center Working Paper n°3, juillet 2012, p.13.

²⁷⁶ Selon l'Inter Services Public Relations du Pakistan (ISPR ; Press release n° PR 94/2011 du 19 avril 2011), ce dernier offrirait une portée de 60 km, une haute précision, un système « shoot and scout » et un lanceur multitubes.

III. LE PROGRAMME INDIEN DE DEFENSE ANTIMISSILE DE TERRITOIRE

A. Les origines de la défense antimissile indienne

Il faut remonter une vingtaine d'années en arrière pour comprendre les origines du projet indien de défense antimissile. Au milieu de la décennie quatre-vingt-dix, pour répondre à l'acquisition par le Pakistan de missiles chinois M-9 et M-11²⁷⁷ ciblant expressément l'Inde, les autorités indiennes se tournent vers Moscou et ont fait à l'été 1995 l'acquisition de six batteries de missiles S-300 destinées à protéger New Delhi et une poignée de centres urbains (dont Bombay) potentiellement menacés.

Trois ans plus tard, en réponse à une série de cinq essais atomiques effectués²⁷⁸ par les scientifiques indiens (11-13 mai 1998), leurs homologues pakistanais répondent en franchissant pour la première fois le seuil nucléaire. Une maîtrise de l'atome désormais avérée se greffe sur une expertise balistique développée et entretenue à grand renfort de nouveaux tests. C'est alors que se déroule, entre avril et juillet 1999, sur les hauteurs du Cachemire, la crise de Kargil ou quatrième conflit indo-pakistanaï²⁷⁹. Celui-ci réduisit à néant la confiance de New Delhi envers Islamabad, donnant un argument majeur aux « faucons » indiens pour rejeter toute velléité de rapprochement. Un événement critique qui, additionné aux précédents esquissés plus haut, convainquit sans mal les autorités indiennes de la nécessité d'investir un champ nouveau et complémentaire en matière de protection du territoire, celui de la défense anti-missile, *idéalement* menée de manière *strictement nationale, autonome*.

D'autres facteurs ont bien sûr déterminé la volonté indienne de se lancer dans un programme de DAMB.

- La nette avance de la Chine en termes de capacités balistiques (variété, performances et quantité)
- Les efforts incessants menés en ce domaine par le Pakistan.

²⁷⁷ Noms à l'export des missiles chinois Dong Feng 15 (SRBM) et Dong Feng 11 (SRBM).

²⁷⁸ Après un moratoire unilatéral d'un quart de siècle.

²⁷⁹ Conçu et initié par l'état-major pakistanais, alors que s'esquissait une nouvelle tentative de détente entre les gouvernements (civils) indien et pakistanais. Une crise dont on redouta alors qu'elle prenne une possible dimension nucléaire tactique, tant le courroux des autorités indiennes (gouvernement nationaliste hindou en place alors à Delhi) était à son paroxysme.

- L'étroite coopération entre scientifiques/militaires chinois et pakistanais sur cette expertise (transferts de technologie et de vecteurs), doublée d'une proximité politique et stratégique entre Pékin et Islamabad.
- Enfin, le choix indien en matière d'emploi de l'arme atomique : la *no-first use policy*²⁸⁰.
« Lors des deux prochaines décennies, les systèmes de défense anti-missile deviendront un élément cardinal sur lequel les systèmes spatiaux et satellites stratégiques militaires se grefferont par la suite, de façon à nous protéger des attaques nucléaires », professait en 2007 A.P.J. Abdul Kalam²⁸¹, une autorité asiatique sur le dossier balistique.

Par la suite, plus près de nous, les événements du « 11 septembre indien²⁸² » (attaques-attentats coordonnés de novembre 2008 à Mumbai qui ont fait 170 victimes) confortèrent la décision de protéger la nation – et notamment ses lieux emblématiques – contre un voisin pakistanais instable, miné par de multiples faiblesses internes et des dérives dangereuses (cf. radicalisation, *talibanisation*, terrorisme), dont on peut attendre de nouveaux périls²⁸³.

Le 3 juin 2011, le ministre de la Défense A.K. Antony ordonnait à la DRDO de multiplier simultanément ses efforts quant au développement d'un missile balistique de 5000 km de portée (*Agni V*) et à « se concentrer au développement d'un système de défense anti-missile crédible pour le pays »²⁸⁴. A l'été 2012, en dépit de quelques annonces intrépides et de résultats concrets (tests), la DRDO n'a pas encore achevé sa tâche ambitieuse, du fait notamment de ressources financières limitées, de difficultés scientifiques et techniques, de l'existence d'obstacles entravant l'acquisition de technologies sur le marché international²⁸⁵.

²⁸⁰ Laquelle implique, pour pouvoir répondre à une première frappe, d'*absorber* l'attaque initiale et pour cela, la possession d'un système performant de défense antimissile s'avère capitale, critique.

²⁸¹ 11^{ème} Président de l'Inde (fonction honorifique, protocolaire) entre 2002 et 2007, révééré en Inde comme le « père du programme balistique » et l'architecte des essais nucléaires de 1998.

²⁸² Une opération menée sur près de trois jours par un commando d'une douzaine d'individus (parfaitement entraînés et bien équipés) de nationalité pakistanaise.

²⁸³ Au premier rang desquels, l'acquisition par des acteurs radicaux (terroristes, talibans, militaires en rupture de ban) de matériels balistiques, nucléaires susceptibles d'être employés contre des objectifs indiens.

²⁸⁴ *Economic Times*, 3 juin 2011.

²⁸⁵ Peter Topychkanov, « *India's Prospects in the Area of Ballistic Missile Defense: A Regional Security Perspective* », *Carnegie Moscow Center Working Paper* n°3, juillet 2012, p.7.

Au total la synthèse des motivations indiennes est la suivante :

- Nécessité d'une meilleure protection des forces nucléaires indiennes afin de garantir une capacité de frappe en second.
- Protection des centres de pouvoir et des installations militaires, jusqu'ici mal protégés par une défense antiaérienne insuffisante
- Volonté des autorités de démontrer leur aptitude à protéger leurs administrés des menaces extérieures.
- Volonté indienne de prendre place parmi les grandes puissances, la possession d'une capacité anti-missile couplée à la maîtrise de l'atome étant considérée comme un élément constitutif de ce statut. «*L'Inde est devenue le plus jeune membre d'un club fermé, huppé de nations – Etats-Unis, Russie, Israël – ayant la capacité de développer des systèmes de défense antimissile* » s'enflammait un chroniqueur indien²⁸⁶ après les premiers essais du PAD en novembre 2006. Le 19 avril 2012, à l'issue de l'essai de l'Agni V, les officiels indiens clamaient que «*l'Inde avaient rejoint le 'club d'élite' des Etats possédant des missiles intercontinentaux.*²⁸⁷»
- Enfin, la vision des retombées pacifiques de ces programmes entre en ligne de compte, conformément au prisme indien classique selon lequel «*tout programme scientifique ou technique doit profiter au développement économique et social de la nation*²⁸⁸ ».

Dans le chapitre dédié à une *Area Missile Defence*, les rédacteurs de la *Technology Perspective Capability Roadmap 2010*²⁸⁹ définissent par ailleurs cinq missions principales relevant de la défense anti-missile. Cette dernière doit :

- Démontrer la détermination indienne à prévenir toute agression par la mise en place d'une capacité anti-missile

²⁸⁶ R. Chengappa, « *The New Guardian* », *India Today*, 11 décembre 2006.

²⁸⁷ « *India Test-Fires Agni-V; Joins Elite Missile Club* », *Deccan Herald*, 19 avril 2012.

²⁸⁸ Peter Topychkanov, « *India's Prospects in the Area of Ballistic Missile Defense: A Regional Security Perspective* », *Carnegie Moscow Center Working Paper n°3*, juillet 2012, p.15.

²⁸⁹ Ministère de la défense, « *Technology Needs to Achieve Joint Warfighting Capability* », *Area Missile Defence*, paragraphe 2, p.23.

- Protéger les forces déployées, les installations majeures et les zones d'intérêt vital contre toute attaque de missile.
- Protéger les centres de population, les installations civiles et militaires
- Détecter les attaques de missiles de théâtre et coordonner la réponse à l'agression
- Réduire la probabilité et / ou minimiser les effets des dommages causés par une attaque de missile.

Dans leur conclusion et recommandations, les rédacteurs de ce document insistent sur le fait que la menace considérée est en évolution permanente. Elle ne se résume pas aux seuls missiles balistiques (*Theatre Ballistic Missiles*) mais inclue également les missiles de croisière, les drones de combat (UCAV : *Unmanned Combat Air Vehicle*) ainsi que les avions de combat furtifs.

D'où le besoin urgent d'élargir le spectre du programme R&D de la défense aérienne pour y inclure notamment :

- Système spatial d'alerte avancée
- Systèmes spatiaux de détection infrarouge
- Dispositifs lasers d'interception
- Identification des intercepteurs
- Intercepteur endo-atmosphérique de nouvelle génération
- Dispositif laser embarqué

Pour certains instituts de recherche²⁹⁰ ces prémices de défense antimissile de territoire restent toutefois confuses quant à leurs véritables objectifs. Eu égard au très complexe processus de décision prévalant en Inde dans le domaine stratégique, il n'est pas impossible que New Delhi n'ait pas encore une doctrine d'emploi aboutie.

²⁹⁰ « *India's Ballistic Missile Defense Options* », Stimson (www.stimson.org), 20 décembre 2010.

B. Architecture et mise en place

Initié en 1999, impliquant une quarantaine de sociétés indiennes (publiques et privées) placées sous l'autorité d'une agence gouvernementale (DRDO-voir *infra*), le développement du système de défense antimissile indien s'articule en deux temps :

Phase 1

Cette phase initiale est bâtie autour de l'utilisation du Prithvi Air Defense (PAD), système antibalistique développé à partir du missile *Prithvi* pour intercepter des missiles en altitude exo-atmosphérique. Doté d'un plafond d'interception de 80 km, évoluant à mach 5, il peut intercepter des SRBM et IRBM d'une portée variant entre 300 et 2 000 km.

Le PAD, qui a été testé pour la première fois fin 2006 devrait être remplacé par un nouveau système, le PDV. Celui-ci devrait être en mesure d'intercepter des engins adverses jusqu'à une altitude de 150 kilomètres. Basé sur un missile à deux étages fonctionnant avec un combustible solide il devrait débiter ses essais fin 2012.

L'Inde a développé par ailleurs un intercepteur endoatmosphérique, l'AAD. Celui-ci, évoluant à mach 4,5 peut opérer jusqu'à un plafond de 30 000 mètres. Il a été testé pour la première fois en décembre 2007.

Phase 2

Dans cette phase, complémentaire de la précédente, deux autres missiles ciblant l'interception d'IRBM sont en développement : les AD-1 et AD-2, inspirés du système THAAD américain, qui devraient être testés fin 2013.

En soutien de ces nouveaux vecteurs, les scientifiques indiens s'activent parallèlement au développement de capacités antibalistiques reposant sur l'utilisation de lasers à énergie dirigée. L'achèvement de cette phase 2 est attendu pour 2016.

C. Doctrine stratégique indienne et défense anti-missile : entre flou conceptuel et carence

L'Inde, dispose de capacités atomiques et de solides capacités balistiques, atouts dont elle explique l'usage potentiel notamment dans le cadre d'un document sur sa doctrine nucléaire²⁹¹. New Delhi a créé un Conseil de Sécurité National (National Security Council ou NSC) en 1999. Cependant, le gouvernement n'a toujours pas publié un document présentant une Stratégie de sécurité nationale nonobstant l'existence d'une palette de défis et de menaces que nous évoquerons plus loin.

Deux explications peuvent être données à cette lacune :

- Premièrement, comme le relève le *think tank* indien Institute for Defense Studies and Analyses (IDSA), « (...) il n'y a pas de consensus politique dans le pays en matière de sécurité nationale. A titre d'exemple, il n'y a pas d'accord sur la façon de prendre en compte les défis chinois et pakistanais. Les positions du gouvernement sur ces questions n'ont cessé de fluctuer (...) »²⁹².
- Ensuite le NSC, ne dispose que de ressources aussi anémiques que son mandat est restreint, ce qui ne lui permet pas d'agir en coordinateur efficace.

A la différence des autres grandes nations asiatiques, l'Inde ne publie aucun Livre Blanc sur la Défense²⁹³. Un autre « vide » dénoncé par les spécialistes indiens. « *La planification de défense est entravée par l'absence d'une doctrine de sécurité nationale (...). L'Inde est peut-être la seule puissance au monde où cette planification n'est pas formellement liée aux objectifs de sécurité nationale. La chose a été mise en évidence comme un handicap majeur du système* », déplore Laxman Kumar Behera²⁹⁴, de l'IDSA.

²⁹¹ Le 17 août 1999, le National Security Advisory Board (NSAB) a rendu public un "draft" de doctrine nucléaire... dont on attend toujours, treize ans plus tard, la version finalisée et officielle... Un *format* à la fois étonnant et impropre à pareil document qui fut dénoncé par l'opposition (aujourd'hui au pouvoir à Delhi). Quant à son contenu, les Etats-Unis (« *Globalement, nous ne considérons pas ce document comme étant très encourageant. Nous avons trouvé un texte décrivant le dessein de développer l'arsenal nucléaire (...)* »), le Japon (« *Le Japon est profondément troublé par la publication de ce draft sur la doctrine nucléaire indienne destiné à préparer des armes atomiques (...)* »). Une version intégrale de ce draft est consultable (version papier) dans le *Disarmament Diplomacy*, Issue n°39, The Acronym Institute for disarmament diplomacy, juillet-août 1999 ; dans sa version électronique, à l'adresse suivante : www.acronym.org.uk/39draft.htm.

²⁹² A. Gupta, « *A National Security Strategy Document for India* », IDSA, 20 octobre 2011.

²⁹³ « *Planning without a strategy* », *the Indian Express*, 14 janvier 2011.

²⁹⁴ Laxman Kumar Behera, « *Defence Planning in India* », *Journal of Defence Studies*, volume 4, n°3, juillet 2010, p.129.

La rédaction par les autorités militaires (Head Quarters Integrated Defence Staff - HQ IDS) de divers documents tels que la *Draft National Security Strategy*, les *Defence Planning Guidelines*, *Long-Term Perspective Plan (LTTP)* et autres *Defence Capability Strategy* ou *Defence Capability Plan* ont cependant vocation à partiellement combler l'absence d'un texte plus large et fédérateur, à vocation stratégique.

Le 2 avril 2012, à l'issue d'une réunion présidée par le ministre de la Défense A.K. Antony, ont été adoptés les Long-Term Integrated Perspective Plan (LTIPP)²⁹⁵ – couvrant la période 2012-2027 – et le 12^{ème} Defence Plan (2012-2017)²⁹⁶. Des initiatives certes utiles, mais ne palliant guère l'absence d'un Livre Blanc ou d'une Stratégie de défense nationale. Un manque également dénoncé par l'IDSA dans une étude argumentée²⁹⁷.

1) L'Inde : statut, ambitions et réalités

A l'issue du récent essai du missile *Agni V*, le Dr V.K. Saraswat, responsable scientifique du programme, se laissa aller à quelques élans de fierté nationale et d'optimisme : « *L'Inde appartient à présent au club restreint des pays possédant des capacités antimissiles (...). Avec l'Agni V, un type de missile totalement nouveau, l'Inde dispose désormais de tous les éléments nécessaires à la mise en place d'un système antisatellite (ASAT)* ». Fort de ces réalisations, le Dr Saraswat (DRDO) annonça en mai 2012 : « *Nous sommes prêts à mettre en place la phase 1 du système de défense antimissile* ».

Une présentation des faits aventureuse et précipitée selon divers observateurs, indiens et étrangers, lesquels arguent notamment d'un nombre d'essais insuffisant pour valider la phase 1 et entamer sur des bases solides la phase 2.

La justification du programme antimissiles lui-même fait débat, n'ayant pas fait l'objet d'une communication / explication claire de la part des autorités : quand le système sera-t-il déployé ? Où ? Quand ? Sera-t-il 100% efficace ? Bien des observateurs se demandent par ailleurs si l'Inde possède en propre l'expertise technologique et les moyens financiers et technologiques, de mener à terme – dans un délai raisonnable – une pareille entreprise.

²⁹⁵ Une version non-classifiée de ce document – la Technology Perspective Capability Roadmap (TPCR) 2012 - est envisagée.

²⁹⁶ *Times of India*, 2 avril 2012.

²⁹⁷ “*Towards a national Security Strategy for India*”, IDSA National Strategy Project (INSP), novembre 2011.

Selon l'Air Marshall Raghuram Rajan, les besoins de défense anti-missile concernent à la fois des aires géographiques (dites *Vulnerable Areas*-Aires vulnérables) et des sites ou installations diverses (dénommés *Vulnerable Points*-points vulnérables). Or Raghuram Rajan déplore une inflation constante du nombre de ces « lieux vulnérables » : en 1983, on en relevait 101. Une trentaine d'années plus tard, on en recense à minima 200²⁹⁸.

Pour le « patron » de la DRDO V.K. Saraswat, la mise en place de deux régiments de défense anti-missile pouvant couvrir une superficie de 400 km² serait nécessaire pour défendre la capitale administrative New Delhi²⁹⁹.

Eu égard aux ressources intérieures limitées et à la sensibilité de la coopération avec d'autres pays dans le domaine considéré, l'option la plus « accessible » pour l'Inde, selon Sanjay-Badri-Maharaj, consisterait en la mise en place d'un système de défense anti-missile à partir du système de défense aérienne existant³⁰⁰. Une option qui visiblement ne présente pourtant pas toutes les garanties de succès ou de sécurité, le système de défense anti-aérienne³⁰¹ indien étant notoirement – et très largement - obsolète, selon l'aveu fait courant mars 2012³⁰² au Premier ministre Manmohan Singh, par le chef d'Etat-major de l'*Indian Air force*, le général Vijay Kumar Singh.

2) *Vicissitudes internes, coopérations extérieures*

Face à ses insuffisances, retards et contingences divergences, alors que la Chine – ainsi que le Pakistan – affichent une certaine avance dans le domaine balistique³⁰³, l'Inde est donc contrainte de rechercher dans une coopération avec ses partenaires privilégiés (Etats-Unis, Russie, Israël) tout ou partie de ce qui lui fait actuellement défaut.

En visite à New Delhi le 6 mai 2012, le Secrétaire américain à la Défense L. Panetta rappela que parmi les pistes envisageables de coopération technologique indo-américaine, l'espace et le

²⁹⁸ Ibid. pp.16

²⁹⁹ « *Major Cities to Get Missile Defense Shield* », *Tribune*, 12 décembre 2007.

³⁰⁰ S. Badri-Maharaj, *Ballistic Missile Defence for India*, Bharat Rakshak (www.bharat-rakshak.com), 12 novembre 2007.

³⁰¹ Pour une présentation historique et technique détaillée du sujet, voir notamment Peter Topychkanov, « *India's Prospects in the Area of Ballistic Missile Defense: A Regional Security Perspective* », *Carnegie Moscow Center Working Paper* n°3, juillet 2012, pp.19-21.

³⁰² « *97 per cent of India's Air Defence is obsolete: Gen Singh* », (www.rediff.com), 28 mars 2012.

³⁰³ Et anti-satellitaire pour la Chine, depuis 2007 notamment.

balistique figuraient en bonne place. On pense notamment ici à la possibilité pour Delhi d'acquérir des batteries *Patriot 3*. En septembre 2011, l'OTAN avait par ailleurs évoqué de possibles perspectives de coopération avec New Delhi en matière antimissile (développé plus loin).

Avec Tel Aviv, l'acquisition du système antimissile *Arrow II* est discutée mais fait l'objet d'une opposition américaine. Cependant le radar EL/M 2080 *Green Pine* de la firme israélienne Elta, destiné à la détection, la poursuite et la conduite de tirs antimissiles à longue portée, a d'ores et déjà été commandé à trois exemplaires par New Delhi.

Moscou, l'allié traditionnel serait prêt à vendre les dernières versions de son S-300 et son successeur, le S-400, à moyen terme.

3) *Oppositions et réserves à la défense antimissile de territoire*

Si les réserves et critiques émanant d'Islamabad et de Pékin relatives au développement / déploiement d'une défense antimissile de territoire indienne sont logiques, le scepticisme de divers commentateurs indiens est plus surprenant.

Certes il est logique, dans la patrie de Gandhi, que de nombreux militants contestent la pertinence d'engager les finances de la nation dans de coûteux projets d'armement alors que plusieurs centaines de millions d'Indiens vivent toujours dans une abjecte pauvreté³⁰⁴. Praful Bidwai – journaliste, chercheur, activiste militant³⁰⁵ – résume un sentiment partagé par nombre d'indiens : « *Nous nous engageons dans une course aux armements inutile aux dépens de la satisfaction des besoins de la population nécessiteuse* ».

Pour Kanwal Sibal (EastWest Institute-EWI), les efforts déployés par New Delhi pour développer des systèmes de défense antimissile de territoire, intervenant dans un environnement économique et social par ailleurs peu favorable, sont de nature à donner des arguments à la Chine et au Pakistan en matière de prolifération et d'armement³⁰⁶.

Du côté de Washington, le propos est parfois tout aussi virulent. « *Tout le monde oublie la Résolution 1172³⁰⁷ du Conseil de sécurité des Nations Unies enjoignant l'Inde et le Pakistan de*

³⁰⁴ « *Signs of an Asian Arms Buildup in India's Missile Test* », *New York Times*, 19 avril 2012.

³⁰⁵ Membre notamment de la Coalition of Nuclear Disarmament and Peace. Lire également ses propos dans « *Why the Euphoria over the Agni-V missile is misplaced* », Rediff.com (www.rediff.com), 27 avril 2012.

³⁰⁶ K. Sibal, « *Threats in the Long Range* », ISN, ETH Zurich (www.isn.ethz.ch), 13 août 2012.

³⁰⁷ Du 06/06/1998) ; texte à l'adresse : <http://www.un.org/french/docs/sc/1998/98s1172.htm>

cesser le développement de missiles balistiques capables d'emporter des bombes nucléaires » déclare Paul K. Kerr, un spécialiste (non-prolifération) du Congressional Research Service.

Selon le *think tank* américain *Center for Arms Control and Non-Proliferation* (Washington D.C), la question du développement d'une BMD indienne – qui plus est intégrant tout ou partie du système *Arrow* co-développé par les Etats-Unis et Israël – pose davantage de tourments qu'il ne résout de problèmes³⁰⁸. Déstabilisation accrue du sous-continent indien, accélération de la course régionale aux armements, violation possible du MTCR (Missile Technology Control Regime), coup de canif aux efforts américains en matière de non-prolifération...les arguments du *think-tank* font mouche.

D. DRDO : au cœur des développements, des projets et des limites

Créée en 1958, la *Defense Research & Development Organisation* (DRDO), agence gouvernementale, agrège une cinquantaine de laboratoire de recherches sous l'autorité du ministère de la Défense. Elle est en charge du développement des technologies militaires nationales. Son objectif est « *d'améliorer l'autonomie (de l'Inde) dans les systèmes de défense (...), menant à la production de systèmes d'armes et d'équipement de niveau mondial* ». Ses efforts se portent sur les besoins des trois armes : aéronautique, électronique, véhicules, missiles, bâtiments, simulation informatique...

En tant que telle c'est la DRDO qui pilote l'entreprise indienne en matière de défense antimissile. Avec des résultats contrastés sur ce domaine comme dans bien d'autres, au grand mécontentement du Premier ministre Manmohan Singh qui s'en émut en 2010 : « *nos concurrents avancent souvent plus vite que nous en matière de développement et de production d'armement (...)* ». Un constat sévère mais avéré, rendant compliqués, difficiles, les objectifs d'autonomie nationale (70% du *hardware* encore importé en matière d'équipement militaire).

³⁰⁸ http://armscontrolcenter.org/issues/missiledefense/articles/arrow_missile_india/

**a. Différentiel entre les résultats annoncés et les faits /
entre les objectifs visés et les moyens engagés**

A l'été 2012 trouver des observateurs sceptiques vis-à-vis des aptitudes et de l'optimisme affiché par la DRDO est un exercice aisé.

Pour Kanwal Sibal «*si les réalisations de la DRDO sont impressionnantes, les annonces selon lesquelles nous serions capables de mettre en place dans les années à venir un système de défense anti-missile efficace contre des IRBM et autres ICBM invitent au scepticisme* »³⁰⁹.

Pour Pravin Sawhney, plus abrupt, l'approche du directeur³¹⁰ actuel de la DRDO aura des implications néfastes «*Avec ses déclarations grossièrement exagérées, Saraswat espère obtenir bientôt les 10 000 crores³¹¹ nécessaires pour travailler sur la phase II de la BMD, destinée à intercepter des missiles de 5000 km de portée. Avec ce socle intenable, la phase II sera un désastre. Ce n'est pas tout. Prendre des pas d'enfants pour des pas de géants a de graves implications pour la sécurité nationale. En avance sur l'Inde depuis 2001 en matière de capacités balistiques, le Pakistan continue à étayer son arsenal de vecteurs d'armes nucléaires, justifiant cette démarche par l'existence d'un facteur déstabilisant incarné par la BMD indienne³¹²* ».

Michael Krepon³¹³, expert international de premier plan, n'est pas le dernier à pointer du doigt un certain décalage entre le déclaratoire et l'existant, à douter de l'effectivité et de l'opérationnalité de la BMD indienne. «*Les promesses de la DRDO sont devenues plus encore incroyablement optimistes sous la direction du Dr V.K. Saraswat, lequel promet désormais à court terme une défense anti-missile efficace pour Delhi et Mumbai. L'Inde a jusqu'alors réalisé 6 tests d'interception. En comparaison, les Etats-Unis ont effectué 67 essais depuis 2011, dont 53 généreusement qualifiés de réussis. Malgré cela, les programmes de défense anti-missile américains rencontrent de sérieuses difficultés. Si l'on en croit le Dr Saraswat, l'Inde n'aura pas*

³⁰⁹ K. Sibal, « *Threats in the Long Range* », op. cit.

³¹⁰ Vijay Sakhujia, chercheur à la Jamestown Foundation, relevait au printemps 2010 parmi un florilège de déclarations pour le moins optimistes ou précipitées du Dr Saraswat, l'affirmation suivante : « *Le programme indien de défense antimissile de territoire a démarré en 1999. Il s'agit d'un domaine où nous avons l'antériorité vis-à-vis de la Chine* » (*Indian Express*, 11 février 2010).

³¹¹ 1 crore = 10 millions. Converti en euros (en septembre 2012, 1 euro = 70 roupies), cela correspond à la somme de 100 milliards de roupies indiennes, soit près de 1,5 milliard d'euros.

³¹² Pravin Sawhney, « *India's Ballistic Missile Defence capability is grossly exaggerated* », *Daily News and Analysis* (DNA), 4 avril 2011.

³¹³ Co-fondateur du *think tank* Stimson, directeur du South Asia Program.

besoin d'une assistance américaine pour déployer une défense anti-missile. Plus vraisemblablement, une aide américaine significative sera nécessaire – tout particulièrement si la mise en place d'une BMD devient prioritaire pour New Delhi, plus encore que le développement de nouveaux vaisseaux, de nouveaux avions et l'amélioration de l'équipement des troupes au sol – et qu'une trésorerie adéquate peut lui être allouée³¹⁴ (...). L'historique de piètres performances de la DRDO suggère qu'il est sage d'éviter tout optimisme indu vis-à-vis de la défense anti-missile indienne».

Une analyse relayée en des termes très similaires par Michael Elleman, chercheur à l'International Institute for Strategic Studies (IISS, Londres), pour qui le modèle de développement des programmes satellitaires indiens serait hautement atypique : « *Ils effectuent un nombre limité d'essais, déclarent les développements achevés puis se lancent dans un effort d'amélioration. A minima une demi-douzaine d'essais en vol, réalisés dans des conditions opérationnelles diverses, suffisent à valider les performances et la fiabilité d'un nouveau missile* », s'étonne l'ancien inspecteur de l'ONU³¹⁵.

Un panorama sévère que l'on retrouve presque à l'unisson dans les confidences de nos interlocuteurs indiens³¹⁶. Pour l'un d'entre eux, la question de « *la dérive déclaratoire, du sur-optimisme des capacités de la DRDO en matière de BMD mérite d'être posée* ». L'usage, précise-t-il, du PAD, missile à carburant liquide, pose notamment problème dans le cadre d'une défense antimissiles compte tenu des délais nécessaires avant que le missile ne soit opérationnel.³¹⁷ « *Surestimer les capacités de la défense anti-missile indienne s'avérerait préjudiciable pour l'Inde en ce sens que cela abaisserait le seuil nucléaire et augmenterait parallèlement le nombre de têtes pointées sur nous* », commente par ailleurs un observateur indien avisé³¹⁸.

Comme le note un autre spécialiste de ce dossier, la fragilité de certaines capacités indiennes – dans les domaines satellitaires et les technologies d'alerte avancées notamment – risque de mettre à mal les ambitions de Delhi en matière de défense anti-missile strictement indigènes : « *L'état du développement des systèmes satellitaires indiens n'inspire pas confiance, notamment la capacité*

³¹⁴ M. Krepon, « *Nuclear and Ballistic Missile Defense Deals* », *IntelliBriefs*, 24 juillet 2012.

³¹⁵ Peter Crail et Kathleen E. Masterson, « *India Extending Missile Reach* », Arms Control Association, janvier-février 2012.

³¹⁶ Entretien à New Delhi, septembre 2012.

³¹⁷ C'est pourquoi la DRDO entend remplacer le PAD par un PDV utilisant un carburant solide. Initialement, le premier essai de ce PDV devait avoir lieu en juin-juillet 2010. Le 14 février 2012, le chef de la DRDO annonça que l'essai en question aurait lieu fin 2012.

³¹⁸ V.K. Thakur, « *Ballistic Missile Defense (BMD): Is DRDO Overstating Capabilities Again ?* », 6 mai 2012.

de déployer des systèmes spatiaux d'alerte avancée dans un futur proche. Sur les 65 satellites que l'Inde a placé en orbite entre 1975 et 2011, seulement 32% ont été à même de réaliser des missions d'observation de la terre (imagerie, mapping, météo, etc.)», déplore Peter Topychkanov³¹⁹. Ali Ahmed, de l'IDSA, considère pour sa part que du fait du très haut degré de sophistication technologique exigé pour développer puis déployer une défense antimissile de territoire au niveau national, ainsi que des coûts financiers considérables devant être concédés à ces fins, « l'Inde a peu de chance d'être en mesure de rendre opérationnelle sa BMD³²⁰ ».

Les doutes vis-à-vis des aptitudes de la DRDO de mener à bien, seule ou assistée, la délicate entreprise du développement-déploiement en Inde d'une défense anti-missile de territoire crédible et efficace trouvent un écho parmi les spécialistes Français : *« La crédibilité technique de la mise au point d'une capacité antimissile par la DRDO apparaît réduite au regard de la complexité du projet proposé et de ses implications technico-opérationnelles (...). A titre de comparaison, après plus de quinze ans de travaux de développement et d'industrialisation, les Etats-Unis n'ont débuté qu'en 2009 le déploiement de ce type de capacités avec le système THAAD. Quant au système Arrow-2, pris généralement comme modèle en termes de performances souhaitables par les experts indiens, ses capacités d'interception n'excèdent pas pour l'instant la gamme 1500 à 2000 km avec un plafond d'opération d'environ 50 km. Ainsi, il paraît peu probable que la DRDO, dont la seule réalisation en matière de défense aérienne est l' Akash, puisse être en mesure de concevoir et de réaliser seule des intercepteurs aussi performants que celui du THAAD. A l'horizon annoncé, il est plus probable que le premier déploiement indien soit limité à un système bas-end-atmosphérique capable de prendre en compte des missiles (pakistanaï) de la classe Ghauri³²¹ ».*

b. Calendrier théorique d'entrée en service de ces systèmes d'armes

Sur le thème considéré – par essence sujet à caution et peut-être plus encore en Inde – nous en sommes réduits à nous reposer sur les dernières déclarations publiques effectuées par le directeur

³¹⁹ Peter Topychkanov, « *India's Prospects in the Area of Ballistic Missile Defense: A Regional Security Perspective* », Carnegie Moscow Center Working Paper n°3, juillet 2012, p.22.

³²⁰ A. Ahmed, « *Implications of Indian BMD developments* », article n°3341, IPCS, 8 mars 2011.

³²¹ V. Niquet, B. Gruselle, « *Défense antimissile au Japon, en Corée du sud et en Inde* », *Recherches et Documents (FRS)*, n°01/2011, pp. 42-48.

de la DRDO et à ce titre leader du programme indien de défense antimissile de territoire, le Dr V.K. Saraswat.

Au printemps 2012, ce dernier déclarait :

- « *La phase 1 du programme de BMD serait achevée courant 2013* », permettant – théoriquement – ainsi à l’Inde d’intercepter des IRBM de 2000 km de portée.
- « *La phase 2 sera achevée courant 2016* », les capacités anti-missiles indiennes devant alors être en mesure d’intercepter des ICBM d’une portée supérieure ou égale à 5000 km.
- « *En 2012, nous testerons un nouveau missile intercepteur, le PDV. Ce missile remplacera le PAD* »
- « *deux missiles – les AD1 et AD2 – feront l’objet d’essais vers la fin 2013, dans le cadre de la phase 2 de la BMD³²²* ».

En 2015, l’Inde espère être également en possession de systèmes d’alerte avancée qu’il s’agisse de radars au sol ou de satellites.

Cependant, les difficultés rencontrées par les Indiens pour développer ces systèmes forcent les observateurs à anticiper de possibles retards, à l’image du *Swordfish* (système radar longue portée), dans le développement duquel se greffèrent diverses sociétés privées (pour étirer ses performances de 600 à 1500 km³²³) et pour lequel les travaux devaient initialement être achevés fin 2011³²⁴.

A la lumière des traditionnelles contre-performances de la DRDO, de la difficulté technologique de l’effort entrepris et des habituels exercices déclaratoires pétris d’optimisme³²⁵ auxquels se livre régulièrement le Dr V.K. Saraswat, la majorité des personnes interviewées lors de la mission

³²² Sandeep Unnithan, « *India has all the building blocks for an anti-satellite capability* », *India Today*, 27 avril 2012.

³²³ P. Abrar, « *Indian Defence to Outsource Radar-Work and Battle Management System*, *Economic Times*, 2 décembre 2009.

³²⁴ P. Abrar, « *major Defence Deals up to Grabs* », *Economic Times*, 3 décembre 2009.

³²⁵ A ce sujet, un chercheur interviewé à New Delhi début septembre livra comme explication principale du tropisme suroptimiste irradiant des propos du directeur de la DRDO la nécessité pour ce dernier « *d’embellir le produit et sa faisabilité technique, de minimiser la difficulté des obstacles rencontrés, afin que les fonds indispensables à ses développements continuent à affluer* ».

d'étude se montrent sceptiques tant sur la faisabilité que sur la réalité du calendrier esquissé plus haut.

IV. IMPACTS DIPLOMATIQUE, POLITICO-MILITAIRE, ECONOMIQUE, ET INDUSTRIEL DU PROGRAMME DE DEFENSE ANTIMISSILE INDIEN

A. Impacts diplomatiques

1) Impact régional : perceptions pakistanaises, chinoises et implications

Si le Pakistan déplore un retard irréversible, rédhibitoire vis-à-vis de son voisin indien sur une palette considérable de secteurs (démographique, économique, financier), y compris dans le domaine militaire³²⁶, il est cependant un secteur sensible où Islamabad revendique une certaine avance sur son voisin oriental : celui des capacités balistiques. Une avance reconnue y compris par divers connaisseurs indiens du dossier.

Quantité, diversité et performances, l'arsenal balistique pakistanais –grâce aux généreux concours chinois et nord-coréen – est envié par Delhi. Fruits d'une solide coopération sino-pakistanaise, les *Hatf*, *Abdali*, *Ghaznvi*, *Shaheen 1* et *2*³²⁷, *M 9*, *M 11*, *Ghauri* et, à terme peut-être, *HQ-9* chinois, confèrent à l'armée pakistanaise un avantage comparatif précieux. Qu'il s'agit de préserver et d'entretenir. Aussi, les Pakistanais arguent-ils sans cesse des efforts indiens en matière de défense antimissile, « *facteur régional déstabilisant* », pour justifier leurs efforts contre une menace qu'il s'agit de contrer...

La Chine, pour sa part, se veut vigilante et sereine. « *En matière de défense antimissile, l'Inde a une bonne décennie de retard sur la Chine* », commente placidement un spécialiste chinois, nonobstant le fait que la dernière prouesse balistique indienne en date (essai réussi de l'*Agni V* au printemps 2012) est clairement sino-centrée³²⁸. Quant à la possession de capacités anti-satellites, Pékin, dont l'expertise sur le sujet est avérée depuis 2007, navigue entre suffisance et confiance, aimant là encore mettre en avant son avance sur son rival stratégique indien.

³²⁶ Cf. avantage de l'Inde pour ce qui est du nombre des chasseurs, des bâtiments de surface et sous-marins, des chars, etc.

³²⁷ Nouvel essai réussi en avril 2012...en réponse au test lui aussi validé de l'*Agni V* indien.

³²⁸ Au même titre que les *Agni III* et *IV* ; les premiers de la série, les *Agni I* et *II*, ont pour « destinataire » privilégié le Pakistan.

a. Réactions de la Chine

Dans le flot des réactions internationales qui ont suivi l'essai du missile indien Agni V au printemps 2012, on note avec surprise les premiers commentaires de Pékin. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois minimise la portée de l'essai en question, préférant présenter l'Inde et la Chine « *non comme des adversaires, mais comme des partenaires* », ces derniers devant « *travailler dur au bénéfice d'une coopération stratégique amicale*³²⁹ ». Des propos curieusement apaisants. Habituellement le gouvernement pékinois se faisait une règle de mettre en garde Delhi contre toute prolifération ou course aux armements, note justement Bhaskar Roy³³⁰. La télévision d'Etat (CCTV) s'empessa peu après d'épicer cependant le débat, mettant en question la précision du système de guidage de l'Agni V et soulignant que ses 50 tonnes imposent le lancement d'un poste fixe, faisant de lui une « *cible facile* ».

De son côté, un éditorial plus acerbe du quotidien chinois *Global Times*³³¹ met Delhi en garde contre tout péché d'arrogance né de ce lancement réussi : « *L'Inde ne doit pas surestimer sa force. Bien que possédant des missiles capables d'atteindre la plupart des régions chinoises, cela ne signifie en rien qu'elle gagnerait quoi que ce soit à se montrer arrogante dans ses différends avec la Chine. L'Inde devrait accepter le fait que la puissance nucléaire chinoise est plus forte et plus sûre. Dans un avenir proche, l'Inde n'aurait pas la moindre chance dans une course aux armement globale face à la Chine* ». Un éclairage sans détour que l'on rapprochera de la perception chinoise³³² traditionnelle vis-à-vis de la nouvelle (2010) doctrine de défense indienne (*Two Front War*³³³), faisant notamment de la Chine – et non du Pakistan – la cible prioritaire des forces armées de Delhi.

Pour Kanwal Sibal du EastWest Institute (EWI), « *Le déploiement de systèmes antimissiles américains induit une réaction de la part de la Chine qui elle-même, impacte à son tour notre région. La Chine veut dissuader les Etats-Unis, l'Inde veut dissuader la Chine et le Pakistan, le Pakistan veut dissuader l'Inde. La Chine ne limitera pas ses capacités pour apaiser les inquiétudes indiennes aussi longtemps qu'elle percevra une menace de la part des Etats-Unis.*

³²⁹ *New York Times*, 19 avril 2012.

³³⁰ B. Roy, « *China and India's Agni-V* », South Asia Analysis Group, *Paper n°5017*, 25 avril 2012.

³³¹ « *India being swept up by missile delusion* », *Global Times*, 19 avril 2012.

³³² « *How China views India's new defence doctrine* », *Rediff.com*, 7 janvier 2010.

³³³ Selon les stratèges militaires indiens, les forces de la nation devraient idéalement être à même de traiter à la fois deux conflits de courte durée avec ses voisins chinois et pakistanais.

L'Inde continuera à développer une dissuasion crédible vis-à-vis de la Chine aussi longtemps que la menace chinoise existera et se renforcera, et ne sera pas en mesure de répondre favorablement aux appels du Pakistan en faveur d'une matrice de retenue stratégique mutuelle n'incluant pas la Chine³³⁴ ».

Dans un registre proche, son confrère Ashok Sharma estime que *« les impressionnants progrès du programme de défense antimissile indien, la collaboration avec les Etats-Unis et divers autres pays tels qu'Israël créent un certain malaise en Chine et au Pakistan. Pour contrer la coopération indo-américaine allant en se renforçant dans le domaine antimissile et les programmes américains NMD et TMD, la Chine pourrait opter en faveur d'une augmentation de ses arsenaux nucléaire et de missiles intercontinentaux. Il est également notoire que la Chine considère le recours à des systèmes MIRV comme un moyen possible de passer outre les boucliers NMD et TMD des Etats-Unis et de ses alliés. La Chine pourrait également tenter d'améliorer plus avant la technologie de ses têtes nucléaires et rendre ces dernières plus compactes, plus légères, et plus efficaces, offrant un ratio poids / explosion supérieur. Une fois développées, la Chine pourrait alors utiliser de telles capacités contre l'Inde. Dès lors, l'Inde n'aurait d'autre alternative que de développer à son tour des capacités similaires, afin d'élever le seuil de sa dissuasion au niveau de la Chine³³⁵ ».*

Des perspectives préoccupantes, mettant en lumière « l'irritation » non-dissimulée des cercles du pouvoir pékinois face à la récente étroitesse de la collaboration indo-américaine, et tout particulièrement les implications de cette dernière dans les relations militaires, les transferts de haute technologie des Etats-Unis vers l'Inde, les exercices militaires conjoints, enfin, la coopération au niveau politique, stratégique avec la conclusion d'un partenariat stratégique³³⁶ source de tension au niveau régional, selon certains commentateurs (pakistanaï³³⁷ et chinois, notamment...). Plus direct encore, un éditorial de la presse chinoise en date du 21 février 2012 expliquait à ses lecteurs que *« les relations Inde-Chine étaient influencées par le positionnement stratégique américain dans la région Asie-Pacifique »*, mettant implicitement l'Inde en garde : *« Si vous êtes avec les Etats-Unis, vous n'êtes pas avec nous³³⁸ ».*

³³⁴ Kanwal Sibal, « *Threats in the Long Range* », EastWest Institute, 13 août 2012.

³³⁵ Ashok Sharma, « *India's Missile Defence Programme: Threat Perceptions and Technological Evolution* », *Manekshaw Paper*, n°15, 2009.

³³⁶ Voir notamment à ce sujet la position officielle du Département d'Etat américain, <http://www.state.gov/p/sca/rls/rmks/2012/188935.htm>

³³⁷ Z. Hassan, « *Indo-US Strategic Partnership Threatening Regional Stability* », *Asian Tribune*, 7 mai 2012.

³³⁸ *People's Daily*, 21 février 2012.

De l'avis de Peter J. Brown (*Asia Times*), lorsque la Chine procéda le 11 janvier 2010³³⁹ à son tout premier essai de défense antimissile – quelques jours à peine après la visite en Chine du Defense Secretary indien Pradeep Kumar -, elle adressa à Washington et Delhi un message fort, « *tout en faisant une faveur aux Etats-Unis en leur offrant un prétexte de circonstance autorisant l'Inde à poursuivre ses plans.* »³⁴⁰

b. Réactions du Pakistan

Dans une chronique récente, un éditeur du magazine indien *Force* (www.forceindia.net)³⁴¹ commente les perspectives d'acquisition de systèmes anti-missiles dans le sous-continent indien, susceptibles de déclencher, entre autres risques majeurs, une course régionale aux armements : « *Soit les deux pays – l'Inde et le Pakistan – mettent en place une défense balistique anti-missile (BMD), soit aucun des deux ne le fait. Si l'Inde développe une BMD et que le Pakistan s'abstient de le faire, le paradigme 'stabilité-instabilité' serait remis en question (...). Le Pakistan étant un pays plus petit que l'Inde, il pourrait être difficile de survivre à une frappe de représailles indienne* »³⁴².

Un sentiment partagé par nombre d'observateurs, pour qui, à l'image des experts de l'International Institute for Strategic Studies (IISS) de Londres, la perspective de voir Islamabad s'investir dans la mise au point d'un tel système de défense est assez mince³⁴³.

En revanche, les probables réactions / conséquences pour le Pakistan du déploiement d'une BMD indienne performante fournissent aux spécialistes du sujet une matière féconde que l'on synthétisera comme suit :

- Développement d'une dangereuse perception négative entre Islamabad et Delhi
- Coup d'arrêt / gel de l'établissement de mesures de confiance

³³⁹ Quelques jours à peine après que les Etats-Unis eurent annoncé la vente à Taïwan d'un système de défense antimissile *Patriot* MIM-104.

³⁴⁰ Peter J. Brown, « *India targets China's satellites* », *Asia Times*, 22 janvier 2010.

³⁴¹ *Force*, le « *National Security and Defence News Magazine* ».

³⁴² Debalina Chatterjee, « *Ballistic Missile Defence by both the South Asian nuclear states could result in an arms race* », *Force Magazine*, août 2012.

³⁴³ « *Brief III : Ballistic Missile Defence in South Asia* », IISS, *Briefings*, (<http://www.iiss.org/about-us/intranet/training/south-asia/briefings/nuclear-briefings/brief-iii/>).

- Instabilité stratégique
- Escalade de la tension³⁴⁴
- Eventuellement un nouveau conflit indo-pakistanaï³⁴⁵.

Pour d'autres commentateurs³⁴⁶, les réactions d'Islamabad pourraient être d'ordre qualitatif, quantitatif et asymétrique :

Sur un plan qualitatif :

- Augmentation du nombre des charges nucléaires et conventionnelles susceptibles d'être placées sur un missile balistique
- Acquisition de lanceurs offrant une meilleure mobilité
- Amélioration du niveau de préparation des forces nucléaires
- Acquisition de systèmes aériens et navals rendant possible une riposte nucléaire, nonobstant les divers risques induits³⁴⁷.

Pour Mansoor Ahmed³⁴⁸, le déploiement d'une BMD indienne risquerait d'alimenter une nouvelle course aux missiles balistiques en Asie du sud, « *le Pakistan se trouvant contraint de développer des systèmes de missiles plus précis et moins vulnérables (...). Le Pakistan pourrait ainsi avoir déjà développé des MIRV (Maneuverable Re-entry Vehicles) pour sa série de missiles Shaheen, ce qui les rendrait difficiles à abattre par la BMD indienne. Le développement et le déploiement de MIRV (Multiple Independently Targetable Re-entre Vehicles) semblent être les prochaines étapes logiques de la réponse du Pakistan à la BMD de l'Inde* ».

Les efforts du Pakistan pour contrer / parer / répondre aux efforts indiens en matière de défense anti-missile de territoire ont également un volet missiles de croisière, Shane A. Mason estimant à

³⁴⁴ Cf. Abhijit Singh, « *Ballistic Missiles, BMD Fuel India-Pakistan Tensions* », *World Politics Review*, 5 juillet 2011, (<http://www.worldpoliticsreview.com/articles/9364/ballistic-missiles-bmd-fuel-india-pakistan-tensions>)

³⁴⁵ Z.N. Jaspal, Russian-Pakistani working group on nuclear policy (Islamabad), 12 avril 2012.

³⁴⁶ Tel Maria Sultan, directrice du South Asian Strategic Stability Institute (Pakistan), évoquée in Peter Topychkanov, « *India's Prospects in the Area of Ballistic Missile Defense: A Regional Security Perspective* », *Carnegie Moscow Center Working Paper n°3*, juillet 2012, p.24.

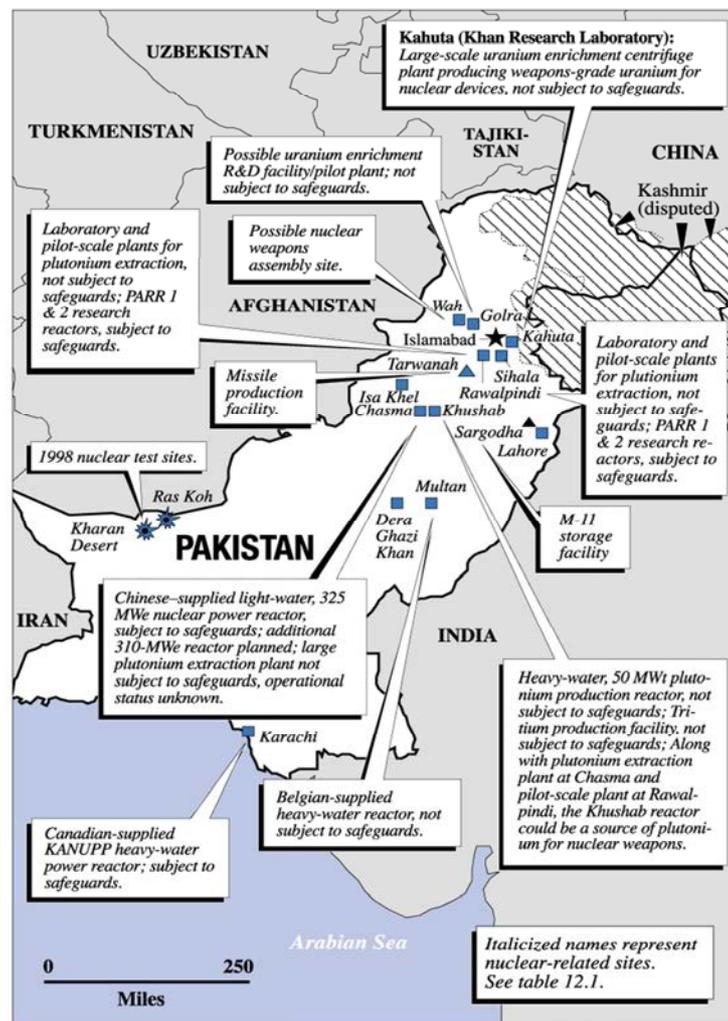
³⁴⁷ Notamment par les contraintes géographiques, la faible profondeur stratégique du Pakistan et la densité de population élevée dans les régions potentiellement concernées. Par ailleurs, maintenir durablement les forces nucléaires en état d'alerte élève mécaniquement le risque d'un échange nucléaire accidentel.

³⁴⁸ « *Security Doctrines, Technologies and Escalation Ladders: A Pakistani Perspective* », *Center on Contemporary Conflict (CCC)*, Monterey, 2012, p.5.

ce propos que « ...les missiles de croisière³⁴⁹ du Pakistan poseront un défi sérieux à la naissante BMD indienne³⁵⁰ ».

Accroître les efforts du pays sur un plan quantitatif afin de surpasser la défense antimissile indienne serait cependant moins onéreux que de se lancer dans une politique d'amélioration qualitative, élément d'importance pour un pays économiquement exsangue.

Carte n°6 : Ventilation nationale du dispositif nucléaire pakistanais



©Carnegie Endowment for International Peace, *Deadly Arsenals* (2005), www.ProliferationNews.org

³⁴⁹Du fait notamment de leur quasi furtivité et de leur haute survivabilité, même face à des défenses anti-balistiques modernes.

³⁵⁰Shane A. Mason, « Pakistan's Babur and Ra'ad Cruise Missiles: Strategic Implications for India », IPCS, article n°3681, 18 juillet 2012.

De l'avis d'Ali Ahmed (Institute for Defense Studies & Analyses. IDSA. New Delhi), le Pakistan s'appuie sur les développements de la BMD indienne pour justifier sa propre prolifération, ayant doublé le format de son arsenal nucléaire ces quinze dernières³⁵¹. Ce dernier s'emploierait à fabriquer des bombes au plutonium susceptibles d'être emportées par ses missiles balistiques et / ou missiles de croisière. Le chercheur estime notamment que « *L'incapacité du Pakistan à challenger technologiquement parlant l'Inde sur son programme de BMD le conduira à compenser par le nombre et induira un penchant pour une politique de 'go first'*. « *La politique pakistanaise consistant à maintenir une dissuasion nucléaire minimum crédible sera rendue caduque par la BMD indienne* » s'inquiète à ce propos une chercheuse pakistanaise³⁵².

Enfin, parmi les réponses asymétriques considérées, relevons :

- Le développement de matériels de guerre électronique (electronic warfare) ;
- La réalisation d'opérations de sabotage neutralisant des systèmes indiens spécifiques.

3. *Impact international : l'assistance technique d'Etats « indo-compatibles »*

a. Les Etats-Unis

Conséquence naturelle du rapprochement stratégique engagé depuis une décennie entre les Etats-Unis et l'Inde³⁵³, des ambitions indiennes mais également des insuffisances en matière de développement et de maîtrise technologique, New Delhi se montre aujourd'hui plus disposée qu'elle ne l'a jamais été à accepter le concours scientifique, technologique proposé par Washington³⁵⁴. Ces velléités de coopération sont parfois sources de tension – d'une manière assez inattendue – entre Washington et Tel-Aviv, comme en témoigne il y a une dizaine d'années

³⁵¹ A. Ahmed, « *Implications of Indian BMD developments* », IPCS, article n°3341, 8 mars 2011.

³⁵² Afsah Qazi, « *Pakistan View of India's Ballistic Missile Defense System – Analysis* », *Indian Defence* (www.indiandefence.com), 23 juillet 2011.

³⁵³ Membre fondateur du mouvement des non-Alignés, hier en excellents termes avec feu l'ex-URSS et aujourd'hui encore fort proche de la Russie.

³⁵⁴ A noter que la défense anti-missile faisait déjà partie des domaines identifiés par le Next Steps in Strategic partnership (NSSP) de 2004, autour desquels une coopération stratégique indo-américaine pouvait s'articuler.

l'opposition du Département d'Etat américain et du Pentagone à la vente par Israël du système de défense anti-missile *Arrow*³⁵⁵.

Cependant en dépit de ces anicroches diplomatiques, de quelques entorses indiennes à la philosophie de non-alignement, de quelques craintes³⁵⁶ du côté de Delhi et, enfin, de certaines réticences émises par diverses personnalités américaines³⁵⁷, la dynamique d'une collaboration indo-américaine³⁵⁸ en matière de défense antimissile de territoire est enclenchée et désormais défendue dans les deux capitales³⁵⁹, sans toutefois en faire grande publicité³⁶⁰.

Selon une analyse quelque peu dissonante de Victoria Samson³⁶¹, l'intérêt de l'Inde pour le développement de capacités anti-missile et anti-satellites peut être considéré comme la conséquence inattendue de l'accord de coopération nucléaire civil indo-américain paraphé en octobre 2008. Dans ce dernier notamment, les Etats-Unis levaient l'interdiction de commercer avec l'Inde dans le domaine nucléaire, en dépit du fait que l'Inde n'avait pas signé le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP)³⁶².

A l'automne 2010, l'influent sénateur Républicain John McCain laissait entendre que les Etats-Unis devraient « faciliter » les efforts indiens en matière de défense anti-missile et dans le domaine distinct des sous-marins nucléaires³⁶³. « *Il n'y a aucune raison que nous ne facilitions pas la mise en place de capacités de défense indiennes avancées, telles que les sous-marins*

³⁵⁵ « *US Government row over Israeli arms to India* », *Economic Times* (Inde), 24 juillet 2002.

³⁵⁶ Divers interlocuteurs indiens – chercheurs, journalistes notamment – se demandent si les Etats-Unis seront *in fine* disposés à « offrir » à l'Inde une coopération technologique aussi poussée que le souhaite cette dernière, redoutant que Washington ne consente qu'à offrir des systèmes d'armes ou technologies d'avant dernière génération. Entretiens à Bangalore et Hyderabad, septembre 2012.

³⁵⁷ Hostiles à l'idée d'une BMD indienne génératrice d'un nouveau cycle de course aux armements en Asie du sud (Pakistan) et sur ses marges (Chine).

³⁵⁸ Organisation d'un séminaire indo-américain sur la défense anti-missile le 4 mars 2005 à Hyderabad (source : ministère indien des Affaires étrangères).

³⁵⁹ Une matrice bilatérale que résume parfaitement l'IDSA dans son document de novembre 2011 IDSA National Strategy project (INSP), *Towards a national Security Strategy for India* : « *La relation bilatérale la plus critique pour l'Inde dans la décennie à venir sera celle avec les Etats-Unis* » (p.10).

³⁶⁰ Pour des contraintes de politique intérieure en Inde, une partie de l'opinion restant « américano-sceptique » et redoutant de voir l'Inde se muer peu à peu en une nation assujettie à la puissante Amérique, perdant par là-même son indépendance stratégique, une notion chère aux Indiens. Lire également sur le sujet A. Vindo. Kumar, « *Indo-US Missile Defence Cooperation : Hype or Happening ?* » *IDSA Comment*, 30 janvier 2009.

³⁶¹ Directrice du bureau de Washington de Secure World Foundation (www.swfound.org).

³⁶² V. Samson, « *India's missile defense / anti-satellite nexus* », *The Space Review*, 10 mai 2010.

³⁶³ *Arms Control Now*, 15 novembre 2010.

nucléaires, les porte-avions, une architecture de défense anti-missile, ainsi que l'association de l'Inde au développement du Joint Strike Fighter ».

Une volonté qui n'a fait que croître depuis deux ans, nonobstant l'existence de quelques écueils³⁶⁴. De passage à New Delhi le 23 juillet 2012, un haut responsable de l'administration (démocrate) Obama – le Secrétaire adjoint à la Défense A.B. Carter – déclara qu'un projet conjoint de défense anti-missile constituait une piste potentielle importante, s'inscrivant parfaitement dans la trame d'une coopération stratégique indo-américaine³⁶⁵. « *Je pense que la défense antimissile de territoire a une grande importance stratégique et, dès lors, les deux gouvernements parties doivent préalablement s'accorder au niveau stratégique avant de discuter technologie* » résuma le diplomate lors de son séjour indien³⁶⁶.

L'occasion pour le représentant du Département d'Etat américain (ministère des Affaires étrangères) de se laisser aller à quelques commentaires resituant l'Inde, dans le paysage stratégique américain en Asie, dans une perspective assez claire :

- Description de l'Inde comme un Etat « pivot » de la nouvelle politique américaine de rééquilibrage des forces en Asie-Pacifique, dans le dessein notamment de contenir les ambitions régionales chinoises.
- Volonté des Etats-Unis de collaborer avec l'Inde dans des technologies de défense de pointe – de la défense anti-missile à l'aéronautique, en passant par la robotique et les drones, « *afin de déloger des pays tels que la Russie, Israël ou la France de leur position de fournisseurs majeurs de l'Inde*³⁶⁷ ».

Lors de la décennie à venir, l'Inde entend consacrer une enveloppe considérable – de l'ordre de 100 milliards de dollars – à la modernisation et à l'acquisition de systèmes d'armes performants. Ces dernières années, les Etats-Unis ont profité de cette trésorerie à hauteur de 8 milliards de

³⁶⁴ « *Sept ans après l'accord nucléaire civil indo-américain (2005) paraphé par le président G.W. Bush et le 1^{er} ministre M. Singh, l'Inde continue à rendre difficile pour les entreprises indiennes les investissements, la vente de services et de produits. La coopération militaire et les ventes de matériels américains ont certes augmenté – ce qui aurait été le cas même sans l'existence de cet accord – mais New Delhi demeure aussi vigilante que jamais à protéger son autonomie stratégique* », résume parfaitement Michael Krepon, à l'été 2012, in « Nuclear and Ballistic Missile Defense Deals », *IntelliBriefs*, 24 juillet 2012.

³⁶⁵ Indo-Asian News Services, 23 juillet 2012.

³⁶⁶ « *US keen to cooperate with India in Ballistic Missile Defence shield programme* », *Press Trust of India*, 23 juillet 2012.

³⁶⁷ « *US raise arms sales pitch to India to 'contain' China* », *Times of India*, 24 juillet 2012.

dollars de ventes. En 2011, l'Inde est apparue à la seconde place des *Foreign Military Sales* (FMS) américaines, pour un montant total de 4,5 milliards de dollars.

« *En qualité de pays dédié à la paix durable et à la sécurité dans la région Asie-Pacifique, l'Inde mérite le meilleur des équipements militaires disponibles... L'Inde est une priorité dans nos projets d'exportations* », annonce clairement le sous-Secrétaire d'Etat à la Défense A.B. Carter. On ne saurait être plus explicite dans ses intentions. Deux mois plus tôt, en mai 2012, le « patron » du Département d'Etat en personne, Leon E. Panetta, avait déjà jeté les bases d'une orientation similaire lors d'une visite à Delhi (présentation à l'IDSA³⁶⁸).

Pour l'analyste indien Siddharth Srivastava³⁶⁹, il ne semble guère faire de doute que l'Inde entend toujours faire l'acquisition pour les besoins de sa BMD du système *Arrow* israélien ou de son compétiteur américain le *Patriot-3*. Pour convaincre leurs interlocuteurs indiens et prendre l'ascendance sur leurs opiniâtres concurrents de Tel-Aviv, les responsables américains ont à minima invité à deux reprises des responsables de la DRDO à assister à des tirs de missiles³⁷⁰. Lockheed Martin, en charge du développement du *Patriot-3* et du THAAD, échange depuis plusieurs années avec la DRDO. Au niveau officiel, compte tenu de la demande pressante de l'Inde, des défis stratégiques (montée en puissance de la Chine) et économiques (économie atone, nécessité de profiter du relais de croissance indien dans le domaine de l'armement de l'autre), le sujet n'est plus tabou depuis déjà quelques années.

« *Ces prochaines années, la défense anti-missile apparaîtra comme un des principaux éléments de la relation bilatérale indo-américaine* » professait il y a déjà trois ans un observateur indien³⁷¹, ajoutant : « *à long terme, la coopération indo-américaine en matière de défense anti-missile sera avantageuse en ce qu'elle abaissera la facture pour le contribuable indien tout en permettant l'acquisition de contre-mesures efficaces contre les menaces balistiques chinoises et pakistanaises (...). Du côté américain, cette collaboration permettra notamment de mieux encore se positionner sur le lucratif marché de de la défense indien, de réduire les coûts en matière de R&D et d'avoir accès aux dernières avancées scientifiques et technologiques indiennes relatives au secteur*

³⁶⁸ Ajey LeleCherian Samuel, « *Panetta's prescription for New Directions in US-India Defence Relations: Cyber and Space Security* », *IDSA Comment*, 8 juin 2012.

³⁶⁹ Interviewé par l'auteur à Delhi en septembre 2012.

³⁷⁰ Siddharth Srivastava, « *India hones its missile shield* », *Asia Times*, 16 avril 2011.

³⁷¹ Ashok Sharma, « *India's Missile Defence Programme: Threat Perceptions and Technological Evolution* », *Manekshaw Paper*, n°15, 2009, p.2.

balistique ». A l'été 2012, cette perception demeure pertinente, validée par divers interlocuteurs indiens³⁷².

b. L'OTAN

S'appuyant sur l'existence d'une « menace balistique commune », l'OTAN a proposé à l'Inde il y a tout juste un an (septembre 2011) une coopération et un accès aux technologies relatives à la défense anti-missile³⁷³. Une offre *a priori* surprenante (l'Inde n'a pas officiellement répondu, encore moins par la négative, à cette proposition) dans la mesure où, en réalité, la New Delhi et l'Alliance Atlantique ne semblent pas partager une menace commune. Ce qui les relie davantage serait plutôt le fait que les deux parties font effectivement face à une menace balistique potentielle et entendent avoir recours à une technologie similaire pour la contrer. Par ailleurs, le profil de la menace et les environnements stratégiques respectifs sont pour le moins différents :

- **OTAN** : les pays de l'Alliance cherchent à se défendre contre une menace balistique émanant d'un binôme d'Etats hostiles (Iran, Corée du nord).
- **Inde** : l'Inde a pour sa part à sa porte deux nations ouvertement hostiles, nucléaires et alliées (Pakistan et Chine), avec lesquelles elle croisa le fer à plusieurs reprises depuis son indépendance³⁷⁴ et qui ont renforcé sans relâche leur arsenal tant nucléaire que balistique lors de la décennie écoulée.

« Vous avez à faire face à une menace balistique. Nous avons à faire face à une menace balistique. Elles sont différentes mais notre capacité à nous défendre contre elles pourraient être identique. (...) Les démocraties sont confrontées à des défis communs. Nous devons travailler ensemble à les résoudre. Nous devons collaborer car individuellement, nous ne pouvons faire face à de telles menaces. Mieux vaut devoir affronter ces questions ensemble qu'avoir à les gérer individuellement », commente un responsable de l'OTAN³⁷⁵. Ainsi que le note justement M. Braganca (Center for Strategic & International Studies - CSIS), l'offre de l'OTAN est plus à

³⁷² Entretiens à l'IDSA, New Delhi, septembre 2012.

³⁷³ C'est au Sommet de Lisbonne de 2010 que l'OTAN décida la mise en œuvre graduelle (phased adaptive approach) de son système de défense anti-missile de territoire, lequel s'étendra à ses 28 pays membres.

³⁷⁴ Conflits indo-pakistanaïens en 1948, 1965, 1971 et 1999 ; conflit frontalier sino-indien en 1962.

³⁷⁵ "NATO offers missile defence cooperation to India", *The Hindu*, 4 septembre 2011.

proprement parler un projet indo-américain qu'un projet indo-otanien³⁷⁶, Washington et Delhi ayant en point de mire commun la nécessité de rester vigilant vis à vis de la montée en puissance de la Chine.³⁷⁷

Du point de vue strictement otanien, on estimera que cette proposition de collaboration s'inscrit dans sa stratégie de globalisation. Du reste, sur le théâtre de crise afghan, une coopération indo-otanienne d'un format différent est déjà à l'œuvre ces dernières années³⁷⁸. Cette offre relève donc davantage du cadre politique³⁷⁹ que du domaine technico-opérationnel.

Quant à la réponse indienne à cette offre, si elle s'avérait positive, elle ferait de l'Inde – hormis l'Australie – une des très rares nations alliées non-Otan de l'Alliance. Après tout, comme l'explique simplement un chercheur indien de l'Université de l'Illinois, « *Si la Russie avec tout son héritage de la Guerre Froide peut travailler avec l'OTAN sur la défense antimissile, il n'y a aucune raison pour que l'Inde – laquelle a une histoire infiniment moins conflictuelle avec les Etats-Unis – ignore cette offre de coopération*³⁸⁰ ».

c. Israël

La coopération de l'Inde avec l'Etat hébreu est surtout effective dans le domaine de défense aérienne, infiniment moindre dans le secteur de la défense anti-missile, eu égard essentiellement à l'opposition émise par les Etats-Unis³⁸¹.

³⁷⁶ Maschenka Braganca, « *Swords and Shields I – NATO's Missile Defense Offer to India* », CSIS, 2 décembre 2011.

³⁷⁷ D'où le dialogue Stratégique Etats-Unis – Inde en place depuis 2009.

³⁷⁸ Hormis les Etats-Unis, l'Inde est une des nations ayant à ce jour consenti les investissements les plus substantiels ces dernières années en Afghanistan (environ 2 milliards \$US) ; dans le contexte post-2014 et le retrait d'Afghanistan des troupes de combat de l'OTAN, l'Inde – qui a récemment signé un partenariat stratégique avec le gouvernement afghan -, a vocation à partiellement occuper l'espace né de ce retrait et à soutenir les autorités de Kaboul.

³⁷⁹ Au moment où l'OTAN se désengage d'Afghanistan et où les acteurs régionaux crédibles susceptibles de parer à ce retrait ne sont pas légion (surtout pas l'Iran, moins encore le Pakistan), l'Inde elle clame son intérêt à préserver le régime de Kaboul et à poursuivre son assistance, ses investissements dans le pays. Un engagement qu'il s'agit d'accompagner.

³⁸⁰ Bharat Gopaldaswamy, chercheur à l'Université de l'Illinois, Program in Arms Control, Disarmament and International Security, cité dans « *Swords and Shields I - NATO's Missile Defense Offer To India* », CSIS, 2 décembre 2011.

³⁸¹ Peter Topychkanov, « *India's Prospects in the Area of Ballistic Missile Defense: A Regional Security Perspective* », Carnegie Moscow Center Working Paper n°3, juillet 2012, p.17.

Pourtant, l'Inde ne fait pas mystère ces dernières années de son souhait d'acquérir auprès de son fournisseur israélien privilégié³⁸² le système de défense antimissile *Arrow II*, lequel s'intégrerait somme toute assez logiquement, à un niveau restant à définir, dans le schéma de déploiement de la BMD indienne³⁸³. A l'heure actuelle, l'opposition de l'administration Obama sur le sujet tout autant que les pressions exercées par l'influent géant américain de la défense Lockheed-Martin rendent très minces les chances de voir le matériel israélien intégrer les efforts indiens en matière de défense antimissile de territoire.

Cependant, ainsi que le confiait un spécialiste indien, Israël ne se retirera pas si facilement de la partie : « *Dans le domaine qui nous importe ici, les israéliens ne raflent pas de grands contrats tous les quatre matins, mais sont omniprésents, à des niveaux inférieurs, dans une foultitude de secteur para-BMD où, sans faire de bruit, ils consolident leur position chaque année passant. Cela peut leur suffire* ³⁸⁴ ».

d. La Russie

Le programme indien de défense anti-missile collabore également avec la Russie (et auparavant avec l'URSS), partenaire historique de l'Inde³⁸⁵, très en amont des Etats-Unis.

Dès 2001, Moscou a proposé à l'Inde de l'aider dans la mise en place d'une défense antimissile, lui soumettant notamment une offre de transfert pour ses systèmes S-300V et S-300 PMU³⁸⁶.

Du reste, le premier pays que la DRDO indienne approcha pour ses projets de défense antimissile de territoire fut la Russie. Cependant, lorsque cette démarche fut initiée, le secteur R&D russe se trouvait dans une relative déshérence, poussant l'agence indienne à se tourner vers d'autres prestataires / partenaires possibles, dont Israël.

³⁸² L'Inde a tout de même fait l'acquisition du système *Green Pine (Early warning and fire control radar)* et du *Phalcon Airborne warnings control system (AWACS)* auprès d'Israël ; de même, l'*Indian Navy* a obtenu des autorités israéliennes la possibilité de coproduire le système d'armes antinavires *Barak* et l'*Indian Air Force* pousse activement en faveur de l'acquisition auprès de ce fidèle fournisseur du système *Spyder* pour renforcer sa défense aérienne.

³⁸³ Entretien à Bangalore, septembre 2012.

³⁸⁴ Entretien à New Delhi, septembre 2012.

³⁸⁵ Cf. conclusion d'un Traité d'amitié et de coopération indo-soviétique en 1971. En 2012, encore 70% du total des matériels militaires indiens est d'origine soviétique ou russe.

³⁸⁶ Ashok Sharma, « *India's Missile Defence Programme: Threat Perceptions and Technological Evolution* », *Manekshaw Paper*, n°15, 2009, p.16.

Version améliorée du S-300, le S-400, mais également le S-500, suscitent également quelque intérêt du côté de Delhi³⁸⁷. Enfin, le système mobile Tor- M I, susceptible de renforcer la défense aérienne indienne, fait partie des systèmes d'armes sur lesquels Moscou entend attirer l'attention des militaires et des décideurs indiens.

« Si les Américains paraissent désormais en position favorable pour s'associer – dans une mesure et sous des conditions restant à déterminer - au programme de BMD indien, les Israéliens mais également les Russes n'ont pas nécessairement perdu pour autant la partie », estime un observateur du dossier, en s'appuyant notamment sur les trois points suivants :

- Une coopération historique avec la Russie et l'excellence des relations entre Moscou et New Delhi
- Des systèmes d'armes offerts à des conditions financières certainement très inférieures aux modèles américains
- Enfin, le souhait du gouvernement indien de diversifier autant que possible le spectre de ses fournisseurs pour s'abriter de toute dépendance ou de tous risques d'embargo, sur le matériel militaire sensible tout particulièrement.

e. La France

De l'avis des personnes et autorités rencontrées, civiles et militaires, lors de cette mission d'étude (septembre 2012), il ressort qu'aussi appréciée soit-elle sur un volet considérable de secteurs sensibles et de matériels (chasseurs, sous-marins, électronique de défense), la collaboration des prestataires de l'Hexagone pour ce qui a trait à la défense antimissile de territoire indienne ne semble en l'état « *ni particulièrement cruciale, ni substantielle, ni recherchée*³⁸⁸ ».

Dans la décennie 1990, la participation de la société française Thales aux côtés d'un laboratoire de la DRDO (ERDO) dans le développement d'un système radar capable de détecter l'arrivée de missiles ennemis demeure louée par les interlocuteurs indiens, cette assistance déterminante ayant notamment permis à la DRDO d'obtenir en 1998³⁸⁹ du gouvernement de Delhi le feu vert pour développer un programme ABM.

³⁸⁷ Entretien à Hyderabad, septembre 2012.

³⁸⁸ Entretien à Bangalore, septembre 2012.

³⁸⁹ Ashok Sharma, « *India's Missile Defence Programme: Threat Perceptions and Technological Evolution* », *Manekshaw Paper*, n°15, 2009, p.4.

Sur le sujet considéré, il s'avère cependant selon nos interlocuteurs – et nonobstant une relation politique franco-indienne libre de tout différend - que la France se situe très loin en retrait des autres nations évoquées dans les paragraphes précédents en matière de coopération dans le cadre du programme indien. « *Nous attendons la coopération pleine et entière de la France dans d'autres secteurs tout aussi vitaux pour la défense de l'Inde* », résume un général à la retraite³⁹⁰.

B. Conséquences politico-militaires : une course régionale aux armements comme onde de choc majeure de la BMD ?

Ces dernières années les efforts indiens en matière de développement d'une défense anti-missile de territoire ne sont pas passés inaperçus à Islamabad et Pékin. « *Missile Developments in China, India and Pakistan : A Burgeoning Missile Race* » écrivait déjà au printemps 2010 Vijay Sakhuja, un expert indien œuvrant au sein d'un *think tank* de Washington (Jamestown Foundation). « *Le développement et le déploiement rapide de missiles de croisière et de missiles balistiques ces dernières années a élevé le niveau de la fragilité / fébrilité du sous-continent indien. Les trois Etats nucléaires – Inde, Chine, Pakistan – affûtent leurs capacités balistiques respectives et augmentent leur arsenal, tout en développant / acquérant simultanément une capacité de défense antimissile pour se protéger des menaces éventuelles. La Chine a également développé une puissante triade nucléaire (bombardiers stratégiques, missiles balistiques, sous-marins lanceurs d'engins) susceptible d'être acquise par le Pakistan, eu égard à la proximité existant entre Pékin et Islamabad. L'Inde sera bientôt en possession d'une telle triade lorsqu'elle aura procédé à la mise en service de son sous-marin nucléaire INS Arihant*³⁹¹. *La course aux missiles engagée a le potentiel pour sérieusement affecter la sécurité régionale et nécessite une plus grande transparence entre les trois puissances nucléaires de la région* »³⁹².

L'environnement maritime n'échappe pas à ces développements balistiques régionaux tous azimuts. L'*Indian Navy* explore la possibilité d'équiper certains bâtiments d'un équivalent de l'Aegis (ACS) afin d'intercepter tout missile ennemi³⁹³. Plusieurs navires de la classe *Sukanya*

³⁹⁰ Modernisation de la défense aérienne (*Rafale*), de la flotte sous-marine (*Scorpene*), plus particulièrement. Entretien à New Delhi, septembre 2012.

³⁹¹ Attendue courant 2012.

³⁹² « *Missile Developments in China, India and Pakistan: A Burgeoning Missile Race* », Jamestown Foundation, *China Brief* 10, Issue 10, 13 mai 2010.

³⁹³ Sspconline.org ; 15 mai 2009.

sont armés du missile embarqué *Dhanush* (250-350 km de portée), version navale du *Prithvi II*, capable d'emporter une charge conventionnelle ou nucléaire³⁹⁴.

En réponse à cet inventaire balistique indien allant en s'étoffant et en se sophistiquant, le Pakistan explore notamment la possibilité d'acquérir un système de défense antimissile de haute altitude auprès de son allié chinois³⁹⁵. Le système HQ-9/FD 2000 développé par la China Academy of Defence Technology aurait les faveurs des responsables militaires pakistanais.

Au premier semestre 2012, les ardeurs déployées par l'Inde pour développer, tester et acquérir les capacités antimissiles recherchées n'ont guère connu de pause, offrant une justification à ses voisins désireux de s'activer en la matière tandis que la communauté internationale s'interroge sur les implications régionales et stratégiques de cette débauche d'efforts. « *Signs of An Asian Arms Buildup in India's Missile test* » s'inquiète le *New York Times* (19 avril 2012), notant au passage que « *l'essai du missile Agni V permettrait pour la première fois à l'armée indienne d'atteindre les villes chinoises les plus importantes, Pékin et Shanghai, lors d'une attaque nucléaire* ». Le 14 juin 2012, l'*International Herald Tribune* confirme l'appréhension de divers observateurs : « *Une récente inflation de tests balistiques chez ces Etats voisins (Inde, Pakistan) tire la sonnette d'alarme en Occident* »³⁹⁶.

Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) s'émeut du fait que « *L'Inde et le Pakistan accroissent le volume et la sophistication de leur arsenal atomique. Ces deux pays développent et déploient de nouveaux missiles balistiques à capacité nucléaire, des missiles de croisière, et augmentent le nombre de leurs installations produisant des matières fissiles à usage militaire* »³⁹⁷.

Le 5 juin, c'était au tour du Global Security Newswire / NTI de s'émouvoir de la fébrilité de l'activité balistique régionale, notant « *le Pakistan procède au 3^{ème} lancement d'un missile à capacité nucléaire en 8 jours* », en référence au dernier test du missile de croisière Hatf-7. Un essai qui intervenait peu après celui du missile de croisière Hatf-8 (31 mai), ainsi que celui du missile balistique Hatf-9 (29 mai).

Le 10 mai 2012, Global Security Newswire (GSN) comptabilisait que depuis la fin avril, les Pakistanais avaient réalisé cinq essais de missiles à capacité nucléaire. Pour Mansour Ahmed, un spécialiste pakistanais des questions de défense, « *ces essais ont pour dessein de signifier à*

³⁹⁴ Thaindian.com ; 13 décembre 2009.

³⁹⁵ *Asian Defence*, 3 avril 2009.

³⁹⁶ Hassaan Khan, "India and Pakistan up the nuclear ante", *The International Herald Tribune*, 14 juin 2012.

³⁹⁷ *Yearbook 2012, Armaments, Disarmament and International Security*.

*l'Inde : si vous modernisez votre armement, nous n'avons pas l'intention de demeurer en reste »*³⁹⁸.

C. Effets économiques et industriels : défense antimissile et BITD nationale, aspirations, contribution et limites

Une douzaine d'années après les débuts de l'entreprise, les efforts substantiels de l'Inde pour se doter d'une défense antimissile, pilotés par une DRDO elle-même sous tension, débouchent sur plusieurs constats aux contours distincts.

A l'été 2012, l'Inde figure certes parmi les rares Etats contemporains à disposer de capacités en la matière. Cependant aussi bien engagée soit-elle, cette complexe entreprise technologique s'avère encore pour l'heure difficilement réalisable par l'expertise indienne seule. Une limite rédhibitoire plaçant Delhi devant l'obligation de recourir à des coopérations extérieures.

Engagés sur bien des fronts à la fois (développements de chasseurs, de chars, d'hélicoptères, de navires, de capacités balistiques et spatiales, sans oublier le domaine nucléaire), les acteurs de la BITD indienne donnent dans le cadre étudié la mesure de leurs compétences...et de leurs limites. Il est vrai que ces derniers sont peu aidés par les traditionnelles lenteurs bureaucratiques et autres attermoissements sans fin des responsables politiques nationaux.

L'engagement du gouvernement indien, de la DRDO et de sa constellation de prestataires dans le projet de système antimissile contribue indiscutablement à l'innovation industrielle dont aura à l'avenir grandement besoin ce pays émergent aussi bien économiquement que militairement.

Cependant, il n'en demeure pas moins probable que le renforcement croissant de la coopération indo-américaine et les insistances de Washington³⁹⁹, les impatiences nouvelles de Delhi⁴⁰⁰, enfin, le fait de disposer d'une trésorerie lui permettant aujourd'hui d'acheter sur étagère ce qui lui plaît et / ou confirme son statut d'acteur international de premier plan, nuiront à l'avenir à la BITD indienne.

³⁹⁸ « *Pakistan Carries out Third Nuke-Capable Missile Launch in Eight Days* », NTI, 5 juin 2012.

³⁹⁹ cf. en l'occurrence la recherche d'un accès préférentiel au marché indien de l'armement.

⁴⁰⁰ cf. volonté d'accéder *plus rapidement* à ce qui lui fait matériellement défaut.

CONCLUSION

Entreprise technologiquement complexe, politiquement sensible, financièrement couteuse⁴⁰¹, rendue nécessaire par un voisinage instable avec lequel la confiance tarde à être établie, l'effort visant à doter à court-moyen terme l'Inde d'une défense antimissile de territoire efficace avance ces dernières années à grands pas. Elle rencontre toutefois des difficultés d'ordre technique et suscite les réserves de nombre d'observateurs vis-à-vis des délais fixés par la DRDO.

Face à ces défis, en guise d'épilogue, nous résumerons notre propos sous la forme d'une quinzaine de points synthétiques :

1. Les efforts de la DRDO visant à doter le pays d'une défense anti-missile de territoire reposent sur la nécessité :
 - D'améliorer les capacités de résilience de ses forces nucléaires
 - De protéger les zones et les installations sensibles
 - De démontrer l'étendue de ses capacités technologiques tant à la nation qu'au monde extérieur. La défense antimissile est ici instrumentalisée par l'Etat pour afficher sa force, ses capacités et ses ambitions
 - L'objectif de générer des dividendes et retombées pour le secteur industriel (civil et militaire) est acté par les autorités.

2. L'Inde rencontre des difficultés dans la mise en place de ce projet. Ses principaux obstacles sont d'ordre matériel :
 - Ressources internes limitées
 - Nécessité de recourir à une assistance extérieure ;
 - Forces de défense aérienne – un des socles de la BMD indienne – médiocres.

⁴⁰¹ Tout particulièrement pour un pays dont l'économie est certes émergente (croissance moyenne annuelle de l'ordre de +8% depuis le tournant du siècle ; un des relais de croissance à présent recherché d'une économie mondiale atone ces dernières années... et qui demeure encore parmi les nations en développement). En 2012, près d'un Indien sur deux (sur)vit encore en dessous du seuil de pauvreté, soit près de 600 millions d'individus ou 9% de la population mondiale.

3. Existence d'un consensus national sur la nécessité de poursuivre l'entreprise mais d'une cacophonie tout indienne sur la manière s'y prendre, l'incertitude du succès et l'ampleur des coûts considérés entrant en ligne de compte.
4. Le déploiement à court terme d'une défense anti-missile de territoire – objectif clamé haut et fort par les promoteurs du projet – suscite le scepticisme des observateurs, indiens comme étrangers. De plus, cette défense anti-missile de territoire, eu égard notamment au format considéré⁴⁰², interdit toute idée de protection de l'intégrité de l'espace national et de la population.
5. La réussite des derniers essais de la DRDO en matière de BMD a été obtenue dans un « cadre maîtrisé », paramétré à l'idéal, dans une authentique matrice de simulation. Un environnement bien loin de conditions d'emploi réelles du terrain.
6. L'Inde est contrainte de progresser faute de voir l'écart stratégique entre la Chine et elle s'étirer davantage encore en faveur de Pékin. C'est pourquoi New Delhi manifeste notamment une appétence pour le développement et l'acquisition d'armes anti-satellites, domaine où la Chine est en avance.
7. Pour certains observateurs, en dépit de ses écarts et revers, la DRDO pourrait progresser plus rapidement que de coutume, compte tenu des faits suivants :
 - De pressions nouvelles et inhabituellement fortes de l'armée, dans l'environnement post-Kargil 1999⁴⁰³ et post-Mumbai 2008⁴⁰⁴
 - La population est lassée de l'inertie de cette institution et des scandales à répétition (corruption, retards) affligeant le pays ces dernières années
 - Le gouvernement indien entend montrer à la Chine qu'il ne s'en laissera pas compter malgré l'avantage stratégique dont dispose Pékin pour l'heure
 - De la nécessité pour la DRDO sur ce dossier prestigieux, de regagner une crédibilité étiolée ces dernières décennies au fil de ses contreperformances multiples.

⁴⁰² 3,3 millions de km², une cinquantaine de villes ayant une population supérieure à 1 million d'individus, 3400 km de frontière terrestre commune avec la Chine ; 2900 avec le Pakistan.

⁴⁰³ Le quatrième conflit indo-pakistanaï, sur les hauteurs du Cachemire, en avril-juillet 1999.

⁴⁰⁴ Attentat-attaque-prise d'otages à Mumbai (Bombay) par un commando d'une douzaine de ressortissants pakistanaï en novembre 2008, durant près de trois jours.

8. Pour d'autres, cette BMD indienne pourrait n'en rester qu'au simple stade de « *démonstrateur technologique* », destiné à démontrer que l'on dispose du savoir-faire donc d'une certaine capacité de dissuasion et à ne pas partir de zéro si cette défense antimissile devait devenir vitale.
9. La variété des missiles en possession de la Chine et du Pakistan, la proximité quasi-immédiate des diverses cibles indiennes critiques (capitale, grandes villes, sites industriels et militaires, etc.), la taille enfin du territoire indien (3,3 millions de km², six fois la superficie de l'Hexagone), pénalisent grandement ce projet de bouclier.
10. En conséquence l'Inde doit allouer des ressources importantes en direction du renforcement de ses forces nucléaires stratégiques, de façon à s'assurer de la possession d'une arme de seconde frappe.
11. Un cercle vicieux alimentant un inévitable cycle de course régionale aux armements entre trois nations nucléaires aux aspirations et idéologies bien distinctes, difficilement compatibles. Une équation instable, dangereuse, qui n'a pas d'équivalente ailleurs sur la planète.
12. Le développement de capacités antimissiles est une entreprise à haut risque et pesant sur les ressources budgétaires de la nation. Sur le long terme, nonobstant sa croissance économique, l'Inde ne peut probablement mener ses efforts seule, ce qui la poussera vers une coopération avec une ou plusieurs autre(s) nation(s).
13. La coopération engagée / recherchée de l'Inde avec divers Etats technologiquement avancée en matière de défense antimissile de territoire (Etats-Unis, Israël en tout premier lieu) est source de courroux à Pékin et à Islamabad. Le renforcement de la collaboration indo-américaine pousse mécaniquement la Chine à accroître son arsenal nucléaire et d'ICBM, ainsi que sa panoplie de contre-mesures diverses.
14. En s'engouffrant dans cette carence technologique et financière indienne et en proposant leur assistance dans le secteur considéré, les Etats-Unis trouvent un nouveau point d'appui déterminant dans leur dessein de pénétrer par le haut le lucratif marché indien de l'armement.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de cette étude, il est possible de dégager un certain nombre de certitudes concernant les programmes de défense antimissiles balistiques et leur insertion dans des espaces stratégiques et géopolitiques dont la stabilité repose sur le mécanisme de la dissuasion.

1. La DAMB ne semble n'avoir nulle part vocation à se substituer, fût-elle partiellement, aux dispositifs de dissuasion nucléaire en place. Si elle permet de donner à certains Etats une capacité de résilience supplémentaire leur permettant de ne pas monter tout de suite aux extrêmes face à la menace (cas d'Israël), elle est beaucoup trop éloignée des standards d'efficacité opérationnels optimaux pour qu'une nation s'en remette à sa seule protection.

2. Les Etats engagés dans un programme de DAMB, parfaitement conscients des limites de cette dernière, poursuivent leurs programmes essentiellement pour des motifs diplomatico-économiques.

Certes, il s'agit de ne pas se laisser distancer afin de demeurer dans le peloton de tête des puissances militaires.

Mais ces programmes sont aussi une question de prestige : il s'agit de démontrer sa puissance sur la scène internationale comme à sa propre opinion publique.

Il s'agit surtout d'être en mesure de peser dans certains dossiers internationaux. Lorsqu'un Etat a la capacité de placer ses alliés à l'abri d'une offensive aérienne et balistique, il fidélise non seulement son réseau d'amis mais entrave d'éventuelles pressions militaires sur ces derniers de la part de puissances hostiles.

Cette fidélisation des alliés est d'autant plus profitable qu'elle peut être extrêmement féconde du point de vue économique :

- Soit en fédérant ses alliés au sein d'un programme dont on est le maître d'œuvre, ce qui permet de rendre dépendantes leurs industries de défense tout en cofinçant des programmes qui profiteront prioritairement à son industrie nationale (cas de figure américain sur le F-35 et, demain peut-être l'EPAA).
- Soit en s'assurant de solides relais de croissance à l'export
- Soit, enfin, en assurant par le biais de ces programmes la pérennisation, le développement et la modernisation de son industrie de défense

Il est certain, quoi qu'il en soit, que ces programmes demeureront l'un des piliers centraux des politiques de défense des Etats étudiés dans les vingt ans à venir. A fortiori si une percée technologique, certes improbable, devait survenir, permettant d'assurer la mise en place d'une défense réellement hermétique.

**SOURCES
ET
BIBLIOGRAPHIE**

SOURCES & BIBLIOGRAPHIE “ETATS-UNIS”

OUVRAGES

Mark Berhow et Chris Taylor, *US Strategic and Defensive Missile Systems 1950-2004*, New York, Osprey Publishing, 2005.

Richard Dean Burns, *The Missile Defense Systems of George W. Bush: A Critical Assessment*, New York, Praeger, 2010.

Stephen J. Cimbala, *Shield of Dreams: Missile Defenses and U.S.- Russian Nuclear Strategy*, Naval Institute Press, 2008.

Melissa V. Jordan, *Options for Deploying Missile Defenses in Europe*, New York, Nova Science Pub Inc, 2010.

NIDS, *East Asian Strategic Review 2010*, Japan Times, Tokyo, 2010.

Columba Peoples, *Justifying Ballistic Missile Defence: Technology, Security and Culture*, Oxford, Cambridge University Press, 2010.

Terence Roehrig, *From Deterrence to Engagement: The US Defense Commitment to South Korea*, Lanham, Lexington books, 2006.

Victoria Samson, *American Missile Defense: A Guide to the Issues*, New York, Praeger, 2010.

David B. Weller, *Command Structure of the Ballistic Missile Defense System*, New York, Kindle, 2012.

ARTICLES ET ÉTUDES EN LIGNE

Lars Assman, Theater missile defense (TMD) in Asia, Implications for Beijing and Tokyo, *LIT Verlag*, 2007.

Bruce W. Bennett, “The Future Direction of U.S.-ROK Defense Policy Cooperation: Managing the North Korean Nuclear Weapon Threat”, *Korean Journal of Security Affairs*, Vol. 13, n 1, juin 2008, pp. 33-72.

Edgar Buckley, “NATO Missile Defense: Is Europe Ready?”, Atlantic Council, International Security Program Strategic Advisors Group, novembre 2010.

“Build Radar Station in Georgia, Senators Urge” *Global Security Newswire*, 4 février 2011.

Yousaf Butt, “What Missile Defense?”, *Foreign Policy*, 21 octobre 2009.

Yousaf Butt, “The Myth of Missile Defense as a Deterrent”, *Bulletin of Atomic Scientists*, 8 mai 2010.

Yousaf Butt et Theodore Postol, *Upsetting the Reset: The Technical Basis of Russian Concern Over NATO Missile Defense*, FAS Special Report n°1, Federation of Atomic Scientists, septembre 2011.

James Carafano, “Nuclear Deterrence: A Defensible Defense”, *Fox News*, 12 janvier 2009.

“China warns of escalating arms race in Asia”, *China Times*, 20 décembre 2010.

Yun-Young Cho et Soo-Young Lee, “ROK-U.S. Alliance and Obama Administration’s Policy to Korean Peninsula”, *Korean Journal of Area Studies*, Vol. 29, n 2, août 2011, pp. 29-48.

Christopher F. Chyba et J. D. Crouch, “Understanding the U.S. Nuclear Weapons Policy Debate”, *The Washington Quarterly*, Vol. 32, n°3, juillet 2009, pp. 21-36.

Ivo Daalder, “The Case For a NATO Missile Defense”, *New York Times*, 15 novembre 2010.

Ian Easton, *“The Asia-Pacific’s Emerging Missile Defense and military space competition”*, Project 2049 Institute, décembre 2010.

“European Missile Shield Targets Russia, General Claims”, *Global Security Newswire*, 20 mai 2011.

John Feffer, *“An Arms Race in Northeast Asia ?”*, *Asian Perspective*, Vol. 33, n°4, 2009, pp. 5-15.

David Fouse, *“Japan’s New defense Policy for 2010: Hardening the Hedge”*, *Korean Journal of Defense Analysis*, Vol. 23, n 4, décembre 2011, pp. 489-502.

Bruno Gruselle, *« Développement et rôle des défenses antimissiles en Asie »*, FRS, *Recherches & Documents*, juin 2006.

Bruno Gruselle, *« Missiles et défense antimissiles en Inde »*, FRS, *Recherches & Documents*, 2008.

“Japan may need Early-Warning Satellite”, *AFP*, 9 avril 2009.

Akira Kawasaki, *“Japan’s Military Spending at a Crossroads”*, *Asian Perspective*, Vol. 33, n°4, 2009, pp. 129-146.

Tae-Hyung Kim, *“South Korea’s Missile Defense Policy: Dilemma and Opportunity for a Medium State”*, *Asian Politics and Policy*, Vol. 1, n°3, juillet-septembre 2009.

Bruce Klingner, *“The case for comprehensive missile defense in Asia”*, *The Heritage Foundation*, Backgrounder n°7 janvier 2011.

Bruce Klingner, *“North Korea’s imminent threat”*, *The Wall Street Journal*, 12 janvier 2011.

“Lavrov says missile defense projects should not ‘upset parity”, *RIA Novosti*, février 2011.

Dae-woo Lee, “*Evolution and Follow Up if the 42d ROK-US Security*”, *Current Issues and Policies*, n° 175, novembre 2010.

Jeffrey Lewis, “*Rethinking Extended Deterrence in North East Asia*”, *Policy Forum*, 10-54, 3 novembre 2010.

Simon Lunn, “*NATO and Territorial Missile Defense: A ‘No Brainer’ or More Questions Than Answers?*”, Atlantic Council, International Security Program Strategic Advisors Group, novembre 2010.

Matthias Maass, “*The North Korean Nuclear Program: From a Conditional Bargaining Chip to the Ultima Ratio in Deterrence*”, *Korean Journal of Security Affairs*, Vol. 15, n 1, juin 2010, pp. 31-54.

“*NATO Chief Urges Russia’s Inclusion Under Security ‘Tent’*”, *AFP*, 17 septembre 2010.

“*NATO Industry Report Says Missile Shield Cost Would Be ‘Significant,’ Inside the Army*”, 6 décembre 2010.

Valérie Niquet et Bruno Gruselle, « *Défense antimissile au Japon, en Corée du Sud et en Inde* », Recherches et documents, n°1/2011, Fondation pour la recherche stratégique.

Masashi Nishihara, “*Should Japan And South Korea Declare a Nuclear Weapon-Free Zone?*”, *Global Asia*, vol. 5, n°3, automne 2010.

Hwee-Rhak Park, “*The Self-Entrapment of Rationality in Dealing with North Korea*”, *Korean Journal of Defense Analysis*, Vol. 20, n 4, décembre 2008, pp. 353-365.

“*Patriot batteries to be expanded*”, *Kyodo News*, 12 décembre 2010.

Natalie Obiko Pearson, “*Japan Defense Plan Shifts Pacifist Stance*”, *AP*, 10 décembre 2004.

Edouard Pflimlin, « *La défense anti-missile japonaise : développements et perspectives* », *Affaires stratégiques.info*, 4 février 2011.

Pavel Podvig, *“The False Promise of Missile Defense”*, *Bulletin of the Atomic Scientists*, 14 septembre 2009.

Qin Jize et Li Xiaokun, *“China circled by chain of US anti-missile systems”*, *China Daily*, 22 février 2010.

Anders Fogh Rasmussen, *“NATO Needs a Missile Defense”*, *New York Times*, 12 octobre 2010.

“Rasmussen plans to discuss Ukraine’s participation in NATO missile defense system,” *Interfax news report*, 17 février 2011.

Brad Roberts, *“China and ballistic missile defense: 1955 to 2002 and beyond”*, Proliferation papers, IFRI, hiver 2004.

Gregg A. Rubinstein, *“US-Japan missile defense cooperation: current status, future prospects”*, Center for Pacific Asia Studies (CPAS), Stockholm University, 5 septembre 2007.

“Russia opposes missile defense”, *The Japan Times*, 16 octobre 2007.

“Russia threatens nuclear build-up over U.S. missile shield,” *CNN*, 18 mai 2011.

Régine Serra, *L’évolution stratégique du Japon : un enjeu pour l’Union*, Occasional Paper n°59, Institut d’Etudes de Sécurité de l’Union européenne, Paris, juin 2005.

David Shambaugh, *“Coping with a conflicted China”*, *The Washington Quarterly*, Vol. 34, n°1, hiver 2011, pp. 7-27.

Nao Shimoyachi, *“Long-range missile quest off defense buildup plan”*, *Japan Times*, 10 décembre 2004.

Jenny Shin, *“South Korea’s Growing Missile Defense System”*, *CDI*, August 25, 2009.

Scott Snyder, *“The Second North Korean Nuclear Crisis: Assessing U.S. and DPRK Negotiation Strategies”*, *Pacific Focus*, Vol. 22, n 1, printemps 2007, pp. 47-72.

“South Korea Says No to Joint Missile Defense with the US”, Korea Herald, 25 octobre 2010.

“South Korea US Launch Joint Committee to Deter North Korea’s Nuclear Threat”, Yonhap news, 13 décembre 2010.

Guillaume Steueur, « *Antimissile : l’Europe à l’heure des choix* », *Air et Cosmos*, n° 2206, 19 février 2010.

Tim Sullivan, *“Deter and Assure: Charting a Course for American Asian Alliances in a New Nuclear Age”*, American Enterprise Institute, Center for Defense Studies, novembre 2010.

Nicholas Szechenyi, *“A turning point for Japan’s Self Defense Forces”*, *The Washington Quaterly*, automne 2006.

Sugio Takahashi, *“Dealing with the Ballistic Missile Threat: Whether Japan Should Have a Strike Capability under its Exclusive Defense-Oriented Policy”*, *NIDS Security Reports*, n°7, septembre 2006.

Sugio Takahashi, *“Emerging Missile Defense Issues”*, *Briefing Memo n°114*, Tokyo, NIDS, septembre 2007.

“US Agrees To Japan’s Licensed Production of PAC-3 Missiles: Report”, *AFP*, 23 novembre 2004.

“U.S.-Japan Missile Defense Cooperation: Allies to Move in New Direction?”, *WMD Insights*, janvier 2010.

Tian Wu, « *Zhu Ri Meijun haijun jidi saomia* » (« Les bases navales américaines au Japon »), *Jianzai Wuqi*, n° 1, 2004.

Rapports, documents officiels

Ballistic missile defense: improvements needed in THAAD acquisition planning: report to the Secretary of Defense, United States General Accounting Office, Washington DC, 23 juin 2012.

Jacques Gautier, Xavier Pintat et Daniel Reiner, *Rapport d'information sur la défense antimissile balistique*, Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat , Rapport n°733, Paris, 6 juillet 2011.

Steven A. Hildreth et Amy F. Woolf, *Ballistic Missile Defense and Offensive Arms Reductions: A Review of the Historical Record*, Congressional Research Service, 25 mai 2010.

Steven A. Hildreth et Carl Ek, *Missile Defense and NATO's Lisbon Summit*, Congressional Research Service, 28 décembre 2010.

Martin Matishak, “*United States European Phased Adaptive Approach (EPAA) and NATO Missile Defense*”, Bureau of Arms Control, Verification and Compliance, Département d'Etat américain, 3 mai 2011.

Ministry of National Defense, *Defense White Paper 2008*, Séoul, 2008.

NATO Lisbon Summit Declaration, 20 novembre 2010.

Charles C. Swicker, *Theater Ballistic Missile Defense from the Sea: Issues for the Maritime Component Commander*, Naval War College Newport Papers 14, 9 août 2012.

United States Congress Senate, *The administration's missile defense program and the ABM Treaty*, Hearing before the Committee on Foreign Relations, United States Senate, 11 octobre 2011.

“*US-ROK Joint Communiqué – The 42nd US-ROK Security Consultative Committee*”, 8 octobre 2010.

SOURCES & BIBLIOGRAPHIE “ISRAEL”

ARTICLES DE PRESSE ET SOURCES ELECTRONIQUES

« *Israël prévoit une guerre-éclair contre l'Iran* », *l'Express*, 15 août 2012.
http://www.lexpress.fr/actualite/monde/israel-prevoit-une-guerre-eclaire-contre-l-iran_1149771.html

« *Israël, Gaza, autorité palestinienne : Ce que la victoire des Frères musulmans va changer* », *Slate*, 27 juin 2012.
<http://www.slate.fr/story/58507/israel-gaza-autorite-palestinienne-victoire-freres-musulmans>

« *La défense antimissile balistique : bouclier militaire ou défi stratégique ?* », Rapport d'information, commission des Affaires Etrangères et de la défense n°733, 2010-2011.

« *Anti Ballistic Missile Defense Cooperation or confrontation* », *Nationalnaïa Oborona*, mai 2012.

Schéma du rayon d'action du BM-25 :

http://vitalperspective.typepad.com/vital_perspective_clarity/2006/04/israeli_militar.html

« *Israel adds upgraded Patriot battery to anti-missile arsenal* », *World Tribune.com*, 02 janvier 2012.

<http://worldtribune.us/2012/01/02/israel-adds-upgraded-patriot-battery-to-anti-missile-arsenal/>

« *Report: Funding for Iron Dome could be cut* », *Space Daily*, 09 octobre 2012,
http://www.spacedaily.com/reports/Report_Funding_for_Iron_Dome_could_be_cut_999.html

OUVRAGES

« *Tsahal. Nouvelle histoire de l'armée israélienne* », par Pierre Razoux. Editions Perrin, 2006.

ENTRETIENS

Mafat

Colonel Shlomi Sudri. Organisation de la défense antimissile d'Israël / Chef de la division technique

Rafael

- Ehud Cohen. Systèmes de défense antimissiles et aérienne / Directeur du marketing et du business development.

- Ari Sacher. Direction de la défense aérienne et air-air / Défense antimissile à courte portée / Développement du système

Elbit Systems

- Colonel Moshe Patel. Directeur Systèmes C4I / Défense antimissiles balistiques et ligne d'alerte avancée terrestre.

Rubincon defense Consulting Ltd.

Uzi Rubin. CEO.

Mission de défense française à Tel-Aviv.

- Colonel Guillaume Bailleux de Marisy. Attaché de défense.

SOURCES & BIBLIOGRAPHIE “RUSSIE”

OUVRAGES

« *Armée Russe. Quelle réforme pour l'armée russe ? Quel avenir pour la réforme ?* » PROME, Jean-Louis, HESPRING Date. Défense et Sécurité Internationale. Février 2009.

« *L'armée russe entre déclin, réforme et renaissance* », CRONE, Olivier. Outre-Terre, 2008.

« *Défense russe : Réformes et redéfinitions* ». FACON, Isabelle. Questions internationales n°27, septembre-octobre 2007, p. 29-31.

« *La coopération militaro-technique entre la Russie et la Chine : Bilan et perspectives* », FACON Isabelle, MAKIENKO, Konstantin. Recherches et Documents, FRS, juillet 2006.

« *La doctrine militaire russe* », LITOVKIN, Viktor. Défense nationale, Janvier 2004.

« *La nouvelle doctrine militaire russe et l'avenir des relations entre la Russie et l'Occident* », FACON, Isabelle. Annuaire Français de Relations Internationales.

« *La politique de défense de la Russie* », RIGONI, Andrea. Union de l'Europe Occidentale, N° A/2008, Juin 2008.

« *La posture russe en matière de sécurité : Que veut le Président Poutine ?* » SITT, Bernard. Observatoire de la non-prolifération. N° 19, septembre 2007.

« *Le projet de puissance de la Russie : Entre confiance, lucidité et défensive* », FACON Isabelle. Revue de Géonomie, n°50, 2009.

« *Les ambivalences de la transformation des forces armées russes* » FACON, Isabelle. L'Economie politique, N°21, janvier 2004.

« *Les forces armées russes. Le pouvoir de l'illusion* » MAC DERMOTT, Roger. Russie. NEI.Visions n°37, mars 2009

« *Les sources de la modernisation de l'outil militaire russe : Ambitions et ambiguïtés de Vladimir Poutine* », FACON Isabelle. Annuaire français de relations internationales, Bruylant/La documentation française, 2005.

« *Les sources de la puissance : Visions et approches russes* », FACON Isabelle. Bulletin d'études de la marine, n° 39, septembre 2007, p. 19-24.

« *Où en est la Russie stratégique ? Entretien avec Ruslan Pukhov, directeur du Center for Analysis of Strategies and Technologies (CAST) de Moscou* ». Défense et Sécurité Internationale. N° 31, novembre 2007.

« *Politique étrangère et de sécurité russes : Esquisse d'un bilan des années Poutine* », CASTIN, Laure. Sécurité globale N°2, hiver 2007.

« *Putin, the army and military reform* », FACON, Isabelle in HEDENSKOG, Jakob « *Russia as a great power-dimensions of security under Putin* », Routledge, 2005.0106000

« *Russie-Inde, coopération militaro-technique* » FACON, Isabelle. Fondation pour la Recherche Stratégique, mars 2008.

« *State militarism and its legacies : Why military reform has failed in Russia* », GOLTS, Alexander, PUTNAM, Tonya. International Security. 2004, N°2.

« *Une nouvelle doctrine militaire pour une nouvelle Russie* » FACON, Isabelle. In, « *La Russie entre héritages et mutations* », Revue internationale et Stratégique, n°68, 2007, p. 143-151.

« *Defense-Industrial establishment of Russia* ». KARLIK, Alexandre & MAXIMTSEV, Igor. Intervention dans le cadre du colloque « Economics of international security », Université Pierre Mendès France, Grenoble 2, 16-17 mars 2007.

« *Defense industry transformation in Russia : Evidence from a longitudinal survey* » IZYUMOV, Alexei, KOZALS, Léonid & RYVKINA Rosalina. *Post-communist Economics*, vol. 12, N°2, 2000.

« *Défis à la réforme de la recherche développement de défense en Russie* » PUKHOV, Ruslan, BARABANOV, Mikhaïl. *Moscow Defense Brief*. N°1, 2007.

« *De l'influence internationale russe par les exportations d'armement* », CLOUET, Louis-Marie. *Défense Nationale*. Février 2009.

« *Developments in the Russian arms industry* », COOPER, Julian. *SIPRI Yearbook* 2006.

« *Development Scenarios for the military industrial complex* ». MENCHIKOV S. In : *The military industrial complex. Problems of economic transition*. Février 2000, vol.4.

« *Economie de la puissance et exportations d'armement. La politique de coopération militaro-technique russe depuis 1991* ». CLOUET, Louis-Marie. Thèse de doctorat en sciences économiques sous la direction de Jacques FONTANEL. Université Pierre Mendès France, Grenoble 2.

« *Les exportations, moteur et révélateur des faiblesses de l'industrie russe d'armement* », CLOUET, Louis-Marie, in *Le débat Stratégique*, juin 2008, CIRPES.

« *L'industrie de défense russe* », IVANOV, Henry. *Jane's Defence Weekly*. Janvier 2007.

« *L'industrie de la défense russe en 2006* », VASILYEV, Dmitry. *Moscow Defence Brief*. 2007.

« *Rosoboronexport : Arms sales and the structure of Russian Defense Industry* », BLANK Stephen. *Strategic Studies Institute*, 2007.

« *Rosoboronexport, fer de lance de l'industrie russe d'armement* », CLOUET, Louis-Marie, IFRI Centre Russie/NEI, septembre 2007.

« *The Russian Defence Industrial Base* », ANDERSON, Guy. *rusi.org*. June 2009.

SOURCES ELECTRONIQUES

-Interfax

-ITAR-Tass

-Red Stars.

-RIA-NOVOSTI

- <http://fr.rusbiznews.com>

- The Moscow Times. : <http://www.themoscowtimes.com/>

- Kommersant : <http://www.kommersant.ru/>

-« *Военная доктрина Российской Федерации* ». 5 февраля 2010 года.
http://news.kremlin.ru/ref_notes/461

-“*Neuf "terroristes" tués au Kazakhstan*”, Le Figaro, d’après l’AFP, 17/08/2012.

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/08/17/97001-20120817FILWWW00224-neuf-terroristes-tues-au-kazakhstan.php>

-« *Union douanière : Poutine veut accentuer l’intégration* », RIA-Novosti, 11 avril 2012.

<http://fr.rian.ru/world/20120411/194267004.html>

-« *Union douanière : Le Kirghizstan entame la procédure d’adhésion* », RIA-Novosti, 11 avril

2011. http://fr.rian.ru/ex_urss/20110411/189130154.html

- « *Russia, Kazakhstan, to combine air defense* », Ria-Novosti, 11 juillet 2012.

http://en.rian.ru/mlitary_news/20120711/174548551.html

- « *Le Kazakhstan espère recevoir des missiles S-300 d’ici 2013*», Ria-Novosti, 11 juillet 2012.

<http://fr.rian.ru/defense/20120711/195317082.html>

-« *Vers une utilisation conjointe des satellites russes par les pays de la CEI* », Ria-Novosti, 5 avril

2012. <http://fr.rian.ru/defense/20120405/194189704.html>

- « *CIS air defense units hold joint exercises in Russia* », RIA-Novosti, 8 septembre 2011.
http://en.rian.ru/military_news/20110908/166538827.html

- « *Poutine optimiste quant à l'avenir commercial entre la Russie et la Chine* », Xinhua, 9 septembre 2012. http://french.china.org.cn/business/txt/2012-09/07/content_26463082.htm

- « *Russia to sell 52 MI-171E helicopters to China* », RIA-Novosti, 6 septembre 2012.
<http://en.rian.ru/business/20120906/175805613.html>

- « *Pékin dément vouloir acheter 48 avions russes Su-35* », Ria-Novosti, 9 mars 2012.
<http://fr.rian.ru/defense/20120309/193842655.html>

- « *Russia arrests Chinese spy on anti-aircraft system* », Ria-Novosti, 6 octobre 2011.
<http://aircraft.zurf.info/news/russia-arrests-chinese-spy-anti-aircraft-system>

- « *Quand Vladivostok tombera aux mains des Chinois* »
<http://www.courrierinternational.com/article/2009/09/30/quand-vladivostok-tombera-aux-mains-des-chinois>

- « *Russie : Poussée chinoise le long de l'Oussouri* », Regard sur l'Est, 01 mai 2011.
<http://www.regard-est.com/home/breves.php?idp=1439&PHPSESSID=2d7f9e4f7cbdda4abcd74f5b5d31ec99>

- « *Pékin condamne l'arrestation de pêcheurs par la Russie* », 20 Minutes, 19 juillet 2012.
<http://www.20minutes.fr/ledirect/973809/pekin-condamne-arrestation-pecheurs-russie>

- « *Protéger l'Extrême-Orient russe contre une immigration excessive* », RIA-Novosti, 09 août 2012. <http://fr.rian.ru/onlinenews/20120809/195624940.html>

- Centre d'analyse Levada. L'opinion publique russe. Report annuel 2009.
<http://www.levada.ru/sites/en.d7154.agava.net/files/Levada2009Eng.pdf>

- « *Les deux premiers Mistral pour la flotte du Pacifique* », RIA-Novosti, 09 février 2011.
<http://fr.rian.ru/defense/20110209/188580633.html>

- « *UE: 200 mds EUR par an consacrés à la défense (Van Rompuy)* », RIA-Novosti, 21 mai 2012.
<http://fr.rian.ru/world/20120521/194780724.html>

- « *ABM: Moscou et Washington peuvent s'entendre si Obama est réélu (Poutine)* », RIA-Novosti, 06 septembre 2012. <http://fr.rian.ru/world/20120906/195973348.html>

- « *New Satan disturbs sleep of the defense minister* », <http://www.rusbiznews.com/news/n1097.html>

- « *Russia to Receive 30 Vityaz Air Defense Systems by 2020* », RIA-Novosti, 23 janvier 2012.
http://en.rian.ru/mlitary_news/20120123/170906930.html

- « *Russia to beef up ABM, air defence muscle* », Moscow Times, 29 août 2011.

- « *Restructuration de la défense aérospatiale russe* », Konstantin Bogdanov, RIA-Novosti, 04 octobre 2011. <http://fr.rian.ru/discussion/20111004/191351091.html>

- « *Russie : une défense aérospatiale mise en place d'ici 2017* », RIA-Novosti, 28 juin 2012.
<http://fr.rian.ru/defense/20120628/195189228.html>.

- « *Russian military orders missile early warning satellites* », RIA-Novosti, 19 avril 2012.
<http://en.rian.ru/news/20120419/172918299.html>

- « *Russia deploys airspace umbrella* », RIA-Novosti, 02 décembre 2011.
<http://en.rian.ru/analysis/20111202/169255117.html>

- « *Thousands of officers will strengthen military space defense* », Russia Today.com. 03 février 2011. <http://rt.com/politics/military-space-defense-officers/>

- « *Défense aérospatiale : deux tiers du territoire russe protégés* », RIA-Novosti, 22 juillet 2011.
<http://fr.rian.ru/defense/20110722/190228114.html>

- « *S-500-A miracle of a weapon* », *Voice of Russia*, 02 juillet 2012.
http://english.ruvr.ru/2012_07_02/80032342/

- « *Russia set to finish development of new air defense system* », Ria-Novosti, 16 septembre 2009.
http://en.rian.ru/mlitary_news/20090916/156150066.html

- « *Russia to start building new S-500 air defense missiles by 2014* », Ria-Novosti, 17 février 2011. http://en.rian.ru/mlitary_news/20110217/162647016.html

- [http://warfare.ru/db/catid/264/linkid/2586/title/s-500-triumfator-\(triumphant\)/](http://warfare.ru/db/catid/264/linkid/2586/title/s-500-triumfator-(triumphant)/)

- « *S-400 : les tests d'un nouveau missile terminés* », RIA-Novosti, 28 juin 2012.
<http://fr.rian.ru/defense/20120628/195188568.html>

- « *Vityaz to replace S-300 air defense systems in 2014 - designer* », RIA-Novosti, 15/08/2011.
http://en.rian.ru/mlitary_news/20110815/165792937.html

- « *Défense aérospatiale : le nouveau système russe Morfeï en service dès 2013* », RIA-Novosti, 15 août 2011.
<http://fr.rian.ru/defense/20110815/190490084.html>.

- « *La Russie met cinq milliards de dollars pour la modernisation du croiseur atomique lance-missiles Amiral Nakhimov* », Portail des sous-marins, 6 septembre 2012 in <http://rpdefense.over-blog.com/article-la-russie-met-5-milliards-pour-la-modernisation-du-croiseur-atomique-lance-missiles-amiral-nakhimov-109812188.html>

- « *Russia's fourth Kirov-class warship demonstrates missile defence capability* », Naval Technology.com, 21 septembre 2012. <http://rpdefense.over-blog.com/article-russia-s-fourth-kirov-class-warship-demonstrates-missile-defence-capability-110382189.html>

- « *La Russie prévoit de construire un destroyer de nouvelle génération en 2016* », Rus Navy Intelligence, 24 juin 2016. <http://www.rusnavyintelligence.com/article-la-russie-prevoit-de-construire-un-destroyer-de-nouvelle-generation-en-2016-107370663.html>

- « *Krepost / Redut-Poliment (9M96) (Russian Federation), Surface-to-air missiles* », Jane's Naval Weapons Systems, 4 juillet 2011. <http://articles.janes.com/articles/Janes-Naval-Weapon-Systems/Krepost-Redut-Poliment-9M96-Russian-Federation.html>

- « *Russia to Test New Naval Air Defense System by Year End* », RIA-Novosti, 12 mai 2012. http://en.rian.ru/mlitary_news/20120512/173404790.html

- « *Bouclier antimissile : les futurs systèmes russes seront aéroportés* », RIA-Novosti, 18 août 2011, <http://fr.rian.ru/defense/20110815/190490064.html>

- « *Minsk se procurera des S-400 russes* », RIA-Novosti, 11 septembre 2011. <http://www.fr.rian.ru/defense/20110911/190999659.html>

- « *Le bouclier américain en Europe vise la Russie* », RIA-Novosti, 28 février 2012. <http://fr.rian.ru/world/20120228/193543133.html>

- « *Ukraine ready to join Euro missile shield project agreed with Russia* », RIA-Novosti, 6 octobre 2011. <http://en.rian.ru/world/20111006/167449648.html>

- « *S-300 : La Russie cherche à obtenir un rappel de la requête de l'Iran* », La Voix de la Russie, 18 juillet 2012. http://french.ruvr.ru/2012_07_18/Russie-s-300-Iran-requete/

- « *Missiles sol-air pour la Turquie : La Russie participe à l'appel d'offres* », RIA-Novosti, 17 août 2011. <http://fr.rian.ru/defense/20110817/190524449.html>

- « *Systèmes S-400 : Pas d'exportation prévue actuellement* », RIA-Novosti, 9 juillet 2012. <http://www.fr.rian.ru/defense/20120709/195294396.html>

- « *Russia to build two space-defense missile plants* », RIA-Novosti, 3 février 2012.
<http://en.rian.ru/russia/20120203/171120539.html>

- « *Rogozin proposes state body on aerospace defenses* », RIA-Novosti, 27 janvier 2012.
http://en.rian.ru/mlitary_news/20120127/170989730.html

- « *Russian super-holding to build hypersonic missile* », RIA-Novosti, 20 septembre 2012.
http://en.rian.ru/mlitary_news/20120919/176062184.html

PRESSE ET PUBLICATIONS PERIODIQUES

- Accomex. Actualités du Commerce Extérieur.
- Air & Cosmos
- Armeïski Sbornik
- Courrier des Pays de l'Est.
- Défense.
- Défense et Sécurité Internationale (DSI).
- Défense Nationale.
- International Security
- Jane's Defence Weekly.
- Journal of slavic military studies
- Military Parade
- Moscow Defence Brief. Publication du Centre for Analysis of Strategies and Technologies (CAST).
- Orientir
- Problèmes Economiques
- Outre-Terre
- Questions Internationales
- Regard sur l'Est
- Revue de géoéconomie.
- Rossiiskaïa Gazeta : Journal officiel du gouvernement
- Sécurité globale
- Voennaïa Mysl
- World Affairs
- Взлёт
- Национальная Оборона
- « *Anti-Ballistic Missile Defense Cooperation or Confrontation. Opinions of Russia's experts* », Natsionalnaïa Oborona, 2012

ENTRETIENS REALISES

Ambassade de France à Moscou

Général Jean Maurin, Attaché de défense

CAST

Ruslan Pukhov, Directeur général.

Journalistes spécialisés

Anton Tchernov, **Arsenal**

MBDA

Véronique Cham-Meilhac. Directrice du pôle défense antimissile.

Didier Gondallier de Tugny. Conseiller auprès de l'OTAN et de l'Union européenne.

Astrium

Bruno Duthoit. Vice-Président Défense. Astrium Space Transportation.

RUSI

Igor Sutyagin, chercheur senior.

OTAN

Valery Semin. Chef de la représentation stratégique et militaire permanente

SOURCES & BIBLIOGRAPHIE “CHINE”

Nom	Prénom	Fonction/Titre	Qualité	Appartenance
A TAIPEI				
CHANG	Yi Ting	Directeur adjoint, département des relations internationales		Prospect Foundation
CHANG	Hsieng Hwei	Secrétaire générale	Directrice de campagne de Tsai Ingwen	Thinking Taiwan Foundation
CHIU	Maria	Directeur adjoint		Institut Chang Kai Shek
DURAUD	Jacques	Directeur	Jésuite	Tien Education Center et Institut Ricci Taiwan
GRILLON	Vincent	Chef du service technique		Bureau Français de Taipei
LAI	Yueh Tchienn	Professeur	Ex-Colonel	Shih Chien University
LAN	Ming Li	Chef division sécurité nationale	Ex-Amiral	National Policy Foundation
LIN	Damien (So Jen)	Vice-Président	Ex-Général	Prospect Foundation
MA	Jen Kung	Professeur		Université de la Défense nationale
RICHARD	Olivier	Directeur	Ambassadeur	Bureau Français de Taipei
SHEN	Ming Shih	Professeur associé	Colonel (Terre)	Université de la Défense nationale
SUN	Yang Ming	Vice-Président		Prospect foundation
TOU	Chou Seng	Professeur	Ex-Vice-Ministre des Affaires étrangères.	Fujen University
TSAI	Ing Wen	Directrice	Chef de l'opposition	Thinking Taiwan Foundation
VANDY	Sarah	Analyste politique		Bureau Français de Taipei
YEN	Tieh Lin	Directeur exécutif adjoint	Ex-Capitaine de Vaisseau	Institut de relations internationales, Chengchi University

A HONG KONG				
CABESTAN	Jean Pierre	Chef du département "Government and International Studies"	Professeur	Baptist University Hong Kong
TYL	Dominique	Directeur	Jésuite	Institut Ricci Macao
EN FRANCE				
COUE	Philippe	Département activités spatiales	Auteur de "La Chine veut la Lune"	Dassault

BIBLIOGRAPHIE

Sites Internet d'informations générales

Air Power Australia	http://www.ausairpower.net/
China Defense	http://www.china-defense.com/
China Military power Mashup	http://www.china-defense-mashup.com
China Military report	http://wuxinghongqi.blogspot.com/
China Security	http://www.chinasecurityblog.com
Chinese Military Aviation	http://cnair.top81.cn
Federation of American Scientists	http://www.fas.org/
Global Military	http://www.global-military.com/
Global Security	http://www.globalsecurity.org
Australian National University	http://epress.anu.edu.au/sdsc/rc/mobile_devices/index.html

Ouvrages

Systèmes nationaux d'innovation dans les pays émergents : le cas de la Chine	ZHAO Wei		ESC Saint-Etienne Business School
The military Potential of China's commercial technology	Roger Cliff	2001	Rand Corporation
Modernizing China's Military	Crane; Clif; Medeiros; Mulvenon; Overholt	2005	Rand Corporation, Pittsburgh
China's revolution in doctrinal affairs	James Mulvern and David M Finkelstein	2005	The CNA Corporation Alexandria Virginia
A New Direction for China's Defense Industry	Crane; Clif; Medeiros; Mulvenon	2005	Rand Corporation, Pittsburgh
Military Power of the People's Republic of China 2007		2007	Office of the Secretary of Defence
Coping with the Dragon	Center for Technology and National security policy	2007	National Defense University Washington
The Coming China Wars	Peter Navarro	2008	Financial Times Press, Upper Saddle River, NJ
Military Power of the People's Republic of China 2008		2008	Office of the Secretary of Defence
China Military modernization	Richard D Fischer	2008	Greenwood publishing group
China's Evolving Conventional Strategic Strike Capability	Mark Stokes	2009	Project 2049 Institute
Targeting US Technologies		2009	Defense Security Office Counterintelligence Directorate
SP Military Yearbook 2010		2009	SP Guides Publications New Delhi
Research and collaboration in China	Jonatha Adams, Christopher King, Nan	2009	Thomson Reuters, Leeds

	MA		
Military Power of the People's Republic of China 2009		2009	Office of the Secretary of Defence
China's evolving Conventional strategic Strike Capability	Mark Stokes	2009	Project 2049 Institute
The Rise of the Chinese Defense Economy	Tai Ming Cheung (sous la direction de)	2010	SITC
The PLA at home and abroad : assessing the operational capabilities of China's Military	Kampaue, Lai et Skoben	2010	Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, Carlisle
The Economy of China	Linda Yueh	2010	Edward Elgar publishing Limited Cheltenham
Science and technology in China, a roadmap to 2050	Yongxian Lu	2010	Science Press Beijing and Springer Verlag, Heidelberg
Military and security developments involving the People's Republic of China 2010		2010	Office of the Secretary of Defence
Evolving Aerospace Trends in the Asia-Pacific Region	Mark Stokes, Ian Easton	2010	Project 2049 Institute
DEFENSE ACQUISITIONS Assessments of Selected Weapon Programs		2010	United States Government Accountability Office
China's national defense	Peng Guangxiang, Zhao Zhiyin, Luo Yong	2010	Sinopedia Series, Cengage Learning Asia , Singapour
Appel d'offres : China aerospace industry		2010	U.S.-China Economic and Security Review Commission
Uncertain Waters: Thinking About China's Emergence as a Maritime Power	Thomas J. Bickford	2011	Center for Naval Analyses Alexandria
Sea Power and the Chinese State:	Dean Cheng	2011	The Backgrounder N° 2576 Heritage Foundation

China's Maritime Ambitions			
Frameworks for Analyzing Chinese Defense and Military Innovation	Tai Ming Cheung (sous la direction de)	2011	SITC Policy Brief No. 27
Indigenous Innovation and globalization	Dieter Ernst	2011	UC Institute on Global Conflict and Cooperation and the East-West Center
Beijing's "starter carrier" and future steps	Andrew S. Erickson, Abraham M. Denmark, and Gabriel Collins	2011	NAVAL WAR COLLEGE REVIEW Winter 2012, Vol. 65, No. 1 p16-54
Military and security developments involving the People's Republic of China 2011		2011	Office of the Secretary of Defence
Conflict with China	James Dobbins • David C. Gompert David A. Shlapak • Andrew Scobel	2011	Rand Corporation, Arroyo Center, Pittsburgh
Breaking the Wall	Jon Grevatt	2011	Jane's Defense Weekly
China's Emergence as a Defense Technological Power: Introduction	Tai Ming Cheung	2011	The Journal of Strategic Studies Vol. 34, No. 3, 295–297
China's Program for Science and Technology Modernization	Micah Springut, Stephen Schlaikjer, and David Chen	2011	CENTRA Technology, Arlington
Indigenous Weapons Development in China's Military Modernization	Amy Chang	2012	U.S.-China Economic and Security Review Commission
Defense of Japan		2011	Ministère de la Défense japonais
Les capacités militaires critiques	Commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat	2012	Rapport d'information n° 634
La Défense antimissiles	Collectif	2012	Revue de la Défense nationale, n° 748

China and ballistic missiles defense : 1955 to 2002 and beyond	Brad Roberts	2004	IFRI
Satellite Laser Ranging in China	Yousaf Butt	2007	Union of Concerned Scientists, Cambridge, MA, USA
Où va la stratégie spatiale militaire chinoise ?	Alain de Neve	2009	Université catholique de Louvain
TRAITÉS ET PRINCIPES DES NATIONS UNIES RELATIFS À L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE	Texte des traités et des principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies	2002	Organisation des Nations Unies New York

Périodiques

Air et Cosmos		Air et Cosmos
Armada International		Armada Zurich
Asian Military Review		Media Transasia Hong Kong
Aviation Week		McGraw Hill company
China Brief	http://www.jamestown.org/programs/chinabrief/	The Jamestown Foundation
Defense News		Army Times Publishing Company
Jane's international Defense Review		IHS Jane's Couldson
Jane's Defense Weekly		IHS Jane's Couldson
Military Balance	The International Institute for strategic studies	Routledge; Londres
PLA Daily	http://eng.chinamil.com.cn/	Chines People's Liberation Army
SITC Policy Brief		Institute on global CONflict and Cooperation. University of California

SOURCES & BIBLIOGRAPHIE “INDE”

Presse indienne :

The Hindu
Times of India
India Today
Force
Deccan Herald
Tribune
Economic Times
Asia Times
Business Standard

Presse internationale

New York Times
BBC news
Xinhuanet
Global Times
Asian Tribune
International Herald tribune

Ouvrages

SIPRI Yearbook 2011, *Armaments, Disarmament and International Security*, 2011

A. Kumar et N. Vannoni, *Ballistic Missile Proliferation in Southern Asia : Options for Stabilization*, Sandia national Laboratories, Albuquerque, 2004

M.D. Swaine, L.H. Runyon, *Ballistic missiles and missile defense in Asia*, Nationale Bureau of Asian Research, Washington, 2002

H.M. Kristensen, R.S. Norris, M.G. McKinzie, *Chinese Nuclear Forces and US Nuclear War Planning*, Federation of American Scientists (FAS), Washington, 2006

Articles de revues spécialisées

Peter Topychkanov, « *India's Prospects in the Area of Ballistic Missile Defense: A Regional Security Perspective* », *Carnegie Moscow Center Working Paper* n°3, juillet 2012.

L. Saalman, « *China & the US nuclear posture review* », *The Carnegie Papers*, Washington, février 2011.

Stephen F. Burgess, *India's Emerging Security Strategy, Missile Defense and Arms Control*, pp.ix et 2, *INSS Occasional paper 54*, USAF Institute for National Security Studies, juin 2004

A. Gupta, "A National Security Strategy Document for India", IDSA, 20 octobre 2011.

« *India's Ballistic Missile Defense Options* », Stimson, 20 décembre 2010.

Laxman Kumar Behera, « *Defence Planning in India* », *Journal of Defence Studies*, volume 4, n°3, juillet 2010.

"Towards a national Security Strategy for India", IDSA National Strategy Project (INSP), novembre 2011.

K. Sibal, « *Threats in the Long Range* », ISN, ETH Zurich, 13 août 2012.

Pravin Sawhney, « *India's Ballistic Missile Defence capability is grossly exaggerated* », *Daily News and Analysis (DNA)*, 4 avril 2011.

M. Krepon, « *Nuclear and Ballistic Missile Defense Deals* », *IntelliBriefs*, 24 juillet 2012.

Peter Crail et Kathleen E. Masterson, « *India Extending Missile Reach* », Arms Control Association, janvier-février 2012.

V. Niquet, B. Gruselle, « *Défense antimissile au Japon, en Corée du sud et en Inde* », *Recherches et Documents (FRS)*, n°01/2011.

B. Roy, "China and India's Agni-V", South Asia Analysis Group, *Paper n°5017*, 25 avril 2012.

Ashok Sharma, « *India's Missile Defence Programme: Threat Perceptions and Technological Evolution* », *Manekshaw Paper*, n°15, 2009.

Debalina Chatterjee, « *Ballistic Missile Defence by both the South Asian nuclear states could result in an arms race* », *Force Magazine*, août 2012.

« *Brief III : Ballistic Missile Defence in South Asia* », IISS, *Briefings*, (<http://www.iiss.org/about-us/intranet/training/south-asia/briefings/nuclear-briefings/brief-iii/>).

Abhijit Singh, « *Ballistic Missiles, BMD Fuel India-Pakistan Tensions* », *World Politics Review*, 5 juillet 2011

« *Security Doctrines, Technologies and Escalation Ladders: A Pakistani Perspective* », Center on Contemporary Conflict (CCC), Monterey, 2012.

Shane A. Mason, « *Pakistan's Babur and Ra'ad Cruise Missiles: Strategic Implications for India* », IPCS, article n°3681, 18 juillet 2012.

A. Ahmed, « *Implications of Indian BMD developments* », IPCS, article n°3341, 8 mars 2011.

Afsah Qazi, « *Pakistan View of India's Ballistic Missile Defense System – Analysis* », *Indian Defence*, 23 juillet 2011.

V. Samson, « *India's missile defense / anti-satellite nexus* », *The Space Review*, 10 mai 2010.

Ajey LeleCherian Samuel, « *Panetta's prescription for New Directions in US-India Defence Relations: Cyber and Space Security* », *IDS Comment*, 8 juin 2012.

Siddharth Srivastava, « *India hones its missile shield* », *Asia Times*, 16 avril 2011.

Maschenka Braganca, « *Swords and Shields I – NATO's Missile Defense Offer to India* », *CSIS*, 2 décembre 2011.

« *Missile Developments in China, India and Pakistan: A Burgeoning Missile Race* », Jamestown Foundation, *China Brief* 10, Issue 10, 13 mai 2010.

A.H. Cordesman, R. Hammond, *The Military Balance in Asia: 1990-2010*, *CSIS*, 14 septembre 2010

Entretiens en Inde

- Institute for Peace and Conflict Studies (IPCS), Delhi,

Général (2S) D. Banerjee, Directeur

A. Kumar, chercheur

L. Advani, ancien ingénieur de l'ISRO

- Institute for Defense and Analysis (IDSA), Delhi

S. Gupta, chercheur

A. Ahmed, chercheur

- National Institute for Advanced Studies (NIAS), Bangalore

M. Ramamurthy, Directeur

- Université d'Hyderabad, Département des Sciences et de l'Ingénierie, Hyderabad,

Professeur R. V., spécialiste des questions balistiques et spatiales

M. V., ingénieur à la retraite de la DRDO

S. Srivastava, journaliste, spécialiste des questions de défense, Delhi

M. G., journaliste, éditorialiste, écrivain, expert des questions militaires, Delhi